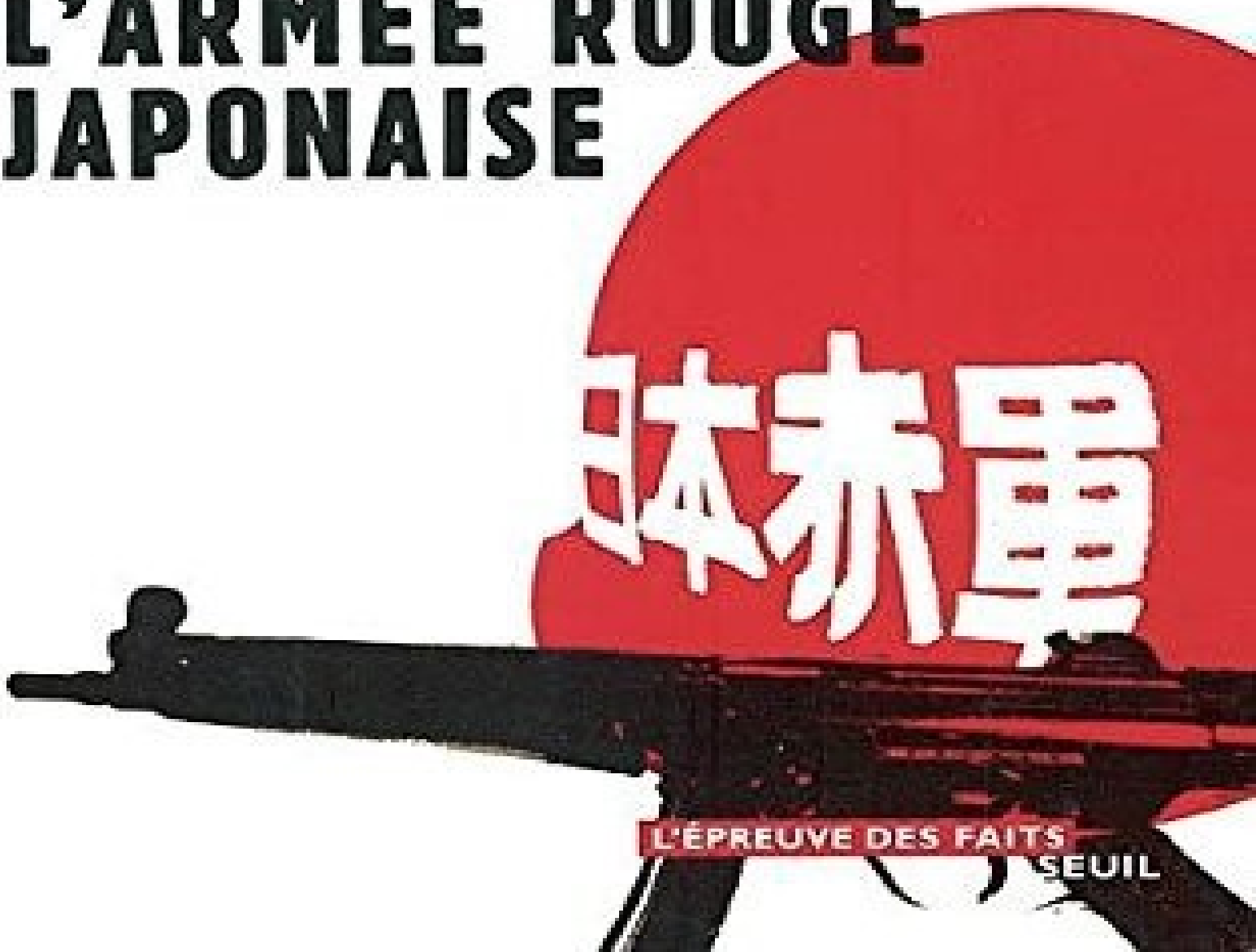
MICHAËL PRAZAN

LES FANATIQUES

HISTOIRE DE L'ARMÉE ROUGE JAPONAISE



L'ÉPREUVE DES FAITS
SEUIL

MICHAËL PRAZAN

LES FANATIQUES

Histoire de l'Armée rouge japonaise

ÉDITIONS DU SEUIL
*27, rue Jacob, Paris VI^e^*

Du même auteur

Une tradition de la haine
(avec Tristan Mendès France)
Éditions Paris-Méditerranée, 1999
La Maladie n° 9
(avec Tristan Mendès France)
Berg International Editions, 2001

Ce livre est édité par Patrick Rotman

ISBN 978-2-02-100838-8

© Éditions du Seuil, mai 2002

www.seuil.com

À la mémoire de mon grand-père

Table des matières

Couverture

Table des matières

Prologue

1 - Rengo sekigun L’Armée rouge unifiée - 1969-1972

- Trente ans après…
- Naissance du Sekigun, l’Armée rouge
- Le détournement de l’avion Yodo
- Tsuneo Mori, leader par intérim
- Yoko Nagata, un cas pathologique ?
- Premiers assassinats

2 - La purge des chalets de montagne

- Dans l’hiver de Nagano
- Le destin de Yoshino
- Le coup de filet de la police
- L’« affaire du chalet Asama »
- L’assaut final
- Épilogue

3 - Le massacre de Lod - 30 mai 1972

Fusako Shigenobu, genèse d’un leader

Kozo Okamoto, un voyage vers le néant

Le FPLP

« La Reine rouge »

Le massacre

L’incarcération d’Okamoto

4 - Les années de poudre (1) - ARJ-FPLP 1972-1974

Les lendemains de Lod

Les Fils des territoires occupés

5 - Les années de poudre (2) - L’Armée rouge japonaise 1974-1977

Le coup de force de La Haye

L’opération de Kuala Lumpur

Dacca, le triomphe du Nihon sekigun

À la croisée des chemins

6 - Les années de plomb - La Brigade internationale anti-impérialiste 1982-1988

La fuite des commandos palestiniens

Les atermoiements de Shigenobu

La course de « l’Échalote »

The Happy Network Trading Company

La branche coréenne : le « groupe Yodo »

Destination New York

L’attentat de Naples

7 - Les années 90 - Kakumeito Le Parti révolutionnaire du peuple « La fin d’une époque », 1989-2001

Au début des années 90

L’heure des comptes

La « mascarade » libanaise

Le retour de « la Reine rouge »

Une fin provisoire

De Lod à Manhattan

Annexes

1 - Personnages principaux

2 - Principaux membres du Sekigun

3 - Rencontre avec Masao Matsuda

4 - Chronologie

5. Évolution des groupes de la gauche japonaise

6. Schéma récapitulatif des différentes factions du Sekigun

Remerciements

Prologue

À l'aube du 19 janvier 1969, la tour rougissante de l'amphithéâtre Yasuda se détache sur un ciel blanc, comme le donjon vacillant d'un château médiéval assiégé. Après six mois d'occupation, les locaux de Todai (*Tokyo Daigaku*), la plus prestigieuse université du Japon, sont dévastés et le mouvement étudiant vit sa dernière heure. Au sommet du donjon, depuis trois jours l'aiguille de la grande horloge s'achemine vers un dénouement désormais inévitable. Sur le toit, où s'est retranché l'ultime bastion de résistance – environ 1 500 étudiants et lycéens –, se tient leur chef, Kiyoshi Imaia[1]. Coiffé d'un casque blanc, le visage masqué par une écharpe, il donne ses dernières instructions à ses troupes. Au bas de la tour, dans leurs armures noires, protégés par les casques de samouraïs et les boucliers de Plexiglas, les 8 000 policiers des forces spéciales du *Kidotai* (garde mobile) se préparent à donner l'assaut, celui qui mettra fin au désordre engendré par le plus violent et le plus déterminé des mouvements étudiants qui ont fait vibrer, partout dans le monde, l'année 1968. Les drapeaux rouges flottent encore comme un défi persistant au sommet de la tour. Les barricades cimentées qui entouraient le campus et empêchaient l'accès aux étages supérieurs de l'amphithéâtre sont partiellement détruites.

Kiyoshi Imai et ses combattants ne se font plus guère d'illusions. Après avoir essuyé le bombardement par hélicoptère de gaz lacrymogènes et de gaz toxiques, les jets de puissantes trombes d'eau lancées par des canons installés dans les cars blindés qui campent au pied de la tour, les étudiants, venus de différentes universités du pays et de toutes les tendances des Conseils de lutte inter-facultés (*Zenkyoto*), sont épuisés et désarmés. Ils savent maintenant qu'après une nuit blanche passée à lancer des cocktails Molotov et des bouteilles d'acide sur les forces de police, le donjon tombera bientôt. Au pied de la tour, quelques foyers brûlent encore, mais les flammes ont baissé d'intensité.

Ichiro Kato, le recteur de l'université, qui a demandé l'intervention de la police, a préféré l'affrontement à la négociation avec les syndicats étudiants. Il observe de loin le jour se lever sur la tour. Il tient sa victoire. Il espère simplement qu'on pourra encore éviter les pertes humaines. Si des étudiants devaient mourir au cours de l'affrontement final, l'opinion publique pourrait une nouvelle fois se retourner, et le mouvement étudiant reprendre son souffle…

Mais à 8 heures du matin, les forces de police, qui ont foncé à l'intérieur du bâtiment et grimpé dans la tour, gagnant salle après salle, étage après étage, sont parvenues jusqu'au toit où se livrent encore quelques combats sporadiques. Les étudiants, épuisés, démunis, finissent par rendre les armes. La défaite se solde par 768 arrestations. Les blessés sont nombreux : 170 parmi les forces de police, 47 dans le camp étudiant. Comme des prisonniers de guerre, les bras croisés sur la tête, les étudiants marchent en file indienne vers les fourgons blindés. Puis le calme revient. Et la pluie vient éteindre les dernières braises sur le parvis.

À l'intérieur comme à l'extérieur, l'amphithéâtre ressemble à un champ de ruines. Par terre sont répandus les vestiges de la bataille urbaine : barres de bambou utilisées par les étudiants lors des combats rapprochés, débris de barricades, de portes enfoncées, de cocktails Molotov. Ici et là, des taches de sang et les casques de protection frappés des sigles des différentes factions du mouvement étudiant : le casque blanc des trotskistes *Kakumaru* (marxistes révolutionnaires), le casque jaune des Jeunesses communistes et démocrates, le casque bleu du Front étudiant anti-impérialiste, le casque rouge et blanc du FSL (Front socialiste de libération).

Appartenant à une faction jusqu'alors inconnue, un casque s'est glissé au milieu des casques rouges de l'Internationale étudiante prolétarienne qui jonchent le sol. Le casque est rouge, lui aussi, mais frappé d'un idéogramme noir. Le noir de l'anarchie et le rouge de la gauche révolutionnaire ; le noir de la poudre à canon, tracé à gros traits sur la couleur des bains de sang. Son nom : *Sekigun*. L'Armée rouge.

1.

Kiyoshi Imai fut l'un des principaux leaders du mouvement étudiant de 1968. Né en Mandchourie en 1939, il entre en 1958, après une brillante scolarité, dans le très prisé

département de médecine de l'université *Todai* et prend la direction de la mouvance maoïste (Ligue marxiste-léniniste) de l'université. Il occupe ce poste durant dix ans. En janvier 1969, après un an de lutte intensive, il conduit le dernier bastion de résistance. Il est inculpé et mis en prison. Il quitte l'université de Tokyo en 1970 avec son diplôme de médecin, et fraye un temps avec le *Sekigun.* Mais Imai est davantage un humaniste qu'un révolutionnaire. Il quitte rapidement l'organisation qui s'engage dès lors dans le terrorisme. En 1971, il crée une association de jeunes médecins dont l'objectif est d'établir au Japon un système de protection sociale en faveur des plus démunis. À partir des années 80, il entame une carrière politique. Il sera élu sénateur du Parti socialiste japonais en juillet 1992. Après un bref passage à la tête de la section de Nagano, il quitte le Parti socialiste en 1996 et entre au Parti démocratique japonais (centre gauche). Il est élu sénateur en 1998 et occupe toujours cette fonction.

1

Rengo sekigun L’Armée rouge unifiée

1969-1972

Trente ans après…

Avril 2000, banlieue de Yokohama. Satoru Saishu avale une lampée de thé et repose sa tasse d’un geste précis, méticuleux. « C’est comme ça que tout a commencé. À l’époque, entre 1968 et 1969, j’étais professeur de biologie à l’université de Todai, l’université réservée aux futurs cadres de la nation[1]. » Un sourire illumine soudain son visage. « C’était un jour du mois de mai 1968. Je me suis enfermé avec mes soixante-quinze élèves, et nous avons ensemble improvisé une assemblée générale. J’étais encore très jeune. J’avais presque l’âge de mes élèves, et C’était mon premier poste. Je me suis retrouvé avec eux derrière les barricades. » Un mois plus tard débutait le boycott de l’université. Le professeur désormais âgé, duquel se dégage une étonnante sérénité, prend visiblement plaisir à se replonger dans ses souvenirs. Toujours professeur de biologie, Satoru Saishu enseigne à présent à l’université de Yokohama, non loin de la maison où il vit avec sa femme, le long d’une route bordée de cerisiers en fleur. Le mouvement de Todai, le second pôle de la contestation, a commencé par le département de médecine, où enseignait Satoru Saishu. Avec l’engagement des étudiants de médecine, explique-t-il, censés composer l’élite de la nation, le mouvement étudiant s’est politisé, puis radicalisé. « À Todai, les leaders s’appelaient

Kiyoshi Imai et Yoshitaka Yamamoto. Dans ma classe, il y avait également une jeune femme, Mokoto Abe, qui a animé un temps le *Zenkyoto* (syndicat étudiant) du département de biologie. »

« C'était ma première année à l'université », se souvient l'ancienne étudiante en médecine, aujourd'hui directrice de deux hôpitaux de Yokohama, et qui occupe depuis peu d'importantes responsabilités au sein du Parti socialiste japonais. « Pour moi, me confie-t-elle quand je la rencontre quelques jours après m'être entretenu avec son ancien professeur de biologie, C'étaient des années excitantes et pleines d'espoir. Et surtout, j'étais jeune ! j'avais 19 ans[2]. » Mokoto Abe n'a rien changé de ses convictions. Comme aux premières heures du mouvement étudiant, elle lutte toujours contre les discriminations que subissent les minorités étrangères (surtout coréennes, chinoises et philippines) au Japon. Elle rit à gorge déployée en se remémorant l'arrivée des CRS du *Kidotai* à la gare de Shinjuku, le soir du 21 octobre 1968. « Nous courions à toutes jambes, poursuivis dans les rues par les policiers. C'était comme un jeu… »

Ce soir-là, à Shinjuku, au centre de Tokyo, s'étaient rassemblées plusieurs dizaines de milliers d'étudiants qui protestaient contre l'acheminement du napalm vers le Vietnam. « Pour transporter le napalm vers les bases américaines telles que celle de Yokota, au sud du pays, témoigne Yasuo Oizumi, un ancien étudiant de l'université de Chuo, les trains devaient passer par la gare de Shinjuku. Les étudiants avaient pensé pouvoir stopper le trafic en détruisant la gare. Plus tard dans la nuit, alors que les combats de rue contre la police battaient leur plein, 20 000 étudiants sont partis manifester devant l'ambassade américaine et ont lancé des cocktails Molotov en criant "Vive les patriotes anti-américains !"[3]. »

Avec la manifestation destinée à empêcher le départ du navire de guerre américain *Enterprise* vers le Vietnam, qui, le 15 janvier 1968, avait réuni toutes les tendances du mouvement étudiant dans le port de Sasebo, situé à 1 200 kilomètres de Tokyo, Shinjuku fut l'une des plus retentissantes manifestations du mouvement étudiant. Et l'une des plus violentes. La brutalité de la police mobile provoqua, à la suite de ces deux manifestations, un soutien massif de la population au mouvement étudiant. Dans les deux cas, il s'agissait pour les étudiants de manifester contre la guerre du Vietnam et la collaboration active du Japon – fournissant en

armes et en logistique les armées américaines –, tenu par les accords du Traité de sécurité nippo-américain (AMPO). Accords qui seraient prorogés en 1970, et contre lesquels, comme en 1960, lors de la première prorogation – où s'était illustrée la fameuse *Zengakuren*[4], la puissante centrale étudiante de l'après-guerre –, s'élevaient les « comités étudiants anti-guerre ».

Mais ce qui avait mis le feu aux poudres, ce n'était ni la guerre du Vietnam, ni le Traité de sécurité nippo-américain, ni même la lutte contre les discriminations ou le désir ardent d'émancipation. C'était en fait l'augmentation des frais d'inscription dans les universités. Les premiers troubles commencèrent dès le mois d'avril 1965, avec l'augmentation des frais d'inscription de l'université Meiji de Tokyo – l'université de Fusako Shigenobu, future dirigeante de l'Armée rouge japonaise. Le phénomène se poursuivit au cours des années suivantes, et plus particulièrement en 1968. En janvier de cette année-là, ce fut le tour de l'université de Chuo, où l'éditeur Yasuo Oizumi était étudiant en droit : « Suite à ces augmentations, nous avons organisé des grèves et, en empilant des chaises, des objets métalliques et des bureaux, nous avons construit les premières barricades. Puis nous nous sommes enfermés dans les locaux de l'université. Les premiers à tenter de nous déloger étaient les étudiants d'extrême droite du département de gymnastique. J'ai été arrêté lors des premiers affrontements avec la police, et j'ai passé quelques nuits en prison. À cause de cela, je n'ai pas assisté aux combats les plus violents qui opposaient mes camarades au *Kidotai.* »

Très vite, les plus importantes universités du Japon emboîtent le pas des étudiants de Chuo et se mettent en grève. Mais C'est à Nichidai, la gigantesque université populaire de Tokyo – parent pauvre de Todai, qui accueille les étudiants défavorisés de province –, que le mouvement change progressivement de nature. À Nichidai, les affrontements avec la police redoublent de violence et prennent une tournure quasi militaire. Akita Meidai, un étudiant non affilié de Nichidai, membre du Front de libération étudiant, révèle un trou de 2 milliards de yen dans le budget de l'université, détournés par les dirigeants qui avaient, non sans cynisme, augmenté les frais d'inscription. « Le trou dans la caisse de l'université fut donc à

l’origine des révoltes. On apprit par la suite que certains professeurs touchaient des pots-de-vin et “vendaient” les examens. La lutte débuta par des réunions de classes, puis des réunions générales dans les deux facultés. Malgré la répression, les premières manifestations purent avoir lieu et, en avril 1968, le conseil de lutte de Nichidai demanda aux autorités de reconnaître dans les faits l’autogestion étudiante. Cette demande restant sans réponse, en juin, 20 000 étudiants entourèrent la faculté des sciences économiques et l’occupèrent. Les étudiants fascistes de la faculté d’éducation physique intervinrent, organisés en commandos. La grève se communiqua à toutes les autres facultés. Malgré l’intervention des gardes mobiles, suivie de 130 arrestations, l’université resta paralysée. En septembre, le président [de l’université] Furuta fut contraint de négocier[5]. »

Akita Meidai, l’étudiant qui avait dénoncé le trou de 2 milliards de yen, devint dès lors le porte-parole et la figure symbolique de l’ensemble du mouvement étudiant. Satoru Saishu l’appelle « le Cohn-Bendit japonais ». « Nichidai, explique aujourd’hui Akita, était appelée “l’université mammouth du Japon”. C’était une université qui pouvait accueillir 100 000 étudiants ; une usine capable de produire une main-d’œuvre de qualification moyenne à peu de frais. À Nichidai, tout activisme politique était strictement interdit. Avec mes camarades, nous réclamions une clarification du budget de la faculté et la liberté d’expression qui nous était interdite ; nous nous sommes rassemblés et nous avons décidé de nous appeler *Zenkyoto*[6]. Ce que nous voulions, ajoute-t-il simplement, C’était la justice[7]. »

« À l’époque, témoigne Oizumi, l’ancien étudiant de Chuo, les universités nous élevaient comme du bétail, comme des machines productivistes et non des citoyens autonomes. Et si le Japon est devenu un pays riche dans ces années-là, dans le reste de l’Asie et particulièrement au Vietnam, C’était loin d’être le cas. D’une injustice à l’autre, nous nous sommes élevés contre celle qui frappait les Vietnamiens. Nous avons appris que les Américains utilisaient des armes chimiques contre des populations civiles. Les étudiants japonais ont alors pris conscience, puisque le Japon se chargeait de la maintenance des bases américaines et produisait le napalm, qu’ils contribuaient eux-mêmes à assassiner le peuple vietnamien. Les étudiants japonais n’ont pas pu se taire plus longtemps contre cette

injustice, et C’est par cette prise de conscience que le mouvement étudiant s’est opposé à la guerre du Vietnam. »

« L’opinion publique soutenait jusque-là activement le mouvement étudiant[8] », se souvient le sénateur du Parti démocratique japonais Kiyoshi Imai, à l’époque l’un des deux principaux animateurs du *Zenkyoto* de Todai. « Les gens envoyaient de l’argent aux *Zenkyoto.* Je me souviens même qu’un jour un collégien m’a envoyé tout son argent de poche. Environ 5 000 yen. Autour de Todai, les petits restaurants nous faisaient parvenir clandestinement de la nourriture pendant l’occupation des locaux de l’université. Mais après l’évacuation de Todai, et l’échec de la lutte contre la prorogation du Traité de sécurité nippo-américain, nous avons perdu le soutien de l’opinion publique. »

Contrairement au premier mouvement de 1960, dont l’efficacité reposait sur l’unité du *Zengakuren* et son fonctionnement démocratique, les *Zenkyoto* du mouvement de 1968 étaient composés d’une multitude de groupuscules d’extrême gauche autonomes et souvent antagonistes. En 1969, les *Zenkyoto* éclatèrent, sombrant dans la confusion, la clanisation, et la confrontation des différentes factions qui les composaient. Pour Oizumi, comme pour la plupart des vétérans de 1968, « C’est la violence qui a discrédité le mouvement étudiant » ; elle a fait perdre le soutien de la population et reculer toutes les avancées démocratiques conquises au cours du mouvement étudiant. Pour tous, elle est incarnée par le *Sekigun* (Armée rouge). « Quand cette violence a pris le pas, ajoute Oizumi, une violence monstrueuse, insoupçonnée, tout le reste a été balayé. »

La violence du *Sekigun,* à rapprocher de celle des films « *Pink* »[9] – ces films indépendants qui, à la fin des années 60, mêlent pornographie et ultraviolence, et qui fourniront quelques bataillons aux troupes de l’Armée rouge japonaise –, est aussi l’expression d’une révolte sociale née avec le mouvement étudiant, qui s’oppose à l’idéologie du Japon industrialisé de l’après-guerre, à son fameux « miracle économique ». Un miracle en décalage avec la réalité quotidienne puisque, au début des années 60, le revenu moyen d’un Japonais est comparable à celui d’un Cubain. Il n’atteint que 40 % du revenu d’un Anglais, et seulement 15 % de celui d’un Américain. Dans cette société policée, illusionniste, véritable *Alphaville* où

les ouvriers, les employés, les étudiants sont accueillis sur leurs lieux de travail par des slogans enregistrés à la gloire de la productivité et de la sanctification du groupe, la jeunesse en rébellion s'oppose aux mots d'ordre de la productivité effrénée. « Santé, gaieté, responsabilité, participation », « Tous unis comme des pétales de rose », « Ayez bon esprit » ou « Travaillez chaque seconde » sont autant de leitmotive aliénants pour une jeunesse qui a soif d'indépendance et qui refuse l'idéal d'harmonie imposé à toutes les catégories sociales par des élites flottantes. « La jeunesse n'avait pas droit à la parole, mais elle la prend dans la rue, dans les ateliers, dans les universités, dans les lycées. Les "animaux économiques" se refusent à devenir des "monstres économiques"[10]. »

Autre carcan que refuse d'endosser l'étudiant japonais de la fin des années 60 : celui du groupe, du « clan »[11] ; modèle social séculaire qui fonde l'unité et l'unicité du peuple japonais. Car, au Japon, le groupe est tout, et, hors de lui, l'individu n'est rien.

La jeunesse étudiante, qui refuse de devenir un réservoir de machines humaines formatées sur l'autel de la productivité et de la communion nationale, confrontée aux crispations qui ne permettent pas aux revendications du mouvement étudiant de pénétrer le tissu social, se radicalise et cède, par étapes, à la tentation de la violence la plus extrême.

« À la différence du plus grand nombre, certains n'acceptent pas "l'harmonie" officielle, faite de discipline et de violence canalisée vers la rentabilité. Quand le modèle du père, qui a fait sa "joie" de la soumission à l'ordre de son entreprise, devient objet d'horreur, le jeune Japonais se découvre dramatiquement seul. En plein désarroi dans un pays dont l'imagination est devenue technique, où peut-il se réaliser ? Dans l'opulence factice et dérisoire de la société de consommation ? Dans une imitation hagarde des arts occidentaux ? Alors il décide un beau jour de devenir, selon l'expression des militants de l'Armée rouge, "un soldat de la révolution"[12]. »

Masao Matsuda, qui était étudiant à Nichidai, est un ancien réalisateur de films « *Pink* » et un ancien de l'Armée rouge. Quand je l'ai rencontré, au mois d'avril 2000, il animait une association de soutien aux membres de l'organisation expulsés du Liban dont le procès devant la cour de justice de Tokyo venait de commencer. Masao Matsuda ne regrette rien de sa

participation au « terrorisme international ». En trente ans, son soutien au groupe terroriste japonais n'a jamais failli, et il se déclare toujours « anarcho-trotskiste », comme aux premières heures du mouvement étudiant. Mais l'âge l'a rendu lucide, et Matsuda sait aujourd'hui que l'aventure de ses camarades approche de son terme. Lors de nos entretiens clandestins, qui n'échappent cependant pas à la surveillance permanente de la police secrète japonaise, il m'ouvre les portes du mystère qui entoure encore l'incroyable et sanglante épopée de l'organisation révolutionnaire japonaise. « Vous êtes venu ici à un moment difficile, me dit-il. Vous vous êtes intéressé au mouvement étudiant et à des personnages tels qu'Akita Meidai. Eux sont déjà entrés dans l'Histoire. À présent, C'est notre tour[13]. » Après de longues heures passées la nuit en sa compagnie, dans un minuscule bar du Golden Gai de Shinjuku, le quartier mal famé des prostituées, des travestis et des rendez-vous souterrains de la gauche révolutionnaire nippone, Matsuda accepte de me raconter son histoire et, par elle, celle de l'Armée rouge japonaise, la plus violente, la plus meurtrière, mais aussi, à ses yeux, la plus « romantique » des organisations qui s'engagèrent, à l'aube des années 1970, dans le « terrorisme international ». C'est ce témoignage rare, recueilli discrètement une nuit du mois d'avril 2000, qui constitue la première charpente du récit qui suit.

Naissance du Sekigun, l'Armée rouge

Le *Zengakuren*, la puissante centrale syndicale étudiante née en 1948, pendant l'occupation américaine, se fractionne, à la fin des années 60, en une multitude de groupes issus de ses cinq branches[14]. En 1969, on dénombre ainsi vingt-quatre groupes ou ligues d'extrême gauche dont les discours, de plus en plus radicaux, ont conduit les étudiants formant les *Zenkyoto,* une réédition improvisée et essentiellement « gauchiste » de la centrale syndicale qui avait animé le premier mouvement de 1960, à se livrer des batailles de rue sur fond de cacophonie idéologique. C'est de ce bouillon de culture qu'émerge, au début de l'année 1969, le nom de *Sekigun* ou *Sekigun-ha,* la Faction armée rouge.

Au mois d'août 1969, à l'occasion d'une réunion du *Bundo* (Ligue des communistes)[15], où sont également présents des représentants de groupes plus radicaux qui lui sont affiliés, les militants sont amenés à s'interroger sur la politique à mener, dès lors que le mouvement étudiant sombre dans les divisions et que les arrestations de la police privent la plupart des groupes de leurs dirigeants. Un étudiant de province, membre des Gardes rouges, une des plus radicales factions du *Bundo*, prend la parole et affirme que le mouvement étudiant a perdu la bataille qui l'opposait au gouvernement. Prenant acte de cette défaite, seuls le recours aux armes et la création d'une « armée révolutionnaire » permettront aux étudiants d'extrême gauche de remporter la victoire contre l'« impérialisme japonais ». « La classe opprimée qui ne veut pas prendre les armes et les utiliser est une classe d'esclaves[16]. » Dès cette prise de parole qui divise la salle – les uns criant à la trahison, les autres à la révolution –, la vocation internationale de l'organisation terroriste est affirmée : la révolution sera mondiale et cette « armée rouge » devra conduire la coalition des groupes révolutionnaires qui, partout dans le monde, feront alliance avec elle. « La révolution n'est pas limitée à notre pays, scandent les militants du *Sekigun*, C'est une révolution mondiale ! L'Armée rouge appelle tous les révolutionnaires à prendre les armes et à s'organiser[17]. »

Cet appel aux armes est aussitôt contesté par les dirigeants du *Bundo* – arguant que la situation sociale du Japon ne permet pas une alternative si radicale et dangereuse – et suivi d'une purge de ses éléments les plus radicaux. Cette purge est l'acte fondateur de l'Armée rouge. Car les éléments expurgés, issus de plusieurs branches radicales du *Bundo*, se réunissent dans une nouvelle structure, qu'il faudra dès lors appeler *Sekigun.* Ses membres adoptent le casque rouge et gravent son front des *kanji* (caractères chinois) permettant de les identifier. Ils se disent « *non-secto* » : C'est-à-dire indépendants ou non affiliés, bien qu'ils recrutent déjà au sein de la Ligue des communistes, dont ils sont issus. « Pour la première fois, se souvient Masao Matsuda, une faction issue du *Zenkyoto* avait intégré le mot *gun*, qui signifie « armée », à son nom. Jusque-là, les noms des différentes factions se terminaient par *domei* (alliance) ou *ha* (faction). Tout le monde fut choqué de cette nouvelle terminologie qui en disait long sur les intentions de cette nouvelle organisation[18]. »

À ce stade, le gros des troupes de l'Armée rouge est davantage constitué d'étudiants de province venant de milieux défavorisés que de l'élite universitaire. Leur jusqu'au-boutisme vient sans doute de là. Consciemment ou non, ils ont moins à perdre que les meneurs de la contestation, qui commencent déjà à abandonner le militantisme pour rentrer dans le rang, promis à devenir l'élite dirigeante du pays. La popularité du groupe gagne rapidement les campus universitaires. Après les discours théoriques qui ont fini de paralyser le mouvement étudiant, un nouveau groupe radical appelle à une action immédiate.

C'est dans cette confusion apparente que fut tracée la ligne politique du *Sekigun.* La révolution au Japon ne serait qu'une étape. Et peu importait au fond qu'elle échouât (si, comme l'avait prévu le *Bundo,* elle était bien condamnée à l'échec), car le Japon serait une bataille sur un front aux dimensions infiniment plus vastes. Un front aux dimensions du monde. L'Armée rouge prendrait la tête d'une armée internationale composée d'organisations révolutionnaires déjà actives dans différents pays. Il faudrait s'allier aux Cubains, aux Palestiniens, aux Nord-Coréens ou aux Black Panthers américains. Si l'on pouvait gagner des victoires sur ces différents fronts, le Japon, lui aussi, finirait bien par céder.

En ce sens, l'exemple du Vietnam[19] et la lecture de Frantz Fanon[20] avaient été de formidables révélateurs. Si la jeunesse japonaise, comme celle du monde entier, avait protesté dès 1967 contre l'intervention américaine, les étudiants avaient d'abord pensé pouvoir faire reculer l'interventionnisme américain en organisant des manifestations et en ralliant le plus largement possible l'opinion publique. Mais lorsqu'ils comprirent que la guérilla vietnamienne était sur le point de renverser le géant américain, les factions les plus révolutionnaires du mouvement étudiant durcirent leur position et se radicalisèrent, prenant modèle sur les organisations de guérilla vietnamienne et cubaine. Répondant à l'appel lancé par Fidel Castro, la jeunesse d'extrême gauche se mit à penser que seule la guérilla pourrait abattre l'impérialisme et le capitalisme américain ou japonais au profit des plus exploités et des plus démunis de la planète.

Lors de l'impressionnant regroupement des organisations radicales de la Nouvelle Gauche qui réussit, en septembre 1969, à rassembler 11 000

étudiants d'origines sociales, de villes et de groupes différents autour d'un même mot d'ordre : « *Ampo fusai !* » (« À bas le Traité de sécurité nippo-américain ! »), l'Armée rouge, par des discours d'une violence extrême, attira immédiatement l'attention de la police. À l'issue du meeting, cinq cents officiers de police seraient désignés pour surveiller les quelques centaines de membres composant l'Armée rouge. Pour autant, il ne s'agissait que d'une surveillance formelle, comme celle qui avait permis l'arrestation des leaders étudiants de l'année 1968. On était encore loin de s'attendre aux événements qui surviendraient bientôt.

Les mois qui suivirent permirent cependant à la police japonaise de prendre conscience du danger que représentait la progéniture du mouvement étudiant. Le premier coup de filet de novembre 1969 devait en effet révéler que, après les discours sur les campus universitaires, l'Armée rouge était désormais passée aux actes.

La première mouture de l'organisation, à l'automne 1969, est composée de quatre cents membres, répartis dans toutes les préfectures du Japon (principalement Tokyo et le Kansai, la région qui couvre Kyoto et Osaka). Parmi ces quatre cents membres, cent cinquante forment le noyau dur du mouvement ; ses dirigeants, contrairement à la grande majorité des troupes, proviennent des plus prestigieuses universités du pays. Le premier leader de l'Armée rouge, Takaya Shiomi, diffuse au sein des membres de l'organisation un livre à la couverture rouge intitulé *Poèmes sur les roses.* Ce livre, traduit de l'espagnol, provient de pays d'Amérique latine rompus aux pratiques de guérilla. En réalité, en dépit de son titre poétique, il s'agit d'un manuel de terrorisme où sont expliquées les techniques de fabrication d'explosifs à partir de produits de consommation courante ou d'engrais agricoles (bombes à retardement, cocktail Molotov, etc.). Shiomi a l'idée de créer une base d'entraînement qui permettra de former les nouvelles recrues afin de rendre infaillibles les opérations futures de l'organisation.

L'une des actions prévues par le groupe est l'enlèvement du Premier ministre Eisaku Sato, qui doit prochainement mener les discussions avec Richard Nixon au sujet de la restitution d'Okinawa sous souveraineté japonaise. Le 3 novembre, les uns après les autres, une cinquantaine de militants rejoignent les leaders de l'organisation réunis à Daibosatsu

(préfecture de Yamanashi). L'entraînement commence dès le soir de leur arrivée. Les militants, même s'ils ne connaissent pas encore le motif exact de cette préparation militaire, s'y prêtent avec enthousiasme. Pendant que les soldats sont à l'exercice, la nuit tombée les dirigeants de l'Armée rouge, dans une pièce isolée du chalet, perfectionnent leur projet de kidnapping à l'aide de plans et de photos prises devant la résidence du Premier ministre. L'opération est pour bientôt. Dans quelques jours à peine. Le lendemain, les commandos seront formés au maniement des armes et des explosifs. Et C'est confiants dans le succès de l'opération qu'ils finissent tous, tard dans la nuit, par aller se coucher.

Mais la police, qui, depuis la création de l'organisation, n'a pas cessé d'observer l'évolution du groupe radical, a suivi le petit groupe de militants jusque dans les montagnes de Daibosatsu. Les policiers, qui ont intercepté des messages et se sont infiltrés dans certaines réunions, savent qu'un attentat d'envergure se prépare. De loin, ils surveillent les faits et gestes de chacun et se tiennent prêts à intervenir. Au matin du 4 novembre, plus de trois cents policiers en armure fondent sur le chalet où s'entraînent les commandos du *Sekigun*, coupant toutes les voies d'accès.

Même si d'impressionnants moyens furent déployés afin de mener à bien ce premier coup de filet, nul ne s'attendait à ce que l'on découvrit. En plus du plan détaillé qui aurait sans doute permis l'enlèvement du Premier ministre, la police mit la main sur quinze bombes de fabrication artisanale, quelques armes à feu, plusieurs dizaines d'armes blanches et un grand nombre de produits chimiques. Les cinquante-trois membres de l'organisation présents furent tous arrêtés. Et dans les jours qui suivirent, les arrestations continuèrent à travers le pays ; au total, quatre-vingt-neuf membres de l'Armée rouge se retrouvèrent derrière les barreaux.

La police fut surprise par l'extrême hétérogénéité du groupe : les membres de l'Armée rouge réunis à Daibosatsu provenaient de vingt-deux préfectures différentes, la tranche d'âge allant de 15 à 26 ans (de nombreux militants arrêtés étaient mineurs, ce qui n'allait pas sans poser des problèmes juridiques). Et si la plupart étaient des lycéens ou des étudiants d'origine modeste, le groupe dirigeant, selon le témoignage d'un enquêteur, aurait pu former « la direction générale d'une multinationale japonaise ». Trente et un membres de l'Armée rouge (dont vingt-quatre mineurs) comparurent devant le tribunal. Quatre d'entre eux, convaincus d'être les

principaux organisateurs des opérations criminelles en cours, furent condamnés pour association de malfaiteurs, détention d'armes, d'explosifs, et tentative d'homicide.

Le détournement de l'avion Yodo

Le 30 mars 1970, la journée s'annonçait superbe. Le ciel était parfaitement bleu, et le fond de l'air, en ce matin de printemps, agréablement frais. Les conditions étaient donc idéales pour le vol que devait effectuer l'avion *Yodo,* un jet de la Japan Airlines transportant 138 passagers à Fukuoka, au sud du pays. L'avion décolla de Tokyo (aéroport de Haneda), puis survola la capitale en direction du mont Fuji. Pendant que l'équipage servait quelques rafraîchissements et que les passagers étaient absorbés par la contemplation du symbole éternel que représente pour les Japonais la montagne sacrée – clairement visible par les hublots –, de part et d'autre des rangées se levèrent en même temps neuf jeunes gens, habillés de costumes sombres, ressemblant à n'importe quels jeunes employés de bureau. Personne ne les avait remarqués, quand, soudain, certains d'entre eux dégainèrent des sabres de combat ; les autres étaient armés de poignards et de tubes métalliques ressemblant à des bombes artisanales – un arsenal impressionnant, mais qui semblait bien mal adapté à une prise d'otages[21]. Des cris de panique retentirent. L'un des jeunes gens, s'adressant aux passagers, leur intima l'ordre de se calmer et de ne pas bouger. Pendant ce temps, ceux qui avaient sorti leur sabre de samouraï couraient en direction du cockpit en criant : « Nous allons en Corée du Nord ! »[22].

Quatre membres du groupe surgirent dans le cockpit, le sabre à la main, et menaçant le pilote, le capitaine Shinji Ishida, un ancien officier de l'armée impériale, lui ordonnèrent de modifier son itinéraire. Leur destination n'était plus Fukuoka, mais Pyongyang, la capitale de la Corée du Nord. Comprenant que lui-même, son équipage et les passagers devenaient les otages du premier détournement d'avion de l'histoire du Japon, Ishida expliqua posément aux quatre jeunes gens que C'était impossible, car l'avion n'était pas appareillé pour un tel voyage. Les

réserves en carburant étaient insuffisantes pour effectuer la traversée et l'avion se perdrait en mer du Japon. Désarmés par cette réponse, les preneurs d'otages se concertèrent ; ils n'avaient pas prévu cette éventualité. Le pilote était à l'évidence de bonne foi, mais cette situation compliquait et retardait leur mission. S'ils faisaient escale au Japon, ils prenaient le risque d'une confrontation avec la police – confrontation qui, vu la tension qui régnait maintenant à bord et l'inexpérience du groupe en matière de détournement d'avion, pouvait mal tourner. Mais comme ils n'avaient pas particulièrement envie de s'écraser en mer, ils autorisèrent finalement le capitaine Ishida, toujours sous la menace de leurs sabres, à faire le plein au Japon avant de se rendre en Corée du Nord.

Les autorités japonaises furent alors contactées et informées de la situation. Les preneurs d'otages se déclarèrent membres d'une organisation radicale d'extrême gauche, déjà bien connue des services de sécurité japonais : *Sekigun-ha*, la Faction armée rouge. Toutes les parties concernées étaient priées de collaborer afin d'éviter de mettre en danger la vie des passagers. L'avion irait donc comme prévu à Fukuoka, mais il ne resterait à l'aéroport que le temps de refaire le plein, et redécollerait immédiatement pour la Corée du Nord.

Trois cents policiers, pour la plupart revêtus de la livrée du personnel au sol, étaient présents lorsque l'avion se posa à l'aéroport de Fukuoka. Certains d'entre eux tentèrent de s'approcher pendant qu'on faisait le plein, mais les preneurs d'otages, méfiants, demandèrent à ce qu'ils quittent la piste. Les policiers obtempérèrent, ne souhaitant pas mettre en danger la vie des passagers. Pendant ce temps, les membres de l'Armée rouge acceptaient de relâcher ceux qui, parmi les otages, semblaient les plus fragiles. 23 passagers – essentiellement des femmes, des enfants et des personnes âgées – quittèrent l'appareil. Quelques heures plus tard, l'avion redécollait, cette fois-ci en direction de l'aéroport de Pyongyang, escorté quelque temps par deux jets de l'armée.

Les membres de l'Armée rouge attachèrent chacun des 106 passagers de l'avion. Quant au capitaine Ishida, il dut piloter avec la pointe d'un sabre constamment enfoncée entre les omoplates. Personne, ni parmi l'équipage ni parmi les passagers – voire les preneurs d'otages eux-mêmes –, n'aurait pu parier sur l'issue de cette aventure. Pour autant, certains témoignages recueillis par la suite laissent penser que la terreur ne régnait pas à bord.

« Si les preneurs d'otages reviennent un jour au Japon, commenterait après sa libération un passager américain, je les recommanderai personnellement auprès de la Japan Airlines. Ils feront de très bons stewards ! Au cours du vol, ils ont vidé les cendriers, ramassé les papiers qui traînaient par terre, et m'ont même apporté un magazine[23]. »

L'atmosphère devint cependant plus oppressante une fois l'avion arrivé à destination. Sur la piste d'atterrissage, traçant l'allée qui conduisait à l'entrée du hall, se tenaient des jeunes femmes en costume traditionnel et des militaires en uniforme de l'armée nord-coréenne. Les preneurs d'otages, confiants et satisfaits d'avoir mené à bien leur mission, s'apprêtaient à quitter l'appareil quand l'un d'entre eux remarqua un détail suspect. À cet instant, de la tour de contrôle, on vit la porte de l'avion s'ouvrir, puis se refermer aussitôt. Bien qu'aucun des membres de l'Armée rouge ne fût jamais allé en Corée du Nord, et que tout semblât normal à première vue, il aurait été cependant naturel de voir flotter le drapeau de la Corée du Nord, et un portrait de Kim Il Sung. Or, aucun drapeau ou portrait du dirigeant communiste ne permettait d'identifier le pays où ils venaient d'atterrir. Les pirates de l'air eurent le sentiment d'être tombés dans un traquenard, mais ils voulaient en avoir le cœur net. Ils contactèrent par radio le personnel de l'aéroport censé les accueillir et exigèrent qu'on leur montrât un portrait de Kim Il Sung. La réponse de la tour de contrôle fut hésitante, puis embarrassée. On leur fit finalement savoir qu'aucun portrait du dictateur ne pouvait leur être montré. Le stratagème monté par la police japonaise, avec la collaboration des autorités sud-coréennes, venait d'échouer. Les jeunes filles en costume, les uniformes militaires : tout cela était une mascarade montée à la hâte pour donner le change. L'avion n'avait pas atterri à Pyongyang, mais à Séoul !

Les preneurs d'otages se retournèrent vers le pilote et son copilote, leur demandant des explications. Mais eux-mêmes avaient été bernés par les instructions données depuis une fréquence radio nord-coréenne, et pensaient réellement, comme les pirates de l'air, avoir atterri à Pyongyang.

Des pourparlers s'engagèrent alors avec le gouvernement japonais pour tenter de sortir de l'impasse. Après soixante-dix-neuf heures passées dans la carlingue, il était impossible d'utiliser les toilettes ; l'odeur et la chaleur ambiante devenaient insupportables. Les membres de l'Armée

rouge comprirent qu'ils ne pouvaient plus garder les otages à bord sans risquer de mettre leur santé en péril. Cinq passagers étaient déjà dans un état critique et nécessitaient sans doute d'être hospitalisés. Les preneurs d'otages voulaient éviter, autant que possible, de faire des victimes. L'opération ayant été destinée à créer, au sein de la population japonaise, un mouvement de sympathie à l'égard de l'Armée rouge, ils ne pouvaient pas se permettre de passer pour des bourreaux. Après d'âpres discussions, les membres du *Sekigun* acceptèrent de livrer les otages en échange du ministre des Transports japonais, Shinjiro Yamamura. D'un commun accord, il fut décidé que ce serait lui qui les accompagnerait jusqu'en Corée du Nord.

Quelques heures après que les conditions des différentes parties eurent été acceptées, M. Yamamura apparut à bord d'une Jeep sur le tarmac de l'aéroport. Il monta à bord et, quelques minutes plus tard, tous les passagers furent relâchés dans le calme. Peu de temps après, l'avion redécolla et atterrit cette fois sur l'aéroport de Pyongyang.

Toute l'affaire se termina de façon quelque peu surréaliste. À l'issue de la prise d'otages, le gouvernement nord-coréen organisa une réception réunissant les neuf preneurs d'otages, l'équipage de l'avion et le ministre des Transports dans une ambiance bon enfant. Après quoi, l'avion *Yodo* fut réquisitionné par la Corée du Nord et M. Yamamura ainsi que l'équipage renvoyés au Japon. L'identité des neuf preneurs d'otages fut rapidement connue. Il s'agissait de :

- – Takamaro Tamiya, le leader du groupe, un étudiant, 27 ans ;
- – Yoshimi Tanaka, le chef de l'organisation centrale de Tokyo, 21 ans ;
- – Takahiro Konishi, un étudiant de Todai, 22 ans ;
- – Takeshi Okamoto, un étudiant de Kyoto, 26 ans (le frère de Kozo Okamoto, qui mitraillerait la foule de l'aéroport de Tel-Aviv au mois de mai 1972) ;
- – Moriaki Wakabayashi, un étudiant, 28 ans ;
- – Shiro Akagi, un étudiant de l'université d'Osaka, 24 ans ;

- – Kimihiro Abe, un étudiant de l’université du Kansai, 24 ans ;
- – Kintaro Yoshida, un ouvrier, 22 ans ;
- – Yasuhiro Shibata, un lycéen âgé de 16 ans, qui avait fait une fugue quelques mois auparavant.

Ayant obtenu l’asile politique de la Corée du Nord, les neuf membres de l’organisation radicale japonaise furent tous internés dans des centres de rééducation politique. Devenus des héros en Corée du Nord, leur destinée devint, à partir de ce moment, un véritable paradoxe. Certains d’entre eux continueraient leurs activités terroristes, organisant des attentats depuis leur base de Corée du Nord[24] ; d’autres feraient de l’espionnage au profit de Pyongyang[25]. Mais, tout en restant des membres actifs de la Faction armée rouge et en étant considérés comme des agents de premier plan par les autorités nord-coréennes, leur séjour en Corée du Nord (qui, pour certains, durerait plus de trente ans) n’en serait pas moins ressenti comme une interminable et aliénante incarcération. Ceux qui survivront aux années 80 (quatre d’entre eux sont aujourd’hui décédés) n’auront dès lors qu’un seul objectif : rentrer au Japon et échapper à la pression que la Corée du Nord exerce sur eux et leurs familles. Mais C’est une autre histoire.

Tsuneo Mori, leader par intérim

Après le détournement de l’avion de la Japan Airlines par le commando du *Sekigun* (intervenant le même mois que l’arrestation de Shiomi, le fondateur et premier leader de l’organisation), la vacance du pouvoir parut manifeste. L’Armée rouge, divisée en une multitude de cellules autonomes, avait pu préparer la prise d’otages sans que certains centres de l’organisation en fussent informés. La communication entre les différentes cellules, sans cesse soumises à la pression de la police, était devenue des plus difficiles. C’est dans cette situation de désordre et de division idéologique (certains voulaient se concentrer sur le projet d’internationalisation du mouvement, quand d’autres accordaient la priorité

au projet de révolution nationale) qu'apparaît Tsuneo Mori, un jeune homme de 26 ans : le nouveau leader du *Sekigun-ha.*

Tsuneo Mori est né en décembre 1944, dans un Japon sous les décombres, effondré militairement, financièrement et moralement. Son enfance fut miséreuse, et ses parents, qui n'avaient aucun diplôme, se privèrent de tout pour que leur fils puisse poursuivre des études supérieures. Élevé à la dure, Mori fut constamment encadré durant sa scolarité, préparé aux concours dès son plus jeune âge, à forte dose de livres d'exercices et de *Juku* (écoles privées qui dispensent des cours du soir, en plus de l'enseignement scolaire). Sa scolarité fut celle d'un élève sérieux et travailleur, qui réussit toujours à se situer en tête de classe. C'est ainsi qu'il parvint à entrer dans l'un des meilleurs lycées de sa préfecture. Mais là, où la compétition était bien plus serrée, Mori n'accrocha pas le peloton de tête et finit par échouer au concours d'entrée à l'université Gaigodai de Tokyo. Il dut donc s'inscrire dans une université locale et intégra la faculté d'Osaka. Grâce à la coopérative de l'université, créée pour venir en aide aux étudiants les plus démunis, on lui fournit un travail à temps partiel qui lui permit de financer ses études. C'est au sein de cette coopérative universitaire que Mori fit la rencontre d'un étudiant qui avait les mêmes difficultés sociales : Takamaro Tamiya. La coopérative, comme dans de très nombreuses universités de l'archipel, était un centre de politisation des étudiants. En ces temps agités où grondait déjà la contestation universitaire, les coopératives étaient en quelque sorte autogérées par des militants d'extrême gauche.

C'est à cette époque que Mori, grâce à son physique de play-boy, séduisit l'étudiante la plus populaire du campus, avec laquelle il se mit en ménage. La jeune femme venait d'une famille aisée, et Mori goûta un temps avec elle un confort qu'il n'avait jamais connu. Mais le couple se sépara assez rapidement, en raison des infidélités répétées de la jeune femme. Mori fut très affecté par cette rupture. Il devait garder de cette expérience un certain ressentiment à l'égard des femmes.

La conséquence de cet échec amoureux fut le rapprochement de Mori avec Tamiya, ce jeune militant d'extrême gauche rencontré dans la coopérative universitaire. Ensemble, ils militèrent dans le *Bundo* (Ligue des communistes), puis au sein de l'Armée rouge. Tamiya, qui avait été le premier à rejoindre le groupe alors dirigé par Shiomi, se proposa de

parrainer Mori, qui put ainsi rejoindre les rangs du *Sekigun.* Après deux ans passés dans l'organisation, sans jamais avoir rien d'autre à faire que transmettre ou recevoir des ordres – Shiomi et Takahara étant en prison, Tamiya en Corée du Nord –, Mori se retrouva à la tête de la Faction armée rouge.

Nombre de vétérans de l'organisation (notamment les fondateurs incarcérés) furent d'avis, dès le début, que Mori n'avait pas l'étoffe d'un chef. C'était un soldat obéissant, dévoué à la cause, mais qui avait gravi les échelons à l'ancienneté, et par le fait des arrestations massives qui avaient eu lieu ces derniers mois. Personne n'imaginait pour autant qu'il conduirait l'Armée rouge à sa propre destruction. Mori n'avait aucune responsabilité dans le détournement d'avion du 31 mars 1970, et, pour beaucoup, C'était déjà un handicap. En tant que leader du groupe, il aurait dû être l'un des organisateurs de ce coup d'éclat. Au contraire, Mori n'accordait que peu d'intérêt aux voix des internationalistes qui souhaitaient établir une base à l'étranger afin d'exporter la révolution. À cette époque, de vifs débats internes opposaient les principaux dirigeants de l'organisation. Le *Sekigun* était traversé par deux courants : l'un maoïste (qui resterait la dominante idéologique de l'Armée rouge unifiée), l'autre trotskiste et internationaliste. Dès qu'il prit ses fonctions, Mori s'attaqua à résoudre les problèmes financiers que connaissait l'Armée rouge, et réfléchit à différentes alternatives afin de créer les conditions d'une révolution au Japon.

Mori organisa, durant l'année qui suivit son accession au leadership de l'Armée rouge, des attaques de banques ou de dépôts d'armes dans tout le pays. À nouveau, le *Sekigun* fit la une des journaux. En février et au début de mars 1971, les cambrioleurs du *Sekigun* réussirent à amasser ainsi plus de 2 millions de yen. « Un trio de jeunes gens parvient à s'enfuir après un hold-up en plein jour », titra le *Japan Times* du 10 mars. Et le 23 du même mois : « Quatre jeunes gens dérobent 1 million de yen lors d'une attaque de banque. » À l'époque, on ignorait que le *Sekigun* était l'auteur de ces braquages. Mais le 1er juillet, quand la police arrêta quatre jeunes gens, après un hold-up de 6 millions de yen, on comprit alors que l'Armée rouge, loin d'être anéantie, avait changé de politique et pratiquait le pillage de banques et, plus important, qu'elle s'était alliée à un groupe d'extrême gauche actif dans la région du Kansai (Osaka, Kobe, Kyoto) et Tokyo. Ce

groupe était connu pour avoir des tendances plus violentes encore que l'Armée rouge elle-même. L'un des quatre pilleurs de banques arrêtés était membre de cette seconde organisation, appelée *Keihin ampo Kyoto*[26] et dirigée par une jeune femme venue de Kyoto : Yoko Nagata.

Après avoir accédé à la direction du *Sekigun,* Mori avait fait appel au groupe mené par Nagata afin de renflouer les caisses et les effectifs de son organisation. Comme il lui était difficile de recruter de nouveaux soldats, en raison de la constante surveillance policière, Mori avait préféré s'adjoindre le partenariat du *Keihin ampo Kyoto,* et accepté de partager le leadership avec Yoko Nagata. La fusion des deux groupes d'extrême gauche conduisit donc à la création d'une nouvelle organisation appelée *Rengo sekigun* (Armée rouge unifiée).

Les activités criminelles de bas étage auxquelles l'Armée rouge unifiée se livra dans le courant de l'année 1971 furent loin d'être approuvées par tous les membres de l'organisation. Les leaders incarcérés étaient furieux de voir que Mori n'appliquait pas la ligne idéologique qu'ils avaient eux-mêmes fixée quelques années plus tôt, et trouvaient aberrante la pratique des cambriolages. Et parmi ceux qui avaient soutenu le projet de création d'une base étrangère axée sur des actions internationales, la défiance et le ressentiment à l'égard de Mori et Nagata étaient tels qu'ils décidèrent de prendre quelque distance avec l'organisation, afin de se concentrer sur la création de leur propre structure, reprenant à leur compte le nom originel de *Sekigun-ha* (Faction armée rouge). Parmi ce groupe réfractaire se trouvaient des activistes comme Masao Matsuda, ou le cinéaste indépendant Masao Adachi, qui avaient tous deux baigné dans le milieu de la contre-culture cinématographique japonaise – véritable terreau de la future Armée rouge japonaise.

Yoko Nagata, un cas pathologique ?

Nagata apparaît aux yeux de beaucoup comme un monstre. Et son portrait photographique, montrant un visage sévère (et tuméfié), publié dans les journaux après son arrestation, reste figé dans la mémoire collective du Japon. Cette image inquiétante permit de la charger plus que Mori de la

responsabilité de l'affaire. On brossa d'elle le portrait d'une « maniaco-dépressive », d'une « hystérique » aux tendances paranoïaques, sujette à des crises de violence. Tout cela était un peu exagéré, et l'enquête permit d'établir que les responsabilités étaient en fait assez bien partagées. Pourtant, dans le portrait que la presse nationale fit de Nagata, tout n'était pas faux. Et ses problèmes psychologiques (qui étaient bien réels) trouvent en partie leur origine dans les années qui précèdent son accession au leadership de l'Armée rouge unifiée.

Née en 1944, Yoko Nagata eut une enfance heureuse et protégée. Dans une interview qu'elle accorda au *Japan Times,* au lendemain des sanglants événements de l'hiver 1972, elle raconte avoir été une « enfant gâtée » et ne s'être jamais intéressée à la politique avant d'entrer à l'université. Bonne élève, elle échoua pourtant, comme Mori, à l'examen d'entrée des meilleures facultés du pays, et dut se rabattre sur l'université pharmaceutique Kyoritsu de Kyoto, une université de second rang. Nagata n'était pas une jolie fille – contrairement à Fusako Shigenobu ou Mieko Toyama, deux autres figures féminines du *Sekigun.* De très petite taille, coiffée et habillée en garçon, son aspect était souvent négligé et sa voix d'une inhabituelle gravité. Durant ses années de scolarité, elle se révéla une élève opiniâtre et sérieuse, et ses professeurs ne notèrent rien de particulier dans son comportement. En 1968, alors étudiante en pharmacie, elle devint le leader du *Keihin ampo Kyoto,* qui avait été créé pour lutter contre la ratification du Traité de sécurité nippo-américain. C'est là, dans cette année 1968, que se trouve, en partie, l'explication du cas pathologique de Yoko Nagata. Un traumatisme qui fait de la purge des chalets autre chose qu'une simple liquidation politique.

Avant même que le cas Nagata fût soumis à différents examens psychologiques – au cours des premières années de son incarcération –, les journaux qui affirmèrent sa fragilité (ou sa démence) s'appuyaient en fait sur un témoignage datant de décembre 1969. C'était avant l'alliance du *Keihin ampo Kyoto* avec le *Sekigun.* Nagata était venue rendre visite en prison à celui qui avait autrefois été son *sempai,* son mentor en matière d'idéologie politique et d'activisme terroriste. Go Kawashima, l'un des premiers leaders du *Keihin ampo Kyoto,* était un camarade qui, malgré son arrestation récente, demeurait respecté au sein de l'organisation dont Nagata venait de prendre la direction. Il n'y avait donc rien d'étonnant à ce qu'elle

lui rendît visite. Quand elle entra dans la prison, on conduisit la jeune femme dans une pièce isolée où elle put s'entretenir avec lui. Mais, après quelques minutes, les policiers chargés de surveiller le déroulement des visites furent alertés par des hurlements. Lorsqu'ils arrivèrent en hâte dans la salle où se trouvaient les deux jeunes gens, ils trouvèrent Nagata en larmes, exaltée, criant des insultes à Kawashima, qui restait prostré, tête baissée. Nagata, dans le flot de ses invectives, reprochait à Kawashima son manque de volonté et son absence de ferveur révolutionnaire. Mais la folie qui s'empara d'elle à cet instant n'avait probablement qu'un lointain rapport avec la révolution. L'attitude de la jeune femme sembla terriblement disproportionnée aux policiers qui assistaient à la scène. Ils rendraient compte de ce qui leur était apparu comme une véritable crise d'hystérie, après qu'on eut découvert le rôle joué par Nagata dans la purge de l'Armée rouge unifiée. Mais ce que ni les policiers ni la presse ne savaient alors, C'est que, un an plus tôt, profitant de la sujétion qu'il exerçait sur Nagata, Kawashima l'avait sauvagement violée. La jeune fille était vierge ; ce traumatisme affecta sa sexualité, ses émotions et jusqu'à sa conception des rapports humains. Elle pourrait dès lors ordonner sans grands scrupules l'exécution des éléments masculins du groupe terroriste et se montrer impitoyable à l'égard des femmes qu'elle considérait comme trop féminines.

Quelques mois après cette visite en prison, Yoko Nagata, devenue l'unique leader de l'organisation, faisait parvenir à Kawashima un mot laconique lui apprenant son expulsion du *Keihin ampo Kyoto.* Elle engagea son groupe dans le féminisme et affirma que sa lutte contre l'impérialisme devait être couplée au combat pour l'émancipation des femmes au Japon. Un combat qu'elle contribuerait, paradoxalement, à conduire à l'échec. Elle ordonna à ses camarades la plus grande rigueur en matière de sexualité. Les membres du *Keihin ampo Kyoto* devaient s'abstenir de tout rapport sexuel, sauf s'ils étaient mariés. Des dispositions qui surprirent les membres de l'Armée rouge, habitués à la plus grande liberté sexuelle – voire à un certain machisme traditionnel dans la société japonaise où les femmes devaient se contenter d'assister les hommes. Nagata se maria l'année suivante, en 1970, avec un autre militant d'extrême gauche, Hiroshi Sakaguchi, qui serait l'un des cinq preneurs d'otages de l'« affaire Asama ».

Le *Keihin ampo Kyoto* de Nagata avait l'argent, l'Armée rouge de Mori les armes. C'est sur cette base très simple que débuta leur partenariat. Pourtant, dès le début de l'année 1971, date de la création du *Rengo sekigun* (Armée rouge unifiée) regroupant les deux groupes terroristes, des dissensions apparurent. D'un point de vue politique, l'organisation de Nagata avait une orientation plus nationaliste que le *Sekigun,* et Nagata rejeta tous les projets de création d'un quartier général à l'étranger. Elle désirait concentrer l'action de son groupe sur la seule question de « l'impérialisme au Japon ». Le *Keihin ampo Kyoto,* avant de rejoindre le Sekigun, avait pratiqué des attentats contre l'implantation américaine sur l'archipel, et Yoko Nagata n'eut guère de mal à imposer ses vues à Tsuneo Mori.

Le premier attentat qu'ils conçurent ensemble prit pour cible un commissariat de police de Tokyo. Une bombe artisanale blessa trente-sept policiers. Cet attentat s'inscrivait dans une série d'actions dirigées contre la police, et qui avait débuté avant l'arrivée des deux nouveaux leaders. Une guerre – qui allait durer près de trente ans – était dès lors ouverte entre les forces de police et les membres du *Rengo sekigun.* Ensuite, Nagata et Mori établirent leur QG dans des chalets isolés des montagnes de la région de Nagano (non loin de Tokyo), qu'ils transformèrent en caches d'armes et en camps d'entraînement paramilitaires. Là, ils formeraient les soldats du *Rengo sekigun* au maniement des armes, et les transformeraient, comme on avait tenté de le faire à Daibosatsu, en commandos déterminés et entraînés pour des attentats de grande envergure. Déjà, les attentats de l'Armée rouge unifiée, depuis deux ans, avaient fait près de quarante morts. Mais le partenariat de Mori et Nagata, dès le début, souffrit de leurs personnalités antagonistes, de la jalousie et du désir de chacun de prendre seul la direction du *Rengo sekigun.* Entre eux, s'engagerait bientôt une compétition morbide où chacun tenterait d'affirmer son pouvoir dans le sang.

Premiers assassinats

Yasuko Haïki, une étudiante infirmière de 21 ans, et son petit ami, Shigenori Mukaiyama, 20 ans – un étudiant assez médiocre qui avait

échoué trois fois à l'examen d'entrée à l'université –, tous deux membres du *Keihin ampo Kyoto,* avaient fait part à leurs camarades de leur décision de quitter l'organisation. Si Mori avait déjà eu à affronter ce genre de situation – peu de temps avant l'arrivée de Nagata –, et qu'il avait alors projeté de supprimer les déserteurs, lui et ses hommes n'en avaient finalement pas eu le courage. Mais pour Nagata, qui se montrait d'une grande fermeté lorsqu'il était question de la loyauté de ses « soldats », aucune désertion ne devait être tolérée. De plus, Mukaiyama s'était vanté de vouloir écrire un livre où il témoignerait de son expérience au sein du *Rengo sekigun.* Nagata ne pouvait le permettre. Elle en informa Mori, qui accepta de lui laisser régler le problème à sa façon.

C'est ainsi qu'un soir du mois d'août 1971, quatre membres du *Keihin ampo Kyoto* firent irruption dans le dortoir de Yasuko Haïki. Le groupe était composé de deux hommes et de deux femmes. Haïki les connaissait bien. Ils lui dirent que Mukaiyama, son petit ami, avait finalement changé d'avis : il retournait dans l'organisation et lui demandait de le rejoindre. Haïki n'en crut pas un mot et refusa d'aller où que ce soit avec eux. Après plusieurs tentatives de séduction infructueuses, les deux hommes (Masakuni Yoshino et Koichi Taraoka) la forcèrent finalement à les suivre et l'obligèrent à monter dans leur voiture. Haïki se débattit, mais ils la plaquèrent contre la banquette arrière et l'empêchèrent de crier. Les deux jeunes femmes s'installèrent à l'avant du véhicule ; l'une d'elles (Kazuko Kojima) prit le volant. Ils sortirent de la ville, puis roulèrent en direction de Chiba, cherchant une zone industrielle et désertique. Dans la voiture, pendant qu'ils traversaient les faubourgs dans la nuit, les deux hommes, tout en l'interrogeant, frappèrent Haïki à plusieurs reprises. Rouée de coups, elle finit par perdre connaissance. Après une heure de route, la voiture s'arrêta près du lac marécageux d'Inba, à l'embouchure du fleuve Tonegawa. Les deux hommes sortirent le corps inanimé de la jeune femme et le transportèrent près d'un champ. Ils le déposèrent à terre et commencèrent à creuser une tombe. Alors que Masakuni Yoshino et Koichi Taraoka creusaient, Haïki reprit connaissance. Retrouvant rapidement ses esprits et prenant conscience du sort qu'on lui réservait, elle se leva d'un bond et se mit à courir en criant. Mais Yoshino et Taraoka ne tardèrent pas à la rattraper. Ils la saisirent, la plaquèrent au sol et la frappèrent à nouveau. Puis ils l'étranglèrent à l'aide d'une corde. Une fois morte, ils la

déshabillèrent, enveloppèrent le corps dans des sacs plastique et le déposèrent dans le trou qu'ils avaient creusé, pour ensuite le recouvrir de terre. Ils remontèrent en voiture et disparurent dans la nuit.

Deux semaines plus tard, Setsuko Otsuki, la petite amie de Taraoka – l'un des exécutants de l'assassinat de Haïki –, se rendit à l'appartement de Mukaiyama. Ce dernier, qui préparait une nouvelle fois l'examen d'entrée à l'université, était en train d'étudier quand Otsuki arriva. Ils burent un verre et discutèrent de choses et d'autres. Mukaiyama s'inquiétait de ne pas avoir de nouvelles de Haïki depuis plus d'une semaine. Otsuki lui répondit que son petit ami Taraoka lui manquait également… Après deux ou trois verres, Otsuki proposa à Mukaiyama de rendre visite à un de leurs amis communs. Arrivés chez cet ami, Otsuki s'éclipsa rapidement en refermant la porte derrière elle, enfermant Mukaiyama dans l'appartement. Son ami n'était pas là. En revanche, faisant cercle autour de lui, Mukaiyama reconnut sans peine la garde rapprochée de Nagata : Yoshino et Taraoka (les assassins de Haïki), ainsi que d'autres membres du *Keihin ampo Kyoto.* Après lui avoir posé des questions en le poussant violemment, ils le frappèrent à tour de rôle. Mais Mukaiyama se mit à crier et à appeler à l'aide. Pour le faire taire, Taraoka saisit une bouteille de whisky et la lui brisa sur le crâne. Mukaiyama perdit connaissance.

Comme la nuit du premier meurtre, les militants de l'Armée rouge unifiée transportèrent le corps de Mukaiyama dans la voiture et roulèrent en direction du grand lac d'Inba. Sur le chemin, Mukaiyama se réveilla et se remit à hurler. Yoshino et Taraoka, qui l'encadraient à l'arrière du véhicule, le frappèrent à nouveau. Et, comme la première fois, Yoshino sortit une corde qu'il lui enroula autour du cou. Puis – Yoshino à la droite de Mukaiyama, Taraoka à sa gauche –, ils tirèrent chacun une des extrémités de la corde. Désormais, Mukaiyama ne crierait plus. Ils arrêtèrent la voiture au milieu du *no man's land* où était déjà enterrée Haïki, et creusèrent une nouvelle tombe, près de la première. Mukaiyama s'était plaint de ne pas avoir vu Haïki depuis longtemps : il allait pouvoir être à ses côtés pour l'éternité. C'est ce que pensaient sans doute les membres du groupe de Nagata lorsqu'ils quittèrent les lieux. Ce qu'ils ignoraient alors, C'est que leur propre exécution n'était qu'une question de temps.

1.

Entretien, jeudi 6 avril 2000.

*Les notes numérotées sont rassemblées en fin de livre, p. 259-263.

2.

Entretien, vendredi 14 avril 2000.

3.

Entretien, lundi 3 avril 2000.

4.

Zen nihon gakusei jichikai sorengo (Centrale unitaire des syndicats étudiants inter-facultés).

5.

Bernard Béraud, *La Gauche révolutionnaire au Japon*, Paris, Seuil, 1970, p. 72.

6.

Zenkoku Kyoto kaigi rengo (Conseil de lutte inter-facultés).

7.

Entretien, mardi 11 avril 2000.

8.

Entretien, lundi 3 avril 2000.

9.

Les « *Pinku eiga* » (« *Pink Films* ») – ou « *sexploitation* » japonaise – étaient des productions cinématographiques indépendantes qui, du milieu des années 60 au début des années 70, expérimentèrent une nouvelle forme de cinéma mêlant pornographie et violence extrême. Inspirés par les procédés narratifs, l'esthétique et les moyens de production de la « nouvelle vague » (surtout Jean-Luc Godard), les « *Pink Films* » et leurs auteurs sont indissociables de l'histoire de la gauche révolutionnaire japonaise. Ce mouvement cinématographique, certainement le plus extrême qui se développe alors dans les pays industrialisés, est pourtant comparable aux cinémas de Pasolini, en Italie, ou de Fassbinder, en Allemagne, qui développent une même tendance à la subversion, un même goût pour l'onirisme, et une dénonciation de la « morale bourgeoise ». On remarquera que la grille de lecture permettant de comprendre les revendications et l'esthétique de la génération des années 70 au Japon s'applique peu ou prou aux autres pays anciennement de l'Axe. Dans *Eros in Hell*, le critique Jack Hunter dresse une typologie des films « *Pink* » : violence, avant-garde, sadomasochisme, comportements déviants, ultraviolence. L'œuvre la plus célèbre – autant que le testament du mouvement – sera le remarquable *Ai no corida* (*L'Empire des sens*) de Nagisa Oshima, réalisé en 1976. L'influence de cette génération sur la jeune extrême gauche japonaise fut considérable. Une phrase de Hisayasu Sato, l'un des héritiers les plus subversifs

de la « *Pink Generation* », en résume la teneur : « Je veux faire un film dont l'influence aurait le pouvoir de conduire les spectateurs à la folie, de leur faire commettre un meurtre. »

10. Bernard Béraud, *op. cit.,* p. 18.

11. « Le clan a toujours été la base de l'organisation sociale japonaise. Autrefois organisé autour d'une préoccupation militaire, il s'est progressivement tourné vers des objectifs économiques […]. Nul élément allogène n'est venu perturber cet ordre des valeurs. Autrefois intégré et dévoué à un clan féodal, fier de cette grande famille, dédaignant les clans rivaux ou voisins […], tout Japonais se reconnaît instinctivement dans ces clans d'un type nouveau qu'a engendrés le monde moderne : l'entreprise, la faction politique, la secte religieuse. Pour [l'entreprise], le salarié est prêt à tous les sacrifices et à tous les enthousiasmes. Dans cet étroit système de référence, la capacité de concentration et d'action commune est extrême. Comme est extrême la fidélité à ce groupe qui vous prend en charge et vous fera progresser en titre et en salaire, sans aucune exception, tout au long de votre vie. Dévouement, foi en l'avenir et considération vont de pair dans cette vie où la qualité la plus prisée est la capacité d'ajustement les uns aux autres, qui n'exclut pas la capacité professionnelle de l'individu, bien au contraire, mais en fait partager les fruits au plus grand nombre. Au Japon, le "nous" est infiniment plus important que le "je" ! » (Jacques Gravereau, *Le Japon au XX^{e} siècle,* Paris, Seuil, 1993, p. 408, 409.)

12. Philippe Pons, « Le produit d'une société », *Le Monde,* 30 septembre 1977.

13. Entretien, jeudi 13 avril 2000.

14. Ligue des communistes révolutionnaires ; Groupe marxiste-léniniste ; Ligue des communistes (*Bundo*) ; Mouvement pour la réforme des structures ; PCJ (Parti communiste japonais).

15. La Ligue des communistes, l'un des principaux groupes trotskistes, est née en 1958 ; elle s'était déjà illustrée dans le mouvement étudiant de 1960 contre la prorogation de l'AMPO (Traité de sécurité nippo-américain).

16. Bernard Béraud, *op. cit.,* p. 82.

17. *Ibid.*

18.

Entretien, jeudi 13 avril 2000.

19.

« La grande victoire du peuple vietnamien à Diên Biên Phu n'est plus, à strictement parler, une victoire vietnamienne. À partir de juillet 1954, les problèmes que se sont posés les peuples coloniaux ont été les suivants : "Que faut-il faire pour réaliser un Diên Biên Phu ? Comment s'y prendre ?" De la possibilité de ce Diên Biên Phu, aucun colonisé ne pouvait plus douter. Ce qui faisait problème, C'était l'aménagement des forces, leur organisation, leur date d'entrée en action. » (Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre,* Paris, Folio-Gallimard, 1991, p.101.)

20.

Pour toute une génération, Frantz Fanon, psychiatre martiniquais né en 1925 à Fort-de-France et mort algérien en 1961, est le chantre de l'anticolonialisme, le fossoyeur des « impérialismes » occidentaux. Il a écrit de nombreux essais politiques, dont le fameux *Damnés de la terre,* son livre-testament, préfacé par Sartre, et qui deviendra un livre culte dans les années 60. Dans ce livre posthume, Fanon prône la lutte armée comme réponse à la violence exercée par le système colonial et justifie la mort de civils dans la pratique de la violence politique.

21.

« Les sabres utilisés […] ne font pas partie du folklore mais s'expliquent par le fait que les armes à feu sont très difficiles à se procurer au Japon. » (Bernard Béraud, *La Gauche révolutionnaire au Japon,* Paris, Seuil, 1970, p.141.)

22.

13. *Japan Times,* 31 mars 1970.

23.

Un témoignage rapporté par William R. Farrel, dans *Blood and Rage. The Story of the Japanese Red Army,* Massachusetts, Lexington Books, 1990, p. 83.

24.

Le plus jeune des preneurs d'otages, Yasuhiro Shibata, sera arrêté en 1988 à Tokyo, alors qu'il préparait un attentat à Séoul, à l'occasion des jeux Olympiques.

25.

Yoshimi Tanaka serait envoyé en Europe dans les années 80 et ferait du renseignement pour la Corée du Nord, avant d'être arrêté au Cambodge en 1996, puis extradé vers le Japon au mois de juin 2000.

26.

Comité de lutte Tokyo-Yokohama contre le Traité de sécurité nippo-américain.

2

La purge des chalets de montagne

Quand Akita Meidai[1], le leader du mouvement de Nichidai, sortit de prison, C'était un mois avant le détournement de l'avion de la Japan Airlines vers la Corée du Nord. Cette expérience carcérale, si elle avait mis un terme à ses études, n'avait pourtant pas été désagréable. En prison, Akita avait mangé à sa faim, beaucoup dormi, et s'était mis à lire. Dans sa cellule, il écrivit ses *Mémoires de prison* et se découvrit une passion pour la poésie. À sa libération, son nom était encore mythique auprès de la jeunesse qui avait vécu l'intensité de la lutte de Nichidai. « Fin 1969, quand je suis sorti de prison, je suis retourné à Nichidai. L'université entière était fermée, et partiellement détruite. J'y ai rencontré des étudiants, mais aucun cours n'était plus dispensé. J'ai alors logé deux ou trois mois dans les locaux de l'université Kosei. Le mouvement étudiant était très affaibli et vivait ses dernières heures[2]. » Un jeune réalisateur indépendant demanda bientôt à Akita d'être le héros d'un film « nouvelle vague » intitulé L'*Oiseau de Peter Pan.* Mais le film, s'adressant à un public restreint, n'eut guère de succès.

Le mouvement étudiant avait en définitive fini par marginaliser Akita. Lui, qui était un étudiant appliqué et studieux avant les événements de 1968, n'obtint pas son diplôme universitaire. Reprendre ses études lui était désormais interdit. N'ayant plus un sou en poche, il exerça des petits boulots. Il tenta de se consacrer à l'écriture et entreprit de vendre sa production poétique (un recueil publié à compte d'auteur) à la criée, dans les rues de Shinjuku. C'est à cette époque, au début de l'hiver 1972, qu'il rencontra un garçon de 22 ans, Riyuzaburo Shindo.

Akita avait connu Shindo dans le mouvement étudiant, à l'époque des *Zenkyoto.* Shindo était à présent un soldat de l'Armée rouge unifiée. Ils allèrent boire un verre au Musasabi, dans le Golden Gai de Shinjuku. Ce bar était tenu par une jeune femme dont le mari, également membre de l'Armée rouge, était alors en prison. Après quelques verres, Shindo commença à parler des activités de son groupe. Il évoqua une mystérieuse mission : un projet d'une très grande envergure. Peut-être le début d'une révolution. Mori et Nagata avaient installé des camps d'entraînement dans les montagnes de Nagano. Shindo les y rejoindrait dans quelques jours.

Après cette énigmatique discussion, les anciens camarades de barricades se séparèrent. Akita ne revit jamais Shindo.

Dans l'hiver de Nagano

Mori avait été impressionné par le sang-froid de Nagata. Des divergences profondes apparaissaient entre l'Armée rouge et le *Keihin ampo Kyoto,* tandis que, sur le plan des rapports humains, la relation qu'entretenaient Mori et Nagata n'était pas exempte d'ambiguïtés. Mori admirait la volonté de Nagata tout en refusant de lui abandonner une parcelle de son leadership. Quant à Nagata, elle avait songé un temps à se séparer de Sakaguchi pour nouer avec Mori des relations plus intimes. Mais les désaccords politiques, la compétition entre eux et la défiance qu'ils partageaient à l'égard du sexe opposé devaient finalement l'emporter et exacerber la violence. En fait, Mori, qui se savait accusé de faiblesse par toute une frange de son organisation, ne supportait pas d'avoir perdu la face devant le leader du *Keihin ampo Kyoto.* C'est elle qui s'était occupée des dissidents dont elle avait la charge, et par ses ordres – respectés à la lettre –, elle avait démontré sa force et la faiblesse de Mori. Cela, il ne pouvait l'admettre plus longtemps. Et si un chef, pour obtenir le respect, devait se montrer cruel, C'est ainsi qu'il se conduirait désormais. Son autorité ne serait plus mise en question. Il lui faudrait donc se faire davantage respecter de ses « soldats » (et plus particulièrement des membres issus du *Keihin ampo Kyoto*), se montrer fort et sans états d'âme.

En décembre, l'Armée rouge unifiée s'est retirée dans les chalets de Nagano. Les petits commandos, composés du noyau dur de l'organisation, sont sans cesse obligés de se déplacer afin de ne pas se faire repérer. Les co-leaders de l'organisation, Mori et Nagata, qui font des allers et retours entre les montagnes de Nagano et Tokyo, ont dû réduire leurs déplacements car l'étau policier s'est resserré. Les arrestations des membres du *Rengo sekigun* se poursuivant, il est à craindre qu'un des leurs finisse par parler. Traqués, en bout de course, C'est là, dans le froid de l'hiver, que les membres du *Rengo sekigun* se coupent du monde et de la réalité.

Un après-midi, Mitsuo Ozaki, un ancien membre de *Keihin ampo Kyoto* de 21 ans, est violemment pris à partie par Mori et plusieurs de ses acolytes. Dans le chalet où ils sont réunis, Ozaki se voit accusé d'avoir parlé à une tierce personne des armes que l'Armée rouge unifiée dissimule dans les chalets. Vivement interrogé par Mori, Ozaki continue de nier. Mori exige alors des preuves de sa bonne foi et lui intime l'ordre de sortir dans la forêt. Le leader du *Rengo sekigun,* accompagné de quelques membres de l'organisation, suit Ozaki dans la neige, et lui propose un combat avec le garçon le plus fort du groupe, et lui assure qu'il croira à son innocence s'il parvient à surmonter sa douleur. Les autres membres forment un cercle autour des deux combattants. Le combat est inégal, et Ozaki se retrouve rapidement à terre. Se relevant avec peine, il remercie Mori de lui avoir accordé une seconde chance. Mais cette remarque est appréciée par Mori et ses hommes comme une marque de faiblesse. Visiblement, Ozaki n'a pas retenu la leçon. Plusieurs membres du groupe le frappent de nouveau, à tour de rôle, puis ils l'attachent à un poteau. Mori décide que la volonté d'Ozaki doit encore être éprouvée. Pour le co-leader du *Rengo sekigun*, il ne s'agit que de lui donner une leçon et de faire à Nagata la démonstration de son autorité. Ozaki reste attaché toute la journée dans la neige. On décide finalement de prolonger l'épreuve et de lui faire passer la nuit dehors, alors que les nuits sont devenues glaciales.

Pendant tout le temps où il reste attaché, personne ne répond à ses appels répétés ni ne vient lui apporter de quoi se nourrir ou se désaltérer. Ainsi, le lendemain, lorsque Mori retourne enfin auprès de lui, il ne peut que constater l'extrême faiblesse d'Ozaki – faiblesse aussitôt interprétée

comme une absence de ferveur et de volonté. Cet état d'abandon n'est certainement pas digne d'un « soldat » de l'Armée rouge unifiée. Et Ozaki est à nouveau roué de coups. Puis l'un des membres du groupe remarque que leur camarade ne réagit plus. Ozaki est mort. Tous sont surpris et déconcertés ; un certain désarroi les gagne. Si Nagata porte seule la responsabilité des assassinats de Haïki et Mukaiyama, ils réalisent qu'eux sont coupables de la mort d'Ozaki.

De retour au chalet, le petit groupe demande des explications à son chef. Le sort d'Ozaki ne risque-t-il pas de devenir celui de chacun d'entre eux ? Mori, qui – comme les autres – a d'abord semblé troublé, retrouve de l'assurance. Il leur affirme qu'ils ne sont en rien responsables de la mort de leur camarade. C'est Ozaki qui a choisi de mourir plutôt que d'affronter la souffrance. En réalité, dit-il, il s'agit plutôt d'un suicide que d'un meurtre. Le moment était venu de faire le tri, de se débarrasser des faibles et des brebis galeuses. La révolution serait exigeante. Il fallait pour l'accomplir des hommes d'élite. Ozaki n'avait tout simplement pas le profil.

Quelques jours plus tard, un autre membre de l'Armée rouge unifiée, Riyuzaburo Shindo, un ancien étudiant de 22 ans (celui qu'Akita a rencontré deux semaines plus tôt au Masasabi), trouvait la mort dans des conditions similaires. Son autopsie dévoilerait qu'il avait six côtes cassées, et que la mort était due à une hémorragie du foie, conséquence des coups reçus.

Shindo avait été accusé par Nagata de s'intéresser davantage aux femmes qu'à la « cause ». C'est ce qui avait été à l'origine de son exécution.

Le « comportement sexuel » de Kazuko Kojima serait également la cause de sa mort. Kojima, âgée de 22 ans, avait participé aux meurtres de Haïki et Mukaiyama. C'est elle qui conduisait le véhicule qui les avait transportés vers la zone industrielle où ils étaient enterrés. Elle avait assisté à l'agonie de ses anciens camarades, et, malgré ses efforts pour dissimuler le choc psychologique provoqué par cette expérience traumatisante, elle était depuis sujette à des troubles émotionnels. Les meurtres ayant été

gardés secrets auprès des autres membres de l'organisation, Kojima ne pouvait se confier à quiconque et paraissait souvent déprimée et larmoyante. Elle fit part à Nagata de ses problèmes émotionnels. Celle-ci en informa Mori, qui accusa Kojima de faiblesse.

Par ailleurs, avant de se rendre dans les chalets de montagne, Yoshitaka Kato, un militant de 22 ans, dont les deux jeunes frères étaient également membres de l'Armée rouge unifiée, avait fait un bref séjour au poste de police. Kato avait prétendu ne pas avoir parlé, mais, pour Nagata et Mori, il subsistait un doute. Kato et Kojima subiraient donc l'épreuve révolutionnaire que la direction leur imposerait. Leur force de caractère devait être mise à l'épreuve.

Dans une cabane près du chalet, Kato et Kojima furent installés autour d'une table. On leur fournit du papier et des stylos afin qu'ils rédigent leur autocritique et fassent des propositions écrites concernant la révolution à venir. Mais après quelques minutes, Mori, irrité, déclara que ce travail était trop lent et que les deux jeunes gens n'avaient pas réussi leur examen de passage. Ils devraient donc subir une punition. Mori leur ordonna de s'asseoir sur les talons et de se tenir droit, sans bouger, dans la position classique de l'ascète japonais. Durant la journée, ils furent continuellement surveillés par d'autres membres du groupe, et il leur fut interdit de boire et de manger. Le soir, la surveillance fut abandonnée. Kato et Kojima furent enfermés seuls dans la cabane.

Dans la nuit, Mori et Nagata, qui tenaient une réunion politique dans le chalet, furent alertés par les cris de Kojima. Arrivant dans la cabane, ils découvrirent que Kato avait tenté d'abuser sexuellement de sa camarade. Cette attitude provoqua la fureur de Nagata. Elle devait se montrer d'autant plus inflexible à l'égard de Kato que celui-ci était issu du *Keihin ampo Kyoto,* où ce genre de comportement était absolument proscrit. Mori déclara que Kojima n'était pas exempte de responsabilités dans cette affaire et qu'elle avait certainement provoqué Kato.

On décida donc que tous deux méritaient une punition plus sévère : ils devaient être battus. Les frères de Kato furent sommés de participer à la bastonnade (ils feraient plus tard partie des cinq preneurs d'otages de l'« affaire Asama »), et C'est avec une anxiété qu'ils tentaient de dissimuler qu'ils exécutèrent les ordres, frappant leur frère sans retenir leurs coups, en espérant que, après cela, l'incident serait clos. Mais pour Mori et Nagata, il

n’était pas question d’en rester là. Kojima et Kato furent transportés à l’extérieur de la cabane et attachés à un poteau. Puis le groupe se retira dans le chalet, reprenant le cours de la réunion interrompue. Mais, à nouveau, des bruits venant de l’extérieur, du froid polaire de la nuit de Nagano, attirèrent leur attention. Mori et Nagata sortirent, pensant que leurs camarades tentaient de s’échapper. À leur grande surprise, ils virent Kato qui se frappait la tête contre le poteau avec une étonnante régularité. Kato leur dit qu’il voulait aller plus loin encore dans l’épreuve qu’on lui imposait ; car il souhaitait parvenir au stade ultime de sa force mentale pour devenir un véritable révolutionnaire. Mori fut impressionné par cette réaction, qu’il jugea exemplaire. Kato fut détaché et autorisé à venir se réchauffer dans le chalet. Kojima, en revanche, était loin d’avoir fait ses preuves ; elle fut condamnée par le groupe à passer la nuit dehors. Au petit matin, elle était morte, les yeux grands ouverts. Son visage, effrayant, fut interprété comme un dernier défi lancé à Mori et Nagata. Kojima n’avait sans doute pas mérité la place qu’elle avait occupée au sein de l’Armée rouge unifiée. Son cadavre serait exposé à la vue de tous et livré aux intempéries.

Aussitôt après Kojima, vint le tour de Mieko Toyama, l’ancienne petite amie de Takahara, l’un des tout premiers leaders de l’organisation. Toyama était âgée de 25 ans et avait été étudiante à l’université Meiji de Tokyo. Depuis plusieurs années déjà, elle militait au sein de l’Armée rouge avec sa meilleure amie, Fusako Shigenobu, qui, quelques mois auparavant, avait arraché à Mori la direction de la faction internationaliste du *Sekigun,* et venait de s’installer dans les camps d’entraînement libanais. Toyama avait hésité à la rejoindre au Liban et à entrer dans les rangs de son groupe. Mais elle demeurait membre du *Rengo sekigun,* et avait finalement suivi Mori dans les chalets de montagne.

Toyama ne mourut pas seule. Elle fut accompagnée de Masatoki Namekata, qui, tout comme Toyama, était un vétéran de l’Armée rouge. Agé de 22 ans, Namekata avait commencé très tôt la lutte active, d’abord dans les *Zenkyoto* du mouvement étudiant, puis au sein du *Sekigun.* Il avait plusieurs faits d’arme à son actif. Ancien compagnon de lutte de Kiyoshi Imai, ils avaient tous deux mené le morceau de bravoure du siège de l’amphithéâtre Yasuda de Todai. Après cinq séjours en prison, ayant eu autant de fois à affronter les interrogatoires de la police, Namekata n’avait

jamais flanché. Mais cela n'était pas suffisant pour lui épargner la purge alors en cours.

Entre Nagata et Toyama, les relations étaient difficiles depuis leur première rencontre. Toyama, qui militait pourtant dans l'Armée rouge depuis sa fondation, ne s'était réellement investie dans le mouvement – écrivant des essais révolutionnaires – que lorsque son petit ami, l'un des premiers leaders du *Sekigun*, avait été incarcéré. Aux yeux de Nagata, ce motif ne faisait pas de Toyama un « soldat » fiable et déterminé. Mais autre chose la faisait s'en défier : lors d'une réunion des instances dirigeantes de l'organisation (qui avait eu lieu à l'arrivée de Nagata), celle-ci avait remarqué que Toyama passait son temps à retoucher sa coupe de cheveux. Ce comportement exaspérait Nagata. À ses yeux, Toyama était trop féminine : elle se maquillait et portait même des boucles d'oreilles ! Une telle coquetterie était futile – voire antirévolutionnaire –, et Nagata ne manquait jamais de lui faire des remarques désobligeantes. De plus, Toyama et Namekata étaient soupçonnés d'avoir eu des rapports sexuels alors qu'ils étaient en « mission ».

Après la mort de Kojima, l'élite dirigeante se retira dans le chalet afin d'évaluer la situation. Quelqu'un demanda alors à Toyama ce qu'elle pensait de la mort de leur camarade. Sous l'œil scrutateur de Nagata, Toyama bafouilla. Et, bien qu'elle affirmât vouloir devenir une « véritable révolutionnaire », elle admit néanmoins ressentir une certaine angoisse à l'idée de mourir. Nagata lui suggéra alors de passer une sorte de test : Toyama, pour vaincre sa peur de la mort, poignarderait le cadavre de Kojima qui gisait toujours dehors. Toyama accepta, et le groupe sortit. La nuit était noire. Toyama devait lutter contre elle-même pour ne pas laisser sa peur transparaître. Elle avait compris que la moindre défaillance dans une telle situation entraînerait irrémédiablement sa mort. Elle accepta le poignard que lui tendait Nagata, et se retrouva devant le cadavre à moitié gelé de Kojima, qui, les yeux toujours grands ouverts, semblait la regarder. À plusieurs reprises, Toyama plongea le poignard dans le corps rigide de Kojima. Puis ce fut le tour de Namekata, qui s'exécuta sans sourciller. Mais le regard fixe de Kojima continuait de les défier, et il fut décidé que chacun des membres présents, à tour de rôle, devrait lui lacérer le visage à coups de poignard. Tous se prêtèrent à ce rituel macabre.

Ils venaient collectivement de franchir un nouveau seuil, d'aller un peu plus loin dans la folie destructrice qui s'était emparée du groupe. Ce rituel, selon le témoignage ultérieur des survivants, fut ressenti comme un traumatisme qui brouillait tout repère. Il n'y avait désormais plus de limites dans ce qu'ils seraient capables d'accomplir.

Toyama et Namekata en réchappèrent ce jour-là, mais leur exécution était seulement différée.

C'est dans les premiers jours du mois de janvier que tous deux seraient finalement assassinés. Toyama et Namekata furent emmenés dans la cabane qui avait déjà été le théâtre des exécutions précédentes. Mori ordonna à Toyama de se frapper elle-même le visage à coups de poings pendant une demi-heure. Pendant ce temps, Namekata était torturé et forcé d'avouer qu'il avait eu l'intention de s'enfuir. Mori ne le laisserait pas les livrer à la police : il ordonna qu'on lui brisât les jambes. À coups de bûche, au milieu des hurlements de douleur de Namekata, ses jambes furent réduites en une bouillie sanguinolente. Puis on traîna les deux condamnés hors de la cabane et, suivant un schéma qui avait déjà fait ses preuves, Toyama et Namekata furent attachés à un poteau et abandonnés au froid nocturne. Le lendemain, ils étaient morts. On déshabilla leurs cadavres, ainsi que celui de Kojima qui gisait tout près, puis on les transporta dans le sous-bois où ils furent enterrés.

Koichi Taraoka fut exécuté le 17 janvier. Membre fondateur du *Keihin ampo Kyoto*, tout comme sa petite amie, Setsuko Otsuki (dont l'heure était proche), Taraoka avait participé à plusieurs attentats (un commando avait attaqué l'ambassade soviétique, en 1969) et aux pillages de banques du *Keihin ampo Kyoto* de l'année 1970. Avec sa petite amie, il avait de plus participé aux premiers assassinats de l'été 1971. Mais, désormais, personne n'était à l'abri d'une exécution. Pas même Taraoka. Nagata et d'autres membres de son organisation le soupçonnaient de vouloir prendre le commandement du groupe. Au petit jour, Taraoka fut soumis à un interrogatoire musclé. Battu, torturé, il avoua tout ce qu'on voulut : il avait bien parlé des assassinats auxquels il avait pris part, désiré plusieurs

membres féminins de l’organisation et ambitionné de prendre la direction du *Rengo sekigun.* Il avoua également qu’il souhaitait faire fortune, s’acheter une maison luxueuse, et qu’il avait vendu son âme aux idées contre-révolutionnaires. Mori décida, avec l’accord des autres, que Taraoka méritait la mort : on lui planta un couteau dans la jambe, et Mori, qui avait saisi un pic à glace, lui transperça le cœur. Mais Taraoka ne se décidant toujours pas à mourir, il finit par être étranglé.

La petite amie de Taraoka, Setsuko Otsuki, âgée de 28 ans, qui avait également participé à de nombreuses missions (le cambriolage d’un dépôt d’armes en février 1970, ou l’assassinat de Mukaiyama – C’est elle qui avait eu pour mission de l’attirer dans un piège), fut âprement questionnée quelques jours plus tard. À l’issue de cet interrogatoire, où elle fut battue à plusieurs reprises, on lui attacha les mains, et elle fut conduite en voiture dans un des autres repaires de l’organisation. C’est là qu’Otsuki fut exécutée. Après qu’on lui eut rasé la tête, elle fut attachée à un poteau, bâillonnée, battue et livrée au froid.

Contrairement aux autres, Jun Yamazaki, 21 ans, avait demandé à mourir. Il disait ne plus supporter ce qu’était devenue l’Armée rouge unifiée. Il préférait mourir immédiatement, et qu’on évitât de le faire souffrir en le torturant. Sa demande fut aussitôt accordée. Plusieurs membres de l’organisation lui transpercèrent le corps à coups de poignard. Mori avait en main le pic à glace. Ils s’acharnèrent sur lui. Ceux qui participèrent à cet assassinat collectif d’une rare cruauté se souviennent que Nagata, restée en retrait, criait : « Tuez-le ! Tuez-le ! » L’autopsie révélerait que son corps avait été poignardé à huit reprises, qu’il avait reçu deux coups de pic à glace en plein cœur et qu’il avait six côtes cassées.

Puis vint le tour de Junichi Yamamoto, âgé de 28 ans. Diplômé en langue et civilisation chinoises, il travaillait pour une compagnie d’import-export faisant commerce avec la Chine lorsqu’il avait rejoint le *Rengo sekigun* dans les montagnes de Nagano. Au début du mois de décembre 1971, Yamamoto avait reçu un mystérieux coup de fil : il était

sorti précipitamment de chez lui et n'était rentré que trois semaines plus tard, le temps de faire ses bagages et d'emmener sa femme Yasuko et son bébé dans les chalets de montagne. Yamamoto était un bon mari et un bon père. Davantage que la révolution, il recherchait un mode de vie communautaire, pensant que son enfant pourrait s'épanouir dans un tel environnement. Mais sa famille serait sa perte. Yamamoto fut accusé par ses camarades d'accorder plus d'attention à sa famille qu'à la cause. Interrogé par Mori et Nagata, il apparut clairement que Yamamoto n'était pas un « authentique révolutionnaire », mais seulement un « mari ordinaire ». À l'issue de l'interrogatoire, il fut battu, déshabillé et attaché dehors à un poteau. Ses efforts pour se soustraire à la violence de ses camarades ne produisirent que davantage de cruauté de leur part. Les poings et les chevilles liés, on le roula dans la neige, puis on le laissa à l'agonie durant plusieurs jours. Il ne cessait de pleurer, puis ses sanglots se changèrent en soupirs étranglés. Au terme des trois jours, Yamamoto était mort, la langue arrachée entre les dents.

La purge se poursuivit par les meurtres de Takashi Yamada et de Michiyo Kaneko, l'épouse de Yoshino, un des leaders de l'organisation. Yoshino et sa femme avaient aussi participé aux deux premiers assassinats. De tous ceux qui, sur l'ordre de Nagata, avaient commis les meurtres de Haïki et Mukaiyama, seul Yoshino serait encore en vie à l'issue de la purge. Pour autant, il n'échapperait pas à un châtiment plus terrible que la mort elle-même.

Le destin de Yoshino

Les années de formation

Masakuni Yoshino est né le 27 février 1948 à Tokyo. Fils cadet d'une famille de deux enfants, il s'engage dans le militantisme politique dès l'âge de 11 ans, en participant à la publication d'une revue scolaire destinée aux premières classes de collège. Déjà, il écrit sur l'actualité internationale et contre le renouvellement du Traité de sécurité nippo-américain de 1960.

C’est au collège qu’il se lie d’amitié avec Yasuo Oizumi, un camarade de classe. Yoshino et Oizumi deviennent inséparables. Ils le resteront jusqu’à ce que, une dizaine d’années plus tard, Yoshino intègre les rangs du *Keihin ampo Kyoto.*

Bon élève, Yoshino entre au lycée de Hibiya, à Tokyo, et prépare, au printemps 1966, le concours d’entrée des meilleures universités du pays. Il échoue au concours de Todai (université de Tokyo), mais réussit celui de la faculté d’économie de l’université nationale de Yokohama. C’est là, au mois de juin, qu’il fait la connaissance de sa future épouse, Michiyo Kaneko. Yoshino est alors un jeune homme sportif (il dirige le club de tennis de l’université) et féru de musique (il anime une chorale d’étudiants).

Mais l’activisme politique le rattrape dès l’année 1967, date des premiers troubles estudiantins. Le 8 octobre, lors de la grande manifestation qui marque le début du mouvement étudiant – organisée devant l’aéroport de Haneda, près de Tokyo –, Yoshino est blessé à la tête dans les affrontements qui opposent les manifestants aux forces de police. En 1968, il manifeste dans le port de Sasebo contre l’entrée du navire de guerre américain *Enterprise.* Il est pour la première fois arrêté par la police. Au cours de l’été de la même année, sans que l’on sache très bien pourquoi, il tente de se suicider en s’ouvrant les veines du poignet gauche. Mais dès l’année suivante, après avoir été blessé dans les affrontements de rue qui opposent son groupe à la faction *Chukaku*[3], il se marie avec Michiyo Kaneko et semble vouloir prendre ses distances avec les émeutes qui se multiplient et dégénèrent en guerres urbaines. Mais bientôt, au contraire, Yoshino s’engage davantage encore, entraînant sa femme dans le *Keihin ampo Kyoto.* Deux mois plus tard, il est de nouveau arrêté par la police. Le 4 septembre 1969, un groupe d’étudiants investit l’aéroport de Haneda où le ministre des Affaires étrangères, M. Aichi, doit s’envoler vers les États-Unis, puis l’URSS. Yoshino est interpellé alors qu’il lance des cocktails Molotov sur la piste d’atterrissage.

Yasuo Oizumi, dans son livre *Le Château de glace*[4], qui raconte en détails la purge des chalets de montagne, se souvient que, lors du procès de Yoshino, les étudiants venus le soutenir provoquèrent une émeute dans l’enceinte du palais de justice. Le procureur fut obligé d’interrompre la séance et de faire évacuer la salle. Dans la confusion qui suivit, Yoko

Nagata, qui se trouvait parmi les étudiants, tomba dans les escaliers et se foula la cheville. Michiyo et sa mère la transportèrent dans la maison familiale pour la soigner. (Ainsi Mme Kaneko soigna sans le savoir la future meurtrière de sa fille.) Puis le procès reprit et Yoshino fut condamné à trois mois de prison.

À sa sortie de prison, Yoshino rejoignit le groupe, mené par Nagata, qui avait franchi le pas du terrorisme et déjà commis des attentats meurtriers. Oizumi, qui s'inquiétait des activités auxquelles participait maintenant Yoshino, fit part de son souci à Kaneko. Celle-ci lui promit de faire son possible pour influencer son mari et l'aider à prendre ses distances avec le groupe terroriste. Kaneko, qui avait suivi Yoshino dans la nouvelle organisation née de l'union du *Keihin ampo Kyoto* et du *Sekigun*, le supplia, au cours d'une longue conversation, de se consacrer davantage à ses études et à sa famille. Yoshino hésitait. Mais, finalement, demeuré membre du *Rengo sekigun*, il participa à la série de cambriolages de l'année 1971 et dévalisa une armurerie de la préfecture de Tochigi.

Le 21 novembre, Kaneko annonce à son mari qu'elle est enceinte. Cette nouvelle bouleverse Yoshino, mais ne suffit cependant pas à lui faire abandonner ses activités. Son destin est désormais scellé, et C'est la fuite en avant ; les meurtres de Haïki et Mukaiyama, et la retraite dans les chalets de Nagano où se poursuit la purge. Yoshino participe à de nombreux meurtres. Il devient l'homme de confiance de Nagata et intègre le comité central de l'organisation. Pendant la purge de l'hiver 1972, Yoshino est le numéro sept du *Rengo sekigun.*

Le prix du sang

Nagata se méfiait depuis longtemps de Kaneko. Une femme qui n'était là que pour assister son mari n'avait pas sa place au sein de l'Armée rouge unifiée. Dans les chalets de Nagano, Kaneko avait pour seule mission de s'occuper des tâches ménagères : charge bénigne qu'elle prenait trop à cœur, selon Nagata, Mori et même son mari. Si le leader de l'Armée rouge unifiée pensait depuis le début de la purge qu'il serait nécessaire de se débarrasser de Kaneko, elle ne savait cependant pas quelle décision prendre au sujet de l'enfant qu'elle portait. Kaneko, âgée de 24 ans, était enceinte de

huit mois et serait donc bientôt à terme. Nagata pensait que cet enfant devrait être élevé par l'organisation. L'Armée rouge unifiée serait son unique famille. Ayant fait des études pharmaceutiques, Nagata aurait pu pratiquer une césarienne, assistée d'autres membres de l'organisation issus des écoles d'infirmières. La seule question était de savoir si elle pratiquerait l'opération chirurgicale avant ou immédiatement après l'exécution de Kaneko.

Finalement, Kaneko fut emmenée dans la cabane – comme tant d'autres –, attachée et torturée durant plusieurs jours. Yoshino, qui était certainement horrifié par le sort réservé à sa femme et à son enfant, demeura à l'écart de l'exécution. Mais il laissa faire. Il lui fit seulement porter un verre de lait la dernière nuit qu'elle passa dans la cabane, attachée les bras en croix à même le sol. C'est le dernier contact qu'il eut avec elle. Après plusieurs jours de tortures, Kaneko fut transportée à l'extérieur, déshabillée et attachée à un poteau. C'est là que se terminerait sa lente agonie. Pendant ce temps, Nagata continuait de se demander si elle pratiquerait la césarienne pour extraire le bébé du ventre de la mourante. Au matin du 4 février 1972, Kaneko était morte – avant que, en petit comité, on soit parvenu à prendre une décision. Elle fut enterrée dans une tombe de fortune creusée dans le sous-bois.

Le coup de filet de la police

Une question d'honneur

Pour Atsuyuki Sassa, chargé de superviser l'enquête sur le *Rengo sekigun*, mettre fin aux activités du groupe terroriste était bien davantage qu'une simple mission de police. C'était une question d'honneur, et Sassa en faisait une affaire personnelle. Au cours de l'année passée, l'Armée rouge unifiée avait commis deux attentats dirigés contre les forces de police ; attentats qui avaient affecté l'institution entière et ne pouvaient demeurer plus longtemps impunis.

Pour l'Armée rouge unifiée, la police était le symbole de « l'impérialisme japonais », le bras armé et répressif, au Japon, du

« capitalisme international ». C’est pourquoi, heurter les intérêts nationaux, prendre la revanche du mouvement étudiant qui avait été défait au lendemain de l’évacuation de l’amphithéâtre Yasuda de Todai, faire payer l’emprisonnement des leaders incarcérés : toutes ces motivations convergeaient vers une même cible.

La guerre entre le *Sekigun* et les forces de police avait été ouverte au soir du 18 décembre 1970, à Shimura, dans la préfecture de Tokyo, quand trois membres de l’organisation avaient attaqué un petit commissariat de quartier (*koban*), comme il y en a tant au Japon. Au cours de l’attaque, un policier avait été blessé et l’un des terroristes tué. L’organisation avait alors décidé de venger la mort de son « martyr » (tué par l’un des policiers en état de légitime défense) en frappant directement l’un des plus hauts responsables de la hiérarchie policière.

Le 18 décembre 1971 (premier anniversaire de la mort de Haruiko Shibano, l’étudiant de 24 ans tué lors de l’attaque du commissariat), Mme Tsushida, la femme du chef de la police, recevait un colis sur lequel figurait l’adresse d’un vieil ami du couple. Mme Tsushida était ce jour-là très occupée, car C’était la semaine de la fête Osebo, au cours de laquelle on offre des cadeaux à ses collègues de travail, et elle revenait des magasins où elle avait fait des achats destinés aux collaborateurs de son mari. Une fois rentrée chez elle, elle reçut de nombreux coups de téléphone. La maison, en rénovation, était encore sens dessus dessous, les travaux n’étant pas complètement terminés. Pendant qu’elle téléphonait, son fils, âgé de 13 ans, observait avec gourmandise l’imposant colis emballé avec soin. Mme Tsushida, amusée par la curiosité de son fils, finit par raccrocher et s’empara du paquet qu’elle déposa sur la table du salon. Lorsqu’elle tira sur le ruban entourant le colis, les trois éléments qu’il contenait (chlorate de sodium, potassium, et sucre) se mélangèrent, provoquant une réaction explosive. La déflagration fut extrêmement violente et dévasta la pièce. Mme Tsushida mourut sur le coup. Toute la partie supérieure de son corps fut désintégrée par l’explosion et projetée sur les murs, les recouvrant de sang. Seules ses jambes restèrent intactes sous les pieds de la table. Son jeune fils, grièvement blessé, échappa de justesse à la mort.

Atsuyuki Sassa reçut la nouvelle quand les policiers envoyés sur place appelèrent le quartier général de la police. C’est lui qui, à présent, devait informer Kuniyasu Tsushida, son supérieur, mais aussi son meilleur ami. À

la nouvelle, Tsushida se rendit immédiatement chez lui afin d'identifier le corps de la victime. En effet, on ne savait pas qui, de sa mère (elle habitait également sous le toit familial) ou de sa femme, avait été tuée lors de l'explosion, les restes du corps ne permettant pas aux enquêteurs sur place de déterminer l'identité de la victime.

Lors de la conférence de presse qu'il donna à la suite de l'attentat, Tsushida apparut abattu, le visage blême et les traits tirés. Il affirma qu'il ne quitterait pas ses fonctions et que la police pourchasserait, où qu'ils soient, les « lâches » qui avaient commis un crime aussi abject. Mais Tsushida ne put se remettre du choc. Sassa prit la relève.

Sassa, qui travaillait au pistage du groupe terroriste, alors retranché dans les chalets de Nagano, connaissait bien la nature de l'organisation à laquelle il avait affaire. Quelques années auparavant, à la fin de 1968, officier de police alors âgé de 38 ans, il avait déjà eu pour mission de mettre un terme à l'agitation étudiante. De Hong Kong, où il était alors en poste, Sassa était revenu au Japon quelques semaines auparavant, juste avant d'être nommé commissaire en chef des fameuses brigades anti-émeutes (*Kidotai*). C'est lui qui avait dirigé la spectaculaire évacuation de l'amphithéâtre Yasuda de l'université de Todai. Des centaines de policiers et un hélicoptère avaient été réquisitionnés pour cette geste contemporaine. À l'issue de l'évacuation de l'amphithéâtre, aucun mort n'était à déplorer, ni du côté de la police ni de celui des étudiants. Ce succès, qui avait unanimement été salué par ses pairs, avait permis à Sassa d'obtenir une rapide promotion. Il était donc l'homme de la situation. Il connaissait les composantes et les activistes issus du *gakusei undo* (mouvement étudiant), il savait le degré de dangerosité et de radicalité auquel était à présent parvenu le groupe dirigé par Mori et Nagata.

Traque dans la neige

Au milieu de mois de février, après l’assassinat de Takashi Yamada, la quatorzième victime de la purge, Mori et Nagata furent contraints de quitter le chalet pour retourner à Tokyo, car il restait des affaires à régler et des fournitures à rapporter au chalet. Ils seraient de retour rapidement, sous quelques jours à peine. Ils déléguèrent le commandement de l’organisation à Hiroshi Sakaguchi, 25 ans, numéro trois du *Rengo sekigun* et mari de Yoko Nagata. Le petit groupe de survivants gagna le dernier chalet qui leur servait de base d’entraînement. Depuis le début de la purge, les membres du *Rengo sekigun* avaient changé trois fois de localité : tout d’abord installés à Haruna, ils s’étaient ensuite déplacés à Kasho, pour s’établir maintenant à Miyogi. Mais, dès le départ des leaders, le groupe échappa à l’autorité de Sakaguchi. Mori, resté en contact permanent avec lui, s’en inquiéta et le fit venir à Tokyo pour qu’il rapporte au chalet de la nourriture et l’équipement nécessaire à la survie du groupe. À Tokyo, un camarade lui transmit un message de Nagata : sa décision était prise ; elle se séparait de Sakaguchi et serait désormais la compagne de Mori. Sakaguchi repartit à Nagano rongé d’inquiétude, car il savait que, sans le soutien de sa femme, il serait probablement l’une des prochaines victimes de la purge. De retour à Nagano, il mobilisa son groupe qui, suivant les directives qu’il avait reçues à Tokyo, partit s’établir dans un autre chalet de la région.

La police avait été alertée par des habitants qui signalaient une agitation inhabituelle et la présence de jeunes gens inconnus au comportement étrange aux alentours du chalet que le groupe venait de quitter. Une enquête fut rapidement ouverte et des policiers se rendirent sur place.

Le groupe mené par Sakaguchi s’installa dans le dernier chalet et prépara le camp pour accueillir Nagata et Mori, qui devaient revenir de Tokyo le lendemain. Un membre du groupe fut envoyé au village le plus proche pour acheter un journal. Le groupe y apprit que la police, lancée à leurs trousses, gagnait du terrain. Les policiers avaient déjà découvert les deux locations qu’ils avaient occupées les semaines passées, les lieux mêmes des crimes perpétrés au cours de l’hiver. Sakaguchi prit peur et décida, sans en informer Mori et Nagata – qu’il ne pouvait plus joindre désormais –, qu’il fallait prendre la fuite. Lui et ses camarades quitteraient le chalet à l’aube.

C’est ainsi que le lendemain, 17 février, alors que Nagata et Mori approchaient en voiture du chalet où ils devaient retrouver le groupe, ils constatèrent que les alentours étaient cernés par la police. Un officier qui contrôlait ce point de passage arrêta leur véhicule et leur demanda de décliner leur identité et le lieu de leur destination. Nagata et Mori répondirent qu’ils venaient de Tokyo et cherchaient une chambre où passer la nuit. Ils étaient venus faire un repérage pour le tournage d’un film… Le policier ne se douta d’abord de rien et les autorisa à poursuivre leur route. Après quelques centaines de mètres, Mori arrêta la voiture et se tourna vers Nagata : que s’était-il passé ? Leurs camarades étaient-ils encore dans le chalet ? Si tel était le cas, il était urgent de les prévenir et de quitter les lieux. Ils décidèrent donc de faire demi-tour et de rejoindre le chalet par une autre route. Mais ils se trompèrent et empruntèrent la route par laquelle ils étaient venus. Le policier qui, quelques minutes plus tôt, les avait laissés passer arrêta la voiture à nouveau. Cette fois, devenu plus méfiant, il demanda des renforts par radio. Mori et Nagata furent priés d’attendre à l’extérieur du véhicule. Rapidement, un petit groupe de policiers arriva sur place. L’un d’entre eux leur demanda leurs papiers d’identité, pendant qu’un autre leur posait des questions. Les deux dirigeants de l’Armée rouge unifiée comprirent que la chance les avait quittés. Ils n’auraient pas dû tenter de rejoindre le chalet, et il était maintenant trop tard pour rebrousser chemin. Le seul moyen de s’en sortir était de tenter le tout pour le tout. Nagata sortit un couteau d’une des poches de son pardessus et se jeta sur l’un des policiers. Ce dernier évita l’assaut de la jeune femme, qui fut rapidement maîtrisée. On leur passa les menottes et on les escorta à travers la forêt jusqu’au camion blindé stationné non loin de là. Déjà, la télévision et les journalistes étaient sur place. Mori et Nagata devaient à présent se préparer à affronter les interrogatoires de la police, sans savoir ce qu’il était advenu du reste du groupe.

Pendant ce temps, Sakaguchi et les autres tentaient de passer à travers les mailles du filet. Depuis que Mori et Nagata avaient été arrêtés, les renforts de police n’avaient cessé de croître, et toute la région était maintenant quadrillée. Au petit matin du 19 février, Sakaguchi décida qu’il fallait tenter quelque chose : ils n’avaient plus rien à perdre. Menant ses huit camarades, qui avançaient péniblement dans la neige, il leur fit traverser le bois, ne sachant pas où les mener ni comment échapper à la

police dont ils entendaient, au loin, le moteur des camions et les aboiements des chiens. Arrivés à proximité de la petite ville de Karuizawa, lovée au pied de la colline, les membres de l'Armée rouge unifiée s'arrêtèrent. Sakaguchi décida qu'ils devaient se séparer en deux groupes et tenter leur chance chacun de son côté. Le premier groupe, composé de quatre membres (deux hommes et deux femmes), descendit vers Karuizawa. Le second, mené par Sakaguchi, se mit à la recherche d'un endroit où se réfugier. Les cinq jeunes gens avaient emporté des armes dans leur fuite (quatre fusils de chasse, une carabine, un revolver, ainsi qu'un grand nombre de munitions), et s'en serviraient si C'était nécessaire.

Quelques minutes après leur passage, un policier participant à la battue organisée pour les débusquer apercevait des traces de pas sur la neige à la sortie du bois. Il appela un de ses collègues, et les deux hommes suivirent les traces encore fraîches. Ils débouchèrent sur une clairière en marge de quelques habitations bordant une falaise. Au loin, les deux policiers aperçurent les cinq jeunes gens qui se dirigeaient vers l'un des chalets construits au bord de la falaise qui surplombait la route. L'un des membres du groupe tira un coup de feu dans leur direction, puis ils disparurent dans le chalet. Ce chalet, dans lequel on proposait des chambres à louer, s'appelait (selon la pancarte de l'entrée) *Asama sanso.* Le chalet Asama.

L'autre groupe était à présent arrivé en gare de Karuizawa et s'était installé dans la salle d'attente. De l'autre côté des vitres qui entouraient la salle où ils étaient assis, Mme Take Sato, derrière les présentoirs de son kiosque à journaux, ne pouvait s'empêcher d'observer les quatre jeunes gens qui semblaient fuir son regard. Mme Sato leur trouvait un drôle d'air. Ils étaient sales et vêtus de guenilles. Devant elle, les gros titres des journaux ne parlaient que de la traque du *Rengo sekigun* organisée par la police dans toute la région. Soudain, l'un des deux garçons quitta le groupe et s'approcha du kiosque. Les idées se bousculèrent dans la tête de la commerçante, mais elle tenta de contenir sa peur et de ne pas céder à la panique. Le jeune homme lui acheta un paquet de cigarettes et quelques journaux. Mme Sato fut soulagée quand elle le vit rejoindre ses camarades. Elle était à présent persuadée qu'il s'agissait bien des jeunes gens recherchés par la police. Le train qu'ils attendaient était annoncé. Mme Sato

devait les empêcher d'y monter. Les jeunes gens se levèrent et se dirigèrent vers le quai. La commerçante sortit alors discrètement de son kiosque et téléphona à la police. Puis elle attendit quelques minutes, mais n'aperçut aucun policier. Elle pouvait maintenant entendre le bruit du train qui approchait ; il allait entrer en gare. Elle pensa qu'il était désormais trop tard pour intervenir. Les quatre jeunes gens seraient bientôt à bord du train… Soudain, comme sortis de nulle part, dix membres des forces spéciales fondirent sur le quai et encerclèrent les quatre membres du *Rengo sekigun.* L'un d'eux tenta de s'échapper, mais il fut rapidement intercepté. En quelques secondes, ils furent tous maîtrisés et menottés.

L'« affaire du chalet Asama »

Mme Yasuko Muta, la propriétaire du chalet, était seule quand Sakaguchi et ses quatre camarades firent irruption. La jeune femme, âgée de 31 ans, s'attendait à voir revenir son mari sorti quelques minutes plus tôt en compagnie du couple qui avait loué une chambre. Les cinq terroristes se jetèrent sur elle et l'empêchèrent de crier. Ils la bâillonnèrent et l'attachèrent sur une chaise. Pendant que deux d'entre eux lui intimaient l'ordre de se tenir tranquille, les autres inspectèrent chacune des pièces. Ils s'attendaient à trouver d'autres occupants, et furent satisfaits de constater que Mme Muta était seule.

Sans prendre le temps de réfléchir à la situation, les membres de l'Armée rouge unifiée entreprirent de bloquer toutes les issues, arrachant du sol les carrés de tatami afin d'obstruer les fenêtres et les portes, empilant les meubles pour construire des barricades à l'intérieur comme à l'extérieur du chalet. Mme Muta était neutralisée et, après un bref examen, ils constatèrent que le chalet était admirablement équipé. Il y avait l'électricité, le chauffage, ainsi qu'un poste de télévision sur lequel ils pourraient suivre l'évolution de la situation. De plus, le chalet était situé de telle manière qu'ils pourraient résister aux assauts de la police. Construit sur le faîte d'une colline, son accès était impossible par l'aile nord, qui épousait le flan de la montagne. La police ne pourrait attaquer le bâtiment que par la façade sud où se trouvaient les fenêtres et les balcons. De ce côté-là, le chalet

Asama surplombait une pente abrupte au bas de laquelle commençaient déjà à stationner les cars de la police et des chaînes de télévision. Une fois encore, comme si un étrange déterminisme historique motivait les événements, le chalet Asama, comme naguère l'amphithéâtre Yasuda de Todai, serait bientôt un château assiégé par une foule impressionnante d'assaillants casqués, munis de larges boucliers métalliques et protégés par des armures, reproduisant le schéma séculaire des châteaux assiégés du temps des shoguns. Avec leurs armes, et grâce à la situation stratégique du chalet, Sakaguchi et ses camarades décidèrent de vendre chèrement leur peau. Ils mourraient au combat plutôt que de se laisser prendre vivants.

Les cars de police continuaient de s'accumuler au bas de la colline. Les tireurs d'élite se postèrent dans différents chalets des alentours. Pendant ce temps, à Tokyo, Atsuyuki Sassa suivait l'évolution de la prise d'otages. Récemment nommé chef de la Sécurité publique – sorte de FBI japonais, directement piloté par le ministère de l'Intérieur –, Sassa fut envoyé par ses supérieurs à Karuizawa pour superviser le déploiement policier et mettre un terme à l'affaire. Les forces déjà sur place devraient attendre son arrivée pour intervenir. Sassa et ses plus proches collaborateurs partirent en voiture de Tokyo, et voyagèrent de nuit, empruntant les étroites routes enneigées qui sillonnaient les montagnes de Nagano. Les consignes étaient claires : la priorité était d'éviter à tout prix la mort des otages (on ne savait pas encore le nombre des personnes détenues dans le chalet). En second lieu, il fallait capturer les preneurs d'otages vivants, afin d'éviter que leur mort n'en fasse des martyrs. Dans la voiture, Sassa étudiait le plan du bâtiment, réfléchissant au moyen de mener à bien sa mission.

Arrivé sur place, il s'entretint avec les forces d'intervention stationnées au bas du chalet et rencontra Ikuo Muta, le mari de la jeune femme retenue prisonnière. Celui-ci n'avait pas dormi depuis vingt-quatre heures et paraissait mort d'inquiétude. Il apprit à Sassa que son épouse, anémique, était de santé fragile et qu'elle risquait à tout instant de tomber en état de choc ; il proposait de prendre sa place dans le chalet afin qu'elle soit relâchée et puisse bénéficier de soins médicaux. Mais les terroristes s'étaient enfermés dans le silence et ne répondaient pas à la police, qui tentait vainement d'instaurer un dialogue par vibraphone. « Rendez-vous maintenant. Pensez à votre avenir », dit l'un des policiers. Les terroristes répondirent d'une balle de fusil, qui alla se ficher dans le vibraphone.

Les deux premiers jours, un calme inquiétant régna de part et d'autre. Une période d'observation mutuelle au cours de laquelle tout aurait encore pu être réglé sans que le sang ne fût versé. Sassa et ses collaborateurs échafaudaient différents plans d'intervention, mais ne voulaient rien précipiter. Ils souhaitaient laisser aux preneurs d'otages la possibilité de prendre conscience de la situation et de se livrer après avoir rendu leurs armes. La première étape serait donc de les engager dans une guerre psychologique. Si elle échouait, il n'y aurait plus d'autre alternative que de faire évacuer le chalet par la force. Sassa redoutait cette éventualité, car elle mettrait en danger la jeune femme retenue en otage, et il serait alors difficile d'éviter une tuerie.

On connaissait déjà l'identité de certains des jeunes gens. Leurs familles avaient été contactées et informées de la situation. Deux mères des membres du *Rengo sekigun* enfermés dans le chalet furent conduites sur place en hélicoptère et priées de s'adresser à leurs fils par vibraphone. L'une des deux lut une lettre qu'elle avait elle-même rédigée et dont le contenu fut répercuté par toutes les chaînes de télévision qui retransmettaient en direct l'intégralité de la prise d'otage :

« Mon fils, libère la dame que tu retiens prisonnière ! Prends-moi à sa place. Si tu dois tuer quelqu'un, je veux que ce soit moi. Souviens-toi, quand tu me disais que tu serais plus tard un justicier ! Ce que tu fais là, C'est tout le contraire de la justice. Moi, je sais que tu n'es pas un criminel. Tu voulais sacrifier ta vie pour un monde meilleur, mais le vrai courage, C'est celui de continuer à vivre. Jette ton arme et rends-toi, je t'en supplie ! Toute ma vie j'ai travaillé dur, et C'était uniquement pour toi. Tu es ma raison de vivre. Sors rapidement, et on ira manger quelque chose ensemble. La police m'a promis qu'il ne te sera fait aucun mal. Les policiers ne sont pas tes ennemis. Personne ici n'est contre toi. Dépêche-toi maintenant de sortir[5] ! »

La seconde des mères présentes, Mme Yoshiko Bando, mère de Kunio, le stratège de l'organisation et tireur d'élite, tenta, elle, une approche politique. La scène se passait au moment même de la rencontre historique entre le président Nixon et Mao Zedong.

« Sais-tu ce que monsieur Nixon est en train de faire en ce moment en Chine ? demanda-t-elle en sanglotant dans le vibraphone. Il rencontre le président Mao et essaie de faire ce que tu as toujours souhaité. Sors, maintenant. Ta mission est terminée[6]. »

Les Japonais suivaient la retransmission de l'événement chez eux ou amassés derrière les vitrines des magasins de télévision. Si le désarroi des mères s'adressant en larmes à leurs fils provoqua un mouvement d'émotion dans le public, il ne déclencha cependant aucune réaction des radicaux enfermés dans le chalet.

Quelques hommes en armes furent alors envoyés en reconnaissance aux alentours du garage, au rez-de-chaussée. Des coups de feu retentirent, tirés des balcons du deuxième étage, et les policiers rebroussèrent chemin. La tension était à son comble. Sassa devait à présent se préparer à lancer l'assaut. Après deux jours d'observation, la chance avait été donnée aux terroristes de se rendre dans le calme. Cette tentative avait visiblement échoué.

Au matin du 22 février 1972, les forces réquisitionnées pour le siège du chalet Asama étaient maintenant rassemblées. En tout, il y avait 1 222 hommes en armes. Seulement 670 d'entre eux dépendaient de la police préfectorale ; les autres étaient venus de Tokyo et d'autres villes où le froid, en cette période de l'année, était loin d'être aussi mordant. Le grand froid de Nagano les torturait et leur mangeait le visage. Tous avaient désormais envie d'en découdre. Pour Sassa, C'était l'honneur de la police qui était en jeu. Après plusieurs années de confrontation avec la jeunesse révolutionnaire, le moment était venu pour lui de tirer un trait définitif sur ces années de terreur.

Les forces de police stationnées au bas du chalet étaient prêtes à intervenir quand un homme fut intercepté, alors qu'il tentait de percer, venant de l'extérieur, le rempart policier. Il s'appelait Yasuhiko Tanaka et dirigeait un snack-bar situé dans la préfecture de Niigata, assez loin de là. Après un bref interrogatoire, on s'aperçut qu'il n'avait aucun lien avec les preneurs d'otage, et on le laissa repartir. Mais Tanaka, âgé de 30 ans – un âge proche de celui des membres du *Rengo sekigun* –, n'était pas là par hasard. Il s'était assigné une mission à laquelle il ne dérogerait pas : sauver

la jeune femme emprisonnée et mettre un terme à la prise d'otage. Devant les caméras de la NHK, il espérait devenir le héros du jour. Il réussirait là où la police était en train d'échouer.

Suivi par un cameraman, Tanaka contourna le chalet en trompant cette fois la surveillance policière. Pensant que les preneurs d'otage auraient sans doute faim, sa stratégie consistait à leur faire parvenir des vivres afin de pouvoir communiquer avec eux et les convaincre de relâcher leur prisonnière. Arrivé devant la barricade construite quelques jours plus tôt par Sakaguchi et ses complices, pour prévenir une attaque peu probable de la façade nord, Tanaka sortit la nourriture qu'il avait emportée avec lui et la glissa dans l'une des fentes de la barricade extérieure. Ce geste devait lui être fatal. Un coup de feu retentit, et le jeune homme s'effondra dans la neige. Puis il se releva, chancelant, fit quelques mètres en direction de la police et s'effondra de nouveau. Tanaka avait été touché à la tête. Il fut transporté en urgence à l'hôpital le plus proche, subit plusieurs interventions chirurgicales, passa quelques jours dans le coma, puis recouvra finalement ses esprits. Suffisamment pour raconter ses exploits à la presse et à ses proches. Tanaka succomba quelques jours après être rentré chez lui des suites de sa blessure.

L'assaut fut encore différé. Alors même que Tanaka était transporté à l'hôpital, deux policiers étaient blessés par balle en effectuant une mission d'observation aux abords du chalet. Et malgré les nombreux appels au calme, malgré les tentatives infructueuses de dialogue avec les preneurs d'otage, la présence de deux mères des radicaux du *Sekigun* sur les lieux, réitérant leurs appels désespérés, l'espoir d'une évacuation dans le calme du chalet s'éloignait d'heure en heure. Politiciens et experts se bousculaient à présent sur les plateaux de télévision pour des engagements solennels ou des analyses et conjectures diverses. Rien de cette agitation ne pouvait distraire Sassa de sa mission. Lui seul avait en main les clés d'un règlement, quel qu'il fût, de la crise.

Au soir du troisième jour, à 20 h 30, l'alimentation électrique du chalet fut coupée, ce qui alourdirait plus encore l'atmosphère à l'intérieur du chalet et ne permettrait plus à ses occupants de suivre l'évolution de la situation sur le poste de télévision.

Dans le chalet, des liens étranges s'étaient tissés entre Mme Muta et les cinq jeunes gens qui la retenait prisonnière. Elle avait été libérée de ses

liens et resta libre de ses mouvements jusqu'à l'assaut final, mais il lui était défendu de s'approcher trop près des fenêtres. Sakaguchi et les autres ne la brutalisèrent pas ; ils tentèrent au contraire de lui expliquer le bien-fondé de leur cause. L'un d'entre eux lui offrit même un pendentif provenant d'un temple zen, et lui expliqua que, tant qu'elle le garderait sur elle, il ne pourrait rien lui arriver. L'otage ne pensait plus désormais que les cinq jeunes gens constituaient une menace pour elle, mais s'imagina au contraire qu'elle leur devait la vie.

Le lendemain, la télévision japonaise annonça que, retenue depuis quatre-vingt-sept heures, Mme Muta avait décroché le triste record de la détention la plus longue au Japon.

En fin d'après-midi, différents mouvements de troupes furent observés par les membres du *Rengo sekigun* depuis les fenêtres des étages supérieurs. La ligne de front s'était rapprochée. Deux camions blindés étaient maintenant stationnés à une vingtaine de mètres seulement du chalet. La police tenta un ultime appel à la raison par vibraphone. S'ils se rendaient maintenant, s'ils laissaient partir l'otage, il ne serait pas fait usage de la force. Mais une fois de plus, Sakaguchi préféra ne pas répondre. Soudain, une nappe de fumée blanche envahit tout. Une fumée qui leur brûla instantanément les yeux et leur coupa le souffle. Personne dans le chalet n'avait vu tomber les bombes de gaz lacrymogène jetées depuis les camions blindés de la police. Les membres de l'Armée rouge unifiée coururent dans les différentes pièces du chalet, pleurant et jurant. Ils se saisirent de leurs armes et, cédant à la panique, tirèrent plusieurs balles qui ricochèrent avec un bruit métallique sur le flanc des camions. Puis le calme retomba en même temps que la nuit. L'assaut aurait-il finalement lieu de nuit, la police profitant de l'obscurité maintenant totale pour pénétrer dans le chalet ?

Cette nuit-là, Sakaguchi et ses compagnons ne fermèrent pas l'œil. Au cœur de la nuit leur parvinrent des bruits de moteurs, de chaînes, de chocs métalliques et de véhicules lourds circulant dans la neige. Dès qu'ils entendirent ces bruits inquiétants, les preneurs d'otage regagnèrent leur poste, scrutant l'obscurité, le cœur battant. Mais une fois encore, le calme revint. Puis les bruits résonnèrent à nouveau dans la nuit, cessèrent encore et recommencèrent. Le remue-ménage dura jusqu'à l'aube. Quand le jour se leva enfin, ils étaient à bout de nerfs. Les membres du *Rengo sekigun*

souhaitaient désormais en découdre et commençaient à espérer l'assaut tant redouté et tant différé.

Le dispositif policier s'était encore renforcé. Des sacs de sable avaient été empilés, formant une barricade de plusieurs mètres de haut à l'épreuve des balles ; les boucliers de métal avaient été doublés le long de la ligne de front, et d'autres camions étaient stationnés autour du chalet, y compris au sommet de l'aile nord, sur la route qui passait à quelques mètres du toit du chalet. Sassa avait pensé renouer avec la même stratégie qui avait permis l'évacuation de l'amphithéâtre Yasuda. Comme en janvier 1969, des tonnes d'eau furent déversées sur le chalet depuis les camions blindés. Des canons à eau, disposés à proximité de la façade nord et de l'aile ouest, bombardèrent le bâtiment par une température glaciale, détruisant, sous la pression, les barricades extérieures construites à la hâte par les preneurs d'otage. « Les montagnes de sacs de terre se changèrent en boue, les murs du chalet se fissurèrent, et le faîte des arbres disparut, ne laissant voir que des branches brisées. Des stalactites de glace pendaient maintenant le long du toit et des balcons. Et sous le soleil éclatant, le chalet Asama se changea en un château de glace[7]. »

À l'intérieur, C'était un véritable enfer où le froid régnait sans partage, laissant transis ses occupants. Puis, quand la nuit tomba à nouveau, la température baissa encore, rendant insupportables les conditions de vie dans le chalet. Tout le monde – y compris les sept cents journalistes, photographes et cameramen amassés derrière la ligne de front – le savait : le dénouement était imminent. Mais personne n'aurait encore pu dire comment tout cela allait tourner.

L'assaut final

Au matin du 28 février, des tireurs d'élite prirent position autour du chalet où un large filet avait été dressé pour éviter les jets de grenades. Puis les canons à eau, accompagnés de bombes lacrymogènes, continuèrent de harceler les terroristes à bout de nerfs. Des torrents furent à nouveau déversés sur le chalet, faisant encore tomber la température bien en dessous de zéro. Les membres de l'Armée rouge unifiée se précipitèrent aux balcons

et tirèrent des coups de feu. Puis le chalet entier se mit à trembler violemment, comme s'il allait s'effondrer sur ses fondations. Installé sur la route qui surplombait le chalet, un engin habituellement utilisé par les compagnies de travaux publics, sorte de gigantesque grue munie, au bout d'un câble, d'un énorme boulet de métal, fut employé pour enfoncer le bâtiment. Se balançant au bout du câble, la boule fracassa le toit de tôle et perça le haut du mur de la façade nord, laissant apparaître un trou qui, sous le poids de la masse métallique poursuivant son va-et-vient destructeur, ne cessait de s'élargir. Profitant de la confusion, des membres des forces spéciales d'intervention, munis d'armures, de casques et de doubles boucliers, se glissèrent au pied du chalet. En quelques minutes, ils investirent le rez-de-chaussée. Les membres de l'Armée rouge s'étaient enfermés dans les étages supérieurs. Resté au pied du bâtiment, Hisataka Uchida, qui dirigeait l'opération sur le terrain, agita les bras pour faire signe au commando placé sous ses ordres d'entrer dans le chalet. À découvert, il devenait une cible facile. Un coup de feu résonna dans l'air atone, tiré du troisième étage. La balle toucha l'œil, puis le cerveau de Hisataka Uchida. Il fut rapidement transporté par ses collègues jusqu'à l'une des ambulances stationnées derrière le rempart des blindés, puis acheminé vers l'hôpital le plus proche. Le policier, âgé de 47 ans, survécut à plusieurs arrêts cardiaques, mais finit, après une lutte héroïque contre la mort, par rendre son dernier souffle sur la table d'opération.

Sur l'aile nord, la masse de métal poursuivait son travail de destruction. L'inspecteur Shigemitsu Takami et ses hommes, parvenus au second étage, tentèrent de pénétrer dans les pièces supérieures où s'étaient enfermés les terroristes et leur otage. Mais ils se retrouvèrent sous le feu des cinq jeunes gens et une balle transperça le crâne de l'inspecteur Takami, qui n'avait pas encore été autorisé par ses supérieurs à utiliser son arme. Il mourut avant même d'arriver à l'hôpital. Puis des grenades jetées du dernier étage à l'intérieur du bâtiment s'abattirent sur le commando des forces spéciales. De nombreux policiers furent blessés. Sassa autorisa alors ses hommes à employer la force et à utiliser leurs armes. Pas de quartier. La vie de Mme Muta et celle de ses hommes étaient désormais prioritaires. Il fallait éviter de nouvelles pertes dans les rangs de la police et, si la situation l'exigeait, ses hommes n'hésiteraient plus à faire feu sur les forcenés. Les membres des forces spéciales escaladèrent la façade et parvinrent jusqu'au

balcon du troisième étage. La fin était désormais toute proche, à portée de main, de l'autre côté des vitres où les policiers apercevaient les silhouettes des terroristes et de leur otage. Les dix policiers amassés sur le balcon jetèrent des bombes lacrymogènes dans la pièce. Quelques coups de feu furent encore tirés, puis plus rien. L'aile nord du bâtiment était éventrée, le chalet presque entièrement détruit. Et le calme retomba. À 18 h 14, tout était fini.

Quelques minutes passèrent. La nuit était tombée depuis plus d'une heure. On apprit que Mme Muta était saine et sauve. Devant les caméras de télévision, les photographes et les journalistes, la police évacua le chalet de ses cinq occupants. Dans une atmosphère lourde et dramatisée, les cinq jeunes gens sortirent de l'ombre. Ils passèrent un à un sous les huées et les injures de la foule, tirés ou poussés par les policiers encadrant le chemin de croix qui, du chalet aux fourgons de la police, allait les conduire à la perpétuité.

Au terme d'une prise d'otage qui avait duré deux cent dix-huit heures, coûté la vie à trois hommes et blessé dix-huit autres, qui avait mobilisé un effectif policier sans précédent, autant de journalistes que l'archipel pouvait en compter, le Japon, sonné, attendit de découvrir le visage de cette jeunesse enragée qui avait ébranlé le pays tout entier :

- – Hiroshi Sakaguchi, le numéro deux, époux de Nagata ;
- – Masakuni Yoshino, se débattant tel un condamné qu'on conduit à son exécution ;
- – les deux jeunes frères de Yoshitaka Kato, encore mineurs (âgés de 16 et 18 ans), qui avaient pris part à son supplice, le visage halluciné et inexpressif ;
- – Kunio Bando, le cou enroulé dans un keffieh palestinien, ne tenant pas sur ses jambes, porté par deux policiers.

Yasuo Oizumi était devant son téléviseur le soir des arrestations, le 28 février 1972. Lorsqu'il vit passer Yoshino, il eut de la peine à reconnaître son ami d'enfance. Sur l'écran, Yoshino apparut méconnaissable, amaigri, barbu, les cheveux longs et hirsutes. Un officier de police le tirait par les cheveux, deux autres, de chaque côté, le forçaient à traverser l'impressionnant rempart formé par les policiers et les journalistes. Yoshino se débattait comme un diable, le visage déformé par une douleur indicible. Il n'était plus le jeune homme élégant et sportif avec lequel Oizumi avait partagé sa jeunesse.

Oizumi se souvient également de la sortie de Kunio Bando, le tireur d'élite qui avait fait mouche par trois fois. Âgé de 25 ans, C'était un vétéran de la Faction armée rouge. Ses parents, propriétaires d'un hôtel, venus à Karuizawa pour assister la police, étaient aussi devant le poste de télévision, dans l'hôtel où on les avait logés, quand ils virent passer Kunio sur l'écran de la NHK. Après avoir vu son fils grimaçant entre les policiers, le père de Bando se leva sans dire un mot à son épouse et sortit dans la cour du chalet. Après quelques minutes, Mme Bando, s'inquiétant de l'absence de son mari, sortit à son tour. Au fond de la cour, elle le trouva se balançant au bout d'une corde. Pour M. Bando, la culpabilité de son fils était un poids trop lourd à porter. Avant de se donner la mort, il avait eu le temps de rédiger cette note : « Par ma mort, j'offre mes excuses aux personnes victimes des crimes de mon fils. N'accusez pas les membres de ma famille qui sont encore en vie. »

L'histoire de Kunio Bando ne s'arrête pas au suicide de son père, ni même à sa condamnation à perpétuité. Il y aurait bientôt pour lui une seconde vie. En 1975, après l'opération de Kuala Lumpur, Bando serait libéré à la barbe des autorités japonaises et participerait à d'autres actions terroristes. Et si tous les acteurs de l'« affaire Asama » moisissent encore en prison, Bando, lui, est libre.

Il en serait tout autrement du destin de Yoshino. Le 10 mars, passant au peigne fin les environs des chalets de la purge, la police découvrit les tombes du sous-bois et le corps de Kaneko. L'assassinat de cette jeune femme enceinte, ayant subi des tortures d'une violence rare, choqua tous les Japonais qui avaient suivi en direct le dénouement de la prise d'otage. Les

médias, relayant les interrogations et le désarroi de la population japonaise, tentèrent de trouver des explications à cet événement incompréhensible, interrogeant les proches des victimes autant que des meurtriers. Nombre d'entre eux étaient les deux à la fois. Le témoignage des parents de Michiyo Kaneko fut sans doute le plus émouvant. Le malheur de ces gens simples, honnêtes et dignes, accablés par la perte de leur fille, produisit un vaste mouvement de compassion. « Si elle avait suivi nos conseils, et si elle s'était mariée, au lieu d'aller à l'université, elle n'aurait pas connu un tel destin. Mais elle refusait de nous écouter[8]… », expliqua le père de Michiyo, répondant aux journalistes venus l'interviewer. Le 23 mars, après un mois d'interrogatoire, Yoshino avoua ses crimes. Son témoignage apparut pire encore que tout ce que l'on avait pu imaginer.

Pendant quatre ans, Yasuo Oizumi, qui n'était pas autorisé à rendre visite à Yoshino, lui écrivit régulièrement en prison. Lui aussi cherchait à comprendre. Mais Yoshino ne répondait pas à ses lettres. Un an avant que ne s'ouvre le procès des responsables de la purge du *Rengo sekigun*, Oizumi, devenu un important éditeur de Tokyo, recevait une lettre de son ami d'enfance. Et, laborieusement, ils renouèrent une relation qui ne serait désormais qu'épistolaire. Elle se poursuit encore. Yoshino obtint le report de son procès et fut finalement jugé trois ans plus tard, indépendamment de ses anciens camarades. Le 29 mars 1979, il fut condamné à la perpétuité. En 1983, il fut transféré dans le quartier des criminels les plus dangereux de la prison de Chiba. Yoshino, à moitié fou, interdit de visite depuis près de trente ans, y est toujours incarcéré à ce jour.

Épilogue

Après l'évacuation du chalet Asama, puis les confessions de ses anciens occupants, les fouilles menées dans la région de Nagano permirent de localiser les tombes, d'exhumer les corps, et à la vérité d'éclater au grand jour. Le choc fut terrible. Les leaders de l'Armée rouge unifiée, livrés à la vindicte nationale, ne purent s'extraire de la spirale de mort qu'ils avaient eux-mêmes initiée. Mori se suicida un an après son arrestation. Au

matin du jour de l'An 1973, on le retrouva pendu dans sa cellule. Nagata fut condamnée à la peine capitale ; elle attend toujours son exécution.

Aux lendemains des révélations qui suivirent l'« affaire Asama », nul ne parvint à comprendre ce qui avait pu se produire, où le système, imperceptiblement, avait failli, ni pourquoi cette jeunesse, épargnée par la misère, qui n'avait pas vécu les horreurs de la guerre et qui jouissait d'une liberté qu'aucune génération précédente n'avait connue au Japon, pourquoi cette jeunesse s'était livrée à une telle folie meurtrière. La faute en fut rejetée sur les universités, taxées d'être trop libérales ; sur les États-Unis, qui avaient imposé la démocratisation des universités – et cassé l'embrigadement nationaliste qui régnait dans les institutions scolaires et universitaires d'avant-guerre ; sur les parents, jugés trop laxistes dans l'éducation de leurs enfants. Bien sûr, ces reproches émanaient de la droite (souvent la plus réactionnaire), qui sortit renforcée de l'onde de choc. Elle se maintiendrait au pouvoir durant trente ans. La gauche, elle, fut laminée par cette affaire et mit plus de vingt ans à se recomposer – si toutefois elle y est jamais parvenue. En cette période de guerre froide, la gauche – et pas seulement le Parti communiste – était perpétuellement suspectée de complaisance à l'égard des mouvements « gauchistes » et soupçonnée de vouloir importer au Japon la « barbarie communiste ». Barbarie dont la purge du *Rengo sekigun* était censée faire la démonstration.

« Encore aujourd'hui, commente le réalisateur "*Pink*" et ancien membre de l'Armée rouge japonaise Masao Matsuda, on a l'habitude de comparer la purge des chalets de montagne aux purges de Staline, de Mao ou de Pol Pot. En réalité, la droite trouva dans cette comparaison le moyen de tirer un profit politique de l'affaire, mais il ne s'agissait pas de cela. Ce qui s'est passé dans les chalets de montagne, cela n'a rien à voir avec les purges staliniennes, C'est *Les Possédés* de Dostoïevski[9]. »

Quoi qu'il en soit, cet événement semblait mettre un terme définitif au mouvement étudiant, dont l'échec parut désormais patent. Ses effets se poursuivraient cependant dans les années suivantes avec d'autres purges meurtrières (notamment au sein des dirigeants du *Kakumaru*[10]), et ce jusqu'en 1973.

Atsuyuki Sassa, qui avait mené le siège du chalet Asama, obtint une promotion. Et la police pensa un moment en avoir terminé avec le *Sekigun.*

1.

Akita Akehiro est né en 1947 à Hiroshima, deux ans après le « Picadon », l'explosion atomique du 6 août 1945. Fils cadet d'une famille de condition très modeste qui compte trois enfants (Akehiro a un frère aîné et une petite sœur), son père est mécanicien naval et travaille sur les vastes chantiers qui bordent la côte du Setonaikai (la mer intérieure). Il répare les cargos et les vaisseaux de transports maritimes. Le frère aîné d'Akehiro suivra la même voie en devenant lui aussi mécanicien sur les chantiers navals. Mais Akehiro souhaite suivre une autre destinée. Après être sorti du lycée bouddhique de Hiroshima, il part en 1965 à Tokyo, où il réussit le concours d'entrée de la gigantesque Université du Japon (Nichidai), un établissement privé dans lequel s'entassent chaque année 100 000 étudiants venus des quatre coins de l'archipel. « L'université Mammouth », comme l'appellent les étudiants de Nichidai, n'a pas bonne réputation. On y dispense un enseignement des plus rudimentaires, capable de former les futurs employés de moyenne qualification des industries et entreprises japonaises : ceux que l'on appelle déjà les *salarymen.* Akehiro intègre le département d'économie de Nichidai, et, en seconde année, le club de recherches sociologiques. Quand éclate le mouvement étudiant, en 1968, il est en maîtrise. Dans une atmosphère d'insurrection, le 30 septembre 1968, il dénonce publiquement, lors d'un meeting qui rassemble les étudiants et les dirigeants de l'université, la corruption qui ronge la « société anonyme » de Nichidai. Dans les comptes de la caisse, 20 milliards de yen ont été détournés au profit du corps enseignant. La pression exercée par les dirigeants de l'université sur les employés censés entretenir le secret a entraîné le suicide de la comptable de Nichidai. Le scandale est d'autant plus important qu'il touche l'université la plus défavorisée du Japon. Les étudiants réclament maintenant la démission de Furuta, le directeur de l'université. À la suite du coup d'éclat du 30 septembre 1968, Akita est hissé à la présidence du *Zenkyoto* (syndicat étudiant) de Nichidai. Il est « *non-secto* », C'est-à-dire non affilié, et ne porte pas le casque des factions d'extrême gauche. En quelques semaines, il acquiert une popularité considérable. On l'appelle désormais Akita Meidai. Un mandat d'arrêt est lancé contre lui, alors que les étudiants se barricadent dans l'université et s'opposent quotidiennement aux assauts du *Kidotai* qui tente vainement de les en déloger. Le Premier ministre, Esaku Sato, déplore devant les médias le conflit qui oppose les étudiants de Nichidai à ses dirigeants. Le lendemain de l'intervention du Premier ministre, Akita est arrêté. « C'était un jour du mois de mars, et il neigeait », se souvient-il. Il est incarcéré en maison d'arrêt pour les chefs d'inculpation de troubles de l'ordre public et violation de la loi de sécurité de la ville. Dans sa cellule, il écrit ses *Mémoires de prison.* Il est libéré au mois de décembre 1971, alors que le *Rengo sekigun* commet des attentats et des pillages de banques dans tout le Japon. Mais Akita n'en a pas fini avec la justice : une fois par mois, pendant près de deux ans, il sera convoqué au tribunal où se

poursuit son procès, et demeure en résidence surveillée. Il tente alors une carrière de poète et vend un recueil publié à compte d'auteur, *Imaginations,* qu'il vend à la criée dans les rues de Shinjuku. Mais sa carrière bat de l'aile, et il se retrouve bientôt sans un sou. Le mouvement étudiant, qui s'est radicalisé à partir de la prorogation de l'ANPO (Traité de sécurité nippo-américain) en 1970, a changé de nature. Ce ne sont désormais qu'affrontements violents et règlements de comptes entre factions. Le détournement de l'avion *Yodo* vers la Corée du Nord et la purge des chalets de montagne sonneront bientôt le glas de la Nouvelle Gauche. Akita tourne le dos aux excès terroristes de ses anciens camarades et quitte Tokyo. Il fait le tour du Japon en vendant des objets chinois dans la rue et tombe dans la boisson. Après avoir entendu à Tokyo le verdict de son procès, il revient finalement à Hiroshima et travaille sur les chantiers navals, comme son père et son frère, puis il joue dans le film de Totomi, L' *Oiseau de Peter Pan.* Il s'installe définitivement à Hiroshima à l'automne 1976 et devient mécanicien dans un garage automobile de Kure, dans la banlieue. Après s'être marié en 1985 et avoir ouvert son propre garage la même année, il divorce en 1992 à cause de ses problèmes d'alcoolisme. Son frère aîné meurt d'un décollement de la rétine en 1998. Akita cesse de boire. C'est aujourd'hui un homme brisé qui vit en ermite dans son garage. Il refuse régulièrement toutes les sollicitations des médias japonais.

2.

Entretien avec Akita Meidai, mardi 11 avril 2000.

3.

« Groupe du Noyau central », l'une des quatre branches issues de la Fédération trotskiste japonaise qui s'était fractionnée en plusieurs groupes dans la première partie des années 60.

4.

Kori no shiro ; le livre n'est pas traduit en français (trad. de l'auteur).

5.

Asama Sanso Jiken, Tokyo, Bunshun éditions, NHK diffusion.

6.

Christopher Dobson et Ronald Payne, *The Carlos Complex,* Londres, Book Club Associates, 1977, p. 169.

7.

Oizumi Yasuo, *Le Château de glace,* Tokyo, Éd. Shinchosha, 1998, p. 156.

8.

Japan Times, 10 mars 1972.

9.

20. Entretien, jeudi 9 avril 2000.

10.

Ligue des étudiants marxistes (tendance trotskiste antistalinienne).

3

Le massacre de Lod

30 mai 1972

En hiver 1971, quelques mois avant que Nagata et Mori ne décident de se retrancher dans les montagnes de Nagano, s'est réuni un petit groupe de militants d'extrême gauche dans un minuscule bar du Golden Gai, le quartier des prostituées et des travestis de Shinjuku, au cœur de Tokyo :

- –Fusako Shigenobu, une jeune femme de 26 ans, ancienne étudiante, entrée dans l'Armée rouge dès sa fondation ;
- – Masao Adachi, réalisateur indépendant, ancien assistant de Nagisa Oshima, l'un des chefs de file du cinéma « *Pink* » ;
- – Takeshi Okudaira, un étudiant de Kyoto, récemment entré dans le groupe ;
- – Masao Matsuda, également cinéaste.

Derrière le bar se tient la petite amie de Matsuda, Kazuko Ono, également membre de l'Armée rouge. Bien qu'il n'ait jamais officiellement adhéré au groupe terroriste (il se dit anarchiste-révolutionnaire), Matsuda passe auprès des autres pour un idéologue clairvoyant. C'est lui qui a convaincu Shigenobu de reprendre le leadership de l'organisation et de partir à l'étranger afin d'exporter la révolution. Les réunions en petit comité

se sont succédé ces derniers mois. Les dés sont désormais jetés et rien ne les arrêtera.

Pour les militants d'extrême gauche présents ce soir-là, il faut désormais se démarquer radicalement de la branche principale du *Sekigun*, qui est dans une impasse. La nouvelle branche qu'ils veulent incarner, dont la vocation internationale a permis le détournement de l'avion de la Japan Airlines vers la Corée du Nord, s'appelle *Sekigun-ha* (Faction armée rouge).

Le pays de leur destination a déjà fait l'objet de plusieurs réunions. Ce qui est en discussion aujourd'hui, ce sont les moyens d'étendre le champ d'action du *Sekigun*, qui doit être présent sur plusieurs continents, et les modalités du départ.

Au cours des derniers mois, la police a repris l'avantage dans le bras de fer qui l'oppose à l'Armée rouge unifiée. Elle est sur le point de prendre sa revanche après la série d'attentats dont elle a récemment été la cible. Les coups de filet, les arrestations ne cessent de se succéder. Les leaders historiques de l'organisation et plus de soixante de ses membres sont derrière les barreaux.

En raison de cette agitation, Fusako Shigenobu a dû cesser son travail d'hôtesse à mi-temps, le soir, dans les bars. S'il était possible d'échapper à la constante surveillance de la police afin de se rendre aux réunions de son groupe, organisées clandestinement dans les locaux de l'université dentaire – grâce à la complicité de sa patronne, *Mama-san*, qui lui faisait quitter son lieu de travail par une porte dérobée inconnue de la police –, ce n'est désormais plus possible. Après son interpellation par la police et une série d'interrogatoires dont elle ne s'est pas trop mal sortie, Shigenobu est désormais passée dans la clandestinité. Elle a appris, au cours des nombreuses réunions de l'Armée rouge unifiée auxquelles elle participe encore, que Tsuneo Mori et Yoko Nagata ont pris le commandement de l'organisation. Les différents projets émis lors de ces réunions secrètes lui ont souvent paru, au mieux irréalistes (poser une bombe au Pentagone, au cœur même des États-Unis), au pire inutiles (continuer les attaques de banques afin de trouver l'argent nécessaire à faire survivre l'organisation et se fournir en armes).

Se souvenant des paroles de son père, elle sait au fond d'elle-même que l'entreprise de porter la révolution sur le sol japonais est vouée à

l’échec. Pour faire la révolution, il faut s’adjoindre le peuple. Or, la sympathie de l’opinion publique pour le groupe radical est depuis longtemps perdue. De plus, Shigenobu doute que Mori ou Nagata aient l’envergure d’un chef. Elle a été impressionnée par le succès apparent du détournement de l’avion de la Japan Airlines vers la Corée du Nord, survenu un an auparavant (le 31 mars 1970) ; mais elle pense devoir trouver des partenaires à l’étranger, afin de monter des actions d’envergure. Elle pense aussi que la Corée du Nord n’est pas l’endroit le mieux choisi. Il leur faut une cause qui révèle au monde entier leur existence.

Lorsque la nécessité de fuir le Japon comme de porter la révolution à l’échelle internationale fut devenue pour Shigenobu une évidence, on s’est interrogé, au cours d’une de ces réunions en groupe restreint avec Matsuda et Adachi, sur le lieu le mieux à même de les accueillir. Le choix reposait sur trois conditions préalables : que le pays d’immigration ne possède pas de traité d’extradition avec le Japon ; qu’il soit le cœur d’une cause leur permettant de nuire à « l’impérialisme américain » ; et, enfin, que les autorités de ce pays ne s’opposent pas à leurs activités. Shigenobu avait commencé par évoquer Cuba et la Corée du Nord. Mais ces deux pays, avec lesquels l’Armée rouge avait pris contact, n’avaient pas semblé très enthousiastes à l’idée d’accueillir Shigenobu et ses commandos. Puis on avait évoqué l’Algérie, éventuellement un pays d’Europe orientale (l’Albanie) ou d’Asie du Sud-Est (la Thaïlande).

Adachi et Matsuda avaient déjà arrêté leur choix. Selon eux, il fallait que ce soit la « Palestine ». Adachi avait déjà commencé le tournage au Liban d’un film sur la résistance des *fedayin* et se passionnait pour la cause palestinienne. Selon Matsuda, l’autre cinéaste, la « Palestine » était un pays occupé par les Israéliens qui sont alliés aux Américains. Nuire à l’État d’Israël aurait eu le double effet d’atteindre les intérêts américains et d’attirer l’attention du monde entier. De plus, la situation géographique du Liban, au carrefour de l’Europe, de l’Afrique et de l’Asie, permettrait d’être le tremplin idéal d’une « révolution mondiale ». Enfin, certaines organisations de résistance palestinienne à l’oppression israélienne, entraînant leurs commandos au Liban, étaient sur la même ligne idéologique que le *Sekigun.* Il y avait là-bas un mouvement légitime de libération, un mouvement révolutionnaire qui pratiquait la lutte armée et avec lequel ils n’auraient pas de mal à collaborer.

Ce soir de janvier, les dés sont jetés. On discute à présent du départ imminent de Fusako Shigenobu et Takeshi Okudaira. Le mois dernier, les deux jeunes gens se sont mariés ; ils partiront dans quelques jours en voyage de noces. Mais le mariage et le voyage de noces ne sont que le prétexte nécessaire à leur départ. Okudaira, qui n'est pas fiché par la police, a permis à Shigenobu de changer de nom, ce qui lui permettra de passer inaperçue des contrôles douaniers. Quant au voyage de noces, il a en réalité pour destination un camp de Beyrouth.

Adachi informe le couple qu'à leur arrivée à Beyrouth il sera pris en charge par les membres d'une faction palestinienne appelée FPLP (Front populaire de libération de la Palestine). Le groupe palestinien, une faction de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine), avait, au cours des mois précédents, envoyé des émissaires au Japon pour prendre les premiers contacts avec Shigenobu et ses militants. À cette occasion, Shigenobu avait rencontré Basim, le mari de la jeune terroriste Leïla Khaled. Ayant besoin de renforts pour des actions violentes, le FPLP a confirmé qu'il ouvrirait les portes de ses camps d'entraînement à l'organisation japonaise. Avant leur départ, Shigenobu doit avertir Mori et Nagata de son projet. Mais quelle que soit leur décision, qu'ils donnent leur accord ou pas, Shigenobu ne changera pas d'avis. Elle partira pour la « Palestine », et C'est elle qui portera la révolution, elle qui incarnera, aux yeux du monde, la Faction armée rouge du Japon.

Fusako Shigenobu, genèse d'un leader

D'une certaine manière, l'histoire de l'Armée rouge japonaise n'est pas bien différente de celle d'autres groupes d'extrême gauche qui, à la même époque, prennent la voie du terrorisme international. Les Brigades rouges en Italie, la Bande à Andreas Baader en Allemagne (RAF : Fraction armée rouge) ou les Black Panthers aux États-Unis vont suivre une trajectoire similaire et s'engouffrer dans une même spirale de violence. Shigenobu voulait unifier le front international de toutes les organisations de guérilla derrière un même mot d'ordre, celui de la « révolution mondiale ». Nombre de ces organisations, ponctuellement, seront les

partenaires de l'Armée rouge japonaise et participeront avec elle à plusieurs opérations. Comme en Allemagne, en Italie ou aux États-Unis, l'Armée rouge japonaise est directement issue de l'année 1968 et de la violente contestation organisée par les syndicats étudiants d'extrême gauche (ex-*Zengakuren*), appelés alors *Zenkyoto*, et qui ont pris leurs distances avec le Parti communiste nippon au milieu des années 60.

Le 18 janvier 1969, quand s'est achevé le mouvement étudiant par le siège policier de l'amphithéâtre Yasuda de Todai, les syndicats d'extrême gauche ont poursuivi leur désagrégation en violentes querelles intestines, brisant les derniers espoirs de la contestation. Le Mai 68 japonais fut plus long et bien plus violent que le mois de mai du Quartier latin. Il faut dire qu'à l'époque les revendications n'étaient pas seulement théoriques, mais elles affirmaient plusieurs objectifs concrets :

- – dénonciation de la corruption qui rongeait les universités ;
- – lutte pour la démocratisation et l'autogestion des universités ;
- – refus de la participation du Japon à la guerre du Vietnam (qui appareillait les navires de guerre américains et fournissait le napalm) ; lutte contre les « impérialismes » américain et japonais ;
- – refus de reconnaître la figure tutélaire de l'empereur du Japon ;
- – défense des minorités (notamment coréennes) et reconnaissance par l'État japonais des crimes de l'ère Showa[1] ;
- rejet du productivisme effréné des années 60 et de la société de consommation ;
- – lutte contre la prorogation du Traité de sécurité nippo-américain (AMPO) qui assujettissait le Japon aux États-Unis, faisant de l'archipel la place avancée de sa lutte contre le communisme.

Mais pour comprendre en profondeur les chemins aléatoires des protagonistes de notre histoire, il faut remonter plus avant dans le passé, et prendre la mesure de la défaite subie par le Japon, de l'humiliation mêlée de culpabilité qui devait accompagner toute une génération de *baby-boomers.*

C’est là, dans le règlement d’une guerre sans précédent dans l’histoire, que se trouve le cœur du problème. C’est bien là, dans l’immédiate après-guerre, que sont semées au Japon ce que William R. Farrell appelle *the seeds of violence*[2] (les graines de la violence). Un Japon humilié, détruit, occupé, compromis avec le nazisme et dépositaire des crimes de l’Armée impériale ; coupable mais également victime de l’une des plus terribles catastrophes du siècle : Hiroshima et Nagasaki. C’est dans ce Japon que doivent être identifiées, en dehors de toute considération idéologique, les causes de la violence. Cette dynamique, si l’on se dégage un temps de la spécificité de l’histoire du Japon contemporain, est bien entendu à rapprocher de la violence qui, au sein d’un même groupe d’âge, frappe d’autres pays occidentaux ; notamment l’Allemagne et l’Italie, qui, avec le Japon, composèrent les forces de l’Axe durant la Seconde Guerre mondiale. Pour la jeunesse allemande, italienne (voire française) ou japonaise, le sentiment confus d’humiliation, la soif de revanche, mais aussi la honte des crimes perpétrés, et la conscience du Mal que représentaient les régimes autoritaires et inhumains cautionnés par la génération de leurs parents, sont autant de causes qui produiront les mêmes effets.

« Cette violence passée avait une double raison : elle était liée à l’histoire de la génération précédente : nazisme, fascisme, collaboration, et au rejet de ce passé. C’est ce double mouvement, dialectique, de rupture mais de filiation qui fonde l’originalité de la violence des années 60-70. Pour la génération qui a 20 ans en 1970, le poids de la faute de la génération d’avant va être une charge trop lourde à assumer. Paradoxalement, ce sont les pays au passé le plus coupable qui ont engendré les groupes radicaux les plus violents. C’est en Allemagne, en Italie, au Japon que les groupes gauchistes armés ont mené les actions les plus meurtrières, comme si, pour s’affranchir de la charge de culpabilité héritée de la génération précédente, il fallait faire preuve d’une violence à la fois mimétique et prétendue inverse[3] »

« Rupture » et « filiation » sont deux substantifs qui conviennent parfaitement à la généalogie de Fusako Shigenobu, la leader-icône de l’Armée rouge japonaise.

Née le 20 septembre 1945, Shigenobu grandit dans les quartiers pauvres de Tokyo, en compagnie de deux frères plus âgés et d’une petite

sœur. Son père, qui avait été instituteur dans le Kyushu, s'était engagé dans l'armée au début du second conflit mondial. La guerre achevée, il était revenu brisé et humilié par la défaite. Avant guerre, il appartenait à un groupe terroriste ultra-nationaliste appelé *Keitsumeidan* (la Ligue des Frères de sang). Le leader de l'organisation, le moine Nissho Inoue, mêlait à son idéologie un bouddhisme originel, fondé sur l'idée de pureté, et un nationalisme militariste des plus radicaux. Les Frères de sang avaient ainsi rédigé une liste de treize personnalités à abattre dans le Japon d'avant-guerre, afin que le pays retrouvât cette pureté qui, libérée de la corruption des politiciens et des affairistes, aurait permis au Japon de devenir l'une des plus grandes puissances mondiales et de vaincre les États-Unis. Le groupe réalisa en partie ses ambitions puisque, en 1932, ses membres assassinèrent Junnosuke Inoue, le ministre des Finances, de trois balles dans le dos, lors d'un meeting politique, ainsi que Dan Takuma, l'un des dirigeants du groupe financier Mitsui. Mais pour le père de Fusako, l'aventure au sein du groupe d'extrême droite devait s'achever après ce second assassinat. Vexé d'avoir été tenu à l'écart de l'opération Inoue, il quitta la Ligue des Frères de sang et s'engagea, par dépit, dans l'armée. À son retour, rongé par l'amertume et le sentiment de l'échec, il ouvrit une boulangerie appelée « Le Soleil Levant ». « Quand je suis née, mon père tenait sa boulangerie dans le quartier misérable de Setagaya. À cette époque, à cause du rationnement, mon père put nous faire vivre[4]. »

« Mon père, s'il avait de bonnes relations avec ses quatre enfants, était quelqu'un d'impressionnant ; un père de famille autoritaire[5]. » À sa fille, Shigenobu père inculqua des valeurs qu'elle devait garder tout au long de son existence : l'importance suprême des convictions personnelles, l'engagement, la foi dans l'autorité, et les vertus de l'instruction. Fusako vécut très mal son enfance miséreuse, malgré l'amour et le respect qu'elle pouvait avoir pour son père. Elle lui tiendra rigueur de ses frustrations au cours des années difficiles d'adolescence. Plus tard, parce que tout lui avait manqué dans sa jeunesse, elle mettrait un point d'honneur à se vêtir avec une constante élégance et un raffinement qui la distingueraient des autres femmes révolutionnaires de sa génération. Se sentant discriminée à l'école du fait de sa pauvreté, elle déclarera plus tard avoir mûri, pendant l'enfance, un profond sentiment d'injustice et une immense colère.

Dans son quartier, Fusako côtoyait des hommes jetés à la rue dans leur uniforme de l'armée, contraints de s'adonner à la mendicité. Cette image, où la misère rejoint l'humiliation des vaincus, devait forger sa soif de revanche. Alors qu'elle n'était qu'à l'école primaire, elle organisa une petite collecte de pièces qu'elle distribua dans les boîtes qui, dans la rue, servaient d'abris aux vétérans sans domicile. Cette action louable lui valut d'être interviewée par un quotidien national. Elle obtint en retour une petite notoriété en recevant des dizaines de lettres d'admirateurs, touchés par le geste généreux de la fillette.

Un autre événement, survenu dans ces années-là, devait également la marquer à jamais et sceller l'admiration qu'elle portait à son père. Un Nord-Coréen, qui, avec sa famille, venait de s'installer dans le quartier, subissait le rejet des habitants et tout particulièrement celui des enfants. Un jour, alors que Fusako traînait dans la rue avec des gamins du voisinage, elle aperçut « l'étranger » qui marchait seul au milieu des décombres du quartier. Tous les enfants se précipitèrent vers lui en criant et lui jetant des pierres. Fusako resta à distance, mais, comme les autres, assaisonna l'homme de quolibets et d'invectives racistes, dont, dit-elle, elle ne comprenait ni le sens ni la portée réelle. En rentrant à la maison, son père la gronda sévèrement. Après cela, l'homme devint un client régulier de la boulangerie tenue par le père de Shigenobu et, pour ainsi dire, un ami de la famille. Cet épisode marqua considérablement la jeune fille. Elle écrivit par la suite avoir pris dès lors conscience des préjugés qui, au Japon, pesaient sur les Coréens et les autres minorités asiatiques qui avaient subi l'esclavage forcé et la déportation organisée par l'envahisseur japonais. Cet événement fut, dit-elle, fondateur de son combat contre les discriminations au Japon et de son empathie à l'égard des plus faibles.

Au cours des années de lycée de Fusako, la situation financière de la famille Shigenobu se détériora. « La boulangerie de mon père fit faillite lorsque j'obtins mon diplôme à la sortie du collège. C'était en 1961. C'était un moment de forte expansion économique, et le commerce de mon père fut balayé par les débuts de la grande distribution[6]. » Son père fut donc contraint de céder son petit commerce et se retrouva sans emploi. Toute la famille, y compris les enfants, dut se mettre à travailler. Le cas échéant, il fallait se procurer de la nourriture en la volant. Cependant, Shigenobu ne

put se résoudre à arrêter brutalement ses études. Elle fut brillamment reçue à l'examen d'entrée d'une école de commerce, mais dut finalement y renoncer. « À cette époque, écrit-elle, j'étais pénétrée de colère à l'idée de ma propre infériorité. Je me sentais perpétuellement misérable et accablée de tristesse. » Elle trouva un emploi dans une fabrique de sauce de soja. Si le travail lui déplaisait profondément, côtoyer des hommes lui permit de découvrir qu'elle était devenue une jeune fille attirante. Elle n'en devint que plus rebelle à l'oppression, et plus particulièrement à celle que devaient subir les femmes dans la société japonaise. Mais elle n'en était pas moins affligée par la futilité et la bêtise qu'elle percevait chez les jeunes femmes de son âge. Après un long arrêt de travail dû à une intervention chirurgicale à l'estomac, Fusako décida de reprendre ses études tout en continuant à travailler. Après avoir passé en revue plusieurs orientations possibles, elle choisit l'histoire et fut reçue à l'examen. Elle put suivre les cours du soir de la très respectable université Meiji. Elle avait décidé d'enseigner et d'écrire des livres éducatifs destinés aux plus déshérités. C'est là, au printemps 1965, le jour des inscriptions, que tout allait basculer pour elle.

« Ma rencontre avec le mouvement étudiant date de 1965, le jour de mon inscription à l'université Meiji. Devant l'université, un groupe de garçons était assis. L'un d'entre eux parlait dans un micro. Un étudiant qui s'était élevé contre l'augmentation des frais d'inscription venait d'être injustement exclu de l'université. Le groupe attira aussitôt mon attention. L'un des étudiants qui faisait partie du groupe s'approcha de moi et me demanda si je voulais me joindre à eux. Ne sachant quoi répondre, j'acceptai, et C'est comme cela que je suis entrée dans le mouvement étudiant[7]. »

À partir de ce jour, Shigenobu ne cesserait jamais de militer à l'extrême gauche. Elle devint, au sein du mouvement étudiant qui commençait à gronder dans les universités du Japon, une figure incontournable, participant à toutes les manifestations et à tous les meetings. Partant de chez elle à 7 heures du matin, terminant les cours à l'université, après son travail, à 22 heures, elle se rendit vite compte qu'il lui serait très difficile d'achever ses études. Pour autant, elle n'abandonna pas et intensifia même ses activités au sein de différents groupes contestataires étudiants. Devenue une communiste militante, elle restait

cependant hermétique au fractionnement du mouvement étudiant en différentes tendances qui, déjà, s'opposaient dans des batailles de rue. Les militants casqués, armés de longs bâtons de bambou, s'affrontaient fréquemment en des combats ritualisés, destinés autant à faire valoir leurs divergences qu'à faire la publicité de la faction qu'ils représentaient. Déçue par le groupe piloté par le Parti communiste (PCJ), elle rechercha un groupe indépendant et plus radical où s'engager. Elle s'enrôla dans les Gardes rouges, de tendance maoïste ; une branche dérivée du *Bundo* (Ligue des communistes), la principale branche dissidente marxiste révolutionnaire.

Après les tensions liées à l'adolescence, Fusako, âgée de 20 ans, se rapprocha de son père. Chaque soir, les conversations portaient sur la politique et les termes de l'engagement. Au fond, son père était assez fier de voir ainsi sa fille prendre part à l'activisme politique qui animait la jeunesse des années 60. « Nous avons tenté de changer le pouvoir pour créer une société du peuple, lui confia-t-il un jour. Aujourd'hui, tu dois faire ce que tu crois salutaire pour la cause de la justice[8]. » Elle-même, bien que pétrie de lutte des classes et de révolution, en désaccord pour l'essentiel avec son père, se sentit encouragée par ces paroles. Comme lui, secrètement, elle rêvait de voir un jour le Japon redevenir une superpuissance mondiale.

Le militantisme devenant de plus en plus exigeant, Fusako abandonna son travail au profit d'un job à mi-temps. Elle travailla à la campagne d'un élu d'extrême gauche, puis dans un restaurant de sushis. Cette année-là, elle vécut une relation passionnée avec un jeune homme de bonne famille qui ne partageait en rien ses convictions. Lorsqu'il la demanda en mariage, le choix fut difficile : fallait-il renoncer à la pauvreté, succomber au mariage et aux douceurs d'une vie confortable ou quitter l'homme qu'elle aimait pour suivre sa propre destinée dans la révolution ? Après quelque hésitation, elle choisit la seconde option et rompit avec son fiancé.

En 1967, Shigenobu est un membre actif des Gardes rouges. Le 8 octobre, elle est à l'aéroport de Haneda avec de nombreux étudiants pour empêcher le départ pour les États-Unis du Premier ministre Sato qui doit rencontrer le président Lyndon Johnson. Le voyage avait pour but le rapprochement des deux pays sur fond de guerre du Vietnam. La riposte de la police fut ce jour-là particulièrement violente, et de nombreux étudiants furent assez grièvement blessés. Shigenobu prit soin des blessés et les

accompagna à l'hôpital. Rentrée chez elle au petit jour, son père lui dit devant une tasse de café : « Fusako, si tu penses sérieusement à la révolution, agir ainsi est inutile. Il faut d'abord respecter les sentiments du peuple. Si tu choisis de faire la révolution sans tenir compte des sentiments de la nation, ta révolution est vouée à l'échec[9]. » Il lui dit aussi, évoquant ses propres souvenirs de jeunesse, que, alors qu'il participait avant guerre aux actions terroristes de son groupe, le moine Inoue leur avait appris qu'il ne fallait pas avoir peur du sacrifice humain. Le sacrifice engendrait le respect, et plaçait la cause à défendre au-dessus de la vie elle-même. Mais il fallait également que ce sacrifice ne fût pas vain. Inoue ne leur disait pas, comme au temps des *kamikaze* de la guerre du Pacifique : « Un homme, un tué », mais « Un homme, beaucoup de tués ». Même si les idées politiques de son père lui semblaient souvent répugnantes, Fusako, comme on s'en rendrait compte, demeurait toujours très attentive aux conseils qu'il pouvait lui prodiguer. Au fond, peu de chose les séparait. Comme lui, elle penserait désormais que « seule la violence peut changer le monde[10] ».

En 1968-1969, le charme et la beauté de Fusako lui permirent de gagner davantage d'argent et de trouver plus de temps libre pour se consacrer à ce qui était devenu, au fil des ans, une véritable passion pour le militantisme et les idées révolutionnaires. Âgée de 24 ans, elle travaillait le soir comme hôtesse dans un bar du quartier des affaires de Ginza. On dit même qu'elle fut un temps danseuse *topless* ou qu'elle s'adonna à la prostitution. En matière de sexualité, Fusako vécut ces mêmes années une période de grande liberté et collectionna les aventures – notamment avec certains membres de l'Armée rouge, comme Takamaro Tamiya, qui devait devenir le principal artisan du détournement de l'avion *Yodo* vers la Corée du Nord. Mais, pour elle, les hommes n'étaient qu'un moyen. Croyant la posséder, C'était elle qui, au contraire, les utiliserait, sa vie durant, pour parvenir à ses fins. « Je haïssais les hommes qui me touchaient et se servaient de mon corps pour satisfaire leurs désirs. J'avais le meurtre au cœur mais je souriais car je voyais chaque baiser se transformer en un bol de riz pour l'Armée rouge[11]. » Ce fut pour Shigenobu, selon les témoignages qu'elle délivrerait plus tard, « une époque très excitante ». Constamment surveillée, elle parvenait à échapper aux filatures de la police grâce à la complicité de *Mama-san*, la gérante du bar qui l'employait. Elle

serait cependant arrêtée et interrogée par la police au mois de mai 1970, après le détournement de l'avion vers la Corée du Nord, mais relâchée rapidement, les charges retenues contre elle étant insuffisantes.

Alors que le mouvement étudiant s'était notamment forgé contre la prorogation du Traité de sécurité nippo-américain, comme C'était le cas du mouvement de 1960 (mené par le *Zengakuren*, au moment de la première prorogation), le fractionnement et l'éclatement des structures syndicales en une multitude de factions ne permirent pas d'obtenir un discours cohérent et unitaire sur ces questions. Les différentes factions d'extrême gauche, après la période des affrontements contre les factions d'extrême droite ou les forces de police, en étaient à présent à se livrer ouvertement bataille. La population japonaise, voyant sa jeunesse sombrer dans des revendications incohérentes et une violence qui allait se radicalisant, se détourna peu à peu du mouvement, après la sympathie qu'elle lui avait tout d'abord consentie.

Fin 1969, Shigenobu intégra la nouvelle faction révolutionnaire appelée *Sekigun-ha* (Faction armée rouge) qui avait rallié les Gardes rouges où elle avait milité pendant plusieurs années. Ayant obtenu davantage de responsabilités au sein du groupe révolutionnaire, elle s'entoura de camarades qui voulaient comme elle porter la révolution à l'extérieur du Japon. Elle créa son propre groupe au sein de l'Armée rouge, dont les actions étaient maintenant concentrées sur les attaques de banques nécessaires à l'achat d'armement. Puis la direction de l'Armée rouge s'associa au *Keihin ampo Kyoto* de Nagata pour donner naissance au *Rengo sekigun* (Armée rouge unifiée).

Le détournement de l'avion de la Japan Airlines par un groupe de l'Armée rouge avait porté un rude coup au nouveau leadership exercé par Mori et Nagata. Eux-mêmes n'avaient pas pris part à l'opération et furent partiellement discrédités aux yeux de leurs camarades. L'organisation entière était dépossédée d'orientation précise et d'un chef digne de ce nom. Shigenobu sentit donc qu'elle pouvait prétendre à prendre la tête de la branche internationaliste de la Faction armée rouge. « Afin de faire la révolution au Japon, il fallait que le *Sekigun* quitte le Japon et s'installe dans différents endroits du monde. Le détournement de l'avion *Yodo* s'inscrivait dans cette stratégie. Mais après la prise d'otages, la police nous

mit tous sous pression, et je fus obligée de vivre un temps dans la clandestinité. Je ne pouvais pas lutter de cette manière. J'ai donc décidé qu'il me fallait quitter le Japon afin de repenser la stratégie de l'organisation […]. J'ai pensé partir dans une région du monde qui se battait pour son indépendance. La lutte pour la libération de la Palestine était un combat contre l'impérialisme, et C'est cela qui a attiré notre attention. Avec les Palestiniens, nous partagions aussi une même conception de la lutte armée[12]. » Ne connaissant pas Nagata, Shigenobu s'adressa à Mori, *via* un intermédiaire (ils ne se rencontraient jamais *de visu*), et lui demanda l'accord de son départ pour la Palestine. Mori refusa. En retour, Shigenobu lui fit porter un mot où elle déclarait que, dans ce cas, elle se verrait dans l'obligation de quitter l'organisation. Elle partirait pour la Palestine, quoi qu'il arrive. Mori finit donc par lui donner son accord.

Mieko Toyama était la meilleure amie de Shigenobu. Elles se connaissaient depuis leurs années d'université et étaient venues ensemble au militantisme radical. Toyama fut la seule à accompagner le couple de « jeunes mariés » à l'aéroport, lors de leur départ pour le Liban. Lorsqu'elles se séparèrent, en pleurs, Toyama dit à Shigenobu : « Tu seras la première à mourir. » Moins d'un an plus tard, Mieko Toyama serait assassinée dans les montagnes de Nagano, sur ordre de Nagata.

Kozo Okamoto, un voyage vers le néant

Contrairement à Fusako Shigenobu, dont le destin semble tracé dès son plus jeune âge, rien ne semblait destiner Kozo Okamoto à entrer dans un commando de guérilla palestinien. Né en 1949 à Kagoshima, dans le Kiyushu, il est le dernier enfant d'une famille qui en compte six. Après la mort de sa mère, en 1966, son père, principal d'un collège, s'était remarié et s'était montré, depuis lors, très attentif à l'éducation de ses enfants. Kozo eut donc, si ce n'est le décès de sa mère, une enfance sans histoires. Sans être un élève brillant, il parvint cependant à achever ses études secondaires. Après deux échecs à l'examen d'entrée de l'université de Kyoto, Kozo intégra le département d'ingénierie agricole dans une université locale. Son frère aîné, Takeshi, qui avait été un excellent élève, était entré à l'université

de Kyoto quelques années auparavant. Les deux garçons étaient très proches, et Kozo fut très déçu de ne pouvoir rejoindre son grand frère à Kyoto.

Dans son université, Takeshi était membre d'un groupe de l'Armée rouge. En 1970, peu avant le détournement de l'avion *Yodo* – Takeshi serait l'un des neuf membres du commando prenant part à la prise d'otages –, il fit venir son jeune frère à Kyoto. Dans les locaux de l'université où il résidait, il lui présenta certains de ses camarades, ainsi qu'une jeune femme venue de Tokyo : Fusako Shigenobu. Okamoto fut impressionné par le charme, l'élégance et la violence tranquille qui émanaient de cette vétérante de l'Armée rouge. Shigenobu, quant à elle, se souviendrait le moment venu de la candeur et de la docilité de ce tout jeune homme.

Quelques jours après le retour de Kozo à Kagoshima, eut lieu le détournement de l'avion *Yodo*. Kozo fut très impressionné par l'événement et son retentissement médiatique. Le destin de son grand frère Takeshi devenait à ses yeux héroïque et exemplaire. Son père, se sentant au contraire humilié et déshonoré par l'attentat sans précédent auquel venait de participer son fils aîné, quitta son travail dès le lendemain de la prise d'otages. Pressentant sans doute la vulnérabilité de son cadet, il lui fit promettre que jamais il ne suivrait les traces de Takeshi. Deux ans plus tard, apprenant que Kozo était le seul rescapé du massacre de Lod, et qu'il avait ainsi désobéi à sa promesse, le père en fut accablé de chagrin. Il écrivit une lettre au Premier ministre israélien Golda Meïr dans laquelle il réclamait la peine de mort pour son plus jeune fils. « Toute ma vie, écrivit-il, je l'ai consacrée, avec dévouement et abnégation, à l'éducation des jeunes gens. Je vous en prie, condamnez sans délai mon fils à la peine capitale[13]. »

Contrairement à Shigenobu et à son frère Takeshi, Kozo était parfaitement étranger à l'activisme politique, et davantage encore à la nature de l'Armée rouge. Il n'y avait pas d'antenne de l'organisation dans son université. Bien qu'inculte en politique et sans opinion particulière, Kozo ne put s'empêcher de ressentir un violent besoin d'action un jour de septembre 1971. Ce jour-là, il fut contacté par un membre de l'organisation qui lui proposait d'aller à Beyrouth suivre un entraînement militaire. Kozo accepta sans grande hésitation. S'il ne connaissait rien du conflit israélo-palestinien, ne sachant probablement pas même le situer sur une carte

géographique, il s'enthousiasma à l'idée de prendre part aux activités de son frère. Peut-être trouverait-il ainsi le moyen de le revoir. Pour Shigenobu, qui cherchait alors à recruter de nouveaux soldats, Kozo Okamoto lui apparut comme un choix des plus judicieux. Il était plus que probable que Kozo se comporterait avec la même loyauté que son frère. De plus, puisqu'il n'avait jamais milité au sein de l'organisation, il ne serait pas inquiété par la police et les contrôles douaniers.

À la fin de l'année 1971, Kozo reçut un coup de téléphone : un membre de l'organisation lui demandait de devenir l'assistant du réalisateur Masao Adachi, récemment arrivé à Beyrouth, sur le tournage d'un film documentaire intitulé : *Déclaration de guerre mondiale par l'Armée rouge et le FPLP.* Quelques semaines après ce coup de fil, la nouvelle des assassinats de Nagano se répandait comme de la poudre, laissant les Japonais terrifiés par la tournure que prenait à présent le mouvement étudiant. On apprit avec horreur le désastre qui avait fini de noyer le *Rengo sekigun* dans son propre sang.

Immédiatement après les révélations qui succédèrent à la prise d'otage du chalet Asama, un militant du *Sekigun,* Takao Himori, qui revenait d'un camp de Beyrouth où il avait pu rencontrer « Tatie » (C'est ainsi que les membres de sa horde appelaient à présent Shigenobu), remit à Kozo de l'argent et le plan de son voyage. Si, de rage, apprenant ce qui s'était passé à Nagano, Shigenobu avait ressenti le besoin d'agir vite et fort, se jetant alors dans l'élaboration d'une opération qui devait faire parler de son groupe, elle savait également que la police japonaise ne tarderait pas à mettre la main sur les derniers membres en fuite de l'Armée rouge unifiée. Et même si Kozo Okamoto n'était pas encore fiché par la police, il était cependant possible de remonter jusqu'à lui. C'est pourquoi il fallait lui faire quitter le Japon le plus rapidement possible.

Le 26 février 1972, alors âgé de 23 ans, Kozo Okamoto embarque sur un avion de la Canadian Pacific Airlines. Destination : Montréal. Il y reste une nuit, puis prend un autre avion pour New York. De New York, il se rend à Paris en voyageant dans un Boeing 747 de la compagnie israélienne El-Al. L'opération prévue par Shigenobu et ses partenaires palestiniens n'étant pas encore définitivement arrêtée, on pensait qu'elle aurait pu prendre la forme d'un détournement d'avion. On avait alors demandé à Kozo d'étudier

les équipements de l’appareil et de se familiariser avec un environnement israélien. Après un rapide séjour à Paris, Okamoto arrivait enfin à Beyrouth.

Au début de mars 1972, Okamoto attend ses instructions à l’hôtel Papillon, à Beyrouth. Il y rencontre Okudaira, le mari de Shigenobu, et un camarade rencontré avec son frère à Kyoto : Yasuyuki Yasuda. Okudaira présente à Kozo un groupe de Palestiniens et lui apprend que ces hommes seront ses instructeurs pour les quelques semaines à venir. Sa formation devra être achevée pour le mois de mai. Kozo les suit à Baalbek, dans un camp d’entraînement. Durant trois mois, il est initié par le FPLP à l’utilisation des armes et des explosifs. Un entraînement qui le satisfait pleinement. Au cours de la dernière semaine de formation, Okudaira révèle à Okamoto le plan de l’opération : après un long périple en avion, *via* l’Europe, Yasuda, Okudaira et Okamoto tireront avec des armes automatiques sur la foule de l’aéroport de Lod à Tel-Aviv. Ils partiront dans quelques jours. Comme il y a peu de chance qu’ils parviennent à s’échapper, Okudaira lui dit qu’ils ne devront pas hésiter à retourner la dernière grenade contre eux-mêmes. Mais, avant cela, ils se mutileront le visage afin de rendre leur identification plus difficile. L’attentat avait été conçu comme une opération suicide, et Kozo devait se préparer à faire le sacrifice de sa vie.

Le FPLP

Après le rejet par les Palestiniens du partage de la Palestine en deux États voisins, lors du vote de l’ONU de 1947, les Palestiniens, disséminés dans les camps de réfugiés des pays voisins d’Israël, n’entrèrent pas immédiatement en lutte contre l’État hébreu. Durant deux décennies, ils crurent que la coalition des pays arabes ayant déclaré la guerre à Israël parviendrait, à terme, par emporter la victoire. Mais après la défaite foudroyante de 1967, et le mépris de certains États arabes à leur égard, les Palestiniens décidèrent de prendre leur destin en main et d’entrer eux-mêmes dans la lutte armée.

Plusieurs organisations émergèrent dans ces années-là ; des organisations révolutionnaires qui, comme l’Armée rouge, se référaient au

marxisme-léninisme, s'inspirant des modèles chinois, vietnamien ou cubain. C'est ainsi que, au lendemain de la guerre des Six Jours, en décembre 1967, naquit le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Georges Habache, un ancien pédiatre dont la famille (des petits commerçants chrétiens orthodoxes) avait été expulsée de Palestine en 1948, en prit rapidement le commandement.

Entre 1967 et 1977, plus de cinquante factions terroristes palestiniennes devaient voir le jour, prétendant chacune à prendre le leadership d'un futur État palestinien, édifié sur les ruines de l'État hébreu. Le Fatah de Yasser Arafat serait le principal rival du groupe mené par le docteur Habache, au sein de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine), une organisation réunissant plusieurs groupes palestiniens. Dès lors, il s'agissait pour le FPLP d'entrer dans la lutte armée par des actions terroristes spectaculaires et de se donner l'avantage politique au sein de la mosaïque des organisations palestiniennes. Grâce à l'attentat de Lod, et à son partenariat avec l'Armée rouge japonaise, le FPLP obtiendrait ce leadership durant près de vingt ans.

En 1971, le FPLP vient d'établir son quartier général en Syrie et reçoit ses armes comme son financement de la Libye et du Nord-Yémen. Georges Habache, qui a mené et raté la tentative de coup d'État en Jordanie, en a été expulsé en 1970, aux lendemains du sanglant Septembre noir[14]. Les organisations palestiniennes, écrasées par la répression jordanienne, ont donc dû quitter Amman et chercher de nouvelles terres d'accueil. Tout ce qui avait pu être accompli en Jordanie est désormais à refaire. Les guérilleros du monde entier sont alors harangués par le FPLP et invités à lui prêter main-forte dans sa lutte contre l'État sioniste. Ainsi, même s'il peut paraître aberrant pour les observateurs de l'époque d'avoir vu des Japonais se jeter corps et âme dans le conflit israélo-arabe, chacune des deux factions terroristes devait pourtant y trouver son compte. L'idéologie marxiste-léniniste qu'ils partageaient fut la première passerelle entre le FPLP et le *Sekigun-ha*. Ensuite, vint la nécessité pour l'organisation japonaise de trouver une terre d'accueil le plus rapidement possible, comme pour le FPLP d'élargir son terrain d'action. L'organisation japonaise aurait davantage d'amplitude pour organiser des opérations en Europe ou en Asie. C'est sur ces bases que leur partenariat fut établi. Bientôt, d'autres

organisations, telles que la Fraction armée rouge allemande d'Andreas Baader, rejoindraient l'Armée rouge japonaise dans les camps d'entraînement libanais[15].

« La Reine rouge »

Quand Shigenobu arriva au Liban, elle se sépara rapidement d'Okudaira et loua seule un appartement à Beyrouth. Comme beaucoup de ceux qui suivirent la jeune femme dans sa folie meurtrière, Okudaira s'installa également à Beyrouth autant en raison de ses sentiments pour Shigenobu que par conviction révolutionnaire. « Après mon arrivée à Beyrouth, écrit Fusako Shigenobu, on m'a présenté […] l'un des fondateurs du FPLP, le maître d'œuvre de la guérilla palestinienne. Ensemble, nous sommes allés dans une grande villa avec un jardin. C'est là que, pour la première fois, j'ai rencontré Leïla Khaled et Georges Habache[16]. » Travaillant au secrétariat du FPLP, Shigenobu eut quelques amants palestiniens, avant de devenir la maîtresse de Habache. À son arrivée, elle avait rencontré un vif succès auprès des Palestiniens, et elle éclipsa un temps Leïla Khaled, l'égérie du Front populaire de libération de la Palestine. Sa distinction et le soin qu'elle mettait à se vêtir contrastaient avec les tenues hippies des autres femmes engagées dans le terrorisme. On ne tarda pas à la surnommer « la Reine rouge ».

Grâce à sa relation avec Habache, Shigenobu obtint l'autorisation d'installer le quartier général du *Sekigun-ha* à Beyrouth et d'entraîner ses commandos dans les camps palestiniens. De son quartier général, elle se mit en contact avec différentes organisations terroristes européennes, notamment allemande et française, et demanda à l'URSS de lui fournir des armes. Cette même année, Shigenobu travailla sur un film documentaire tourné par les cinéastes Masao Adachi et Koji Wakamatsu. « En janvier 1971, Koji Wakamatsu vint au Liban pour faire un film. Nous visitâmes ensemble les camps palestiniens qui se trouvaient à la frontière de la Jordanie, d'Israël et de la Syrie. Le film s'appelait *Déclaration de guerre mondiale par le FPLP et l'Armée rouge*[17]. » Adachi, qui avait assisté au Festival de Cannes au mois de mai, vint directement rejoindre Shigenobu au

Liban pour tourner le film dont elle était le personnage central. Une fois le film terminé, Wakamatsu rentra au Japon. Adachi resta aux côtés de Shigenobu, devenant le leader politique de la branche « arabe » de l'Armée rouge. *Déclaration de guerre mondiale par le FPLP et l'Armée rouge* devait à jamais clôturer l'œuvre d'Adachi, qui compte treize films.

À la même époque, Fusako Shigenobu publia un texte dans un journal palestinien, *Al Hadaf,* où elle exprimait ce que serait désormais sa mission : « Nous, l'Armée rouge, déclarons ouvert notre partenariat, main dans la main, avec les Palestiniens, et nous engageons à faire tout ce qui sera en notre pouvoir pour triompher de l'ennemi israélien. Aucun de nous n'aura à craindre les lois internationales en raison même de l'application de ces lois. […] seule la violence révolutionnaire nous permettra de vaincre les impérialismes du monde entier. Si les impérialistes s'accordent le droit de massacrer les Vietnamiens et les Palestiniens, nous avons donc le droit de faire sauter le Pentagone et de massacrer les impérialistes[18]. »

Puis il y eut l'hiver 1972 et l'écho des montagnes de Nagano. Un an s'était écoulé quand éclata l'affaire du *Rengo sekigun.* « Quand j'ai appris la nouvelle par la BBC, je me suis sentie vraiment heureuse ! Enfin, les deux branches de l'Armée rouge s'unissaient pour livrer bataille, ici et au Japon. Je me précipitai chez Okudaira pour lui annoncer la nouvelle[19]. »

Les partenaires palestiniens, qui avaient également écouté la radio, vinrent trouver « Samira » (le prénom arabe qu'avait pris Shigenobu) et lui demandèrent des détails sur le combat que livrait son organisation au Japon. Dans un premier temps, recevant l'admiration des Palestiniens, l'émotion et la fierté gagnèrent le leader de la « branche arabe » du *Sekigun.* Mais, très vite, les informations se précisant, la fierté retomba, laissant place à la rage et à l'incrédulité. « C'est par un coup de fil du Japon que je compris ce qui était réellement arrivé, et j'éclatai en sanglots. Quatorze personnes avaient été assassinées, y compris ma meilleure amie, Mieko Toyama[20]. » La purge des chalets de montagne et la haine que Shigenobu vouait maintenant à Nagata, celle qui avait donné l'ordre d'exécuter Toyama et ses treize autres camarades, la forcèrent à se donner une ligne de conduite à laquelle elle ne dérogerait pas. « On ne peut pas tuer nos propres camarades, dit-elle à Okudaira. Si l'on tue quelqu'un, il faut être capable de donner sa propre vie en échange. Mais cela, mes camarades du *Rengo sekigun* ne l'avaient pas

compris[21]. » Quelques jours plus tard, lorsque toute l'histoire fut connue, les Palestiniens interrogèrent de nouveau Shigenobu sur ce qui s'était passé dans les chalets de Nagano et lui demandèrent des explications. Quelles étaient les raisons qui avaient motivé une telle purge ? Était-elle si nécessaire ? Shigenobu ne sut pas quoi répondre. Elle se justifia auprès de ses partenaires palestiniens en expliquant que cette Armée rouge-là n'était pas *son* Armée rouge.

Il lui fallait à présent agir – et agir vite. Laver la honte de cette terrible nouvelle et montrer au monde la nouvelle mue de l'organisation japonaise. « C'est à partir de la purge des chalets de montagne que nous avons pris conscience qu'il fallait que nous organisions notre lutte. Et C'est à partir de là que nous avons conçu l'attentat de Lod, en choisissant le *modus operandi* le plus difficile possible[22]. » En réaction à la purge de Nagano, Shigenobu planifia donc l'opération de l'aéroport de Lod. Comme le déclarerait plus tard Okamoto, « s'il n'y avait pas eu la purge du *Rengo sekigun,* il n'y aurait jamais eu l'attentat de l'aéroport de Lod[23] ». Les Palestiniens, dépassés par cette histoire et la réaction passionnelle de Shigenobu, la laissèrent monter son projet. Ils acceptèrent également d'entraîner le commando qu'elle formerait pour cette opération. Les Palestiniens avaient appris de leurs partenaires japonais qu'ils n'hésiteraient pas à se sacrifier pour la cause qu'ils défendaient. Ils en furent très impressionnés et devraient par la suite reprendre à leur compte le principe de l'opération suicide initiée à Lod. Trente ans plus tard, les terroristes du 11 septembre 2001 suivraient aussi leurs traces.

Dans le journal que tenait Okudaira, on retrouva ce poème, écrit peu de temps avant son départ pour la mort :

> « Celui qui quitte son foyer suit sa volonté pour défendre une cause.
> Si tu ne réussis pas, n'espère pas revenir chez toi.
> Je ne veux pas échouer !
> Tu mourras pour cette cause et n'espère pas en retour d'enterrement, n'espère pas que l'on vienne prier pour le salut de ton âme.
> Je me tiens debout dans la foule, et ma mission est ma vie elle-même[24]. »

En février 1972, Shigenobu déclara que le *Rengo sekigun* (Armée rouge unifiée) n'existait plus. De fait, le *Sekigun-ha* (Faction armée rouge)

était lui aussi caduc. Il n'existerait désormais qu'une seule organisation portant le nom de *Nihon sekigun* (Armée rouge japonaise) et qu'un seul leader : Fusako Shigenobu, « la Reine rouge », « *the Mistress of Mayhem* »[25].

Le massacre

Okudaira, Okamoto et Yasuda, munis de faux passeports portant les noms d'opposants historiques au régime impérial, embarquèrent un matin du mois de mai 1972 pour l'Europe. Ils voyagèrent à travers différents pays pour arriver à Rome, où ils séjournèrent trois jours. Munis d'appareils photos qu'ils portaient en bandoulière, ils visitèrent les monuments de Rome comme de parfaits touristes japonais. Les employés du petit hôtel où ils s'étaient arrêtés diraient ne rien avoir remarqué de particulier dans leur comportement. Si ce n'est une certaine difficulté à manger les spaghettis et le fait qu'ils ne laissaient jamais de pourboire. Certains déclarèrent cependant avoir aperçu une jeune femme, asiatique, qui était passée à leur hôtel au matin du 30 mai, jour de leur départ. Fusako Shigenobu était venue en personne apporter aux trois Japonais une valise contenant trois mitraillettes Kalachnikov de calibre 7,62 mm, fabriquées en Tchécoslovaquie. La valise regorgeait également de munitions et de grenades. Des armes fournies par le KGB.

En début d'après-midi, les trois « touristes » japonais embarquèrent pour Tokyo sur un appareil de la compagnie Air France, faisant escale à Tel-Aviv. Personne ne fouilla leurs valises, et ils passèrent sans encombre les contrôles douaniers. Il était 21 h 30 lorsque le vol 132, en provenance de Paris et de Rome, atterrit à l'aéroport de Lod à Tel-Aviv. Après le contrôle d'immigration, les trois Japonais arrachèrent les photos d'identité de leurs passeports. Puis ils se retrouvèrent dans le terminal de l'aéroport, attendant leurs bagages devant le tapis mécanique.

Au même moment débarquait un groupe de pèlerins portoricains ayant subi un long et pénible voyage. Partis de San Juan, ils étaient passés par New York, Paris et Rome, avant de prendre un charter Air France pour Tel-Aviv. Venus pour le pèlerinage de la Pentecôte, ces 120 pèlerins de l'Église

baptiste étaient, malgré la fatigue, heureux et soulagés d'être enfin parvenus à destination, de fouler la Terre sacrée sur laquelle le Christ avait vécu sa vie d'homme. Les pèlerins entrèrent dans le terminal et attendirent leurs bagages. Alors que le groupe de Portoricains les entourait, Okudaira et Yasuda empoignèrent leurs valises. Okamoto jeta un œil derrière les vitres qui donnaient sur le tarmac et aperçut un avion qui attendait le décollage. Un engin de la compagnie scandinave SAS. L'opération ne consistait pas seulement en une fusillade à l'arme automatique ; il leur fallait également détruire un avion, si toutefois certains d'entre eux survivaient à la fusillade. Okamoto prit lui aussi réception de sa valise.

Les trois Japonais quittèrent le groupe de Portoricains. Lentement, ils reculèrent, jusqu'à se retrouver dos au mur. Les pèlerins ayant récupéré leurs bagages se dirigeaient maintenant vers la sortie. Okamoto, Okudaira et Yasuda saisirent leurs grenades et leurs fusils mitrailleurs. Le fracas des balles se mit à raisonner dans le terminal. Et les cris se mêlèrent aussitôt au bruit de la fusillade. Pendant qu'Okamoto balayait la salle de son arme, les deux autres dégoupillaient leurs grenades. En quelques secondes, des corps jonchèrent le sol recouvert d'une nappe de sang qui ne cessait de s'étendre. Okudaira se plaça devant la vitre qui les séparait de la salle d'attente et lança une rafale qui la fit voler en éclats. Puis il dégoupilla une seconde grenade et la lança de l'autre côté de la vitre. Peu après, une balle perdue l'atteignit. Mortellement touché, il rejoignit les cadavres et les blessés qui gisaient à terre. Yasuda, se tenant près du tapis mécanique, après avoir épuisé ses munitions, jeta son fusil tenu en bandoulière et dégoupilla une grenade qu'il lança à bout de bras. Mais la grenade heurta un parapet et lui revint dans les pieds. Il fut tué sur le coup quand elle explosa. Aux cris de panique ou d'agonie se mêlaient à présent les sirènes d'ambulances. Les armes s'étaient tues. Lorsqu'il comprit qu'il était le seul à avoir survécu, Okamoto jeta son arme vide, traversa le hall en courant et sortit sur le tarmac. Dans sa course, il arma sa dernière grenade et la jeta en direction de l'avion de la compagnie scandinave qu'il avait aperçu avant de sortir sa mitraillette. Mais la grenade, qui roula jusqu'à l'avion, resta muette. Elle n'explosa pas. Dépourvu d'arme et hors d'haleine, Okamoto s'arrêta un instant. Il avait utilisé sa dernière grenade, épuisé ses munitions, et n'avait plus désormais la possibilité de se donner la mort. Profitant de la pénombre et de la confusion, il pensa alors pouvoir s'échapper, et se remit à courir

dans la nuit. Mais Claude Zeitoun, un jeune employé de la compagnie El-Al, qui ne l'avait pas quitté du regard, se lança à sa poursuite. Les deux hommes coururent plusieurs dizaines de mètres sur le terrain qui bordait la piste d'atterrissage. Claude Zeitoun finit par rattraper le jeune Japonais et se jeta sur lui. Après une courte lutte, l'employé de la compagnie El-Al plaqua Okamoto au sol et parvint à l'immobiliser. La police israélienne arriva peu de temps après, et Okamoto fut arrêté.

Ce soir-là, sur la centaine de personnes transportées d'urgence à l'hôpital, 70 étaient dans un état critique. Elles survivraient cependant. Sur les 26 personnes qui succombèrent à la fusillade, 17 étaient des touristes portoricains. Le révérend Véga, qui menait le groupe de pèlerins, perdit sa femme dans l'attentat. Elle fut l'une des premières à mourir. Quant au révérend, il fut sauvé par le Livre. Une balle, qui aurait dû lui transpercer le cœur, vint se perdre dans les pages de la Bible qu'il portait dans la poche intérieure de sa veste. Parmi les autres victimes, il n'y avait que trois Israéliens, dont le professeur Aharon Katzir, un chimiste de renommée internationale qui avait immigré en Palestine au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Immédiatement après l'attentat de Lod, le Premier ministre israélien, Golda Meïr, réunit la Knesset et affirma qu'elle tenait les pays arabes pour responsables du massacre qui venait d'être perpétré. « Ce qui s'est passé cette nuit à Lod, déclara-t-elle, la voix chargée de sanglots contenus et d'une froide colère, est un crime minutieusement planifié, avec la seule intention de tuer, sans distinction. Les victimes sont des pèlerins venus se recueillir en Terre sainte. Les assassins sont des criminels qui ont agi au nom d'une prétendue révolution qui n'a d'autre but que le meurtre. À Beyrouth et dans d'autres capitales arabes, on acclame la grande victoire, et il n'y a pas de limite à la joie de ces héros qui n'osent pas se battre mais sont prêts à assassiner[26]. »

Le Japon, aussitôt la nouvelle apprise, présenta ses excuses officielles aux gouvernements israélien et portoricain. « Cet acte déshonore le Japon », déclara le lendemain M. Fukuda, le ministre des Affaires étrangères japonais, devant les parlementaires de la Diète, réunis en session extraordinaire. Afin de rassurer le gouvernement japonais, Golda Meïr écrivit une lettre à son homologue japonais pour lui signifier qu'elle n'avait

jamais associé le geste des terroristes à une quelconque volonté politique du Japon. Cet incident, ajouta-t-elle, n'affecterait en aucune manière les relations d'amitié qu'entretenaient leurs deux pays. Le gouvernement japonais, visiblement choqué par l'événement, débloqua plusieurs millions de dollars afin de dédommager les victimes de l'attentat.

L'incarcération d'Okamoto

Le procès

Dès qu'il fut mis en présence d'Okamoto, le général Rahavam Zeevi[27], l'officier militaire israélien chargé de l'interrogatoire, comprit que sa tâche ne serait pas facile. Okamoto refusait de répondre aux questions qu'on lui posait et ne cessait de dire qu'il voulait mourir. S'il douta tout d'abord de la sincérité du jeune terroriste, le général Zeevi, après six heures passées avec lui, acquit la ferme conviction qu'Okamoto ne mentait pas. Alors, il lui proposa un marché : en échange de ses aveux, Zeevi lui laisserait son revolver chargé d'une balle lui permettant de se suicider. Okamoto ne se laissa pas convaincre facilement. Il finit malgré tout par accepter la proposition et obligea le général Zeevi à contresigner les termes du marché sur une feuille de papier. Puis Okamoto fit une déposition par écrit, qu'il signa Namba Daisuke[28]. On lui mit des chaînes et il fut transporté dans sa cellule. Les chaînes n'avaient pas pour but de l'avilir, mais d'empêcher toute tentative de suicide. Zeevi ramassa la déposition.

Quand l'histoire du marché serait connue de la presse, Zeevi expliquerait que jamais il n'avait eu l'intention de laisser son revolver à Okamoto. Mais C'était pour lui la seule possibilité d'obtenir un début d'explication sur le drame de l'aéroport. En effet, les conditions mêmes de l'attentat demeuraient extrêmement obscures. Personne ne comprenait alors pourquoi trois touristes japonais avaient commis un acte d'une telle violence, dans une région du monde qui leur était parfaitement étrangère. Au cours de ces journées d'interrogatoire, Okamoto fut nourri et bien traité ; on lui donna même la possibilité d'accorder des interviews. Après la première séance d'interrogatoire, Okamoto se montra plus coopératif. Bien

qu’il comprît assez vite que Zeevi ne lui donnerait pas son arme, il coopéra afin de terminer sa mission. Il ne voulait désormais qu’une chose : se retrouver le plus rapidement possible dans le box des accusés et être condamné à la peine capitale. Au général Zeevi, il déclara vouloir rejoindre ses camarades morts pour la cause.

Si la peine de mort n’est pas appliquée en Israël pour les crimes de droit commun, elle existe cependant pour les crimes de terrorisme. Cette disposition légale datait de l’occupation britannique qui, en son temps, l’avait promulguée pour faire face aux attentats des nationalistes juifs. En raison de cette loi, Okamoto pouvait espérer une condamnation à mort. Mais sa volonté ostensible et répétée de mourir, non pas pour laver son crime mais pour assumer jusqu’au bout sa mission, irrita ses juges dès le premier jour du procès. Okamoto refusa même une expertise psychiatrique demandée par son avocat, expliquant qu’il était parfaitement conscient de ses actes, et qu’une telle expertise ne pourrait pas prouver le contraire.

De ses déclarations confuses concernant l’action de commando à laquelle il avait participé, on comprit que cet attentat, pour l’Armée rouge japonaise, dépassait le conflit israélo-palestinien. L’attentat avait eu pour objectif de montrer au monde la puissance de l’organisation japonaise, et constituait un appel à la solidarité avec tous les mouvements révolutionnaires du monde. Selon Okamoto, cet attentat aurait pu se produire n’importe où dans le monde, et il y aurait d’autres actions de ce type à l’avenir. Des opérations qui pourraient être mises en œuvre par l’Armée rouge japonaise ou par d’autres mouvements révolutionnaires. « D’autres actes viendront, d’autres Okamoto suivront[29] », déclara-t-il en plein tribunal. Okamoto affirma également au cours du procès que les personnes qu’il avait tuées n’étaient pas ses ennemis. Il n’était qu’un soldat jeté dans une guerre. C’est pourquoi il ne ressentait pas de sentiment particulier envers eux. Il était sans doute désolé de leur mort, mais ne ressentait pas de culpabilité. « Nous croyons que le massacre d’êtres humains est inévitable. Nous devons préparer la création du monde de l’Armée rouge et nous aimerions avertir la terre entière que nous abattrons quiconque marche avec la bourgeoisie[30]. » Okamoto avait eu pour mission de faire ce qu’il avait fait. Sa seule erreur était d’être toujours en vie. Puis il conclut son plaidoyer par une déclaration où la politique se mêlait à un

ésotérisme poétique qui tranchait avec la boucherie à laquelle il avait activement participé : « Nous, les trois soldats de l'Armée rouge, après notre mort, voulons devenir trois étoiles de la constellation d'Orion. Quand nous étions jeunes, on nous a dit qu'après notre mort nous deviendrions des étoiles dans le ciel. Je n'y croyais pas complètement, mais j'y étais prêt. Je crois que les personnes que nous avons abattues sont devenues des étoiles dans le ciel. La révolution continuera et il y aura beaucoup d'autres étoiles encore. Mais si nous reconnaissons être tous abrités par le même ciel, nous pouvons aller en paix[31]. »

Le dernier jour du procès, le 18 juillet 1972, Okamoto se tient face au juge du tribunal militaire entre deux policiers, les mains attachées par des menottes. Il écoute sa sentence. Mais les magistrats qui rendent leur verdict ne lui accorderont pas la mort qu'il désire si ardemment. Il apprend alors qu'il est condamné à la perpétuité. À l'écoute du verdict, pour la première fois depuis le début du procès, Okamoto montre quelques signes de nervosité.

Emprisonnements, libérations et conversions

Okamoto entama sa peine de prison à vie. Constamment surveillé, on le laissait cependant lire et recevoir des visites. Contrairement à ce qu'il devait affirmer plus tard, il ne reçut aucun mauvais traitement au cours de ces longues années de solitude. Teshima Ikuro, le *guru* d'une secte japonaise appelée *Makuya,* une *shinshukyo* (textuellement : nouvelle religion) qui se référait à l'Ancien Testament – s'identifiant aussi bien au christianisme qu'au judaïsme –, décida de rencontrer les victimes de l'attentat encore hospitalisées. Il habitait Jérusalem et, parce qu'il était lui-même japonais, il se sentit le devoir d'engager une action rédemptrice après l'attentat de Lod. Son sacerdoce mit Okamoto sur sa route. Ikuro lui rendit quelques visites en prison. Okamoto, qui avait sans doute une attirance naturelle pour le mysticisme et qui était psychologiquement très fragile, se passionna pour la doctrine de la secte *Makuya* et entreprit de lire la Thora dans une traduction anglaise.

En 1975, il modifia l'argumentaire qu'il avait invoqué au cours de son procès pour justifier l'attentat. Il prétendit que la volonté de Dieu l'avait

guidé, que cet acte avait été guidé par la voix du Seigneur afin que les Israéliens puissent expier leurs fautes. Au cours de ces années, Okamoto montra une étrange solidarité à l'égard des Israéliens. La secte *Makuya* l'attirait en fait parce que son enseignement était avant tout puisé dans le judaïsme. Il entreprit alors de se convertir au judaïsme. Il tenta de se circoncire, seul dans sa cellule, mais perdit tant de sang qu'il fit une syncope et fut transporté d'urgence à l'infirmerie de la prison. Il aurait pu y laisser la vie. Lorsqu'il se réveilla, le médecin lui apprit que la circoncision avait été terminée par ses soins et qu'il s'en sortirait. On remarqua dès lors que sa santé mentale commençait à vaciller.

Dans les camps palestiniens et à Beyrouth, Okamoto était devenu un véritable héros. Shigenobu se souvient qu'à la suite de l'attentat de Lod « les touristes japonais visitant les pays arabes étaient vivement félicités et remerciés par les populations locales[32] ». De nombreux enfants palestiniens portaient maintenant son prénom. À plusieurs reprises, l'organisation de Georges Habache exigea sa libération. Lorsqu'en 1976 le FPLP, associé à la Fraction armée rouge allemande d'Andreas Baader (RAF), détourna un avion israélien vers Entebbe, en Ouganda, ils exigèrent la libération de plusieurs prisonniers palestiniens. Okamoto était sur la liste. Les autorités israéliennes donnèrent leur accord et libérèrent le terroriste japonais, qui fut transporté en bus jusqu'à l'aéroport de Tel-Aviv. Mais, au même moment, l'assaut des forces spéciales israéliennes permettait de libérer les otages d'Entebbe, et Okamoto retourna en prison.

Au début des années 80, on le transféra dans une cellule commune afin de rompre son isolement. Okamoto avait fini par avoir des crises de démence, confondant ses rêves et la réalité. Au mois de mai 1985, les Israéliens acceptèrent de libérer 1150 prisonniers palestiniens en échange de trois soldats israéliens retenus prisonniers par le FPLP au Liban. Parmi les prisonniers palestiniens se trouvait Okamoto. Aussitôt sa libération connue, les autorités japonaises lancèrent un mandat d'arrêt international contre lui, espérant pouvoir ainsi le rapatrier au Japon et le faire comparaître en justice. Le 20 mai 1985, Okamoto arrivait en Libye et était acclamé comme un héros. Les commandos palestiniens le portèrent triomphalement sur leurs épaules en criant des chants de victoire. Okamoto apparut amaigri, l'œil hagard. Shigenobu était venue l'accueillir à Tripoli. Dès qu'ils se

retrouvèrent face à face, Shigenobu entreprit de le convaincre qu'il était vraiment libre, ce qu'il se refusait à croire. Elle comprit que, au cours de ces années d'emprisonnement, il avait peu à peu sombré dans la folie. Elle en déduisit qu'il avait subi de mauvais traitements en prison et déclara qu'il avait été victime de violences sexuelles. Rien ne permet cependant d'affirmer que ce fut le cas. Quoi qu'il en soit, Okamoto échappait une nouvelle fois à son châtiment.

Lorsque, en 1997, le Liban le condamna, avec quatre autres membres du *Sekigun*, à trois ans de prison pour séjour irrégulier et utilisation de fausses pièces d'identité, Okamoto échappa une dernière fois à la prison. Après une incarcération de trois ans au Liban, ses quatre camarades seront renvoyés au Japon, puis immédiatement jugés par la cour de justice de Tokyo. Okamoto sera le seul à obtenir l'asile politique du Liban, après s'être converti à l'islam quelques jours avant sa libération. Une première, au pays du Cèdre. Les démonstrations quotidiennes du Hezbollah réclamant sa libération ont sans doute impressionné les autorités libanaises et influencé une telle décision. Kozo Okamoto, devenu Ahmed Okamoto, est actuellement libre et réside à Beyrouth. Cependant, depuis sa libération, en 1985, il semble qu'il n'ait jamais complètement recouvré la raison.

1. Au Japon, le calendrier traditionnel épouse le règne de l'empereur. L'époque de Showa recouvre ainsi le règne de l'empereur Hirohito ; une période qui s'étend de 1925 à 1989.

2. *William R. Farrell, Blood and Rage, op. cit.,* p. 31.

3. Jacques Tarnéro, « La violence des années 70 », article non publié.

4. Fusako Shigenobu, *J'ai décidé de te mettre au monde sous un pommier,* Tokyo (Shibuya), Éd. Gentosha, 2001, p. 15.

5. *Ibid.,* p. 17.

6. *Ibid.,* p. 25.

7.

Ibid., p. 37.

8.

Colin Smith, *Carlos. Portrait d'un terroriste,* Paris, Gallimard, 1976, p. 115.

9.

William R. Farrell, *Blood and Rage, op. cit.,* p. 118.

10.

Colin Smith, *Carlos. Portrait d'un terroriste, op. cit.,* p. 115.

11.

Ibid.

12.

Ibid., p. 61.

13.

New York Times, 5 juin 1972.

14.

Après la guerre des Six Jours de 1967, Israël occupe les rives du Jourdain, mince filet d'eau qui sépare désormais l'État hébreu des immenses camps de réfugiés palestiniens établis à la frontière jordanienne. C'est de ces camps que les différentes factions terroristes de l'OLP organisent des attentats en Israël, passant clandestinement le fleuve. La Jordanie, dont près de la moitié de la population est devenue palestinienne, et qui doit subir le feu des représailles israéliennes, s'inquiète de voir les dirigeants de l'OLP gagner en autonomie, créant un véritable État dans l'État. L'affrontement est inévitable et des combats sporadiques éclatent au cours de l'été 1970 entre les *fedayin* palestiniens et l'armée jordanienne. Dans cette période de confusion, Georges Habache ne cesse de défier le pouvoir du roi Hussein et tente même de le faire assassiner. Arafat comprend que le FPLP est allé trop loin et le suspend des instances de l'OLP, mais il est déjà trop tard. Le 16 septembre, le roi Hussein forme un gouvernement militaire destiné à en découdre. La répression jordanienne est extrêmement violente et fait plusieurs milliers de morts dans les camps de réfugiés palestiniens. Les victimes sont essentiellement des civils. Quelques mois après la fin des affrontements, l'OLP doit quitter la Jordanie. Le 28 novembre 1971, des terroristes palestiniens assassinent au Caire le Premier ministre jordanien Wasfi Al Tal et donnent ainsi naissance à l'organisation Septembre noir, directement pilotée par le Fatah de Yasser Arafat. L'organisation accomplira plus d'une quarantaine d'opérations hors du territoire israélien. La plus spectaculaire demeure le massacre des athlètes israéliens aux jeux Olympiques de Munich, en 1972.

15.

« Pendant une douzaine d'années, de 1970 à 1982, le Liban a constitué, compte tenu de la forte présence des mouvements palestiniens, puis de la guerre civile chronique, un terrain de formation idéal. De nombreux groupes internationaux ont été entraînés par les Palestiniens et tout particulièrement par le FPLP. Des liens ont ainsi été noués, des procédures de paiement ont eu lieu, par exemple l'assassinat du consul d'Israël à Istanbul en mai 1971. En décembre 1975, le commando dirigé par le Vénézuélien Carlos, qui prit en otages les ministres de l'OPEC réunis à Vienne, comprenait des Palestiniens et des Allemands. » (Gérard Chaliand, *Terrorisme et Guérilla,* Flammarion, 1985, p.137, 138.)

16.

33. Fusako Shigenobu, *J'ai décidé…, op. cit.,* p. 76.

17.

Ibid., p. 64.

18.

William R. Farrell, *Blood and Rage, op. cit.,* p. 106, 107.

19.

Fusako Shigenobu, *J'ai décidé…, op. cit.,* p. 79.

20.

Ibid., p. 80.

21.

Ibid., p. 80.

22.

Ibid., p. 81.

23.

William R. Farrell, *Blood and Rage, op. cit.,* p. 138.

24.

Takashi Kakuma, *Akai Yuki,* Tokyo, Yomiuri Publishing Company, 1980, p.159.

25.

Dans une interview accordée à un journal libanais, en 1985, Shigenobu déclara : « Si le Japon considère que l'Armée rouge est une peste qui se répand dans le monde, je suis moi-même le germe de l'épidémie. » Au cours de cet entretien, Shigenobu se surnomma elle-même « *the Mistress of Mayhem* » (la Maîtresse du désordre).

26.

Le Monde, 1er juin 1972.

27.

Rahavam Zeevi, devenu ministre israélien du Tourisme (extrême droite), a été assassiné le 16 octobre 2001 d'une balle dans la tête par le FPLP.

28.

Namba Daisuke est le nom qui figurait sur le faux passeport en possession d'Okamoto lorsqu'il fut arrêté sur l'aéroport de Lod. Namba Daisuke n'était pas un nom pris au hasard, C'était celui d'un opposant au régime impérial japonais qui tenta, en 1923, d'assassiner le prince Hirohito. Il fut exécuté. Sur les faux passeports de Yasuda et d'Okudaira, les acolytes d'Okamoto, les dates de naissance correspondaient au bombardement de Pearl Harbor et au détournement de l'avion *Yodo.*

29.

43. *Ibid.,* 16 septembre 1974.

30.

Colin Smith, *Carlos. Portrait d'un terroriste, op. cit.,* p. 117.

31.

Christopher Dobson et Ronald Payne, *The Carlos Complex, op. cit.,* p.174.

32.

Fusako Shigenobu, *J'ai décidé…, op. cit.,* p. 67.

4

Les années de poudre (1)

ARJ-FPLP

1972-1974

Les lendemains de Lod

Le lendemain de l'attentat, les journaux du monde entier font leur une sur le massacre de Lod-Tel-Aviv. Shimon Peres (alors ministre des Transports en Israël), dont les propos sont rapportés par la presse internationale, insiste sur le caractère exceptionnel de l'attentat : « Ce qui vient de se produire est l'un des événements les plus dramatiques de l'histoire de l'aviation et des comportements humains […], C'est un événement sans précédent[1]. » Quant au FPLP, qui revendique l'opération, il déclare dans un communiqué que l'attentat est une « réponse au massacre israélien perpétré avec sang-froid par le boucher Moshe Dayan contre les *fedayin* qui avaient détourné l'avion de la Sabena[2] à Tel-Aviv[3] ». « Selon nous, poursuit le FPLP, les touristes arrivant à l'aéroport de Lod ne sont pas des innocents, car ils choisissent notre terre occupée pour faire du tourisme. Nous considérons qu'ils se rangent du côté de notre ennemi agresseur. De plus, le FPLP a mis en garde en septembre 1970 les touristes qui visiteraient la Palestine occupée[4]. » Rendant hommage au commando suicide formé par les trois Japonais (« Basem, Salah et Ahmed » : les noms arabes de

Okudaira, Yasuda et Okamoto), le FPLP conclut son communiqué par un appel à la révolution mondiale : « Les trois membres du commando ont fait des milliers de kilomètres pour participer à la lutte du peuple palestinien […]. La cause palestinienne n'est pas seulement la cause du peuple palestinien, mais également celle de tout révolutionnaire dans le monde. »

Dans les camps de réfugiés du Liban, la nouvelle de l'attentat est accueillie par des cris de victoire, et une foule considérable se réunit pour manifester sa joie. Si le monde occidental est unanime pour condamner un attentat qualifié de « meurtrier », « aveugle » et « sans précédent », nombre de pays arabes (pourtant désignés par le FPLP comme des « régimes petits-bourgeois ») saluent au contraire le courage des *fedayin,* dont le mot, paradoxalement, ne commence à faire sens que par l'action d'extrémistes japonais[5]. Pour le ministre des Affaires étrangères égyptien, Azziz Sidki, « l'incident témoigne de notre capacité à remporter la bataille contre Israël ». Et en Libye, le président Kadhafi ne cache pas son admiration pour les trois Japonais. « Nous demandons, déclare-t-il, que les opérations de *fedayin* ne soient pas seulement pratiquées par des Japonais. Pourquoi les Palestiniens ne seraient-ils pas capables d'exécuter de telles opérations ? On les voit écrire plein de théories dans des livres ou des magazines, mais ils sont incapables de pratiquer des opérations aussi courageuses que celle effectuée par des Japonais venus de l'océan Pacifique[6]. »

Cette déclaration est attentivement écoutée par Shigenobu. Elle s'en souviendra dix ans plus tard, puisque au début des années 80, après la fuite des commandos palestiniens du Liban, elle et son groupe se réfugieront en Libye et profiteront de la protection du dictateur libyen qui a fait de Tripoli « la capitale nihiliste du monde[7] ».

Les déclarations de Kadhafi, comme l'a écrit Ruth First dans son livre, *Libye, la révolution introuvable,* méritent toujours qu'on les écoute. Car elles sont un subtil mélange d'irrationnel, voire de folie, et de quelques réflexions raisonnables. En l'occurrence, aux lendemains de Lod, ce qui frappe Kadhafi ne frappe pas moins les consciences du monde entier : jusqu'à présent, aucun groupe arabe engagé dans le terrorisme n'a pratiqué d'opération suicide. Le quotidien *Le Monde* insiste d'ailleurs sur ce point : « Lorsque les quatre Palestiniens qui s'étaient rendus maîtres de l'avion de la Sabena à l'aéroport de Lod avaient menacé de faire sauter l'appareil avec

tous ses passagers, eux compris, si leur marché était refusé, les Israéliens avaient répondu : “Les Palestiniens ne sont pas des kamikazes. Ils ne se suicideront pas.” Si les Palestiniens n’ont pas donné la preuve du contraire, ils n’ont pas hésité à faire appel à d’authentiques kamikazes japonais pour venger la mort de leurs camarades malchanceux[8]. »

Restait à comprendre le mystérieux partenariat du FPLP avec un groupe japonais inconnu du monde entier. L’organisation de Shigenobu est alors appelée par la presse « Armée de l’étoile rouge », mais peu de journaux apportent de réponse aux interrogations que suscite l’entrée fracassante d’une organisation terroriste nippone dans le conflit israélo-palestinien. Et il n’y a guère que le quotidien *Le Monde* qui fasse le rapprochement avec la purge des chalets de montagne, survenue quelques mois plus tôt :

« Depuis 1970, une poignée de groupuscules terroristes se sont formés en marge du mouvement étudiant. Le plus connu est le *Rengo sekigun* (Armée rouge unifiée). Cette organisation s’était fait connaître il y a deux ans en détournant un avion de ligne vers la Corée du Nord. Elle réunissait deux courants : l’un se réclamait de l’anarchie, l’autre de la gauche du Parti communiste. Divisé, traqué par la police, le *Sekigun*, ou du moins ce qui en restait, se réfugia dans les montagnes. Un groupe fut capturé au mois de février dernier après une fusillade de cinq jours. L’enquête qui suivit révéla que l’organisation avait procédé à des purges sanglantes au nom de la pureté idéologique. La police découvrit quatorze cadavres, dont ceux de plusieurs jeunes filles. Il n’est pas établi que l’organisation de l’Étoile rouge ait un lien quelconque avec le *Sekigun.* Une dépêche de Reuter de Tel-Aviv l’affirme, sur la foi des aveux du survivant. Elle n’a pas été confirmée. Les autorités nippones ne sont pas en mesure de se prononcer et poursuivent leurs interrogatoires dans les milieux de l’extrême gauche japonaise. À la fin de 1971, cependant, le FPLP et l’Armée rouge unifiée avaient publié une brochure intitulée : *La Guérilla arabe et l’Armée rouge mondiale*[9]. »

L’attentat de Lod fut l’acte fondateur de ce que l’on appellerait bientôt le « terrorisme international ».

Les Fils des territoires occupés

Pendant un an, l'organisation menée par Fusako Shigenobu parut avoir cessé toute activité. Les actions conjointes de la police japonaise enquêtant dans les milieux d'extrême gauche et du Mossad israélien ne permirent pas d'identifier clairement la nature du groupe terroriste japonais ou la localisation de son quartier général – que l'on pensa un temps installé en Europe de l'Est.

Dubai, juillet 1973

20 juillet 1973. Venant de Paris, le Boeing 747 de la Japan Airlines à destination de Tokyo, contenant 120 passagers et 22 membres d'équipage, reprenait son vol, après quelques heures d'escale à Amsterdam. Peu après le décollage, les passagers furent autorisés à fumer et à quitter leurs sièges. Un couple de jeunes mariés, installé en première classe, demanda alors à se rendre au bar pour y boire quelques verres. Le steward, Yoshihisa Miyashita, servit à la « jeune mariée », qui voyageait sous un passeport péruvien, une coupe de champagne. Après avoir échangé quelques phrases avec le steward, la jeune femme se plaignit d'être mal installée. Le siège pivotant sur lequel elle était assise semblait défectueux. Miyashita, accroupi, examinait le siège, quand soudain un objet ovale et métallique tomba de la veste de la jeune femme et roula sous le siège. La grenade explosa quelques secondes après avoir touché le sol, tuant sur le coup la jeune terroriste et blessant sérieusement le steward. « Quand je relevai la tête, témoignerait le steward, je vis que la dame assise à côté était morte. J'étais moi-même trempé de sang et recouvert d'éclats de chair[10]. » Instantanément, une fumée blanche se propagea sur les rangées de passagers créant la panique à bord de l'avion.

Trois complices de la jeune femme se levèrent alors, brandissant des revolvers et des grenades. Ils n'étaient pas japonais, contrairement à l'écrasante majorité des passagers. Quand le pilote diffusa un message déclarant que l'avion n'avait pas été touché par l'explosion, l'un des trois terroristes palestiniens s'approcha du bar en criant des propos incompréhensibles en espagnol. Blessé, tétanisé, Miyashita se releva péniblement et se retrouva nez à nez avec un jeune Japonais portant un T-shirt orange et le béret rouge de Che Guevara. L'homme tenait un revolver

pointé sur le steward et, en japonais, il le menaça de tirer s'il faisait un seul geste. Tout s'était passé très vite, en quelques secondes à peine. Les terroristes firent porter le corps de la jeune femme à l'arrière de l'appareil et l'allongèrent sur une couchette avant de le recouvrir d'une couverture. L'un des quatre terroristes entra dans le cockpit. Les autres parlèrent alors entre eux à voix basse, jetant des regards inquiets et menaçants sur les passagers.

Les pirates de l'air semblaient désorientés. La jeune femme accidentellement tuée par la grenade – on suppose qu'il s'agissait de Katie George Thomas, une Irakienne chrétienne de 27 ans qui dirigeait la branche européenne du FPLP – commandait l'opération. Elle seule connaissait le plan général du détournement et leur destination. Sans elle, les autres membres du commando étaient totalement démunis et, visiblement, dépassés par la situation. Ils ordonnèrent aux passagers de se tenir tranquilles et de croiser les mains derrière la tête.

Les terroristes tentèrent alors de trouver un aéroport prêt à les accueillir. Ils contactèrent par radio l'aéroport de Beyrouth, demandant l'autorisation d'atterrir en s'identifiant sous le nom des Fils des territoires occupés, une organisation de circonstance regroupant des membres du FPLP et de l'Armée rouge japonaise. Mais l'aéroport de Beyrouth leur refusa l'autorisation d'atterrir. L'avion, qui survolait alors l'Italie, fut rejoint par deux jets de combat italiens ayant pour mission d'escorter le Boeing dans l'espace aérien et de lui faciliter la traversée de la mer Méditerranée. Les autorités japonaises et israéliennes se mirent en contact afin d'évaluer la situation. Les Israéliens, se souvenant de l'attentat de Lod, craignaient qu'il ne s'agisse encore d'une opération kamikaze et pensèrent que le commando n'hésiterait pas à faire exploser l'avion en plein vol s'ils ne trouvaient pas d'issue à la crise. Après plusieurs refus de capitales arabes, l'aéroport de Dubai donna son accord, et l'avion se posa sur l'une des pistes d'atterrissage située en plein désert.

Le seul membre japonais du commando sembla alors prendre le commandement. Il s'agissait d'Osamu Maruoka, arrivé à Beyrouth en avril 1972, un mois avant l'attentat de Lod. Dans les camps d'entraînement de la Békaa, il avait croisé Okamoto, Okudaira et Yasuda, ainsi que d'autres membres de l'ARJ. Élève brillant, Maruoka avait abandonné ses études supérieures au Japon pour devenir ouvrier en usine, après un bref passage en école préparatoire aux plus prestigieuses universités. Durant cette

période, il était resté en relation avec l'un de ses anciens professeurs connu pour ses idées « gauchistes ». Et C'est sous son influence qu'il avait rejoint Shigenobu au Liban.

Le corps de la jeune terroriste, le steward blessé, ainsi qu'un couple de personnes âgées furent évacués de l'avion. Les passagers se préparaient maintenant au pire. Maruoka fut alors pris à partie par un couple de Japonais qui lui demanda ce qui se passait. Le terroriste leur expliqua que les deux Japonais qui venaient d'être évacués avaient été exécutés par son groupe. Quant à leurs revendications, elles venaient d'être formulées : au gouvernement israélien, les terroristes demandaient la libération immédiate de Kozo Okamoto, le seul survivant de l'attentat de Tel-Aviv. Maruoka ajouta que le commando avait exigé du gouvernement japonais qu'il verse une rançon de 4 millions de dollars en échange de la vie des passagers. Il ajouta que, puisque le Japon refusait de répondre à leurs exigences, tous les passagers seraient donc exécutés. Maruoka paraissait prendre plaisir à mentir à ses interlocuteurs effrayés. En réalité, rien de tout cela n'était vrai, et aucune demande de rançon, ni même aucune revendication n'avaient encore été formulées. Les déclarations de Maruoka produisirent cependant leur effet et firent monter d'un cran la peur et la tension régnant à bord de l'appareil.

Au même moment, au Japon, Shindo Asada, le directeur de la compagnie aérienne japonaise, déclarait, lors d'une conférence de presse, qu'il était frustré et inquiet : les preneurs d'otages semblaient refuser de révéler leurs exigences. Dans de telles circonstances, le gouvernement était incapable d'agir. Afin de mieux comprendre la situation et de répondre aux premières exigences des terroristes, Shindo Asada se rendit à Dubai. Une fois sur place, il proposa aux preneurs d'otages de se constituer prisonniers en échange de la libération des passagers. Sa demande fut naturellement refusée. Les seules exigences du commando étaient de faire le plein de fuel et de repartir, après avoir repris possession du corps de leur camarade décédée. Un cercueil fut hissé dans la soute, et l'avion quitta enfin Dubai.

Le lieu de leur nouvelle destination n'avait pas été précisé aux pilotes de l'appareil. Ils avaient reçu pour seule consigne de voler en direction du Moyen-Orient. L'Arabie Saoudite fut d'abord contactée par radio, mais elle refusa au commando l'autorisation d'atterrir. Puis, s'étant une nouvelle fois tournés vers Beyrouth, les terroristes essuyèrent un second refus.

Finalement, la Libye, « pour des raisons humanitaires », accepta que l'avion se pose sur l'aéroport de Benghazi.

Avant même que l'avion ne touche la piste d'atterrissage, les passagers furent informés qu'ils seraient bientôt tous relâchés. S'excusant auprès d'eux en japonais, Maruoka fit une déclaration justifiant l'action de son commando et donna des instructions sur le dénouement de la prise d'otages : « Nos ennemis sont les Américains, l'impérialisme japonais, Israël et le soi-disant innocent peuple allemand ! Nous ne voulons pas faire de victimes, mais sachez que l'avion sera détruit en guise d'avertissement. Après l'atterrissage, vous n'aurez que deux minutes pour quitter l'appareil. Alors réjouissez-vous[11] ! » Aussitôt que Maruoka eut cessé de parler, la panique gagna les passagers du Boeing, qui se ruèrent vers les sorties de secours en hurlant, oubliant leurs effets personnels et même leurs chaussures. Après quelques secondes d'une totale confusion, tous les passagers étaient sortis. Les preneurs d'otages les observèrent courant à toutes jambes sur la piste d'atterrissage. Puis ils déposèrent des bombes à retardement (des grenades reliées à des détonateurs) et quittèrent rapidement l'appareil. Une minute plus tard, des flammes envahissaient le ciel bleu, chargé tout à coup d'une fumée noire et cotonneuse. Puis plusieurs détonations retentirent, provoquant un nouveau champignon de fumée. L'avion fut littéralement coupé en deux sous l'effet des explosions successives. Les flammes seraient le tombeau de la jeune terroriste dont l'identification définitive était désormais impossible. Les passagers qui se retournèrent dans leur fuite aperçurent les quatre terroristes qui dansaient autour de la carlingue en flammes, poussant des cris de victoire.

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) profita de l'incident pour marquer sa rupture avec la branche dissidente conduite par Georges Habache et nia toute participation au détournement d'avion. Quant au gouvernement libyen, il condamna fermement la prise d'otages en déclarant qu'il ne pouvait cautionner « un crime pour lequel ses auteurs n'[avaient] pas été capables d'apporter de justification[12] ».

« Certains preneurs d'otages cherchent à devenir riches en échange de la libération de leurs victimes. D'autres cherchent la notoriété, et d'autres encore à voyager gratis. Certains preneurs d'otages, cependant, essaient de justifier leur crime par la défense d'une cause nationale. […] De la même

manière que nous condamnons le vol, la mégalomanie ou le parasitisme, la Libye condamne également les méthodes qui tendent à réduire à un tel niveau la défense de causes nationales. Par conséquent, la République islamique de Libye a décidé de faire comparaître les preneurs d'otages en justice[13]. »

Ces déclarations ne seraient aucunement suivies d'effet. Kadhafi reprochait au terrorisme palestinien, non pas le caractère meurtrier des attentats qu'il perpétrait, mais de se référer au marxisme et non à l'islam. Pour autant, même si les quatre terroristes furent arrêtés à l'aéroport de Benghazi, aucun d'entre eux ne comparut en justice. Maruoka passa un an dans une cellule confortable équipée d'un poste de télévision couleurs. Après quoi, il fut relâché. Son aventure au sein de l'Armée rouge japonaise était loin d'être terminée.

Singapour, février 1974

C'est sur fond de choc pétrolier, et le jour du siège de la capitale vietnamienne par les Khmers rouges, que, le 31 janvier 1974, un commando de quatre terroristes attaqua la plus importante raffinerie de la société Shell de Singapour. Les terroristes, une fois arrivés sur l'île de Bukom, où se trouvait la raffinerie, placèrent quatre charges explosives sur plusieurs réservoirs. Un seul explosa, provoquant un incendie qui fut rapidement maîtrisé. Puis le commando s'empara d'un ferry-boat appartenant à la société Shell, le *Lafu*, prenant en otages les cinq membres d'équipage se trouvant à bord. Deux d'entre eux parvinrent cependant à s'échapper en sautant à l'eau. Une course poursuite s'engagea avec les navettes de la police de Singapour. Le ferry-boat, moins rapide que les hors-bord de la police, fut obligé de stopper avant d'avoir pu atteindre les eaux internationales. Cernés par la police, ses occupants adressèrent un premier message, lancé à la mer dans un sac en plastique. Dans cette note, les saboteurs déclaraient que deux d'entre eux étaient membres de l'ARJ[14], et les deux autres, des membres du FPLP. Ils affirmaient « avoir agi par solidarité avec le peuple révolutionnaire vietnamien et réclamaient l'autorisation de se rendre dans le pays de leur choix, faute de quoi ils menaçaient de se tuer avec leurs otages[15] ». Au même moment, parvenait à

Paris un communiqué envoyé de Beyrouth par le FPLP, qui revendiquait l'attentat. Le commando formé par les membres du FPLP et du *Nihon sekigun* était appelé dans le communiqué « Unité Koubaissi », du nom d'un dirigeant irakien du Front populaire de libération de la Palestine, tué à Paris le 6 avril 1973 par les services secrets israéliens. Le FPLP y dénonçait également « la politique impérialiste des compagnies pétrolières au Vietnam, après que les révolutionnaires vietnamiens eurent fait sauter les stocks d'essence de Saigon en octobre dernier[16] » et l'attitude « hostile » du gouvernement japonais.

Une navette de la police transportant Tokichiro Uomoto, l'ambassadeur du Japon à Singapour, rejoignit les embarcations qui stationnaient à proximité du ferry-boat. Le gouvernement de Singapour avait demandé à M. Uomoto de se charger des pourparlers avec les terroristes et d'entendre leurs revendications. Depuis la navette, l'ambassadeur japonais s'entretint avec les terroristes à l'aide d'un vibraphone. La négociation, rendue difficile par les conditions d'une telle conversation (le ferry-boat, ayant épuisé ses réserves de fuel, commençait à dériver et s'éloignait à vue d'œil), ne trouva aucune issue. Le soir venu, aucun accord n'avait pu être trouvé. Avant que l'ambassadeur japonais ne regagne la rive, l'un des preneurs d'otages dit au vibraphone : « Nous sommes terriblement fatigués. S'il vous plaît, demain matin, avant 9 heures, il faudra que vous ayez trouvé une solution à nos problèmes[17]. »

M. Uomoto, revenu sur la terre ferme, participa, tard dans la nuit, à une réunion du cabinet organisée par le gouvernement de Singapour. Les dégâts provoqués par l'explosion du réservoir de la raffinerie étaient minimes et aucune victime n'était à déplorer. Il était donc encore possible de sortir de la crise sans trop perdre la face, tant du point de vue des terroristes que du gouvernement de Singapour. Il fut décidé de céder à leurs exigences. La principale difficulté consistait à trouver un pays qui accepterait de les accueillir. Là encore, les conditions posées par le commando ne facilitaient pas la tâche. Les preneurs d'otages refusaient de discuter le lieu de leur destination avant d'être montés à bord d'un avion spécialement affrété. Ils refusèrent également, comme le proposaient les négociateurs, de faire le plein d'essence afin de gagner les eaux internationales. Deux jours s'écoulèrent encore à bord du ferry-boat.

Finalement, le 5 février, un compromis put être trouvé : pendant que se jouerait la dernière étape des négociations concernant le retour du commando, ses membres seraient hébergés par l'ambassade de Corée du Nord, et autorisés à conserver leurs armes.

Le même jour, le 6 février 1974, au Koweït, cinq terroristes palestiniens du FPLP attaquaient l'ambassade du Japon, prenant en otages 29 personnes, dont Ryoko Ishikawa, l'ambassadeur japonais au Koweït. La police koweïti encercla le bâtiment mais n'entra pas dans l'ambassade, car les terroristes palestiniens menaçaient d'exécuter les otages à la moindre tentative d'intervention armée. Le commando, dans un message adressé au ministre des Affaires étrangères japonais, déclara qu'il exécuterait le second secrétaire de l'ambassade dans l'heure si le gouvernement japonais refusait d'affréter un avion à Singapour afin de permettre au commando mené par l'ARJ de se rendre au Koweït. Le gouvernement koweïti ne se laissa pas intimider et répliqua qu'il fermerait son aéroport au commando venu de Singapour s'il tentait d'atterrir au Koweït. Les membres du FPLP firent monter les enchères et répondirent que, sous de telles conditions, ils n'hésiteraient pas à défenestrer certains otages afin de montrer aux médias du monde entier que la fermeté du Koweït était criminelle.

Le lendemain, un jet de la Japan Airlines prenait à son bord les quatre terroristes de la raffinerie sur l'aéroport de Singapour. Apprenant la nouvelle, les cinq membres du commando enfermés dans l'ambassade du Japon au Koweït relâchèrent trois secrétaires arabes retenues en otages. Et sous la demande expresse du gouvernement japonais (un représentant de l'OLP s'était chargé d'assister les différentes parties au cours de la négociation), le Koweït accepta d'ouvrir ses pistes d'atterrissage au jet de la Japan Airlines. Le 8 février au matin, tous les otages retenus dans l'ambassade du Japon étaient relâchés, et le commando armé du FPLP rejoignit ses camarades à bord de l'avion qui venait de se poser à Koweït. Puis, vers 14 heures, l'avion décolla en direction du Sud-Yémen. À l'aéroport d'Aden, les neuf terroristes disparurent dans la nature. L'incident était clos.

Cette double prise d'otages souleva quelques polémiques au Japon, et il fut un temps question de la démission du ministre des Affaires étrangères, M. Masayoshi Ohira, accusé par les médias et certains de ses opposants de n'avoir pas su gérer la crise, ni d'avoir été capable d'anticiper les effets du

terrorisme international en renforçant la sécurité des ambassades étrangères du Japon. Mais Ohira ne démissionna pas, et l'on se réjouit malgré tout d'avoir su éviter des pertes humaines.

Pour Shigenobu, cette opération fut un franc succès. L'efficacité de l'opération menée par le FPLP dans l'ambassade japonaise de Koweït et l'impuissance du gouvernement japonais l'avaient particulièrement frappée. Aux détournements d'avions, aux attentats à l'arme automatique, elle ajouterait bientôt aux techniques de guérilla qu'elle semblait expérimenter les attaques d'ambassades occidentales. Mais l'opération menée entre Singapour et Koweït aurait d'autres conséquences. Elle avait permis de mettre en lumière les dissensions qui ne cessaient de s'accentuer entre la politique que Shigenobu voulait mener et celle de Georges Habache. Quand ses « soldats » avaient prétendu agir au nom de la révolution mondiale et du peuple vietnamien opprimé par « l'impérialisme américain », le FPLP avait au contraire donné la priorité à une opération de représailles après l'assassinat d'un de ses dirigeants. Désormais, la « révolution mondiale » du *Nihon sekigun* serait de moins en moins compatible avec les revendications territoriales et nationalistes du FPLP. Shigenobu décida donc de prendre ses distances avec l'organisation palestinienne et de trouver le moyen de gagner davantage d'autonomie.

Depuis longtemps déjà, son regard était attiré par l'Europe. Le leader du *Sekigun* y avait noué de solides contacts, notamment avec des organisations européennes dont les objectifs recouvraient les siens. C'est avec ces organisations qu'elle entendait maintenant s'associer. Pour ce faire, une rencontre serait décisive. Celle d'un homme qui avait servi d'intermédiaire entre différents groupes terroristes européens. Cet homme, un terroriste *free-lance* à la personnalité complexe et brutale, s'appelait Ilitch Ramirez Sanchez, *alias* Carlos, dit « le Chacal ».

Shigenobu était maintenant prête à agir seule, à définir elle-même les objectifs et les cibles du *Sekigun.* Le FPLP, s'acquittant de sa dette envers Shigenobu (une dette contractée lors de l'attentat de Lod) en lui envoyant Carlos, accepta d'accorder son soutien aux opérations futures de l'ARJ. En

Europe, une ville attirait tout particulièrement l'attention de Shigenobu. Dans cette capitale cosmopolite, l'ARJ tisserait la toile de son nouveau réseau, en vue d'opérations plus ambitieuses. Cette ville, C'était Paris.

1.

The New York Times, 31 mai 1972.

2.

Le 8 mai 1972, quatre membres du FPLP (deux hommes et deux femmes), déguisés en agents d'entretien de l'aéroport de Lod, avaient pris en otages les passagers d'un vol de la Sabena Airlines. Tsahal, en donnant l'assaut, tua deux terroristes (les hommes) et captura leurs complices (les deux femmes). À l'issue de l'intervention israélienne, tous les otages étaient sains et saufs.

3.

Le Monde, 1er juin 1972.

4.

Dans *Les Damnés de la terre,* Frantz Fanon écrit, dès 1961 : « Le peuple colonisé ne tient pas compte de comptabilité. Il enregistre les vides énormes faits dans ses rangs comme une sorte de mal nécessaire. Puisque aussi bien il a décidé de répondre par la violence, il en admet toutes les conséquences. Seulement il exige qu'on ne lui demande pas non plus de tenir de comptabilité pour les autres. À la formule "Tous les indigènes sont pareils", le colonisé répond : "Tous les colons sont pareils" » (*op. cit.,* p. 124, 125).

5.

Fedayin signifie en arabe « sacrifice ».

6.

Christopher Dobson et Ronald Payne, *The Carlos Complex, op. cit.,* p.174, 175.

7.

Colin Smith, *Carlos. Portrait d'un terroriste, op. cit.,* p. 297.

8.

Le Monde, 1er juin 1972.

9.

Ibid.

10.

Japan Times, 24 juillet 1973.

11.

Ibid., 29 juillet 1973.

12.

Christopher Dobson et Ronald Payne, *The Carlos Complex, op. cit.,* p.177.

13.

Ibid., p. 177, 178.

14.

Il s'agissait de Haruo Wako et Yoshiaki Yamada, deux des futurs protagonistes de la prise d'otages de l'ambassade de France à La Haye, en 1974.

15.

Le Monde, 2 février 1974.

16.

Japan Times, 2 février 1974.

17.

Ibid., 1er février 1974.

5

Les années de poudre (2)

L’Armée rouge japonaise

1974-1977

Le coup de force de La Haye

« The French Connection »

Robert B. était rentré à Paris depuis deux ans. Arrivé à Tokyo en 1968, après avoir obtenu une bourse d’études, Robert, pris dans le tourbillon du mouvement étudiant, s’était identifié à la jeunesse japonaise, à sa soif de liberté autant qu’à sa révolte. Écrivant des piges à l’occasion pour quelques journaux français, le jeune homme s’était mêlé aux étudiants du *Gakusei undo* (mouvement étudiant), d’abord en tant que correspondant étranger, puis comme sympathisant d’extrême gauche. Il avait assisté aux affrontements de rue qui opposaient les camarades du *Zenkyoto* aux étudiants d’extrême droite de la faculté de gymnastique, puis aux violentes batailles contre les troupes du *Kidotai* (CRS japonais). Le 19 janvier 1968, lors de la grande manifestation contre la guerre du Vietnam organisée dans le port de Sasebo, dans le Kyushu, Robert B. accompagné de Makoto Oda[1], diplômé de la faculté de lettres de Todai – à l’époque, principal animateur du *Beheirem* (Mouvement pour la paix au Vietnam) –, avaient été pris dans

les débordements de la manifestation ayant lieu autour du navire de guerre américain *Enterprise*, symbole même de « l'impérialisme américain ». Les affrontements avec les forces de police n'avaient pas épargné le jeune Français. Avec son ami et d'autres étudiants, ils avaient été arrêtés par la police japonaise. Au début de l'année 1972, Robert était rentré en France. C'était après les premières bombes, les pillages de banques et la décision d'engager le groupe dans le terrorisme et la « révolution ». C'était l'année de la purge de Nagano et de l'attentat de Lod.

Marié à une Japonaise, Robert était à présent père de deux enfants. De son expérience au sein du vaste mouvement étudiant d'extrême gauche japonais, il avait puisé la matière d'un livre publié à son retour en France. Puis, mettant à profit sa maîtrise parfaite du japonais, il s'était lancé dans la conception d'une petite structure éditoriale qui établissait des liens culturels entre les deux pays. C'est à cette époque, entre l'été 1973 et l'hiver 1974, qu'il fut contacté par Masao Matsuda, un ami rencontré au Japon dans l'usine idéologique qu'était alors le cinéma indépendant. Robert B. avait travaillé à l'exportation de films indépendants, notamment des films de Koji Wakamatsu et Masao Adachi, deux des principaux réalisateurs de « *Pink Films* ».

Masao Matsuda et sa petite amie, Kazuko Ono, étaient maintenant à Paris. Matsuda avait besoin d'assistance concernant les procédures de résidence française. Robert lui proposa alors de l'aider à régulariser sa situation et se remit donc à le fréquenter. Les deux hommes avaient toujours eu un contact facile et ils prenaient plaisir à discuter de cinéma, de politique… et de révolution.

Au Japon, Robert B. avait connu Matsuda en même temps que Masao Adachi – le réalisateur de *Déclaration de guerre mondiale par le FPLP et l'Armée rouge* – ainsi que Koji Wakamatsu[2]. Autant de jeunes réalisateurs et producteurs qui gravitaient dans l'entourage de Nagisa Oshima. À l'époque, le milieu du cinéma indépendant japonais était extrêmement politisé, et sa vocation – par l'exploitation de la pornographie, les procédés de ruptures narratives, l'utilisation esthétique de la violence ou l'appel à la révolution – essentiellement subversive. Une subversion qui répondait à la censure de l'époque[3] et, plus largement, stigmatisait les fondements culturels de la société japonaise. Politiquement, ces cinéastes étaient

majoritairement anarchistes. Ce sont eux qui contribuèrent à noircir le rouge étendard du *Sekigun.* Nombre d'entre eux – principalement Masao Adachi, devenu au Liban « leader politique » de l'organisation menée par Fusako Shigenobu –, à travers leurs films et leur engagement politique, prônaient confusément, depuis le milieu des années 60, le recours au terrorisme. Les liens qu'ils avaient tissés par ailleurs avec d'autres cinéastes occidentaux d'extrême gauche, et des groupes terroristes palestiniens et sud-américains, en faisaient les champions de l'internationalisme.

Robert B. n'ignorait rien de tout cela. Il avait suivi de Paris le dénouement tragique du *Rengo sekigun* dans les montagnes de Nagano, entendu l'écho retentissant de l'attentat de Lod et fait le rapprochement avec Matsuda et ses amis. Peut-être ignorait-il que son ami venait tout droit des camps de la Békaa libanaise, où il avait suivi un entraînement paramilitaire, mais il ne pouvait ignorer les liens dangereux que Matsuda entretenait avec le groupe de Shigenobu. D'ailleurs, ils avaient rencontré la jeune femme ensemble au Japon, en 1970, lors d'un meeting étudiant. Alors étudiante de l'université Meiji, Shigenobu avait fortement impressionné Robert B : elle lui avait fait l'effet d'une « personne aussi posée et réfléchie qu'énergique[4] ». Ainsi, quand Robert B. revit Matsuda à Paris, il ne lui posa pas de questions. Il ne l'interrogea pas non plus sur les activités qui le retenaient dans la capitale française. Mais Robert pouvait cependant deviner que Kazuko Ono, la compagne de Matsuda, bien qu'inscrite à l'Alliance française – bénéficiant ainsi d'un permis de résidence comme étudiante étrangère –, n'était pas venue à Paris pour apprendre le français. Malgré l'opacité du réseau en train de se tisser autour de Masao Matsuda, Robert B. fréquenta le groupe et assista d'autres de ses camarades japonais, jouant un rôle discret mais non négligeable dans l'implantation de l'Armée rouge japonaise dans la capitale française. Durant l'année 1974, environ cinquante membres ou affiliés du *Nihon sekigun* s'installeraient dans différentes villes européennes.

Dans l'entourage de Matsuda, Robert fit la connaissance de Mariko Yamamoto, une ancienne élève du Woman's Christian College de Tokyo. Descendante d'une vieille lignée aristocratique, Mariko Yamamoto était la fille d'un héros de la guerre du Pacifique. Depuis environ un an, la jeune femme, âgée de 34 ans, travaillait comme vendeuse au magasin Mitsukoshi

de Paris, situé avenue de l'Opéra – une couverture idéale lui permettant de repérer les riches Japonais installés dans la capitale. Robert rencontra également Takahashi Taketomo, alors âgé de 39 ans, expert en littérature française du XVIIIe siècle et ancien professeur de l'université Rikyo de Tokyo. Autour de ce noyau dur gravitaient d'autres intellectuels japonais, comme Masahiko Tanaka, un ancien professeur renvoyé de l'université catholique Sophia de Tokyo en raison d'opinions trop marquées à l'extrême gauche, installé avec sa famille depuis un an à Paris ; ou encore Yoko Hidaka, l'épouse d'un professeur de l'université de Tokyo. À plusieurs reprises, dans le courant de l'année 1974, le cinéaste Masao Adachi, venu tout droit de Beyrouth, les rejoindrait également. À Paris, au printemps 1974, la branche idéologique de l'Armée rouge japonaise était au complet.

L'organisation du réseau parisien incombait principalement à deux de ces personnages : le professeur de littérature française Takahashi Taketomo et Mariko Yamamoto, la timide vendeuse du magasin Mitsukoshi. Mariko Yamamoto n'était pas inconnue des services de police japonais. Déjà soupçonnée d'être le leader d'une nouvelle ramification du *Sekigun*, elle pilotait un groupe implanté à Kyoto connu sous le nom « V.Z. 58 », le code de référence des armes automatiques utilisées lors du massacre de Lod.

L'idée d'installer le réseau européen de l'Armée rouge japonaise à Paris venait de Fusako Shigenobu, mais le plan général des opérations européennes du groupe avait entièrement été conçu à Beyrouth, avec l'assistance de Taketomo, qui avait déjà habité Paris et se targuait de connaître parfaitement la capitale française. Aux yeux de Shigenobu, Paris présentait de nombreux avantages que ne possédaient pas les autres capitales européennes. C'était une grande ville peuplée de gens venus des quatre coins du globe, dans laquelle il était facile de passer inaperçu et par ailleurs assez peu confrontée aux actes de terrorisme. La surveillance policière dans ce domaine y était minime. De plus, le bond économique du Japon avait récemment fait venir à Paris de nombreux touristes et des jeunes gens qui s'y installaient quelques mois – voire quelques années – pour y étudier la langue. C'était aussi la capitale européenne du cinéma, une ville où des cinéastes japonais seraient accueillis sans être soupçonnés d'activités criminelles. Enfin, Paris avait la réputation d'être très libérale en matière de mœurs politiques, et l'activisme d'extrême gauche y était toléré.

Shigenobu trouverait là-bas des alliés français ou étrangers. L'organisation avait déjà noué de solides contacts avec le groupe Baader-Meinhof et un groupe terroriste turc, l'Armée de libération du peuple turc (ALPT).

Le leader de l'Armée rouge japonaise, qui voulait désormais gagner son indépendance à l'égard du FPLP, avait avant tout besoin d'argent. Les relations avec le FPLP s'étaient à ce point refroidies que l'organisation palestinienne avait provisoirement fermé à ses « soldats » les camps d'entraînement libanais. Shigenobu avait donc dû trouver des hôtes plus conciliants. Elle établit un second quartier général à Bagdad, expédiant par ailleurs certains membres de son organisation dans des camps d'entraînement du Yémen et d'Europe de l'Est. Après une année de crise, Shigenobu avait repris espoir dans la conception du projet parisien. Le plan s'appelait « opération Translation ». De nombreux industriels japonais travaillaient dans différentes capitales européennes – à Düsseldorf notamment – pour les entreprises Mitsubishi et Marubeni. L'« opération Translation » avait pour objectif le kidnapping de personnalités japonaises exerçant de hautes fonctions en Europe, afin de faire payer au Japon des rançons qui financeraient les opérations futures de l'ARJ. Le Japon avait à plusieurs reprises démontré sa faiblesse face au terrorisme, et Shigenobu était convaincue qu'elle pourrait soutirer au gouvernement japonais à peu près tout ce qu'elle exigerait.

Les opérations européennes qu'envisageait Shigenobu n'auraient pas nécessairement lieu sur le territoire français et continueraient de saper les rouages de « l'impérialisme japonais ». Pourtant, s'il le fallait, Shigenobu n'hésiterait pas à s'en prendre aux intérêts français. Selon elle, la France s'était compromise dans toutes les perversions historiques du siècle et avait mené en Algérie une sanglante politique coloniale. La France constituerait donc une cible potentielle, au cas où les actions menées sur le territoire français tourneraient mal.

L'« affaire Furuya »

Le 28 juillet 1974, un jeune Japonais de 25 ans venant de Beyrouth débarquait à l'aéroport parisien d'Orly. Après avoir pris possession de ses bagages, il s'apprêtait à sortir de l'aéroport quand des policiers français

(alertés par les services secrets israéliens) l'interpellèrent et lui demandèrent d'ouvrir ses valises. Le jeune homme voyageait sous un faux passeport au nom de Yutaka Furuya et prétendait être étudiant. Dans les valises « Furuya », les policiers découvrirent deux autres faux passeports, ainsi que 10 000 dollars en faux billets (destinés à subventionner les opérations du groupe de Paris) et de mystérieux documents codés. Après de plus amples analyses, les documents révélèrent que l'Armée rouge japonaise avait planifié différents projets d'actions sur sept villes européennes. Il y était question d'attaques contre des ambassades japonaises ou de grandes entreprises, ainsi que de l'enlèvement de certains de leurs dirigeants. La presse française écrivit dans ses pages que le jeune « soldat » arrêté par les autorités françaises s'appelait Yutaka Furuya, du nom figurant sur l'un de ses faux passeports (plus rarement du nom de « Suzuki », autre nom figurant cette fois sur des documents codés). En réalité, le jeune homme s'appelait Yoshiaki Yamada. C'était l'un des deux membres du *Sekigun* qui avaient attaqué la raffinerie Shell de Singapour au mois de février 1974. Yamada fut aussitôt arrêté, puis inculpé d'usage et recel de faux papiers.

Depuis quelque temps déjà, la DST (Direction de la surveillance du territoire) s'intéressait aux agissements du *Sekigun.* Dès le lendemain de Lod, les services secrets français avaient été avertis de l'intérêt du groupe terroriste japonais pour la France. Ouvert par le colonel Choppin de Janvry, responsable français du contre-espionnage, un dossier portant le nom « Soleil Levant » était, depuis deux ans, en bonne place sur les bureaux de la Surveillance du territoire. « Soleil Levant » était, pour les services français, le nom de code de l'Armée rouge japonaise.

Dans les bagages de Yamada, la DST découvrit également un message énigmatique écrit sur du papier de riz. Le message fut aussitôt transmis aux services de l'ambassade du Japon, traduit, puis renvoyé sous cette forme à la DST : « Chère petite mademoiselle Pleine Lune. Je suis malade de désir pour vous. Permettez-moi d'embrasser à nouveau votre merveilleux corps. Votre esclave amoureux, Suzuki[5]. » Après une longue garde à vue, Yamada finit par révéler l'identité de « mademoiselle Pleine Lune ». Elle s'appelait Mariko Yamamoto. La DST prit des renseignements sur elle et découvrit qu'elle travaillait comme vendeuse depuis plus d'un an dans le magasin Mitsukoshi de l'avenue de l'Opéra. Des policiers s'y rendirent et

recueillirent le témoignage de ses collègues de travail. L'enquête ne leur apprit rien de particulier, sinon que la jeune femme « s'habillait bien, paraissait aimer son travail et, de l'avis général, s'intéressait avant tout dans l'existence aux vêtements[6] ». Les policiers décidèrent alors de visiter son appartement de la rue de Tolbiac, dans le XIIIe arrondissement. Ils y découvrirent « un matériel complet du parfait clandestin : imprimerie pour faux papiers, appareils photographiques à viseur infrarouge, postes de radio émetteurs récepteurs, une quantité impressionnante de faux passeports[7] ». Avant de procéder à son arrestation, les services français placèrent Mariko Yamamoto sous haute surveillance. C'est à son insu qu'elle les aiderait à démanteler le réseau parisien. Peu de temps après avoir mis en place son dispositif de surveillance, la DST identifiait le professeur Takahashi Taketomo et six autres membres de l'Armée rouge japonaise installés à Paris. Taketomo les intéressait particulièrement. L'« ancien professeur assistant de l'université Rikyo de Tokyo » était soupçonné de jouer « en Europe occidentale un rôle aussi important que son homologue au Proche-Orient, la fameuse héroïne de l'Armée rouge, chef des guérilleros au Liban, Fusako Shigenobu[8] ». Les autorités françaises préparèrent donc un spectaculaire coup de filet destiné à neutraliser le groupe de Paris. Mais la réponse de Shigenobu à l'arrestation de Yamada, *alias* « Furuya », les prendrait de court.

Le voyage du « soldat Nishikawa »

C'est au cours de l'hiver 1973 que Jun Nishikawa, un étudiant japonais fréquentant les milieux d'extrême gauche, tomba sur une brochure de recrutement éditée par l'ARJ. La brochure incitait les candidats à contacter l'organisation qui s'engageait, sous un mois, à leur répondre et, éventuellement, à les intégrer dans un commando de guérilla. Nishikawa remplit le formulaire. Un mois plus tard, il recevait des instructions précises du *Sekigun,* lui demandant de se préparer à un long voyage.

Au mois de mai 1973, Nishikawa embarqua dans le port de Yokohama à bord d'un navire soviétique en partance. Arrivé en Union soviétique, il prit le Transsibérien et traversa en train l'Europe d'est en ouest. Moscou, Helsinki, Stockholm, et Hambourg, où il reçut l'ordre de faire escale afin de

se familiariser avec la ville. Hambourg était destiné à devenir l'un des terrains d'action du réseau européen. Le voyage de Nishikawa se poursuivit à travers différentes métropoles européennes : Bonn, Bruxelles, Paris, Barcelone, Valence, Madrid. Puis il traversa la Méditerranée. Rabat, Tunis, Le Caire, et il arriva enfin à Beyrouth. Là, il rencontra les dirigeants du *Nihon sekigun* qui, dans leur quartier général, organisèrent pour lui une cérémonie en forme de profession de foi :

- – Êtes-vous déterminé à devenir un soldat de l'Armée rouge ? demanda-t-on à Nishikawa.
- – J'y suis déterminé, répliqua-t-il.
- – Soldat Nishikawa, êtes-vous prêt à mourir ? Y êtes-vous prêt sans conditions ?
- – Sans conditions, j'y suis prêt, répondit Nishikawa.

Puis Nishikawa reprit son périple, sans même être informé de sa mission. À Beyrouth, on lui avait expliqué le fonctionnement de l'organisation : l'Armée rouge japonaise était très centralisée ; seuls ses dirigeants connaissaient le plan des opérations en cours. Les soldats, eux, ne recevaient que des instructions tactiques sans connaître la finalité de leur mission. Cette fois, Nishikawa voyagerait à travers les capitales arabes (Damas, Bagdad, Amman), puis repartirait en Europe (Istanbul, Athènes, Rome, Genève, Paris, Londres, Glasgow). À Istanbul, Nishikawa rencontra les partenaires turcs de l'ARJ, l'Armée de libération du peuple turc (ALPT) également issue des mouvements universitaires. Mais, contrairement à l'organisation japonaise, l'ALPT pouvait compter en Turquie sur un réel soutien populaire. À Paris, Nishikawa prit contact avec quelques membres du réseau européen, ainsi que le coordinateur vénézuélien d'une opération prévue dans les mois à venir. À Berlin, Nishikawa fit plusieurs passages de chaque côté du Mur et rencontra des militants du groupe Baader-Meinhof. Puis il repartit pour Beyrouth, où le FPLP lui ouvrit les portes de ses camps d'entraînement. Les relations entre le FPLP et Shigenobu s'étaient presque normalisées, sans pour autant qu'il fût question de collaborer à nouveau sur des actions communes. Shigenobu avait réclamé l'assistance des

Palestiniens, exigeant le règlement de leur dette contractée lors de l'attentat de Lod. C'est à ce moment que le leader de l'ARJ apprit la nouvelle de l'arrestation de Yamada, *alias* « Furuya », à Paris. L'opération que Shigenobu avait prévu de mener avec le partenaire vénézuélien que lui avait fourni le FPLP fut dès lors avancée, et ses objectifs initiaux modifiés : elle aurait désormais pour but de faire libérer Yamada retenu à Paris par la DST.

Le 6 septembre 1974, Jun Nishikawa, devenu un « soldat » parfaitement entraîné de l'ARJ, est à Bagdad, où il reçoit de nouvelles instructions. Sa mission : participer à la « lutte pour la libération » de leur camarade emprisonné. Le lendemain, Nishikawa est à Vienne ; le jour suivant, en Suisse. Et c'est là, à Zurich, que le 12 septembre il rencontre enfin les autres membres du commando :

- – Junzo Okudaira, le petit frère du mari de Fusako Shigenobu (mort pour la cause au cours de l'attentat de Lod) ;
- – Haruo Wako, le partenaire de Yamada (*alias* « Furuya ») lors de l'opération de sabotage de la raffinerie Shell de Singapour en février 1974 ;
- – Ilitch Ramirez Sanchez, l'homme clé de l'opération, chef du commando Mohamed-Boudia[9] ; un terroriste professionnel vénézuélien plus connu sous le pseudonyme de « Carlos ».

Désormais, l'Armée rouge japonaise pourra répliquer aux services secrets français, alors en train de démanteler le réseau parisien et de procéder à des expulsions. Après quelques heures de discussion, les détails de l'opération sont réglés. Le lendemain, 13 septembre, Nishikawa, Wako, Okudaira et Carlos attaqueront l'ambassade de France à La Haye.

« Le Chacal »

Ilitch Ramirez Sanchez est né en 1949 à Caracas. Son père, José Altagracia Ramirez, était un riche avocat vénézuélien et un fervent communiste. Issu d'une lignée de révolutionnaires (le grand-père d'Ilitch participa activement à la révolution colombienne de 1899), Ilitch fut ainsi nommé par son père en mémoire du véritable prénom de Lénine (« Lénine » serait le prénom d'un de ses frères). Le futur Carlos n'a pas 15 ans quand il rejoint les rangs de la Jeunesse communiste vénézuélienne. Il lance ses premiers cocktails Molotov au cours d'une manifestation qui oppose les étudiants à la police. Les activités révolutionnaires du jeune homme, malgré l'héritage familial, sont pourtant loin d'être approuvées par son père. Elba, sa mère, « femme élégante, cultivée, passionnée d'objets d'art et de meubles[10] », prend le parti de son fils. Le conflit familial conduit les parents d'Ilitch à divorcer en 1966. Ayant obtenu la garde des enfants, Elba s'installe avec ses trois fils à Londres, où le futur Carlos poursuit des études secondaires. Après quoi, le jeune homme serait parti dans un camp d'entraînement militaire cubain. Mais ce séjour, s'il a réellement eu lieu, ne peut être que de courte durée, puisque c'est au cours de l'année 1968 que leur père envoie Ilitch et son frère Lénine dans une université moscovite. Les deux garçons intègrent l'université Patrice-Lumumba de Moscou, véritable antichambre du terrorisme ; mais ils sont indisciplinés, et leurs frasques déplaisent fortement à l'université soviétique. Les frères Sanchez en sont exclus deux ans après y être entrés. Pour nombre d'observateurs, l'exclusion d'Ilitch de cette université est sujette à d'autres interprétations. « Cette expulsion pour indiscipline fera par la suite couler beaucoup d'encre. On y verra une couverture idéale pour l'agent du KGB que serait devenu Carlos[11]. » De retour à Londres auprès de sa mère en 1969, Ilitch attire déjà l'attention des autorités diplomatiques. Cultivé, intelligent, parlant plusieurs langues, c'est dans l'effervescence révolutionnaire de l'après-Mai 68 qu'il prend son envol. Il voyage en Europe et rencontre Riifat Aboul Aoun, représentant étudiant du FPLP. Cette rencontre sera pour lui un tremplin vers le Moyen-Orient. Si bien qu'en 1970 il part pour le Liban. Autour des années 1970-1971, Ilitch noue des liens avec les différentes organisations terroristes (Armée rouge japonaise, groupe Baader-Meinhof, ETA, etc.) qui feront de lui l'homme clé du « terrorisme international ». Il aurait par la suite contribué à organiser à Marseille, en

1973, la seconde réunion internationale des groupes révolutionnaires[12], réunissant, entre autres, l'Armée rouge japonaise, la RAF (Fraction armée rouge - groupe Baader-Meinhof), le groupe uruguayen Tupamaros, les Brigades rouges italiennes, l'ETA basque espagnol et le FPLP. Le destin d'Ilitch est désormais en voie de s'accomplir, et son identité va peu à peu s'effacer derrière les multiples hétéronymes des faux passeports égrenant une carrière pavée de sang. À sa fiancée et complice colombienne, Nydia Tobon, il confie la même année : « Nydia, je ne suis plus Ilitch. C'est fini. Je m'appelle Carlos… Simplement Carlos[13]. » Au milieu des années 70, son nom figure sur les avis de recherche de douze pays.

Le 27 juillet 1974, la veille de l'arrestation de Yamada à l'aéroport d'Orly, Carlos est à Paris. Nydia le rejoint comme convenu, apportant avec elle une lourde valise qu'il lui a confiée trois mois plus tôt. Le contenu de la valise (des armes de poing et des grenades) est destiné à une opération de commando (à laquelle il est lui-même associé) organisée par les « camarades japonais ». « Les armes […] font partie d'un lot de soixante-quinze grenades du type M-26, volées en juin 1972 à la base américaine de Nisau, en République fédérale allemande, par des membres du groupe Baader-Fraction armée rouge[14]. » Si, apprenant l'arrestation de Yamada, Carlos comprend que c'est un mauvais coup pour l'ARJ, il a pour l'heure d'autres priorités.

Dans la nuit du 2 au 3 août 1974, trois voitures piégées explosent devant les locaux de trois journaux français : le quotidien *L'Aurore*, l'hebdomadaire d'extrême droite *Minute* et le mensuel du judaïsme français *L'Arche*. Ces trois journaux, dont les articles virulents dénoncent le terrorisme palestinien, sont accusés de « sionisme » par Carlos dans le communiqué qu'il fera parvenir à l'AFP. Une quatrième bombe, déposée devant les locaux de l'ORTF, n'explose pas. Les attentats ne font aucune victime. Carlos, dans un tract du FPLP aussitôt démenti par l'organisation palestinienne, revendique ces actions au nom du commando Mohamed-Boudia. Mais Carlos a visiblement pris seul l'initiative de ces attentats, sans consulter le leadership du FPLP, et les déclarations contradictoires qui succèdent aux attentats contre les médias français déroutent les policiers et ne leur permettent pas d'identifier l'auteur des attentats. En étudiant le matériel retrouvé intact dans la voiture piégée parquée devant les bâtiments

de l’ORTF, les policiers obtiennent la certitude qu’il s’agit d’un matériel de même provenance que les bombes utilisées récemment par l’IRA en Irlande. La piste est une nouvelle fois déroutante – elle permettra cependant plus tard d’établir le lien entre la prise d’otages de La Haye et l’attentat du drugstore de Saint-Germain-des-Prés. Puis Carlos, en compagnie de son associé libanais Michel Mourkabal[15], quitte Paris pour Zurich, où il rencontre trois dirigeants du *Sekigun.* Leur identité demeure à ce jour imprécise. Mais il est vraisemblable que Shigenobu ait fait le voyage pour rencontrer le terroriste vénézuélien. Ensemble, les quatre terroristes étudient la stratégie d’une réplique à l’arrestation de Yamada par les autorités françaises. « Avec ce commando dirigé par les responsables de l’organisation en personne, nous avons étudié plusieurs ambassades européennes, commentera Carlos. Notre choix s’est porté sur l’ambassade de France à La Haye, en Hollande[16]. »

Le lendemain de cette rencontre clandestine, Mariko Yamamoto, *alias* « mademoiselle Pleine Lune » est dans les bureaux de la DST. Au cours de son interrogatoire, elle refuse d’avouer ses activités à la sécurité française. Mais les charges retenues contre elle sont suffisantes, et Mariko Yamamoto est expulsée vers Rome le 5 septembre. Dès qu’elle arrive à Rome, « Miss Pleine Lune » reprend un avion et rejoint le quartier général du *Nihon sekigun* à Beyrouth. Depuis l’arrestation de « Furuya », six autres membres de l’Armée rouge japonaise ont déjà été expulsés de France. Le professeur Taketomo a été extradé vers Amsterdam, et a pu, de là, rejoindre Carlos à Zurich. La police française, avec une très grande courtoisie, lui ayant demandé où il désirait être expulsé, le professeur Takahashi avait répliqué qu’il voulait se rendre aux Pays-Bas. Les Français regretteraient bientôt de lui avoir accordé ce choix… Quant à Masao Matsuda, il serait directement renvoyé au Japon.

De retour dans son pays natal, Matsuda est longuement interrogé par la police. Les autorités japonaises le laissent finalement repartir avec l’interdiction formelle de quitter le territoire japonais. Cette interdiction court toujours et Matsuda n’a, depuis, jamais été en mesure de quitter le Japon. Mais le coup de filet de la police française n’est pas terminé. Après les six premières expulsions, et dans les premières heures de la prise d’otages de l’ambassade de France de La Haye, la DST expulse trois autres

membres de l’ARJ. Sur les calepins et documents accumulés par la police française lors des perquisitions effectuées chez les militants parisiens du *Sekigun*, un nom était fréquemment revenu : celui de Robert B.

Garde à vue de Robert B.

Le 2 septembre, en fin d’après-midi, une équipe de la DST sonne à la porte du domicile de Robert qui héberge alors un scénariste japonais familier du groupe de Paris. Dès qu’il ouvre la porte, un inspecteur lui présente un document photocopié autorisant les agents de la DST à procéder immédiatement à une perquisition. Au bas du document, le motif de leur visite : « terroristes japonais portant atteinte à la sécurité de l’État ». La perquisition dure plusieurs heures. Les agents de la DST mettent l’appartement sens dessus dessous. Ils cherchent une valise contenant des documents codés, des faux passeports, de la fausse monnaie et… des armes. « Furuya » s’est mis à table. La DST sait désormais qu’il existe un contact de l’organisation japonaise à Paris. Un complice non identifié qui doit fournir aux terroristes les armes et les documents leur permettant de pratiquer leurs opérations en Europe. La DST ignore encore qu’il s’agit de Carlos. Elle pense que l’homme en question pourrait être ce jeune Français qui entretient de troubles relations avec des militants japonais d’extrême gauche. Dans le bureau de Robert, la DST rassemble documents, photos et affiches qu’elle empile dans des cartons pour expertise, mais ne trouve nulle trace de valises, d’armes ou de faux passeports. À minuit, l’inspecteur Z., en charge de l’enquête, obtient la garde à vue. Robert, accompagné de sa femme, de ses deux enfants en bas âge (3 ans et 10 mois) et de l’ami japonais qu’il héberge, est conduit rue des Saussaies, dans les locaux de la DST. Là, Robert est séparé de sa femme et de son ami japonais, qui vont chacun subir un interrogatoire séparé, ainsi que de ses enfants.

Robert se retrouve seul dans une pièce, en compagnie de l’inspecteur Z. Ce dernier est persuadé que le contact de « Furuya » et de « Miss Pleine Lune » est bien Robert B. L’interrogatoire commence par une forme de chantage : « Si vous ne vous décidez pas à collaborer avec nous, nous expulserons votre femme », menace l’inspecteur Z. Robert n’en croit rien. Son épouse a été naturalisée française. Robert choisit de se retrancher dans

le silence. Son épouse et ses deux enfants seront d'ailleurs raccompagnés chez eux dans le courant de la nuit. Les menaces de l'inspecteur Z. n'ayant rien donné, ce dernier décide de muscler l'interrogatoire :

- – Dis-nous où sont les valises ! hurle-t-il en poussant Robert.
- – Je n'en sais rien !
- – Ne fais pas le malin, espèce de lopette ! C'est pas toi qui vas m'en apprendre, tu sais ! J'ai fait l'Indochine !

  L'inspecteur assène une paire de gifles à Robert, qui s'est à nouveau terré dans le silence. Il se met à saigner du nez.
- – T'inquiète pas, dit l'inspecteur Z. quand Robert fait mine de s'essuyer, demain tu pourras demander un toubib. On ne laissera aucune trace.

Dans les heures qui suivent, Robert est à nouveau malmené : bousculé, projeté contre le mur et giflé. Mais l'inspecteur Z. ne parvient pas à recueillir ses aveux. Il est bientôt remplacé par un autre inspecteur au fort accent méridional. Celui-là joue la carte du dialogue et tente de mettre Robert en confiance.

« Vous savez, dit-il, à votre âge, je faisais de la résistance. Je sais ce que c'est. Vos idées politiques ne nous intéressent pas. Tout ce que nous voulons savoir, c'est où se trouvent les valises. Jusqu'à maintenant, nous avons été compréhensifs, mais si vous persistez dans votre attitude, nous serons dans l'obligation d'expulser votre femme et vos enfants. »

Robert continue de se taire. En réalité, il ignore tout des valises. La DST, qui a déjà planifié l'expulsion de « Miss Pleine Lune » et de six autres Japonais, interrogés au même moment dans d'autres bureaux de la rue des Saussaies, en sait bien plus que lui.

Au bout de quarante-huit heures, la garde à vue de Robert B. est prolongée d'encore quarante-huit heures. La DST ne peut se permettre de le relâcher sans la certitude absolue qu'il n'est pas le mystérieux contact de l'organisation terroriste japonaise. Le lendemain soir, l'inspecteur Z. prend le relais. Au cours de la dernière nuit de garde à vue, il ordonne à Robert de s'agenouiller devant lui en levant les bras. L'inspecteur colle le canon de

son revolver sur la tempe de Robert et lui pose une dernière fois la question : « Où sont les valises ? »

Après quatre-vingt-seize heures d'une garde à vue infructueuse, Robert est finalement remis en liberté.

Cependant, les arrestations et les expulsions qui démantèlent en profondeur le réseau parisien inquiètent Shigenobu. Elle pense que certains de ses camarades n'ont eu d'autre choix que de se confier à la DST. Et Yamada, qui connaît certains projets de l'ARJ, est toujours entre leurs mains. L'urgence est donc de le faire libérer pour éviter qu'il n'en dise trop. Pour elle, il est désormais temps de passer à l'action.

L'attaque de l'ambassade de France

Le 13 septembre au matin, Carlos est à La Haye devant l'ambassade de France pour un dernier repérage. À côté se trouve l'ambassade des États-Unis, bien mieux protégée. Certains agents de sécurité américains l'observent du coin de l'œil. Carlos ne s'éternise pas, d'autant qu'il doit revenir au même endroit à 16 heures (l'heure du rendez-vous avec le commando du *Sekigun*).

À 16 heures, Carlos est à nouveau sur les lieux et fait les cent pas devant l'ambassade américaine. Les Japonais ont déjà quelques minutes de retard[17]. Le temps passe. Une demi-heure de retard… Cette fois, les agents de sécurité américains lui jettent des regards ostensiblement soupçonneux. Carlos doit quitter le secteur. Il ne sait pas ce qui s'est passé, mais la prise d'otages paraît désormais compromise… Peut-être les camarades japonais ont-ils été découverts. Carlos s'éloigne un peu mais décide d'attendre encore. Vers 17 heures, le moment lui semble venu de renoncer. C'est alors qu'il entend des cris venant de l'ambassade de France, puis une série de coups de feu. « Au même moment, raconte Carlos, j'ai vu une femme policier quitter les lieux, elle était blessée… J'ai attendu quelques minutes en me mêlant à un groupe de passants. La police nous a demandé de nous disperser. J'ai rejoint non loin de là une cabine téléphonique, d'où j'ai appelé le bureau de l'ambassadeur, mais la police avait déjà coupé les câbles du téléphone[18]. »

Haruo Wako, Junzo Okudaira et Jun Nishikawa seraient donc arrivés en retard. Selon Carlos, ils ont eu des problèmes de transport, et lorsqu'ils arrivent sur le lieu du rendez-vous, peu après 16 h 30, ils ne trouvent pas le Vénézuélien. Les trois hommes aperçoivent alors une voiture diplomatique, une DS noire, qui s'apprête à entrer dans l'enceinte de l'ambassade. Sans réfléchir davantage, les Japonais montent dans la voiture, menacent le chauffeur de leurs revolvers et pénètrent ainsi dans l'ambassade. Le concierge, qui a autorisé la voiture à entrer, remarque alors que le chauffeur n'est pas seul dans le véhicule. Il s'approche et se trouve à son tour nez à nez avec le canon du revolver d'un des terroristes. Wako, Okudaira et Nishikawa, munis de sacs contenant les armes et les grenades fournies par Carlos, poussent les deux hommes devant eux, les menaçant toujours de leurs revolvers, et appellent l'ascenseur. Les cinq hommes montent dans l'ascenseur, et l'un des terroristes appuie sur le bouton du quatrième étage où se trouve le bureau de Jacques Senard, l'ambassadeur de France aux Pays-Bas. Sans raison apparente, l'ascenseur s'arrête au troisième étage. Le chauffeur, profitant de cet instant de confusion, réussit à fausser compagnie au commando japonais. Il s'enfuit en courant, s'enferme dans un bureau, se saisit du téléphone et appelle aussitôt la police. Paniqué, le chauffeur ne parvient pas bien à s'exprimer au bout du fil. La police néerlandaise comprend juste cette phrase : « Il y a quelques difficultés à l'intérieur de l'ambassade »[19].

Au même moment, et par le plus grand des hasards, trois policiers hollandais (deux hommes et une femme) sont dans l'ambassade et montent au quatrième étage par le deuxième ascenseur. Ils entendent l'alarme déclenchée depuis le troisième étage par le chauffeur. Quand les portes s'ouvrent, les policiers se trouvent nez à nez avec les terroristes ; des coups de feu éclatent. La jeune femme est grièvement blessée, et l'un de ses collègues est touché à la jambe. Le troisième policier parvient cependant à se saisir de son arme et tire sur l'un des terroristes, le blessant au bras gauche. Puis les portes de l'ascenseur se referment, laissant les membres de l'Armée rouge seuls devant le bureau de l'ambassadeur. Ils entrent aussitôt par effraction. À l'intérieur, aux côtés de l'ambassadeur Jacques Senard, se trouvent quatre membres du personnel de l'ambassade et quatre cadres supérieurs de la compagnie pétrolière française Total[20]. Pour leur faire

comprendre qu'ils ne plaisantent pas, les Japonais tirent plusieurs coups de feu dans le bureau. Deux jeunes secrétaires sont également présentes à l'étage et interceptées par les terroristes alors qu'elles tentent de s'enfuir. Les membres de l'ARJ retiennent à présent onze otages. En l'absence de Carlos, Wako a pris la direction du commando et donne ses premières instructions aux otages. Il est le seul à pouvoir bredouiller quelques mots d'anglais.

Pendant ce temps, c'est la panique dans l'ambassade. Les diplomates se barricadent en empilant des meubles devant les portes de leurs bureaux. L'une des secrétaires s'enferme même dans une armoire. Elle y restera, tremblante, jusque tard dans la soirée. Les employés, les diplomates et les secrétaires, hormis les onze otages du quatrième étage, parviendront tous à quitter le bâtiment dans la nuit.

Dans le bureau de l'ambassadeur, les terroristes ouvrent une fenêtre et lancent une lettre, qui est aussitôt réceptionnée par la police. La lettre contient les exigences du commando :

> « Autorités françaises et autorités hollandaises : nous tenons en otage l'ambassadeur Senard et un certain nombre d'autres personnes. Nous exigeons la libération du camarade Furuya, détenu à la maison de la Santé, selon les modalités suivantes, qui doivent être appliquées à la lettre :
> Notre camarade Furuya doit nous avoir rejoints à 3 heures, samedi matin à l'ambassade. Un autobus avec chauffeur doit être prêt à nous transporter en temps voulu à l'aéroport de Schiphol, au vu de tous, devant le bâtiment principal du terminus. Un Boeing 707 ayant fait le plein d'essence, avec seulement un pilote et un copilote, doit être mis à notre disposition, prêt à décoller immédiatement. Une fois arrivés à notre destination, l'ambassadeur et les autres otages seront relâchés sains et saufs.
> Toute tentative physique, à quelque moment que ce soit, contre nous sera considérée comme un acte d'agression et nous y répondrons comme il convient.
> Si à 3 heures du matin, heure limite, notre camarade Furuya ne nous a pas rejoints, nous procéderons à intervalles réguliers à l'exécution des otages, jusqu'à ce que nos exigences soient pleinement satisfaites.
>
> Signé : l'Armée rouge japonaise[21]. »

Le message est rapidement transmis aux autorités françaises. À 21 heures, le préfet de police, M. Paolini, se rend à la prison de la Santé et fait sortir Yamada de sa cellule. Ce dernier est ensuite conduit à la base

militaire de Villacoublay où l'attend un Mystère 20 avec à son bord des fonctionnaires de la police judiciaire française. Les Français ayant déjà procédé à ce jour à huit expulsions d'activistes japonais (dont Mariko Yamamoto, le professeur Taketomo et Masao Matsuda) expulsent à la hâte le dernier membre connu de l'organisation. Mais les policiers de la DST se demandent s'ils n'ont pas fait fausse route. La réplique de l'ARJ à l'arrestation de « Furuya » et aux expulsions censées anéantir le réseau parisien de l'organisation japonaise les a pris de court. Elle a été extrêmement rapide, efficace, et n'a pu se faire sans complicités extérieures. Les policiers se sentent floués et cherchent une faille dans leur dispositif. Pendant ce temps, une cellule de crise est constituée à l'initiative du président Valéry Giscard d'Estaing et du ministre de l'Intérieur Michel Poniatowski.

À 23 h 20, l'avion, avec à son bord Yamada, *alias* « Furuya », décolle de Villacoublay, quand tombent les nouvelles exigences du commando enfermé dans l'ambassade : la France devra payer une rançon de 1 million de dollars en échange de son ambassadeur. Quand le jet se pose sur l'aéroport d'Amsterdam, il est 2 heures du matin. Il reste une heure avant l'expiration de l'ultimatum. Mais là, coup de théâtre : Yamada refuse de descendre de l'avion et de rejoindre ses camarades. Yamada, qui a parlé à la DST, a peur de se faire liquider par son groupe. L'ultimatum du commando de l'Armée rouge japonaise est alors repoussé d'une heure. Mais les choses se compliquent encore quand les autorités hollandaises exigent des terroristes qu'ils abandonnent leurs armes si l'on répond à toutes leurs exigences, télescopant ainsi les déclarations du Premier ministre français Jacques Chirac. Les terroristes japonais refusent. Paris dément les exigences hollandaises, et l'affaire se transforme peu à peu en une crise diplomatique entre la France et les Pays-Bas. La France, au cours des négociations, semble à présent jouer un jeu dangereux en discutant les conditions posées par le commando du *Sekigun.* Le Premier ministre hollandais Joop den Uyl accuse la France de raideur dans ses tractations et menace de se retirer des négociations. Il confiera plus tard qu'il ne comprenait pas la démarche des Français. Si la France accepte de céder aux terroristes, à quoi bon chipoter sur les détails ?

Le temps passe et l'ultimatum est encore repoussé. Les négociations sont alors bloquées autour de la question de la composition de l'équipage de

l’avion qui doit évacuer le commando. La Hollande refuse de fournir l’équipage de bord, ne souhaitant pas qu’il devienne à son tour l’otage des terroristes. À l’intérieur de l’ambassade, les membres du commando s’impatientent. Ils comprennent que la négociation leur échappe et savent que, dans cette situation, le temps joue contre eux.

Samedi 14 septembre, au petit matin, l’ambassade est encerclée par une foule de journalistes français et japonais qui, à l’instar des officiels japonais, français et néerlandais, ont tous passé une nuit blanche. Des tireurs d’élite sont postés sur les toits autour de l’ambassade et des véhicules blindés bloquent les rues avoisinantes. Les négociations sont alors dans l’impasse, et on s’attend à tout moment à voir les otages se faire exécuter un à un. Des coups de feu sont tirés à plusieurs reprises au quatrième étage de l’ambassade, jetant un vent de panique dans tout le quartier. Mais il s’agit là d’intimidations destinées à faire avancer les négociations. Les terroristes se contentent de faire un carton sur le portrait du président Georges Pompidou, décédé récemment, et s’amusent à tirer dans les pieds de l’ambassadeur Jacques Senard ou à quelques centimètres au-dessus de sa tête.

Au terme de la prise d’otages, la police hollandaise retrouvera dix-sept impacts de balles dans les murs du bureau de l’ambassadeur. Au cours de ces assauts de violence qui tétanisent les otages, le flegme de l’ambassadeur français – un gentleman de la vieille école – lui attire l’admiration de ses compagnons d’infortune comme de ses ravisseurs.

À l’issue d’une réunion de la cellule de crise qui, à Paris, réunit le Premier ministre Jacques Chirac et son ministre de l’Intérieur Michel Poniatowski, le gouvernement français décide d’opter pour la fermeté. Yamada sera remis aux Japonais après la libération des otages. Les officiels néerlandais, qui souhaitent maintenant en découdre et éviter un massacre sur leur territoire, sont excédés. Les réunions de la cellule de crise se succèdent durant tout le week-end, à Paris et dans l’ambassade des États-Unis où les autorités néerlandaises ont installé leur poste de commandement. Paris et La Haye ne parviennent toujours pas à se mettre d’accord ni à mettre un terme à la prise d’otages.

L’attentat du drugstore Saint-Germain

Pour le chanteur compositeur Jean-Jacques Debout, l'après-midi du 15 septembre 1974 est à marquer d'une pierre blanche. Ce jour-là, un événement inattendu va bouleverser sa vie. « À l'époque, raconte l'époux de la chanteuse Chantal Goya, j'habitais tout près du drugstore Saint-Germain, rue des Saints-Pères. Je déjeunais avec une amie, Diane de Bauveau, à la brasserie Lipp. Il faisait très beau, c'était l'un des derniers jours de beau temps de l'été 1974. À la fin du déjeuner, Diane me demande :

- – Tu veux un cigare ?
- – Pourquoi pas, je réponds.
- – Allez, viens, je vais t'acheter un cigare.

Nous quittons la table et entrons dans le tabac du drugstore Saint-Germain, qui touchait la brasserie Lipp où nous venions de déjeuner. Nous étions accompagnés d'un garçon de la brasserie. Nous avons descendu les deux premières marches quand, tout à coup, une explosion nous a projetés en arrière. Diane s'est retrouvée par terre. J'ai moi-même eu l'impression de perdre mes esprits. J'ai pensé qu'il s'agissait du gaz… d'une fuite de gaz qui avait provoqué une explosion. Quelqu'un avait pu provoquer l'explosion en allumant une cigarette. En aidant Diane à se relever, j'ai regardé autour de moi. Il y avait du sang partout. On entendait des hurlements déchirants. Une fumée grise, comme celle d'une bombe lacrymogène, me brûlait les yeux. J'ai alors aperçu, tout près de moi, une femme sortir du drugstore avec une jambe en moins. Elle s'est précipitée dans la cabine téléphonique qui se trouvait à l'extérieur du drugstore. Elle n'avait pas l'air de se rendre compte que sa jambe avait été broyée par l'explosion. Elle voulait téléphoner à son mari. Une fois dans la cabine, je l'ai vue s'effondrer. À côté de moi, par terre, une jeune femme de 18 ans était en train de se vider de son sang. Je suis sorti immédiatement pour appeler au secours. J'ai couru derrière une voiture de police. Mais elle a tourné à droite, rue de Rennes, et je n'ai pas pu l'arrêter. Je me suis retourné vers les garçons de la brasserie Lipp, sortis après la déflagration, et je leur ai demandé d'apporter des serviettes le plus vite possible. Puis j'ai vu un

car de police qui passait par là par hasard. Je me suis précipité devant le car en l'obligeant à s'arrêter. Quand je suis retourné dans le drugstore, pour porter les premiers soins à la jeune femme, j'ai remarqué quelqu'un que je connaissais, un père de famille qui travaillait chez Filipacchi. Sa femme était auprès de lui, mais il était déjà mort[22]. »

Le 13 septembre, à La Haye, alors que Carlos rôde aux alentours de l'ambassade, attendant le commando du *Sekigun*, il entend les coups de feu retentir à l'intérieur du bâtiment. Il voit les policiers blessés quitter l'ambassade et comprend que sa présence est désormais inutile. Pourtant, Carlos se refuse à abandonner les camarades japonais, mais pense qu'il sera plus utile à Paris, où il pourra éventuellement préparer une opération de soutien. Entendant que les négociations sont au point mort, il décide, une fois rentré à Paris, de faire pression sur le gouvernement français afin de venir en aide au commando enfermé dans l'ambassade.

Le dimanche 15 septembre, à 17 h 15, une explosion ravage le rayon « tabac » du drugstore Publicis, au 149, boulevard Saint-Germain. L'explosion fait deux morts et trente-six blessés, dont cinq très gravement atteints. Une grenade a été lancée sur le kiosque à tabac du haut de la galerie en rotonde du premier étage par un homme d'environ 25 ans, vêtu d'un complet gris. Il s'est ensuite enfui à pied, profitant de la confusion. À 19 heures, la police, après avoir examiné les débris de l'explosion, retrouve la cuillère (le levier de déclenchement) de la grenade et parvient à en identifier la provenance. Il s'agit d'une grenade américaine défensive volée il y a quelques années par le groupe Baader-Meinhof dans un dépôt d'armes américain. On découvrira par la suite que les armes utilisées par le commando du *Sekigun* à La Haye (ils laisseront à leur départ trois grenades intactes dans les bureaux de l'ambassade) étaient de même provenance. La police pense tout d'abord à l'OLP. Le terroriste identifié par les témoins pourrait être palestinien, et la cible de cet attentat, le patron du drugstore Publicis, Marcel Bleustein-Blanchet, en raison de ses origines juives. Mais l'OLP dément formellement l'attentat.

Carlos, dans l'interview accordée au journal *Al Watan*, donnera le compte rendu détaillé de l'opération : « Dimanche, à 2 heures de l'après-midi, il devenait clair que l'opération [de La Haye] avait échoué. Il fallait donc que nous agissions sans tarder, malgré la difficulté de réunir le matériel nécessaire à une telle opération. J'avais simplement pu récupérer une arme et deux grenades. À 2 heures de l'après-midi, je décidai une opération de style algérien. Cela voulait dire : envoyer deux grenades dans un café public. À 5 heures, j'envoyai une grenade dans le drugstore Saint-Germain. Nous avons appelé plusieurs journaux et radios pour revendiquer l'attentat au nom de l'Armée rouge japonaise. Nous avons adressé des courriers de menace depuis plusieurs endroits au gouvernement, déclarant qu'il y aurait d'autres actions si les demandes de nos camarades de La Haye n'étaient pas acceptées[23]. »

En effet, peu de temps après l'attentat, les agences France Presse et Reuter reçoivent un coup de téléphone. Au bout du fil, un homme qui parle français avec un accent espagnol. Il revendique l'attentat du drugstore Saint-Germain, menace de détruire le cinéma (qui projetait alors le film *Emmanuelle*) jouxtant le drugstore Publicis si les négociations de La Haye ne s'achèvent pas dans les plus brefs délais. Puis les agences de presse reçoivent plusieurs lettres dans lesquelles Carlos déverse sa haine antisémite. « Assez de propagande juive mensongère », écrit-il dans son communiqué. L'antisémitisme de Carlos s'exprimera plus tard en des termes bien peu nuancés, lors du procès qui s'ouvre en 1994 à Paris. Cet antisémitisme, trop souvent assimilé à un « antisionisme » politique, doit être compris comme l'un des moteurs fondamentaux des activités du terroriste vénézuélien.

Le préfet de police, M. Paolini, dément tout d'abord que l'attentat ait un quelconque lien avec la prise d'otages de l'ambassade de La Haye. Mais il sait parfaitement que ce lien existe, et les autorités françaises prennent très au sérieux les menaces de Carlos.

Le dénouement

À 22 heures, le dimanche 15 septembre, le gouvernement français décide de céder aux exigences du commando de La Haye et appareille un

Boeing 707, qui décolle peu de temps après en direction de l'aéroport de Schiphol. À l'intérieur de l'ambassade, les otages sont à bout. Cela fait maintenant plus de soixante heures qu'ils sont retenus prisonniers et qu'ils n'ont ni bu ni mangé. Quant aux membres du commando de l'ARJ, ils ingurgitent régulièrement les pilules nutritives qu'ils ont sur eux. Afin de montrer quelques signes de bonne volonté, le commando du *Sekigun* accepte qu'on fasse porter de la nourriture aux otages, et il relâche, dans la nuit du 15 au 16 septembre, deux des onze personnes retenues dans l'ambassade. Il s'agit des secrétaires Bernardine Geerling et Joyce Fleur, toutes deux âgées de 22 ans.

Depuis Damas, un membre du *Sekigun*, qui, selon toute vraisemblance, n'est autre que Fusako Shigenobu, envoie un communiqué à l'agence Reuter, destiné à convaincre les autorités françaises de la détermination de l'Armée rouge japonaise :

> « Impérialistes français et japonais, conspirant avec les sionistes, qui sont l'avant-garde de la structure impérialiste mondiale, pour priver le peuple arabe de ses ressources, vous devriez savoir ce qui suit :
> Si vous emprisonnez nos camarades, nous les soustrairons de vos mains sans aucun doute. Même si vous emprisonnez dix ou cent de nos camarades, nous répliquerons au centuple par nos représailles. Aussi longtemps que vous continuerez la sale répression contre nos camarades et nos amis, nous organiserons d'autres représailles contre vous. Telle est notre loi pour la lutte et l'esprit de la révolution[24]. »

À Paris, la cellule antiterroriste de la DST se sent humiliée. Elle a procédé à la dernière expulsion des activistes japonais sur son territoire, mais est alors sous le coup des attentats simultanés de La Haye et du drugstore Saint-Germain qu'elle n'a pas su anticiper. Les terroristes de La Haye sont sur le point de s'enfuir avec le précieux « Furuya », et les militants expulsés du groupe de Paris pourront, avec eux, organiser de nouveaux attentats. Afin de les en empêcher, il leur reste peut-être un dernier atout. Et cette ultime carte à jouer s'appelle Robert B.

Robert est à nouveau conduit dans les locaux de la DST et mis en garde à vue. Il en ressortira quarante-huit heures plus tard. Au même moment, le mardi matin, atterrit à Schiphol le Boeing 707 exigé par le commando japonais. Les policiers français font chou blanc et n'apprennent

rien de Robert qui, effectivement, ne sait rien. Refusant de s'avouer vaincus, ils procéderont pourtant à une nouvelle perquisition à son domicile, quinze jours après lui avoir rendu la liberté, et lui feront subir un nouvel interrogatoire.

Pendant ce temps, à La Haye, les négociations sont à nouveau bloquées. Le Premier ministre néerlandais est blême lorsqu'il apparaît en milieu d'après-midi devant les journalistes. Il se contente de dire que les négociations sont « extrêmement difficiles ». « Nous avons affaire à des personnes qui commencent à montrer des signes d'épuisement et dont les réactions peuvent être imprévisibles. Nous espérons trouver une solution, mais tout reste encore incertain[25] », ajoute-t-il. Dans le bureau de l'ambassadeur, en effet, l'atmosphère est devenue délétère, et chacun sait que le pire peut arriver. Les excréments s'amoncellent dans la corbeille à papiers (les preneurs d'otages n'ont pas autorisé l'introduction de WC chimiques), et la blessure du terroriste japonais s'est infectée. La tension est palpable, d'autant plus que les membres du commando ont la gâchette facile. Pourtant, sur l'aéroport de Schiphol, tout semble prêt pour procéder à l'échange des otages. Le Boeing 707 a pu faire un vol d'essai, et Yamada, *alias* « Furuya », a même été autorisé à en inspecter l'intérieur. Il confie alors à un traducteur japonais, utilisé par les services hollandais, que « ses camarades de La Haye auraient dû exécuter leur mission [la prise d'otages] avec plus de rigueur ; quitte à causer la mort d'un certain nombre de personnes[26] ». Un sentiment partagé par Carlos qui suit le dénouement de l'affaire à Paris, chez l'une des nombreuses petites amies qui lui servent de couverture.

Yamada est alors une énigme pour les autorités françaises. Il semble se désintéresser de l'issue des opérations et passe son temps à dormir dans l'avion, attendant la fin des négociations. Les policiers français lui ont laissé entendre que, si les négociations devaient tourner court, il serait abattu sans ménagement. Yamada, qui a été autorisé à parler par téléphone à ses camarades enfermés dans l'ambassade, leur rapporte la menace qui pèse sur lui avec un détachement qui stupéfie les policiers qui écoutent la communication. De leur côté, les preneurs d'otages paraissent n'attacher aucune importance aux menaces de la DST et se lancent dans une conversation équivoque où ils se demandent quelle partie du corps de

l’ambassadeur ils perceront de balles avant de l’exécuter. La main ? le bras ? la jambe ou les pieds ? La conversation semble amuser Yamada.

En fin de journée, toutes les questions en suspens sont enfin résolues, et les terroristes acceptent que la rançon soit ramenée de 1 million à 300 000 dollars. Quant à l’équipage du Boeing, il sera finalement hollandais et britannique. À 20 h 50, les trois terroristes japonais et six de leurs otages (dont l’ambassadeur, qui a été dispensé de sortir les bras levés) quittent l’ambassade et montent dans un car stationné à proximité. Les Japonais en brisent aussitôt les vitres, puis le car démarre rapidement et prend la direction de l’aéroport de Schiphol. Quelques minutes plus tard, le car est sur le tarmac de l’aéroport. À bord du Boeing « Château-Chaumont » les attend Yamada. Moins de deux heures après, l’avion décolle en direction du Sud-Yémen, qui a accepté de les accueillir. Les terroristes japonais quittent les Pays-Bas avec les 300 000 dollars de rançon. Dans l’avion, c’est la joie et le soulagement. Yamada a retrouvé ses camarades et partage un temps leur enthousiasme, même s’il ignore encore le sort qui l’attend une fois rentré au Liban.

Pourtant, la bonne humeur du commando est de courte durée. Mercredi, à l’aube, le Boeing se pose sur l’aéroport d’Aden. Mais là, ultime coup de théâtre : le Sud-Yémen, qui héberge pourtant des commandos de l’Armée rouge japonaise sur son territoire, ainsi que de nombreux autres groupes terroristes, refuse de laisser descendre les membres de l’ARJ et demande au Boeing de redécoller immédiatement. La panique gagne le groupe. « Dans le poste de pilotage et en cabine, la tension monte d’un cran. Les Japonais, qui accusent une très grande fatigue, semblent désemparés, prêts à un acte de folie[27]. » Bernie Knight, le pilote britannique, résidant en Hollande, écrit à cet instant dans son livre de bord que les Japonais « sont maintenant au bord du suicide. Ce qui crée pour nous une situation très préoccupante[28] ». L’attitude du Yémen est incompréhensible.

En dernier recours, la Syrie accepte que l’avion se pose sur son territoire, mais dicte ses conditions : les terroristes devront remettre l’équipage aux autorités syriennes et restituer la rançon à la France. Aux yeux des Syriens, l’action menée par le commando japonais n’est pas de nature politique mais criminelle, et elle refuse de la cautionner à 100 %[29].

Les négociations entre la *Syrie* et le commando du Sekigun durent plus d'une heure, mais les terroristes sont à bout et finissent par accepter les conditions de la Syrie. À 14 heures, l'avion se pose à Damas. Sur place, Wako, Nishikawa, Okudaira et Yamada sont officiellement remis à une organisation palestinienne.

À Paris et à La Haye, on se félicite du dénouement de la prise d'otages. Le président Valéry Giscard d'Estaing remercie officiellement le gouvernement néerlandais pour ses efforts et reçoit les excuses officielles et personnelles du ministre des Affaires étrangères japonais. Pendant ce temps, les journalistes recueillent le témoignage des otages. L'ambassadeur de France, le comte Jacques Senard, a « la certitude que le commando japonais aurait tué les otages si les négociations avaient trop tardé. Il ne s'agissait pas de simples tueurs, mais de gens qui avaient reçu une formation terroriste poussée et capables de mener des négociations[30] ». Quand on lui demande s'il a eu peur de ce qui aurait pu se passer lorsqu'il était aux mains des terroristes, Jacques Senard répond : « Si je vous disais qu'à un certain moment je n'ai pas eu peur, je serais un fanfaron et vous ne me croiriez pas[31]. »

Pour Shigenobu, en revanche, le succès de cette opération est plus que mitigé. Vu ce qu'il est advenu de la rançon, elle ne permet en rien à l'organisation japonaise de renflouer ses caisses. Quant à la participation de Carlos, elle est fortement critiquée par certains membres de l'organisation qui le comparent à un mercenaire. Le *Nihon sekigun* n'aurait-il donc pas la possibilité de mener seul ses opérations, sans le recours au FPLP ou à des individus comme Carlos ? Malgré les quelques critiques dont elle est l'objet au sein de l'organisation, Shigenobu demeure cependant l'unique leader de l'Armée rouge japonaise et n'entend pas en rester là.

En mars 1975, Nishikawa et une jeune recrue, Kazuo Tohira, sont à nouveau envoyés aux Pays-Bas. Leur mission : planifier l'attaque du consulat libanais dans la capitale hollandaise. Mais le consulat est une véritable forteresse, qui leur semble imprenable. Ils préfèrent donc se concentrer sur l'ambassade du Liban, à Stockholm, et projettent d'enlever

l’ambassadeur. Mais les deux Japonais se font repérer et sont arrêtés à Stockholm en possession de faux passeports, puis expulsés vers le Japon, qui les emprisonne immédiatement.

Au Japon, l’interrogatoire des deux « soldats » de l’ARJ est mené sans ménagement. La police est sur les dents et a soif de revanche. Non seulement le Japon doit désormais protéger ses intérêts à l’étranger de l’organisation terroriste, mais il doit également faire face à une série d’attentats meurtriers sur son territoire. Le 30 août 1974, peu avant la prise d’otages de l’ambassade de France à La Haye, une bombe a explosé en plein après-midi au cœur de la capitale japonaise, devant le bâtiment principal des industries Mitsubishi (la compagnie Mitsubishi, pendant la guerre du Vietnam, approvisionnait en armes lourdes les armées américaines). L’attentat a fait huit morts et près de trois cents blessés. Le Front armé anti-japonais d’Extrême-Orient, le groupuscule terroriste qui a revendiqué l’attentat, est bien sûr soupçonné d’entretenir des liens très étroits avec l’organisation de Shigenobu.

Nishikawa est le premier à parler et à rompre ainsi le serment qu’il avait formulé lors de son recrutement à Beyrouth. Il donne certains détails utiles sur le fonctionnement de l’organisation[32] et, surtout, confirme que Fusako Shigenobu est bien le leader du *Sekigun,* que c’est elle qui a planifié et commandité la prise d’otages de La Haye à laquelle il a participé. Nishikawa est aussitôt inculpé sous le chef d’accusation de tentative de meurtre, et un mandat d’arrêt international est lancé contre Fusako Shigenobu. Puis Tohira parle à son tour. Il donne aux policiers le détail des opérations en cours (prises d’otages dans des ambassades et demandes de rançons) et leur apprend que Nishikawa et lui tenaient leurs instructions et leurs faux passeports d’Osamu Maruoka et de Haruo Wako.

L’opération de Kuala Lumpur

4 août 1975. Une autre ambassade, sous un autre hémisphère. Nous sommes cette fois à Kuala Lumpur (Malaisie) dans un immeuble, l’American International Assurance Building, qui abrite les bureaux de compagnies américaines. Au neuvième étage du bâtiment se trouvent le

consulat des États-Unis et l'ambassade de Suède. À 10 h 45, le matin, l'alarme est déclenchée. Le gardien sikh, en charge de la sécurité de l'immeuble, presse dans l'ascenseur le bouton du neuvième étage. Pour lui, il s'agit probablement d'une défaillance du système de sécurité : ce n'est pas la première fois que l'alarme se déclenche sans raison apparente. Il ne prend pas la précaution de se munir d'une arme. Au neuvième étage, lorsque les portes de l'ascenseur s'ouvrent, le gardien se trouve face à plusieurs hommes au visage masqué par une cagoule noire. L'un d'entre eux tient un revolver et tire à bout portant. Le gardien sikh est touché à la tête. Puis les portes se referment et l'ascenseur emporte le gardien grièvement blessé au rez-de-chaussée.

On apprend alors qu'au neuvième étage cinq hommes masqués, munis de revolvers et d'armes automatiques, retiennent cinquante personnes. Parmi elles se trouvent le consul américain Robert Stebbins et le chargé d'affaires suédois Fredrick Bergenstrahle. Les autres otages sont américains, australiens, japonais, singapouriens. Plus de trente personnes retenues dans les locaux du consulat sont des employés malaysiens. Très rapidement, un important dispositif de sécurité boucle le quartier et deux cents policiers prennent position autour de l'ambassade. L'identité des preneurs d'otages n'est pas encore connue quand s'ouvre l'une des fenêtres du neuvième étage. S'ensuit un échange de coups de feu entre les policiers amassés au pied de l'immeuble et la fenêtre du neuvième étage. Un policier est blessé. Puis les coups de feu cessent. Un message est lancé depuis la fenêtre et réceptionné en bas par les policiers.

Sur le message, les terroristes s'identifient et posent leurs conditions : ils sont membres de l'Armée rouge japonaise et menacent d'exécuter leurs otages si le gouvernement japonais refuse de céder à leurs exigences. Ils demandent la libération de sept de leurs camarades emprisonnés au Japon. « Les autorités suédoises ont capturé nos camarades de l'Armée rouge japonaise. En dépit de la requête que nous avions formulée pour libérer nos camarades, ils les ont livrés à l'ennemi japonais[33]. » Le gouvernement japonais a quatre heures pour faire libérer les prisonniers de l'Armée rouge au Japon. S'il n'obtempère pas, les otages seront exécutés. Le commando précise aussi qu'il refuse toute négociation avec les représentants du

gouvernement japonais et s'adressera aux autorités de Malaisie pour régler les détails de son évacuation.

Au même moment, le Premier ministre japonais Takeo Miki, récemment élu, est en voyage diplomatique aux États-Unis. L'homme, comme c'est souvent le cas des Premiers ministres nippons, est bien loin d'être un leader charismatique. Et pour ce premier et déterminant voyage aux États-Unis, Takeo Miki est pris au dépourvu par la prise d'otages de Kuala Lumpur. Sans même entrer dans des négociations qui risqueraient d'être longues et de mettre en danger la vie des otages, il accepte, aussitôt après avoir lu les gros titres des journaux américains qui font le récit de la prise d'otages, de libérer les membres du *Sekigun* emprisonnés au Japon. Face à la presse, il justifie cette décision : « La priorité du gouvernement japonais est le respect de la vie humaine[34]. »

Tout le monde pense alors que la prise d'otages est menée par l'ARJ pour court-circuiter la visite de Takeo Miki aux États-Unis. En réalité, elle s'inscrit dans un autre calendrier : celui qui fait comparaître devant la justice japonaise Jun Nishikawa et Kazuo Tohira. Le procès des deux « soldats » du *Sekigun*, arrêtés quelques mois plus tôt à Stockholm, puis expulsés vers le Japon, est alors en cours. Mais la liste des prisonniers dont l'Armée rouge japonaise réclame la libération ne se limite pas à ces deux noms. Y figurent également des membres incarcérés de l'Armée rouge unifiée (*Rengo sekigun*) tels que : Kunio Bando et Hiroshi Sakaguchi, le mari de Nagata – deux des preneurs d'otages de l'« affaire du chalet Asama » – ; Junichi Matsuura et Hisashi Matsuda, arrêtés en 1971 à la suite de la vague de cambriolages organisée par le groupe Mori-Nagata ; et Norio Sasaki, un membre de l'organisation terroriste japonaise qui a monté l'attentat contre la firme Mitsubishi à Tokyo, le 30 août 1974.

Depuis la capitale syrienne, Shigenobu envoie aux autorités malaysiennes un communiqué qui précise les intentions de l'organisation : « La vie des otages est protégée par notre unité d'opération aussi longtemps que vous répondrez à nos demandes[35]. » Lors de l'attaque de l'ambassade de France à La Haye, Shigenobu n'avait pas menti. « Si vous emprisonnez nos camarades, nous les soustrairons de vos mains sans aucun doute. Même si vous emprisonnez dix ou cent de nos camarades, nous répliquerons au centuple par nos représailles », avait-elle écrit. Si Shigenobu s'en tenait

aujourd'hui à ce même principe, la constitution de la liste des camarades à libérer avait pourtant été des plus délicates.

L'objectif de l'opération était avant tout de reprendre Nishikawa et Tohira, deux « soldats » de son organisation, à la justice « impérialiste » japonaise. Mais, au Japon, Nishikawa et Tohira n'étaient pas les seuls membres du *Sekigun* incarcérés. Shigenobu avait également dû exiger la libération de Norio Sasaki du Front armé anti-japonais d'Extrême-Orient, un groupe terroriste anarchiste qui pratiquait des attentats au Japon. L'organisation avait repris les opérations du *Rengo sekigun* (Armée rouge unifiée) sur le territoire japonais et devenait de fait le partenaire intérieur de l'ARJ. Matsuura et Matsuda, des vétérans de l'Armée rouge unifiée qui avaient participé à la série de cambriolages de 1971, seraient aussi sur la liste. Puis Shigenobu avait dû se pencher sur le sort des responsables de la purge de 1972. Car dans les prisons japonaises croupissaient encore les rescapés de la prise d'otage du chalet Asama. Dès lors, que fallait-il faire des anciens camarades qui avaient discrédité l'organisation ? Shigenobu serait-elle prête à leur pardonner les crimes qu'ils avaient commis, autant que le crime fait à la cause ? En tous points, non. Elle n'y était pas prête. Alors il avait fallu faire un tri. Séparer le bon grain de l'ivraie, décider qui méritait son pardon – autant qu'une seconde chance dans la révolution – parmi les récalcitrants.

Mori s'était suicidé. Pour lui, la question ne se posait donc plus. Nagata ? Avec Mori, Nagata était directement responsable de la purge, et Shigenobu ne pouvait effacer de sa mémoire la mort de son amie Toyama. Le leader de l'Armée rouge japonaise était hantée par le souvenir des crimes perpétrés dans les chalets de montagne. Elle savait que, si elle n'était pas alors partie pour Beyrouth, elle aurait très probablement, elle plus que tout autre, subi le sort de Toyama et de ses anciens camarades du *Rengo sekigun.* Nagata ne bénéficierait pas de sa mansuétude et resterait en prison. Yoshino ? Il était trop compromis. L'assassinat de sa femme, alors enceinte de huit mois, avait, comme chacun de ses compatriotes, révulsé Shigenobu. Elle ne voulait pas de Yoshino. Quant aux frères Yoshitaka, ils étaient mineurs au moment des faits et n'avaient pas été condamnés à la prison à vie ou à la peine capitale. Ils auraient une seconde chance, mais pas au sein de l'Armée rouge japonaise. Restaient Bando et Sakaguchi. Ceux-là feraient de bons soldats : ils avaient, au-delà de leur participation à la purge, tenu

tête aux forces de police durant une semaine dans le chalet Asama, et ils se seraient sans doute donné la mort s'ils n'étaient pas tombés entre les mains du *Kidotai*. Ils avaient tous deux démontré leur courage et leur abnégation : ils seraient sur la liste.

À Kuala Lumpur, le ministre de l'Intérieur Muhamad Ghazali Shafie et son ministre de la communication, installés au sixième étage de l'immeuble abritant l'ambassade suédoise et le consulat américain, sont en contact téléphonique permanent avec les preneurs d'otages. On fait savoir à ces derniers que leurs exigences ont été acceptées par le Japon et qu'un DC-9 de la Japan Airlines est prêt à décoller. Mais les preneurs d'otages sont incrédules quand les négociateurs malaysiens leur annoncent que, si le gouvernement japonais a fait libérer les sept prisonniers, deux d'entre eux refusent de quitter leur cellule. Matsuura serait trop malade pour partir, et Sakaguchi leur fait dire qu'il préfère lutter contre l'impérialisme depuis sa prison de Tokyo. Les preneurs d'otages n'en croient pas un mot. Après des heures de discussion, ils demandent à parler par téléphone à Sakaguchi. Depuis Tokyo où il est emprisonné, Sakaguchi accepte de parler au commando ; il leur confirme de vive voix que Matsuura a quitté la prison pour être hospitalisé et qu'il espère être bientôt libéré sur parole : c'est pourquoi il a refusé la proposition de ses camarades. Pour ce qui est de sa décision personnelle, Sakaguchi leur apprend qu'il désapprouve fortement les actions de l'ARJ. S'il n'a pas changé d'opinions politiques, c'est aujourd'hui un homme brisé par la purge de 1972, et il n'a aucune envie de retourner au front. Son combat sera désormais pacifique, même s'il ne peut avoir lieu que depuis le confinement d'une cellule.

À 2 h 48, le DC-9 de la Japan Airlines décolle de l'aéroport de Haneda avec à son bord onze membres d'équipage, trente-deux officiels japonais et les cinq membres du *Sekigun* volés aux geôles des prisons de haute sécurité nippones. Quand l'avion se pose sur l'aéroport de Kuala Lumpur, les preneurs d'otages continuent les pourparlers avec les autorités malaysiennes depuis les locaux de l'ambassade suédoise et du consulat américain. Trente heures d'âpres négociations seront nécessaires pour trouver un pays acceptant d'accueillir les terroristes japonais. Finalement, le gouvernement du général Kadhafi autorise le commando à venir en Libye. Les terroristes acceptent alors de libérer neuf des otages retenus dans l'ambassade avant de se rendre à l'aéroport de Kuala Lumpur où aura lieu l'échange. Puis les

terroristes, le visage caché par une cagoule noire, sortent de l'ambassade au milieu d'un cordon de sécurité autour duquel sont amassés deux cents policiers et un nombre impressionnant de badauds et journalistes. Le *New York Times* remarque alors, non sans ironie, que « l'occupation terroriste [de l'ambassade] est l'événement ayant rassemblé le plus grand nombre de spectateurs depuis le combat de boxe du poids lourd Mohamed Ali, près de deux mois auparavant[36] ». Devant les terroristes, une dizaine d'otages (dont le consul américain et le chargé d'affaires suédois), les bras croisés derrière la tête, marchent vers le bus qui doit les conduire sur le tarmac de l'aéroport. La scène dure moins de deux minutes. Le commando de l'Armée rouge japonaise laisse derrière lui une trentaine d'otages. Pour eux, le drame vient de s'achever.

Peu avant 17 heures, le vendredi 6 août 1975, tout est prêt pour procéder à l'échange. Sur le tarmac est posé le gros DC-9 de la Japan Airlines. Du haut de la rampe d'embarquement, un mouchoir blanc est agité, signe que l'échange peut commencer. Les neuf membres d'équipage montent à bord de l'engin et croisent cinq otages malaysiens. Puis deux représentants du gouvernement japonais, accompagnés de deux représentants malaysiens, montent à leur tour dans l'avion. Ils ont été volontaires pour être la caution des terroristes et resteront leurs prisonniers jusqu'à l'arrivée en Libye. Du haut de la rampe, dans une pose hiératique, un membre du commando fait le guet, observant le déroulement de l'opération, un fusil automatique entre les mains. Quatre Malaysiens et un Singapourien sont ensuite relâchés. Puis vient le tour des cinq derniers otages, parmi lesquels se trouvent le consul américain et le chargé d'affaires suédois. Stebbins et Bergenstrahle, ainsi que les trois autres otages, sont alignés au bas de la rampe, encadrés par deux membres du commando, et attendent l'échange final, celui des cinq prisonniers japonais. Un à un, les derniers otages sont échangés contre les membres du *Sekigun* qui montent dans l'avion. Le dernier otage, le consul américain Robert Stebbins, est relâché à 17 h 35. Puis l'avion de la JAL, avec à son bord les cinq membres du commando terroriste et les cinq membres libérés par le Japon, s'envole vers la Libye.

Le voyage dure douze heures. À l'intérieur, les cinq terroristes ont mis bas les masques et savourent l'efficacité avec laquelle ils ont conduit

l’opération. Bientôt, ils seront identifiés par les autorités japonaises comme étant :

- – Haruo Wako et Junzo Okudaira, deux des preneurs d’otages de l’ambassade de France ;
- – Osamu Maruoka, sorti peu auparavant des prisons libyennes, où il séjournait depuis le détournement de l’avion de la Japan Airlines du mois de juillet 1973 (il a pu, entre-temps, repasser par les camps d’entraînement de la Békaa libanaise) ;
- – Yoshiaki Yamada, *alias* « Furuya », qui n’a visiblement pas eu à craindre les représailles de son groupe ;
- – Toshihiko Hidaka, un ancien étudiant de l’université d’Osaka, dont c’est vraisemblablement la première mission.

Le pilote qui s’est porté volontaire pour convoyer les terroristes jusqu’en Libye est le même que celui qui, déjà, en 1974, avait permis au commando mixte (FPLP-JRA) des Fils des territoires occupés de quitter la raffinerie Shell de Singapour. Il n’a donc aucun mal à reconnaître Haruo Wako, qui faisait alors partie du commando. Étrangement, le pilote et le terroriste ne sont pas mécontents de se retrouver. Au fil d’une relation nouée dans des conditions extrêmes, un certain degré de confiance s’est installé entre les deux hommes.

Une fois arrivé en Libye, un cordon de sécurité entoure le DC-9 de la Japan Airlines, et les dix membres du *Sekigun* sont emmenés dans des véhicules blindés. Leur escale libyenne est de courte durée : quelques jours plus tard, ils ont rejoint le leader de l’ARJ à Beyrouth et sont réintégrés dans les camps d’entraînement libanais, prêts pour de nouvelles missions.

De son côté, Shigenobu est pleinement satisfaite. Son groupe a une nouvelle fois démontré sa fermeté et discrédité la diplomatie japonaise, volant au Premier ministre nippon les gros titres de la presse internationale. Par cette prise d’otages, Shigenobu a à nouveau fait plier le Japon et donné son point de vue sur les efforts diplomatiques japonais en direction du monde arabe. Elle ne croit pas aux changements radicaux que le nouveau

gouvernement nippon a voulu insuffler à sa politique étrangère. Takeo Miki, le Premier ministre japonais, a eu beau jeu l'an dernier de tenter un rapprochement avec les Arabes, réclamant haut et fort à Israël l'évacuation des territoires occupés, improvisant une tournée au Moyen-Orient (Le Caire, Bagdad, Téhéran) et affirmant sa « solidarité éternelle » avec le monde arabe. Shigenobu a voulu clairement montrer qu'elle n'était pas dupe. Elle sait pertinemment que ces effets de manche sont uniquement motivés par les conséquences du choc pétrolier. Quant aux Américains, malgré l'opération menée dans les locaux de leur consulat, ils sont demeurés également impuissants et aphasiques. Contrairement aux opérations précédentes dont l'issue fut mitigée, la prise d'otages a été cette fois menée avec une efficacité sans précédent, et n'a pas excédé quatre jours.

Pourtant, Shigenobu doit encore faire face à des critiques diffuses, venant notamment des sympathisants de l'organisation basés au Japon. Pour certains d'entre eux, cette dernière opération est une erreur, dans le sens où elle relègue au second plan les objectifs politiques de l'ARJ. L'opération n'a pas été mise en œuvre au nom de la « révolution mondiale », et aucune revendication n'a clairement été énoncée. Mais, pour Shigenobu, l'essentiel est d'avoir pu reprendre aux autorités japonaises ses deux « soldats », ainsi que quatre guérilleros expérimentés. Pour autant, l'opération n'a pas rempli les caisses désespérément vides de l'organisation.

Après le succès de Kuala Lumpur (et, surtout, l'échec du projet européen), Shigenobu décide de recentrer ses activités en Asie et entreprend de nouer de nouveaux contacts avec des organisations asiatiques. Le Japon, qui a cédé sur tout, cédera sans doute la prochaine fois à une demande de rançon.

Au Japon, c'est une nouvelle humiliation. Les Premiers ministres se succèdent et capitulent chaque fois devant les exigences de l'Armée rouge afin d'éviter de payer les pots cassés de nouveaux massacres. Pour la police, en particulier la brigade spéciale de la NPA (National Police Agency), créée pour lutter contre les mouvements terroristes sur le territoire japonais, le désarroi fait place à la rage. Cela fait cinq ans que les policiers de la NPA travaillent d'arrache-pied au démantèlement des structures

terroristes, essuyant de nombreuses pertes dans leurs rangs. Après avoir mis derrière les barreaux les plus dangereux activistes du *Sekigun*, voilà qu'on autorise ces derniers à quitter le pays en toute impunité. Pour les policiers en charge de ces opérations dangereuses et extrêmement délicates, « on a rendu des tigres au désert, et semé les graines du désordre partout dans le monde[37] ». Mais ces hommes-là ont le sens de l'honneur et des responsabilités. Sitôt les membres du *Sekigun* relâchés, les agents de la NPA reprennent leurs investigations dans le Tokyo *underground*. Leur guerre contre le *Sekigun* est loin d'être terminée.

Dacca, le triomphe du Nihon sekigun

Le désastre d'Entebbe

Le 27 juin 1976, sous la canicule qui a envahi toute l'Europe, un Airbus de la compagnie Air France assurant la liaison Tel-Aviv-Paris fait escale à Athènes. C'est là, à la faveur d'un transit, que des pirates de l'air de la Fraction armée rouge allemande et du FPLP prennent en otages les 256 passagers de l'Airbus qu'ils détournent vers Entebbe, en Ouganda.

Les terroristes réclament la libération de quarante prisonniers détenus en Israël (dont Kozo Okamoto[38]) et des leaders de l'organisation allemande incarcérés en Allemagne. Ulrike Meinhof, l'ancienne journaliste de talent devenue le numéro deux de l'organisation terroriste[39], s'est suicidée un mois plus tôt, alors que venait de s'ouvrir son procès. Pour Baader, Raspe et Ensslin, qui sont toujours derrière les barreaux, le détournement de l'avion d'Air France vers Entebbe est la dernière chance de recouvrer la liberté. Mais à bord de l'Airbus qui s'est posé à Entebbe, les choses tournent mal. En bout de course, « Boni » Böse et sa fiancée Brigitte Kuhlmann, assistés des membres palestiniens du commando, commettent l'irréparable : ils font le tri entre les passagers juifs et non juifs, menaçant d'exécuter un à un les éléments « sionistes » retenus en otages. C'est le point de non-retour. Non seulement, le « terrorisme international » finit ici de se discréditer, mais il reproduit également un motif contre lequel Baader et ses acolytes s'étaient révoltés dans un premier temps : celui de la sélection d'Auschwitz et du

crime irréparable perpétré par la génération de leurs parents. Eux qui voulaient dénoncer les crimes du nazisme et le « prétendu examen de conscience » de la démocratie ouest-allemande se voient en quelque sorte pris au piège de leur propre héritage. Après plus d'une semaine de tension extrême, au matin du 4 juillet les forces d'intervention israéliennes (dirigées par le général Ehud Barak) pénètrent dans l'avion. En quelques minutes, tous les terroristes sont liquidés et les otages libérés.

Pour Michel Cojot-Goldberg[40], qui fut l'un des otages juifs de Böse, la sélection opérée par les membres de la Fraction armée rouge a donné lieu à d'abusives interprétations. Selon lui, Böse n'aurait jamais mis ses menaces à exécution. Il s'était montré courtois avec les otages, rassurant, des heures durant, une vieille femme rescapée des camps de la mort. Au cours de la prise d'otages, Böse s'est entretenu avec Michel Cojot-Goldberg, qui fait de lui le portrait d'un « fils de famille révolté » avec qui « on pouvait discuter » : « Böse fut le seul qui eut vraiment l'occasion d'abattre des otages au moment où les Israéliens attaquèrent. Après un instant d'hésitation, il détourna son arme des otages, leur enjoignit de se mettre à l'abri, lança sa grenade vers l'extérieur et fut abattu dans l'instant[41]. »

Un an après le détournement d'avion vers Entebbe, le 18 octobre 1977, les derniers leaders incarcérés de l'organisation allemande, Jan Karl Raspe, Andreas Baader et sa fiancée Gudrun Ensslin, seraient retrouvés pendus dans leur cellule.

Une page semble tournée. Shigenobu, qui avait rencontré Baader dans les camps d'entraînement palestiniens et collaboré avec son groupe, commence à comprendre que quelque chose vient de se casser. Pour la première fois, et ce ne sera pas la dernière, elle doute de l'issue de son combat et du bien-fondé de la sanglante aventure dans laquelle elle a jeté les membres de son organisation. Mais l'heure n'est pas encore au renoncement. Au moment du détournement de l'avion d'Air France vers Entebbe, deux de ses meilleurs « soldats », dont son beau-frère Junzo Okudaira, âgé de 28 ans, sont tombés dans un guet-apens organisé par les autorités jordaniennes et japonaises. Les deux hommes ont été expulsés vers le Japon, puis incarcérés dans l'attente de leur procès. Okudaira est accusé de tentative de meurtre pour sa participation à la prise d'otages de l'ambassade de France à La Haye, en septembre 1974, et celle du consulat

américain et de l’ambassade de Hollande à Kuala Lumpur, en août 1975. Le doute qui a envahi Shigenobu à la suite de l’échec d’Entebbe est, après ces arrestations, rapidement balayé. S’il ne devait rester qu’un combat à mener, ce serait celui qui l’oppose à son pays natal ; le bras de fer contre le gouvernement japonais et la NPA (National Police Agency). Une opération de représailles s’impose afin de libérer ses « soldats ».

Le dilemme de Takeo Fukuda

La foule est dense à l’aéroport de Bombay, le matin du 28 septembre 1977, lorsque les 156 passagers du vol 470 de la Japan Airlines embarquent à destination de Tokyo, faisant escale à Hong Kong. Parmi eux, deux Japonais, vêtus du costume passe-muraille des employés de bureau et munis de faux passeports. Leurs billets, lorsqu’ils sont passés à l’embarquement, ont été validés pour Hong Kong. Un groupe de trois autres Japonais, vêtus de costumes identiques, munis de faux passeports de même facture et de billets à destination de Tokyo, monte peu après dans l’avion.

Après quelques minutes de vol, au signal lumineux qui autorise les passagers à détacher leur ceinture et à fumer, l’un des Japonais du premier groupe se retourne et cherche du regard les trois autres, installés plus loin, sur une autre rangée. Ils échangent un signe de tête, puis se lèvent ensemble, calmement. Les cinq Japonais se croisent rapidement, sans échanger une parole, alors que le premier groupe se dirige vers la cabine de pilotage, et le second vers le fond de la carlingue. Simultanément, chaque membre du commando sort son arme. Ceux du fond mettent en joue les passagers, pendant que les autres forcent le passage menant à la cabine de pilotage.

L’opération, minutieusement préparée, ne dure que quelques secondes. Le pilote, passé la surprise, ne discute pas les ordres du terroriste qui vient de faire irruption dans le poste de pilotage et le menace de son arme. Celui-là, un mince jeune homme au regard vif, semble être le chef du commando.

Il s’agit d’Osamu Maruoka, l’ancien « Fils des territoires occupés » qui avait déjà conduit une opération du même type en 1973, détournant un Boeing de la Japan Airlines vers l’aéroport de Dubai. Maruoka, entré dans les camps d’entraînement de la Békaa dès 1971, est désormais le numéro

deux de l’Armée rouge japonaise. Il ordonne au pilote de mettre le cap sur Dacca, au Bangladesh. Le pilote proteste ; Maruoka insiste et donne des indications d’une étonnante précision sur la topographie de l’aéroport, dans le but de rassurer le pilote du DC-8. Ses directives sont très précises. Rien ne semble avoir ici laissé place à l’improvisation.

Les autres membres du commando, qui tiennent en joue le reste de l’équipage et les passagers, sont :

- – Haruo Wako, « soldat » expérimenté qui a participé au sabotage de la raffinerie Shell de Singapour et attaqué, sous les ordres de Maruoka, l’ambassade suédoise et le consulat américain de Kuala Lumpur ;
- – Norio Sasaki, un des leaders du Front armé anti-japonais d’Extrême-Orient, libéré par l’Armée rouge lors de l’opération de Kuala Lumpur ;
- – Kunio Bando, l’un des preneurs d’otages du chalet Asama, arraché, comme Sasaki aux geôles japonaises à l’occasion de la prise d’otages de Kuala Lumpur, deux ans plus tôt ;
- – Le dernier membre du commando est Jun Nishikawa, « soldat » recruté trois ans auparavant pour participer à la prise d’otages de l’ambassade de France à La Haye.

Après un vol de courte durée, l’avion se pose sur l’aéroport de Dacca. Les pirates de l’air, qui communiquent avec la tour de contrôle, précisent que leurs exigences s’adressent aux autorités japonaises ; elles sont simples et doivent être acceptées dans les délais les plus brefs. Ils demandent la libération de neuf prisonniers, ainsi qu’une rançon de 6 millions de dollars. Dans le communiqué qu’il adresse au gouvernement japonais, le commando du *Sekigun* dénonce « la propagande prônant le prétendu miracle économique japonais » qui transforme les citoyens en « robots »[42], affirmant que l’histoire contemporaine du Japon n’est qu’une longue « compilation de trahisons, de déshonneurs, d’avidité et d’agressions[43] ». Les observateurs de l’époque notent qu’il n’est plus ici question de « révolution mondiale » : l’organisation, depuis Kuala Lumpur, semble bien

avoir recentré ses objectifs sur le Japon, démontrant ainsi qu'elle est parvenue à se libérer de la tutelle du FPLP.

À 22 heures, un comité restreint composé de certains membres du gouvernement et de hauts responsables de la sécurité du territoire se réunit en urgence dans la résidence officielle du Premier ministre japonais Takeo Fukuda. Les membres de la cellule de crise, la mine sombre, entrent dans le bureau sous le crépitement des flashs et referment la porte. Ils s'assoient sans un mot autour d'une large table rectangulaire. L'ambiance est pour le moins tendue. Chacun sait que, dans quelques heures, il faudra rouvrir la porte et apporter des réponses aux questions des journalistes qui, agglutinés dans les couloirs qui bordent le cabinet, attendent la décision du gouvernement. Takeo Fukuda, après avoir ouvert la séance, se lève en déclarant qu'il ne souhaite pas interférer dans les débats à ce point des négociations. Il laissera quelques heures le champ libre aux membres de la cellule de crise afin qu'ils puissent se mettre d'accord et débattre en toute tranquillité. En son absence, son chef de cabinet, Sunao Sonoda, dirigera la discussion. Fukuda quitte la pièce, laissant seuls les représentants du gouvernement et de la police.

Avant toute chose, il faut régler le problème que posent les médias, éviter à tout prix qu'ils n'interfèrent dans les négociations et ne révèlent aux terroristes les mesures que décidera de prendre le gouvernement. Tous tombent d'accord pour ne pas communiquer les exigences des terroristes aux journalistes afin de se dégager de la pression que pourrait exercer l'opinion publique. Mais, rapidement, le consensus est brisé, et les discussions tournent à l'affrontement entre les représentants de la police et ceux du gouvernement. Pour le directeur de la National Police Agency et le ministre de la Justice, il est impensable de céder aux terroristes, car ce serait une issue à court terme et cela ne réglerait aucunement le problème. Toute concession ne fera qu'encourager le *Nihon sekigun* à poursuivre ses actions contre le Japon. Non seulement le système policier dans son ensemble en sera gravement atteint, mais, en plus, le Japon se discréditera auprès de ses partenaires étrangers qui tentent de coordonner leurs efforts dans la lutte contre le terrorisme. À quoi riment les efforts de la NPA si, à chaque opération menée par l'Armée rouge, le gouvernement relâche les membres de l'organisation arrêtés quelques mois plus tôt ? Le ministre des Transports réplique froidement qu'en l'occurrence la vie des 156 otages doit être

prioritaire. S’ils devaient être exécutés, les conséquences seraient plus désastreuses encore pour le Japon.

Pendant ce temps, à Dacca, les terroristes font savoir, par l’intermédiaire des autorités du Bangladesh, dont les représentants sont réunis dans la tour de contrôle de l’aéroport, que l’ultimatum prendra fin à 3 heures du matin. On apprend également qu’un des passagers du DC-8 est tombé gravement malade. Sa vie est en danger. Les terroristes demandent aux autorités du Bangladesh de mettre la pression sur le Japon, avant que toute l’opération ne se termine en carnage. C’est la panique parmi les représentants du Bangladesh qui implorent le gouvernement japonais de mettre fin à la crise le plus rapidement possible.

Peu avant la fin de l’ultimatum, Takeo Fukuda se fraye un chemin à travers la foule de journalistes amassée devant sa maison. Non sans appréhension, il pousse la porte de la pièce où est enfermée depuis de longues heures la cellule de crise et reprend place à la table des négociations. Tous ont les traits tirés. Les cendriers sont pleins, et les discussions dans l’impasse. Fukuda apprend à ses collègues que le commando du *Sekigun* vient d’accepter de prolonger l’ultimatum d’une heure. Mais si aucune décision n’est prise avant 4 heures, un otage sera exécuté. La discussion porte à présent sur la rançon exorbitante qui a été exigée. Pour le ministre de la Justice, il est hors de question de payer une telle somme sans la garantie que les otages seront relâchés.

La liste des neuf prisonniers dont l’Armée rouge exige la libération vient seulement d’être connue. Elle est maintenant entre les mains des autorités japonaises. Encore une fois, elle réserve des surprises : en plus de sept membres ou affiliés du *Sekigun*, le commando de Dacca demande la libération de deux prisonniers de droit commun, condamnés à la réclusion à perpétuité pour meurtre. Hiroshi Sensui (40 ans) et Akira Nihei (31 ans) n’ont pourtant jamais approché, de près ou de loin, les activités de l’Armée rouge japonaise. Mais depuis leur incarcération, ils militent dans le mouvement de réforme des prisons qui a provoqué une polémique nationale quelques semaines avant le détournement d’avion sur l’aéroport de Dacca. Il est possible que la rumeur de ce mouvement soit parvenue jusque dans les camps d’entraînement libanais et que l’activisme des deux prisonniers ait attiré l’attention des dirigeants du *Sekigun.* En fait, Shigenobu, qui voit ses troupes se réduire comme une peau de chagrin, ne compte plus désormais

que sur une poignée de « soldats ». En rupture d'effectifs, elle a pensé, en constituant la liste, que Nihei et Sensui pourraient faire de bonnes recrues. Quant aux « camarades » dont l'Armée rouge exige la libération, il s'agit de :

- – Junzo Okudaira, le jeune frère de Takeshi (le mari de Shigenobu, mort au cours de l'attentat de Tel-Aviv), un ancien étudiant de l'université de Kyoto âgé de 28 ans arrêté en Jordanie avant d'être expulsé vers le Japon. Quelques semaines avant le détournement du DC-8 de la Japan Airlines, Okudaira avait comparu en audience préliminaire devant la cour de justice de Tokyo pour son rôle dans l'attaque de l'ambassade de France de La Haye, en septembre 1974, et l'opération de Kuala Lumpur d'août 1975 ;
- – Ayako Daidoji (28 ans) et Yukiko Ekita (26 ans), deux jeunes femmes membres du Front armé anti-japonais d'Extrême-Orient, toutes deux impliquées dans une série d'attentats à la bombe contre de grandes compagnies japonaises – attentats qui ont fait de nombreuses victimes dans le courant de l'année 1974 ;
- – Tsutomu Shirosaki, un vétéran de la Faction armée rouge. Âgé de 29 ans, cet ancien étudiant en ingénierie avait été condamné à dix ans de prison à la suite d'une attaque de banque qu'il avait conduite en 1971.

Les trois derniers prisonniers dont Shigenobu réclame la libération rejetteront finalement la grâce qu'elle leur accorde. Toshio Omura fait savoir au commando de Dacca, par l'intermédiaire de son avocat, qu'il est en désaccord avec la politique de l'Armée rouge et préfère purger sa peine. L'identité des deux autres détenus est restée secrète, ainsi que les motifs de leur refus.

À 4 heures du matin, Takeo Fukuda quitte le bureau de la cellule de crise. Il fait savoir au commando de Dacca que le gouvernement japonais paiera la rançon de 6 millions de dollars, mais que la décision concernant la liste des prisonniers dont l'ARJ demande la libération n'a pas encore pu être prise. Il a besoin d'un peu plus de temps. L'ultimatum est repoussé de

quatre heures. Mais les terroristes précisent qu'il n'y aura plus de délai supplémentaire. En début de matinée, si leurs exigences ne sont pas approuvées, ils commenceront par exécuter un des passagers américains, un certain John Gabriel. Cet homme, président d'une banque d'affaires californienne, est un ami intime du président Carter.

« Une vie humaine a plus de poids que la Terre »

À 8 heures, le secrétaire du cabinet du Premier ministre, Sonoda, apparaît devant les journalistes pour la première conférence de presse donnée par le gouvernement depuis le début de la crise. Le visage marqué, dénonçant une certaine fébrilité, Sonodane répond à aucune des questions posées par les journalistes et se contente d'une déclaration laconique que personne ne comprend.Le gouvernement japonais, déclare-t-il, est solidaire des otages de Dacca, et la priorité doit être accordée à la libération des otages. Il ajoute que les lois ne peuvent être enfreintes que dans certaines situations exceptionnelles… Quant à savoir si le gouvernement cédera aux exigences de l'ARJ, cela semble probable, mais pas certain. Sonoda esquive les questions et se retire rapidement.

Même pour les membres du gouvernement japonais, ces déclarations sont ambiguës et sujettes à interprétations. Le ministre des Affaires étrangères les comprend comme autant de concessions faites aux terroristes et entreprend de lancer son équipe dans la recherche d'un pays d'accueil pour les pirates de l'air, sans attendre le feu vert du Premier ministre. Plusieurs ambassades d'Asie et du Moyen-Orient sont contactées et donnent des accords de principe. Quant au ministre de la Justice, il pense au contraire qu'aucune décision officielle n'a encore été prise et que le gouvernement se refuse en fait à céder sur la question des prisonniers. Dans le cabinet de la cellule de crise, le ministre de la Justice, tapant du poing sur la table, martèle qu'il ne peut plusfaire partie de ce gouvernement si l'on décide de relâcher les prisonniers. Ayant lui-même la responsabilité de leur emprisonnement, il ne peut accepter de les remettre en liberté, car chacun d'eux a du sang sur les mains.

À son retour de la conférence de presse, Sonoda est pris àpartie par ses collègues. Tous les membres de la cellule de crise ont passé une nuit

blanche à s’affronter : ils sont nerveux et fatigués. Le ton monte. Sonoda est pressé de se justifier. Comment comprendre ses déclarations à la presse ? Sonoda explique que saseule intention était de gagner du temps. Au fond, lui-même n’a reçu aucune instruction précise, mais il a bien fallu dire quelques mots aux journalistes… et il a bien conscience de n’avoir pas été très clair, même s’il a choisi ses mots afin de ne laisser à personne le soin de conclure trop hâtivement sur les décisions de la cellule de crise. Gagner du temps n’est plus à l’ordre du jour, objecte un membre du gouvernement.

Le commando de Dacca a pris connaissance des déclarations de Sonoda ; elles ne produisent aucun effet sur les membres de l’ARJ. Ils se contentent de répondre qu’ils commenceront dans l’heure à exécuter les otages. M. Fukuda, aussitôt la réaction du commando parvenue à Tokyo, se présente en personne devant les journalistes, le visage défait, parlant d’une voix à peine audible. Il déclare qu’« une vie humaine a plus de poids que la Terre[44] ». En conséquence, le gouvernement japonais cédera aux exigences de l’Armée rouge.

Shigenobu gagne encore une fois la partie. Le Japon cède sur tout. Il paiera la rançon de 6 millions de dollars et relâchera les six prisonniers qui ont accepté de rejoindre les rangs du *Sekigun.* La destination du DC-8 vient également d’être réglée : l’Algérie accepte d’accueillir le commando. Après avoir entendu la déclaration de Takeo Fukuda, le ministre de la Justice quitte la cellule de crise et remet sa démission au Premier ministre. En fin de matinée, le commando de Dacca relâche, en signe de bonne volonté, cinq des 156 passagers (deux Américains et trois Indiens). Les terroristes accordent un délai de dix-neuf heures au gouvernement japonais pour l’acheminement vers l’aéroport de Dacca de leurs camarades libérés, ainsi que les 6 millions de dollars.

Au même moment, profitant de la confusion provoquée par le détournement d’avion, un groupe d’officiers bengali, depuis la base militaire qui jouxte l’aéroport de Dacca, tente un coup de force contre le gouvernement du Bangladesh. Le bruit de la fusillade et des affrontements entre partisans du gouvernement et de l’armée parvient jusqu’à l’aéroport. Les échauffourées débordent même jusque sur la piste d’atterrissage. C’est à nouveau la panique dans la tour de contrôle où l’on croit que tout va encore basculer dans un drame sanglant. Mais après quelques heures de

combats sporadiques, le gouvernement reprend la situation en main et étouffe la rébellion.

En fin d'après-midi, alors que le soleil couchant baigne l'aéroport de Dacca dans un halo de lumière rouge, des camions blancs transportant les prisonniers libérés par l'ARJ font leur apparition sur le tarmac. Les caméras de la télévision japonaise filment le passage, sous escorte d'officiels japonais et bengali, des six criminels qui montent l'échelle du DC-8. Junzo Okudaira ouvre la marche. La chemise blanche ouverte, les cheveux balayés par une agréable brise chaude, il disparaît dans l'avion, après un regard vers la tour de contrôle, comme un dernier défi lancé à ses anciens geôliers qui ont rejoint les officiels bengalis. On ne le reverra pas de sitôt. Puis vient le tour d'Ayako Daidoji. Sur le joli visage de la jeune femme, malgré ses efforts pour demeurer de marbre, percent quelques signes d'une intense satisfaction. Quelques minutes plus tard, les quatre autres prisonniers sont tous montés à bord du DC-8. La prise d'otages est maintenant terminée, et l'avion décolle pour l'Algérie où disparaîtront les membres de l'ARJ.

À la croisée des chemins

Après l'éclatante victoire remportée par l'Armée rouge japonaise à Dacca, l'organisation menée par Fusako Shigenobu entame son examen de conscience. L'euphorie suscitée par le détournement du DC-8 n'est que de courte durée. Les nouvelles recrues ne s'intègrent pas aussi facilement au groupe terroriste que Shigenobu l'a d'abord imaginé. Sensui et Nihei, les deux criminels de droit commun, sont des brutes épaisses parfaitement hermétiques aux principes les plus élémentaires de la lutte armée. Leur récent activisme social dans les prisons japonaises est loin d'en avoir fait des idéologues, encore moins des « soldats » du *Sekigun*. Ils sont donc formés dans les camps militaires, endoctrinés et initiés à la « révolution mondiale ». Quant aux deux jeunes femmes membres du Front armé anti-japonais d'Extrême-Orient, qui avaient participé à la série d'attentats contre des industries japonaises, Ayako Daidoji et Yukiko Ekita, elles semblent tout d'abord réticentes à prêter une totale allégeance à Shigenobu,

réclamant avec insistance une opération destinée à faire libérer les derniers membres de leur groupe incarcérés au Japon. Le mari de Daidoji risque la peine de mort. Daidoji est soutenue par son amie Ekita et par un autre membre du Front armé anti-japonais d'Extrême-Orient, Norio Sasaki, qui avait rejoint le *Sekigun* à l'issue de l'opération de Kuala Lumpur d'août 1975. Mais Shigenobu, si elle songe un temps à approuver l'idée d'une telle opération (elle ne pouvait plus désormais s'appuyer que sur vingt-cinq ou trente fidèles), refuse de se faire dicter sa loi par les membres issus d'une autre organisation que la sienne. Enfin, Nishikawa et Tohira, deux de ses « soldats », sont fraîchement accueillis. Arrêtés en 1975 à Stockholm, les deux hommes ont livré des informations capitales à la police japonaise et manifesté à cette occasion une faiblesse intolérable. Ils sont à l'origine du mandat d'arrêt international lancé contre Shigenobu. Ils doivent désormais prouver leur loyauté et sont rééduqués.

De vifs débats secouent l'organisation en perte de repères. Faut-il renoncer à la lutte armée ? Renoncer aux objectifs premiers de l'organisation pour se recentrer sur des attaques contre le Japon ? Privée du soutien du FPLP ou de l'apport logistique d'un Carlos, l'Armée rouge japonaise parviendra-t-elle seulement à survivre et à poursuivre ses actions internationales ? L'époque est en train de changer. Chacun s'en rend compte, mais la nouvelle stratégie à adopter demeure pour beaucoup confuse et sujette à différentes analyses. Une fois encore, Shigenobu est contestée dans son leadership. Mais si on lui suggère une nouvelle orientation, voire une refonte entière de l'organisation, personne n'est prêt à prendre la relève. Elle ne l'aurait de toute façon pas toléré. L'Armée rouge est sa raison de vivre et disparaîtra avec elle.

À la fin de la décennie, l'Armée rouge japonaise tente de renouveler son réseau d'influence. D'abord en Europe de l'Est, où plusieurs de ses membres participent au sommet des groupes terroristes internationaux réunissant l'OLP, ce qui reste de la Fraction armée rouge, l'IRA (Armée républicaine irlandaise) et les Brigades rouges. Ce sommet se tient en Yougoslavie, à l'automne 1978, et on y discute du type d'actions que ces différentes organisations mèneront à l'avenir ; notamment des opérations contre des entreprises privées.

Au mois de juillet 1980, les autorités indonésiennes révèlent qu'elles ont noté quelques signes d'activité de l'Armée rouge japonaise sur leur territoire. Shigenobu, après l'échec de son réseau européen, tente en effet de tisser des liens avec différents groupes révolutionnaires d'Asie du Sud-Est. L'Armée rouge noue notamment des contacts avec la Guérilla islamique du Cachemire. Les deux organisations envisagent alors de collaborer à des détournements d'avion. Mais ce projet reste lettre morte. Si bien qu'au cours de l'été 1981 l'Armée rouge japonaise publie un communiqué par lequel elle déclare abandonner la lutte armée. Le *Sekigun* y affirme avoir pris conscience qu'une telle stratégie l'a coupé d'un soutien populaire sans lequel toute révolution est vouée à l'échec, mais ne donne aucune indication sur l'orientation que prendra désormais l'organisation. À la croisée des chemins, l'Armée rouge japonaise est prête à rendre les armes.

1. Oda devait devenir l'un des plus grands écrivains de sa génération.

2. Koji Wakamatsu fut le chef de file de la « *Pink Generation* », un groupe de réalisateurs indépendants mêlant dans leurs œuvres pornographie, violence et politique. Réalisateur et producteur insatiable, Wakamatsu a réalisé plus de cent films. À peu de chose près, *Tenshi no kobotsu (Orgasme d'ange)*, réalisé en 1971, anticipe la purge des chalets de montagne en racontant le braquage d'un dépôt d'armes américain par un groupe terroriste d'extrême gauche. Le cambriolage tourne mal, et la suspicion qui gagne le groupe se termine en une purge sanglante. Alors que C'est la présence d'un traître qui fait naître la violence, C'est finalement en raison de leurs mœurs sexuelles que les terroristes sont assassinés par leurs camarades. Comme C'est le cas dans la plupart de ses films, « Wakamatsu suggère que les actions nihilistes dans la sexualité et la violence sont les seuls et ultimes moyens d'affirmation qui s'offrent à une jeune génération désavouée par la répression et le puritanisme de la société japonaise. » (Jack Hunter, *Eros in Hell,* Creation Books International, 1998, p. 50). En 1971, accompagné de Masao Adachi, Wakamatsu part au Liban rejoindre les camps d'entraînement du FPLP, et produit *Sekigun* FPLP : *seikai senso sengen* (*Déclaration de guerre mondiale par le FPLP et l'Armée rouge*) de Masao Adachi, dans lequel figure Fusako Shigenobu. Wakamatsu est resté lié aux différentes organisations terroristes japonaises et principalement au *Nihon sekigun.* Un compagnonnage dangereux qui lui vaudra un séjour en prison au mois de novembre 2000, ayant été convaincu d'avoir aidé à organiser le retour de Fusako

Shigenobu au Japon. Koji Wakamatsu est actuellement âgé de 65 ans, et n'en a pas fini avec la justice de son pays.

3.

En 1965, Tetsuji Takeshi, le « parrain » des films « *Pink* », est arrêté et emprisonné pour obscénité. Son film, *Kuroi yuki* (*Neige noire*), « mélange explosif de sexe et de politique, avait dépassé les bornes de la provocation pour les censeurs du gouvernement » (J. Hunter, *Eros in Hell, op. cit.,* p. 7). Le procès de Takeshi fut l'occasion d'un vaste débat dans les médias japonais, et un grand nombre d'intellectuels prirent la défense du réalisateur. Finalement, Takeshi gagna son procès et permit ainsi à d'autres jeunes réalisateurs de faire des films extrêmes, repoussant sans cesse les limites de la censure.

4.

Entretiens, septembre 2000.

5.

Bernard Violet, *Carlos. Les réseaux secrets du terrorisme international,* Paris, Seuil, 1996, p. 72.

6.

Colin Smith, *Carlos. Portrait d'un terroriste, op. cit.,* p. 113.

7.

Ibid.

8.

Le Monde, 17 septembre 1974.

9.

Du nom d'un dirigeant algérien du FPLP, directeur du Théâtre national algérien, assassiné à Paris à l'été 1973 par les services du Mossad israélien. La mission au sein du FPLP de Boudia était de coordonner les différents groupes terroristes basés en Asie, en Amérique latine ou en Europe.

10.

Bernard Violet, *Carlos. Les réseaux secrets…, op. cit.,* p. 18.

11.

Ibid., p. 29.

12.

La première réunion de ce type aurait été organisée à l'initiative de Fusako Shigenobu, en 1972 au Liban, peu de temps avant l'attentat de Lod.

13.

Ibid., p. 54.

14.

Ibid., p. 71.

15.

Michel Mourkabal notait chacun de ses déplacements et rendez-vous sur des petits carnets. La découverte de ces carnets par la DST a ainsi permis de reconstituer avec fidélité l'emploi du temps de Mourkabal et de Carlos au cours des journées qui précédèrent la prise d'otages de l'ambassade de France.

16.

Al Watan al Arabi, novembre-décembre 1979, entretien avec Carlos, cité par Bernard Violet (*Carlos. Les réseaux secrets…, op. cit.*).

17.

Cette reconstitution s'appuie sur les déclarations de Carlos, recueillies lors d'une interview accordée au journal *Al Watan,* en 1979. Carlos a lui-même démenti par la suite de telles déclarations. Les affirmations de Carlos étant toujours sujettes à caution, il est fort possible que, contrairement à ce qu'il a pu affirmer, ce soit lui, et non les trois Japonais, qui était en retard au rendez-vous devant l'ambassade de France à La Haye. Autre possibilité : Carlos aurait pris peur et renoncé, *in extremis,* à l'opération à hauts risques menée par le commando japonais. En tout cas, Carlos regrettera d'avoir été si bavard face au journaliste d' *Al Watan,* puisque, en avril 1982, il pose une bombe devant les locaux du journal situé rue Marbeuf, non loin des Champs-Élysées. L'explosion fait un mort et 63 blessés.

18.

Ibid.

19.

Le Monde, 16 septembre 1974.

20.

Il s'agissait de MM. Jacques Deslize, chargé de presse à la compagnie Total, Roux-Buisson, directeur général de la raffinerie de Flushing, Willem Hendik Grosskampf, directeur général de la compagnie Total à La Haye, et M. Decock, directeur général de Total-Hollande.

21.

Ibid.

22.

Entretien, 2 juin 2001.

23.

Bernard Violet, *Carlos. Les réseaux secrets…, op. cit.,* p. 78.

24.

Le Monde, 18 septembre 1974.

25.

Ibid.

26.

Ibid.

27.

Bernard Violet, *Carlos. Les réseaux secrets…, op. cit.,* p. 80.

28.

Colin Smith, *Carlos. Portrait d'un terroriste, op. cit.,* p. 186.

29.

Le Monde, 19 septembre 1974.

30.

Il est plus que vraisemblable que l'attitude de la Syrie ait été guidée par des négociations secrètes avec la France. Il fallait trouver une issue à la crise et satisfaire les différentes parties afin que chacun puisse s'en sortir sans perdre la face.

31.

Ibid.

32.

Japan Times, 5 août 1975.

33.

Nishikawa révèle à la police japonaise que le *Nihon sekigun* se subdivise en différents comités : un comité militaire, qui dirige les commandos terroristes, un comité scientifique et un comité en charge de la logistique. Chapeautant ces trois comités : le comité politique, dirigé par Fusako Shigenobu.

34.

New York Times, 5 août 1975.

35.

Ibid.

36.

Ibid., 6 août 1975.

37.

Christopher Dobson et Ronald Payne, *The Carlos Complex, op. cit.,* p. 184.

38.

Bernard Violet, *Carlos. Les réseaux secrets…, op. cit.,* p. 182.

39.

Par un hasard extraordinaire, le défenseur d'Okamoto, un avocat israélien, faisait partie des otages de l'Airbus d'Entebbe. Boni Böse, le chef allemand du commando RAF-FPLP, s'entretint longuement avec lui au cours de la prise d'otages et lui confia qu'il ne pensait pas sortir vivant de l'opération.

40.

Le 14 mai 1970, Ulrike Meinhof, journaliste au magazine *Konkret*, assistée de l'avocat Horst Malher (devenu depuis le président d'un parti néo-nazi), font évader Andreas Baader. Cette évasion est l'acte fondateur de la RAF (Fraction armée rouge). La journaliste et le militant d'extrême gauche, qui entrent tous deux dans la clandestinité, partent alors rejoindre les camps d'entraînement du FPLP, à Beyrouth, et se lancent dans le « terrorisme international ».

41.

Michel Cojot-Goldberg a été maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris. Il est décédé en 1999.

42.

Le Monde, 30 septembre 1977.

43.

Japan Times, 29 septembre 1977.

44.

Archives NHK.

6

Les années de plomb[1]

La Brigade internationale anti-impérialiste

1982-1988

La fuite des commandos palestiniens

Entre 1975 et 1983, la guerre civile fait rage au Liban. L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de Yasser Arafat, qui s'est installée au Sud-Liban en 1970, constitue, au milieu de la décennie – comme en Jordanie, cinq ans plus tôt –, un État dans l'État, et a transformé Beyrouth en une poudrière internationale peuplée d'une multitude de groupes terroristes venus des quatre coins du globe. La médiation syrienne, entrée au Liban dès 1976 comme « force arabe de dissuasion », n'a guère tardé à prendre part aux combats, s'alliant d'abord aux phalangistes chrétiens, puis aux combattants de l'OLP. En 1980, en représailles à un attentat palestinien perpétré dans les frontières d'Israël, elle fait une percée de trois mois au sud du Liban, ajoutant à la confusion. Les affrontements entre factions politiques (droite/gauche), religieuses (chrétiens/musulmans) et ethniques (chrétiens maronites/phalangistes/libéraux) finissent de précipiter le pays entier dans le chaos. L'OLP multiplie les attentats contre Israël, qui réplique en bombardant la ville. Beyrouth, au début des années 80, n'est plus qu'un vaste champ de ruines. La situation se détériore encore avec une nouvelle

intrusion de l'armée israélienne qui, le 6 juin 1982, arrive cette fois aux portes de Beyrouth et pilonne sans interruption les quartiers ouest où sont installés les combattants palestiniens. L'opération israélienne, appelée « Paix en Galilée », est menée par le ministre de la Défense du gouvernement Begin, Ariel Sharon, surnommé « le Bulldozer » par son état-major.

Sharon est alors l'homme d'État le plus controversé d'Israël. Déjà, en 1956, Moshe Dayan avait voulu le faire comparaître devant une cour martiale après une manœuvre désastreuse qui avait coûté la vie à douze soldats israéliens pendant la campagne de Suez. Sharon, qui a la réputation d'une tête brûlée, a pris l'habitude de prendre seul l'initiative d'opérations risquées qui lui valent aussi bien les honneurs (Israël lui doit en partie la victoire éclatante de la guerre des Six Jours) que le scandale et l'opprobre (les 69 morts du village de Kibiya, en 1953). Encore une fois, Sharon est arrivé aux portes de Beyrouth sans le feu vert du gouvernement israélien, qui lui apporte un soutien mitigé. Son opération est vivement contestée par la société israélienne. Ariel Sharon est finalement obligé de démissionner après les révélations des massacres de Sabra et Chatila[2].

Avec l'intrusion israélienne, le pays, exsangue, ravagé par sept ans de guerre civile – en dépit des déclarations de la Syrie qui prétend avoir mis fin à la guerre civile en 1976 –, voit le conflit s'étendre et se régionaliser. 2 % de la population libanaise a disparu depuis le début des affrontements. Le pouvoir chrétien libanais est maintenant prêt à satisfaire son allié israélien qui demande l'expulsion de toutes les organisations palestiniennes avant de se retirer du Liban. Bechir Gemayel, qui vient d'être élu président du Liban, exige d'Arafat que l'OLP et ses factions quittent Beyrouth. Les Américains acceptent de jouer les médiateurs en créant une force multinationale d'intervention destinée à encadrer l'évacuation des Palestiniens. Durant trois jours, dans les rues de la ville en ruine, encagoulés ou le keffieh enroulé autour du visage, défilent les *fedayin* palestiniens et leurs alliés, qui, à bord de véhicules blindés, tirent en l'air des salves victorieuses à l'arme automatique, hurlent des chants de guerre en brandissant le drapeau palestinien ou les photos de leurs martyrs. Les Palestiniens ont à nouveau perdu le soutien du pays qui les avait protégés durant dix ans. En représailles, le dernier jour de l'évacuation, l'OLP fait

assassiner le président libanais. C’est son frère, Amin Gemayel, qui prend la succession. En quittant le Liban, l’organisation d’Arafat, qui accuse les États-Unis d’avoir soutenu Israël, pose deux bombes dans l’ambassade américaine. L’attentat fait 241 victimes.

Lorsque les *tanzim* quittent Beyrouth, les cagoules et les keffiehs cachent parfois le visage des commandos de l’Armée rouge japonaise. Dans les bagages de l’OLP se trouvent les « soldats » de Shigenobu. Elle-même a quitté Beyrouth quelques mois auparavant ; elle est alors en Europe, vraisemblablement en Italie. C’est de là, d’une petite ville du sud de la Péninsule, que l’Armée rouge japonaise envoie la nouvelle édition de sa publication mensuelle, *Solidarité*, diffusée au Japon parmi les sympathisants du *Sekigun.* L’invasion israélienne au Liban y est sévèrement dénoncée. « Qui sont les agresseurs ? Où sont les terroristes ? Au nom du peuple japonais, nous, l’Armée rouge japonaise, dénonçons le sauvage génocide des sionistes d’Israël[3]. » Les trois éditions suivantes de Solidarité, postées de Vienne, Milan et Tripoli, permettent de reconstituer l’itinéraire de Shigenobu, qui finit par s’établir en Libye. Pourtant, malgré le ton vindicatif des articles de l’organe du *Sekigun*, qui appellent au soutien inconditionnel de l’OLP, la collaboration de l’organisation japonaise avec la résistance palestinienne touche à sa fin. L’OLP établit son quartier général à Tunis, et l’Armée rouge japonaise, réfugiée en Libye, a intégré les camps d’entraînement de Hamouryeh. Quant au FPLP de Georges Habache, il a perdu son leadership au sein de la centrale palestinienne. Arafat est désormais l’unique leader de l’OLP. Shigenobu, après avoir abandonné le combat nationaliste des *fedayin*, ressent une forte compassion pour le destin de ses alliés, chassés comme elle du Liban, et laisse entendre que l’Armée rouge japonaise reprendra la lutte armée contre l’« occupant sioniste » et les « impérialistes américains ». Une rhétorique un peu surannée qui, vu la situation, n’inquiète plus grand monde. Au début de l’année 1983, en raison du débat interne qui déstabilise l’organisation japonaise, la revue *Solidarité* cesse de paraître.

Les atermoiements de Shigenobu

Malgré la crise idéologique et stratégique qui paralyse le *Sekigun*, malgré la fuite des commandos palestiniens qui, du moins le croit-on, porte un coup fatal à son organisation, Shigenobu n'a pas renoncé à s'implanter sur de nouveaux territoires, notamment en Asie du Sud-Est et en Amérique latine. Des rapports émanant de différents observatoires du terrorisme prouvent qu'entre 1982 et 1983, l'Armée rouge noue des contacts avec différentes organisations implantées en Colombie, au Pérou et en Thaïlande. Les autorités thaïlandaises identifient sur leur territoire la présence d'au moins trois membres de l'Armée rouge, bien connus d'Interpol (Nishikawa, Matsuda et Sasaki), et établissent qu'ils ont rencontré plusieurs groupes terroristes d'extrême gauche, ainsi que des fonctionnaires libyens, que l'on sait proches de groupes islamiques malaysiens. L'expérience et les amitiés de l'Armée rouge japonaise lui permettent désormais d'avoir suffisamment de crédit, aussi bien auprès d'organisations révolutionnaires d'extrême gauche que de groupes islamiques, pour étendre et renouveler son partenariat à l'étranger. Mais les objectifs de ces contacts, autant que la politique de l'organisation japonaise, demeurent incertains. Les informations émanant de la direction même de l'Armée rouge sont pour le moins déroutantes et varient d'une déclaration à l'autre.

En 1983, Shigenobu confirme, au cours d'une interview accordée à un journaliste japonais, qu'elle a momentanément pris la décision d'arrêter la « terreur absolue ». N'ayant pu recruter de nouveaux « soldats », privée de tout soutien populaire au Japon, elle admet que son organisation doit maintenant changer de stratégie. Sa fille, May (ainsi nommée en souvenir de l'attentat de Lod, perpétré au mois de mai[4]), née en 1972 des amours de Shigenobu avec un combattant palestinien du FPLP[5], est maintenant âgée d'une dizaine d'années. Peut-être est-ce l'une des raisons qui l'ont encouragée à rendre les armes ? Mais quelques mois plus tard, l'Armée rouge publie une déclaration dans laquelle elle annonce la reprise de la lutte armée, lançant des avis de recrutement dans un organe de la gauche révolutionnaire japonaise : « Nous sommes au milieu de nulle part. Mais si vous voulez nous rejoindre, il ne sera pas difficile de nous trouver[6]. » Et au mois de janvier 1884, les premiers commandos font leur réapparition dans les camps de la Békaa libanaise, reprenant les entraînements militaires.

Ces revirements successifs expliquent que personne ne prenne au sérieux les menaces formulées par Shigenobu au mois de mai 1985, au cours d'une interview accordée au journal libanais de langue arabe *Al Mustaqbal*. Shigenobu y affirme que l'Armée rouge a pris de nouveaux contacts avec des groupes « frères » dans de très nombreux pays du globe et qu'elle prépare de nouvelles opérations. Elle assure que la « révolution mondiale » reste sa priorité, et que, malgré des dissensions internes – dont elle ne fait pas mystère –, la cohésion de son groupe est suffisante pour poursuivre ses objectifs. Les futures opérations de l'ARJ, précise-t-elle, prendront pour cibles les États-Unis et « l'impérialisme japonais ». Mais le leader du *Sekigun* prêche dans le désert et n'alarme guère les différents observateurs du groupe terroriste.

Le 21 mai 1985, Shigenobu est en Syrie pour accueillir le « héros » de Lod, Kozo Okamoto, sorti des prisons israéliennes à la faveur d'un échange de prisonniers israélo-palestiniens. Okamoto, devenu un symbole de la lutte des *fedayin*, est accueilli par des cris de joie, porté triomphalement sur les épaules de ses camarades palestiniens. Le voyant revenir, après plus de dix ans passés en prison, Shigenobu est bouleversée. Mais elle ne tarde pas à s'en rendre compte : son camarade est devenu à moitié fou. Okamoto, qui ne distingue plus la réalité de ses souvenirs, est dans l'incapacité de participer aux opérations de aux opérations de l'ARJ. Son rôle au sein de l'organisation ne peut être que symbolique. Mais le voir ainsi revenir de captivité, en véritable héros, est pour Shigenobu le signe d'un renouveau. Ses soldats sont bientôt mandatés pour de nouvelles missions. La « révolution » se poursuivra. L'Armée rouge japonaise prouvera au monde entier qu'elle représente toujours une menace pour les suppôts de la bourgeoisie et de l'impérialisme !

La course de « l'Échalote »

Les velléités de Shigenobu sont cependant contrariées dans les deux années qui suivent le retour d'Okamoto. Yoshiaki Yamada, plus connu en France sous le nom de « Furuya », est arrêté au Japon au mois de mai 1986. Le « soldat » tombé entre les mains de la DST à Paris en 1974 était devenu

un « traître » pour les dirigeants de l'ARJ, malgré de brillants faits d'armes (l'opération de la raffinerie Shell de Singapour, en 1974 ; la prise d'otages de l'ambassade des États-Unis de Kuala Lumpur, en 1975). Depuis le milieu des années 70, son portrait, ainsi que ceux de nombreux de ses camarades partis comme lui pour les camps d'entraînement libanais, était affiché à l'entrée de tous les *koban* (postes de police) de l'archipel. Mais quand des policiers se retrouvent face à un homme entré un soir dans un *koban,* ils sont incapables de l'identifier et ne croient pas un mot de ce qu'il leur dit. L'homme, qui prétend être un vétéran de l'ARJ, dit s'appeler Yoshiaki Yamada. Or, tout le monde sait que Yamada est au Liban. C'est pourtant lui, insiste l'homme, l'un des individus dont la photographie est exposée à la porte du commissariat ! Les policiers vont quand même vérifier le portrait qui trône à l'entrée, à côté de celui de Shigenobu et des autres, et ils comprennent enfin que l'homme n'est ni un fou ni un farceur. Yamada est bien devant eux, venu de lui-même se livrer à la justice de son pays. Les policiers sont d'autant plus surpris qu'ils apprennent ainsi que Yamada est rentré au Japon sans être détecté ni par la police, ni par les services douaniers, et qu'il y réside depuis plusieurs mois sans avoir jamais été inquiété. Mais la police n'est pas au bout de ses surprises.

L'arrestation d'une grosse légume

Parti avec Shigenobu au Liban en 1971, Osamu Maruoka avait été de toutes les opérations de l'organisation et le maître d'œuvre de ses plus fameux coups d'éclats. Son surnom d'« Échalote » lui a été donné par les otages du Boeing 747, détourné sur l'aéroport de Benghazi en 1973. Maruoka était, au début des années 70, un jeune homme longiligne au visage émacié. C'est ainsi qu'il avait pu être identifié, selon le témoignage des otages, à partir de cette ressemblance avec le légume devenu depuis son sobriquet. Maruoka est arrêté le 23 novembre 1987, dès qu'il foule le sol japonais, trahi par un faux passeport d'une facture pourtant presque indétectable. Son aspect physique frappe les policiers qui le cueillent à l'aéroport. Maruoka, qui a maintenant 37 ans, en paraît dix de plus. Il a pris du poids, ses joues se sont remplies ; son visage entier est devenu bouffi et potelé, absolument méconnaissable. Sans le passeport suspect, il aurait été

impossible de l'identifier d'après les informations et la photographie de 1973. Maruoka ressemble maintenant davantage à une pomme de terre qu'à une échalote, note le quotidien *Daily Yomiuri.*

Osamu Maruoka ne faisait que passer par le Japon. Sa destination finale, comme l'indiquent les billets retrouvés sur lui, était la Corée du Sud. Les jeux Olympiques doivent débuter le 17 septembre à Séoul, et il y a fort à parier que Maruoka s'apprêtait à venir troubler la fête. La police eut confirmation de ses doutes en lisant le dernier numéro de *Political Review,* l'organe bimensuel en langue anglaise du *Sekigun,* édité clandestinement au Liban. La revue y dénonce « l'alliance contre-révolutionnaire » formée par la Corée du Sud, le Japon et les États-Unis, appelant à « combattre les jeux Olympiques »[7].

Au cours des mois qui ont précédé son arrestation, Maruoka a voyagé en Europe et en Asie. Du 3 août au 21 novembre 1987, il est passé par Hong Kong, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Chine, la Grèce, la Yougoslavie et l'Autriche. Au total, plus de dix pays d'Europe et d'Asie du Sud-Est. Son passeport, qui portait le nom d'un cuisinier habitant Okinawa, lui a été remis aux Philippines par un membre de l'Armée rouge japonaise : Hiroshi Sensui, un ancien meurtrier condamné à perpétuité et remis en liberté en 1977, suite au détournement du DC-8 sur l'aéroport de Dacca. Sensui, âgé de 51 ans, habite désormais les quartiers chics de Manille et vit en concubinage avec une jeune Philippine de la haute société. Sensui, qui n'est jamais devenu un « soldat » du *Sekigun,* a fait ses preuves dans un autre domaine. C'était un homme de réseau. À Manille, il a obtenu deux passeports par l'intermédiaire d'un homme d'affaires japonais avec lequel il s'est associé sous une fausse identité pour créer une entreprise d'import-export. Arrêté à Okinawa, l'homme d'affaires japonais a avoué avoir fourni les passeports à Sensui. La police découvre dans les affaires de Maruoka un carnet de notes sur lequel ce dernier avait scrupuleusement consigné ses déplacements, ainsi que le détail de ses notes de frais : prix des chambres d'hôtels, coûts des repas, etc. Les policiers savent ainsi que Maruoka a fait plusieurs séjours au Japon sans être repéré, utilisant ce même passeport philippin. Au mois d'août 1987, Maruoka a passé quarante-quatre jours au Japon et rencontré à cette occasion de nombreux sympathisants japonais du

Sekigun avec lesquels il a parlé de la création d'un réseau domestique. Des notes codées, décryptées par la police, identifient ce réseau appelé « Front démocratique anti-guerre ». Les documents codés trouvés dans les affaires de Maruoka permettent encore d'établir un lien des plus clairs avec plusieurs attentats perpétrés l'année précédente en Indonésie, au Liban et en Italie par une organisation inconnue qu'on soupçonnait fortement être le *Sekigun.*

Le 14 mai 1986, plusieurs roquettes artisanales ont été tirées depuis le toit d'un monument national indonésien, situé à quelques centaines de mètres du bâtiment de l'ambassade des États-Unis à Jakarta. Les roquettes ont atteint leur but et explosé dans l'enceinte et sur le toit de l'ambassade. Au même moment, d'autres roquettes ont été lancées depuis un hôtel situé juste en face de ce même bâtiment qui abritait également, au troisième étage, l'ambassade du Japon. Le troisième projectile, tiré depuis une chambre de l'hôtel, a pénétré dans l'ambassade japonaise mais n'a pas explosé. À peu près à la même heure, une bombe explose devant l'ambassade du Canada. Cette opération, minutieusement préparée et chronométrée, n'a fait cependant que des dégâts matériels. Alors que les policiers indonésiens pénètrent dans la chambre d'hôtel depuis laquelle les roquettes ont été tirées, un coup de téléphone à une agence de presse située à Londres revendique l'attentat au nom de la Brigade internationale anti-impérialiste, un groupe jusqu'alors inconnu des services d'Interpol. Dans la chambre d'hôtel, la police indonésienne découvre le lance-roquettes utilisé par les terroristes. Les roquettes, mais aussi 750 grammes de TNT et les éléments nécessaires à la construction de bombes et de détonateurs sont retrouvés dans des containers en métal. On relève des empreintes digitales : celles de Tsutomu Shirosaki, un membre connu de l'Armée rouge japonaise. Mais il est impossible d'établir avec certitude que la Brigade internationale anti-impérialiste est un hétéronyme de l'Armée rouge japonaise. Le lien entre les deux organisations, s'il semble vraisemblable, ne peut permettre de trancher entre trois possibilités : soit la Brigade internationale anti-impérialiste est un groupe ami du *Nihon sekigun,* soit une faction issue de l'organisation japonaise, soit – plus probablement – le nouveau nom qu'elle s'est donné.

Pour le ministère de l'Intérieur japonais, il est clair que ces attentats sont la conséquence du sommet du G7 qui a réuni à Tokyo, le 5 mai, les

États-Unis, la France, l'Italie, la République fédérale allemande, la Grande-Bretagne, le Canada et le Japon. Tous les pays qui ont participé au sommet des pays les plus industrialisés de la planète condamnent les attentats de Jakarta et font une déclaration commune par laquelle ils s'engagent à faire la guerre au « terrorisme international ». George Shultz, le secrétaire d'État américain, affirme par ailleurs que ces attentats ont été commandités par le chef d'État libyen, Muammar Kadhafi, accusé d'être devenu le principal sponsor du terrorisme international. (Il faut se souvenir en effet qu'un mois avant l'attentat de Jakarta, le 5 avril 1986, une bombe a explosé dans une discothèque de Berlin ouest, tuant un militaire américain et une jeune femme turque.)

L'attentat a fait 204 blessés, dont 64 Américains. Le président Reagan a accusé la Libye d'avoir commandité l'attentat et promis que le chef d'État libyen le paierait cher. Le 15 avril 1986, à 2 heures du matin, des avions de guerre américains ont pénétré dans le ciel libyen et bombardé le quartier général de Kadhafi, ainsi que d'autres cibles militaires à Tripoli et à Benghazi. Un avion de combat américain US.F-111B et ses deux membres d'équipage ont disparu au cours du raid.

La Brigade internationale anti-impérialiste

Quelques mois après les attentats de Jakarta, le 18 septembre 1986, la Brigade internationale anti-impérialiste fait à nouveau parler d'elle. Ce jour-là, à 8 h 30, le colonel Christian Goutierre, l'attaché militaire français en poste au Liban, se rend à l'ambassade française à Beyrouth. Quand il sort de sa voiture, habillé en civil, il n'a que le temps de faire quelques pas en direction de l'ambassade de France qui se trouve à quelques mètres en face de lui. Il ne voit pas le jeune homme qui s'est glissé derrière lui. L'homme pose la main sur l'épaule du colonel. L'officier français se retourne. Tout se passe très vite, en quelques secondes à peine : le jeune homme serre l'officier contre lui et lui tire, à bout portant, trois balles dans la tête. Puis l'assassin s'enfuit à bord d'une Datsun qui l'attend au bout de la rue. Cet assassinat, on le sait à Paris, est lié à l'incarcération de trois terroristes libanais récemment arrêtés par les services français. L'un de ces trois terroristes, un ancien membre du FPLP, Georges Ibrahim Abdallah, est le

chef des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL). Arrêté en octobre 1984 à Lyon, il est soupçonné d'avoir assassiné des diplomates américains et israéliens[8]. Le jour de l'assassinat du colonel Goutierre, la France laisse transparaître un peu d'accablement. André Giraud, le ministre de la Défense, déclare que « seuls le courage et le sang-froid de chacun permettront à la France de rester une grande nation démocratique et libre ». « Le châtiment finira par atteindre les assassins[9] », conclut-il. Quant au tout nouveau Premier ministre de François Mitterrand, Jacques Chirac, il affirme en conférence de presse que la réponse de la France sera « foudroyante et sans faiblesse[10] ».

Les Français sont alors sous le choc d'une série d'attentats sans précédent[11]. Quelques heures à peine avant l'assassinat du colonel Goutierre, une bombe a explosé au cœur de Paris, dans le magasin Tati de la rue de Rennes, faisant sept victimes et une cinquantaine de blessés. Les poseurs de bombe sont identifiés par des témoins. Il s'agit des deux frères d'Abdallah. La diplomatie française, paralysée par la violence de la guerre ouverte que lui ont déclarée le Liban, la Syrie, la Libye et l'Iran, ne sait plus où donner de la tête, ni comment réagir devant l'escalade de la violence. Les déclarations fermes du Premier ministre français cachent mal certaines tractations qui, en sous-main, ont lieu avec l'Iran et la Syrie[12]. Des tractations qui ont pour but de faire cesser la violence et de déboucher sur la libération des quatre Français retenus en otages depuis un an et demi au Liban par le Hezbollah. Deux d'entre eux, Marcel Carton et Marcel Fontaine, sont, comme le colonel Goutierre, des diplomates français en poste à Beyrouth. La Syrie, qui dément avoir commandité l'assassinat de l'officier français, accuse les services secrets israéliens et américains. Mais ces accusations sont court-circuitées par la Brigade internationale anti-impérialiste qui revendique l'attentat. Le groupe, jusqu'alors inconnu, menace d'assassiner d'autres diplomates français si la France refuse de relâcher Georges Ibrahim Abdallah et ses deux complices emprisonnés en France.

Un an, jour pour jour, après le raid américain sur la Libye, le 15 avril 1987, trois roquettes sont tirées sur l'ambassade des États-Unis à Madrid. La première roquette détruit un réverbère, la deuxième explose avant d'avoir touché son objectif et la troisième reste muette. Aucune

victime ni dommages matériels ne sont à déplorer. La police conclut que les roquettes ont été simultanément tirées de trois endroits différents et impliquent donc la présence de trois terroristes. L'attentat est revendiqué dans les heures suivantes par la Brigade internationale anti-impérialiste. L'analyse scientifique des roquettes retrouvées à proximité de l'ambassade confirme qu'elles sont similaires à celles ayant atteint les ambassades américaine et japonaise de Jakarta.

Deux mois plus tard, le 9 juin 1987, à 7 h 30 du matin, deux roquettes frappent encore les ambassades des États-Unis et de Grande-Bretagne à Rome. Contenant chacune environ 2 kilos de TNT, elles ont été lancées d'une fenêtre du Presidential Hotel, situé juste en face, et d'un chantier de construction. Seul un des deux projectiles a pu exploser, provoquant de nombreux dégâts matériels. Par chance, les roquettes, lancées avant l'ouverture des bureaux, n'ont fait aucune victime, même si l'ambassadeur des États-Unis se trouvait dans son bureau quand l'une d'elles a explosé.

Au même moment, dans le quartier où se situent les deux ambassades, une voiture piégée explose, endommageant la façade de l'hôtel Excelsior. L'explosion fait trois blessés légers (des Canadiens). La Ford Fiesta dans laquelle a été placée la bombe est entièrement détruite. La carcasse de la voiture ne permettra pas l'identification de l'explosif ni le relevé d'empreintes digitales. En revanche, la piste de la voiture de location permet de remonter jusqu'à la chambre d'hôtel depuis laquelle les roquettes ont été lancées. Les auteurs de l'attentat, comme à Jakarta, ont laissé derrière eux des roquettes qu'ils n'ont pas eu le temps d'utiliser. Elles sont identiques à celles retrouvées à Jakarta et à Madrid. Quant aux faux passeports utilisés par les terroristes (un passeport thaïlandais et un passeport canadien), ils permettent d'identifier clairement au moins deux des auteurs de l'attentat. Il s'agit de Tsutomu Shirosaki et de Junzo Okudaira, tous deux membres de l'Armée rouge japonaise.

Après les attentats de Rome, une agence de presse reçoit un coup de fil. L'homme, s'exprimant avec un fort accent étranger, déclare que ces attentats sont une réponse au « terrorisme international » pratiqué par les États-Unis. Mais la police fait plutôt le rapprochement avec le sommet du G7 de Venise, où les nations les plus industrialisées de la planète discutent encore les termes d'une déclaration commune par laquelle elles s'engagent

à combattre le terrorisme, sous toutes ses formes, et à ne lui faire aucune concession.

Lorsque Osamu Maruoka est arrêté à Tokyo, le mystère autour de la Brigade internationale anti-impérialiste s'éclaircit considérablement. Le décryptage des trois pages de notes codées retrouvées sur lui révèle que l'Armée rouge japonaise a en effet changé de nom. D'après ces documents, il ne fait plus de doute que l'organisation japonaise dirigée par Fusako Shigenobu se fait désormais appeler la Brigade internationale anti-impérialiste. Quant à savoir pourquoi on a retrouvé sur le numéro deux de l'organisation une telle collection de factures et de notes de frais, cela ne peut signifier qu'une chose : le *Sekigun* travaille à présent pour le compte d'un gouvernement étranger dont la bureaucratie interne nécessite de justifier les dépenses et de tenir un carnet de route. Ce gouvernement, pour les enquêteurs et les observateurs du groupe terroriste, ne peut être que la Libye.

Quelques jours après l'arrestation de Maruoka, Shigenobu envoie une lettre à la librairie Unita du quartier de Kanda, à Tokyo, connue pour être un centre de la gauche révolutionnaire japonaise. Dans sa lettre, Shigenobu laisse entendre que des représailles sont à prévoir : « Vous pouvez être absolument sûrs que nous tiendrons pour responsables de cette arrestation, comme par le passé, les agents de l'impérialisme nippon. […] Le devoir des forces révolutionnaires japonaises dont nous faisons partie est de combattre les impérialismes japonais et américain[13]. » La police japonaise découvre par ailleurs que le Front démocratique anti-guerre, l'organisation de soutien au *Sekigun* dont Maruoka a été chargé d'organiser le réseau domestique, a établi des contacts avec des sympathisants de Shoji Daidoji, un terroriste condamné à perpétuité, époux d'Ayako Daidoji qui a intégré le *Sekigun* en 1977 après sa libération lors du détournement de Dacca. Les policiers découvrent aussi qu'un des sympathisants du *Sekigun* a récemment quitté le Japon et rejoint, à Vienne, Norio Sasaki. Ce dernier, un ancien membre du Front armé anti-japonais d'Extrême-Orient, était sorti de prison grâce à l'opération de Kuala Lumpur, douze ans plus tôt. À son retour au Japon, le sympathisant de l'Armée rouge est appréhendé par la police, qui trouve 11 000 dollars dans ses bagages : une somme probablement destinée à financer

une opération dont l'objectif a pu être la libération de Daidoji et de Maruoka. Le 2 février 1988, un autre sympathisant du *Sekigun*, venu directement de Tripoli, est arrêté à Rome en possession de 6 800 dollars en petites coupures.

The Happy Network Trading Company

Au mois de juin 1988, Hiroshi Sensui, l'ancien criminel qui avait fourni à Maruoka le passeport avec lequel il avait tenté d'entrer clandestinement au Japon, se fit arrêter à Manille. La police put ainsi remonter la piste d'une autre ramification du *Sekigun.* La poursuite des investigations menées par la police la conduisit à s'intéresser à une petite usine installée en Suisse, manufacturant du matériel de purification d'eau. Un an plus tôt, au mois de juin 1987, Maruoka avait fait un court séjour au Japon, sous un faux passeport au nom de Benjamin Alcantara, citoyen philippin. Maruoka était venu directement de Genève. Sensui, qui s'était installé aux Philippines, avait lui aussi, au cours de ces dernières années, effectué des allers retours entre Manille et Genève. Dans l'appartement de Sensui, les enquêteurs trouvèrent des chèques qu'il avait encaissés et signés par un certain « Sato ». Les chèques avaient été envoyés de Suisse, et l'on n'eut guère de mal, après avoir interrogé Sensui, à identifier « Sato », qui était le nom communément utilisé depuis plusieurs années par un autre membre de l'Armée rouge japonaise, Kazuo Tohira, libéré en échange des otages du consulat américain de Kuala Lumpur. Depuis le début des années 80, « Sato » avait fait plusieurs voyages à Manille.

Au mois de décembre 1983, Tohira s'était rendu dans les montagnes du Valais suisse et avait rencontré sous le nom de « Sato » les cadres de la petite usine d'équipement de purification installée là-bas. Tohira s'était présenté comme un homme d'affaires japonais intéressé par la distribution de ce matériel au Japon et en Asie du Sud-Est. L'entreprise qui l'employait, leur dit-il, s'appelait The Happy Network Trading Company[14] et était installée à Singapour. Cette compagnie, selon M. Sato, vendait des containers en plastique à des marques d'eau minérale. Et, en effet, l'étude des comptes et dossiers de la compagnie suisse permit de retrouver

plusieurs copies de lettres et télex envoyés par Tohira entre septembre 1983 et juin 1984.

De son côté, Sensui avait voyagé durant cette période à Singapour, prétendant travailler pour une entreprise de purification d'eau basée en Suisse. L'étude des documents laissés par Tohira à la petite entreprise du Valais suisse mena les enquêteurs aux bureaux viennois d'une entreprise de *consulting* qui servait d'intermédiaire entre plusieurs compagnies étrangères. À Vienne, personne n'avait jamais entendu parler de Tohira ou de Sato. Les numéros de téléphone inscrits sur la carte de visite laissée par Tohira en Suisse étaient pourtant bien ceux de l'entreprise viennoise. Mais aucun lien ne put être établi entre elle et l'Armée rouge japonaise. La piste s'arrêta là.

On ne comprit pas exactement ce que tout cela signifiait, sinon que les agents du *Sekigun*, reconvertis en businessmen internationaux d'une entreprise fantôme, s'étaient constitués, dans la première moitié des années 80, une solide couverture permettant à l'organisation de déjouer les services douaniers et de renseignement. Tout cela, pour la police, n'avait qu'un seul but : organiser méthodiquement un réseau d'influence international, tout en garantissant l'anonymat des membres de l'Armée rouge japonaise.

Une autre piste menait également en Suisse. C'est de Zurich que Maruoka avait pris l'avion pour se rendre au Japon. Les tampons de l'immigration figurant sur son passeport philippin en témoignaient. Et le communiqué revendiquant l'un des attentats perpétrés par la Brigade internationale anti-impérialiste avait également été posté depuis la Suisse. À suivre la trace laissée par Maruoka, tout laissait penser qu'il se trouvait en Suisse lorsque le communiqué avait été posté. La même piste, en confrontant les dates, les itinéraires croisés de Sensui, Maruoka et Tohira, repartait immédiatement pour Manille où, au mois de novembre 1986, un groupe non identifié avait kidnappé l'un des plus hauts responsables de l'entreprise Mitsui aux Philippines. L'affaire avait alors défrayé la chronique. Enlevé par un groupe d'individus en armes alors qu'il quittait un terrain de golf situé au sud de Manille, l'homme d'affaires japonais avait subi une détention de 137 jours. Ses ravisseurs avaient exigé de la compagnie Mitsui qu'elle verse une rançon de 6 millions de dollars, et menacé d'exécuter le dirigeant de la firme. Ce dernier avait finalement été libéré (moyennant une rançon revue à la baisse, estimée à 1,5 million de

dollars), mais ses ravisseurs ne furent jamais identifiés. À l'époque, les enquêteurs avaient soupçonné le crime organisé ou de simples rufians sans foi ni loi. Mais, à présent, ils avaient de sérieux soupçons concernant l'implication de l'Armée rouge japonaise, et plus précisément celle de Maruoka.

Si le réseau de présomptions impliquant l'Armée rouge dans différentes affaires non élucidées se précisait, rien ne put cependant être prouvé. Mais l'arrestation de Sensui et de Maruoka permit de creuser en profondeur l'idée que le *Sekigun* était désormais l'instrument d'un État terroriste. Les faux passeports japonais utilisés par Sensui et Maruoka avaient sans nul doute nécessité une logistique très sophistiquée, qui n'était pas à la portée d'un groupe terroriste isolé. Les passeports de Sensui et Maruoka présentaient des numéros très proches (ils étaient séparés par quarante-quatre numéros), et ne différaient apparemment pas d'authentiques passeports délivrés par les bureaux d'Osaka. On découvrit par ailleurs que l'un des vétérans de la Faction armée rouge qui avait participé au détournement de l'avion *Yodo* vers la Corée du Nord en 1970, Kimihiro Abe, voyageait alors en Europe pour le compte de la Corée du Nord sous un passeport identique, dont les numéros étaient également très proches de ceux inscrits sur le passeport de Sensui. Ceux-là étaient seulement séparés par trente-quatre numéros. La date de délivrance du passeport de Abe était la même que celle figurant sur les passeports de ses anciens camarades de la branche « arabe » de l'Armée rouge.

Contrairement à ce que pensaient la plupart des organismes chargés d'étudier les mouvements des groupes terroristes, l'Armée rouge japonaise était loin d'être restée inactive depuis le début des années 80, et on allait de surprise en surprise. À étudier les passeports des derniers membres arrêtés de l'ARJ, il semblait bien qu'un lien existât entre le groupe dirigé par Shigenobu et celui de Corée du Nord. Les deux factions du *Sekigun*, séparées depuis l'année 1970, s'étaient-elles pour autant réunifiées ? La question ne resterait pas longtemps sans réponse.

La branche coréenne : le « groupe Yodo »

Sur les traces du Yodogo

En 1985, le Premier ministre japonais Yasuhiro Nakasone reçoit une lettre en provenance de Corée du Nord. Elle est signée par les neuf membres du groupe de l'Armée rouge qui ont, en 1970, détourné l'avion *Yodo* sur l'aéroport de Pyongyang. Ces derniers se sont depuis mariés et ont eu des enfants. Sans regretter explicitement le détournement de l'avion *Yodo,* les membres du groupe de Corée du Nord se plaignent de leurs conditions de vie et demandent au Premier ministre l'autorisation de rentrer au Japon accompagnés de leurs familles, espérant que leurs crimes pourront être amnistiés. Mais le gouvernement japonais leur refuse cette grâce.

Un an plus tard, Sei Kono, un jeune journaliste, qui vient de se lancer dans la conception d'un magazine destiné à la jeunesse japonaise, est à la recherche d'un scoop : quelque chose qui éveille l'attention du public sur le premier numéro de son magazine. S'intéressant au mouvement étudiant, complètement oblitéré par les manuels scolaires et refoulé de la mémoire collective, Kono est amené à s'interroger, au fil de son enquête, sur ce qu'il est advenu des membres oubliés de la Faction armée rouge, reclus en Corée du Nord depuis le détournement d'avion de 1970. Sans grand espoir, le jeune journaliste envoie, comme une bouteille à la mer, une proposition d'interview en Corée du Nord. Il adresse sa lettre au « groupe *Yodogo* ».

Quelques semaines plus tard, Kono reçoit une réponse écrite par Moriaki Wakabayashi, l'un des membres du groupe, qui l'invite à venir à Beijing pour une interview. Sans hésiter, Kono se rend au mois de décembre 1986 à Beijing, où il rencontre Moriaki Wakabayashi et Takamaro Tamiya, leader du groupe et ancien petit ami de Shigenobu. Au cours de l'interview, Tamiya propose à Kono de rencontrer le reste du groupe resté en Corée du Nord. Après un bref retour par Tokyo, Kono repart à Beijing. Il est réceptionné par un agent nord-coréen qui l'escorte jusqu'à la capitale de la République populaire démocratique de Corée. Le 27 janvier 1987, Kono arrive à Pyongyang, où il est accueilli par Wakabayashi et un troisième membre du groupe, Takahiro Konishi.

Les premiers jours, Kono les passe en compagnie des deux anciens pirates de l'air, avant d'être pris en charge par un « formateur » nord-coréen

qui entreprend de faire son éducation idéologique. Kono, qui se sent piégé, refuse vivement l'endoctrinement qu'on lui propose. Mais Tamiya, agissant sur ordre des services nord-coréens, rend visite à Kono et lui dit qu'il comprendra mieux les intentions du groupe *Yodo* s'il accepte une rééducation politique. Cette formation sera pour Kono plus intéressante que la plus réussie des interviews… Le jeune homme comprend qu'il n'a guère le choix : entré clandestinement en Corée du Nord, il n'a aucune possibilité d'avertir le gouvernement japonais de sa disparition, encore moins de quitter le pays sans l'autorisation des autorités nord-coréennes. Il accepte donc de se soumettre à sa « formation idéologique ».

Après quelques mois passés dans une « école » de rééducation, Kono s'installe dans un petit appartement de Pyongyang. Il lui semble alors que l'étau du gouvernement nord-coréen s'est quelque peu desserré et qu'on lui laisse davantage d'autonomie. Kono reprend contact avec les membres du groupe *Yodo*. Tamiya est absent, parti en mission pour le compte du gouvernement nord-coréen. Quant aux autres membres de la Faction armée rouge, ils se montrent peu enclins à la discussion.

L'éducation de Kono touche à sa fin ; lui-même joue le jeu, espérant que son attitude, faite de docilité et d'abnégation, lui permettra de rentrer rapidement au Japon. Et, en effet, peu de temps après, Pyongyang lui fournit son itinéraire de vol : Kono partira de Pyongyang pour Moscou, puis se rendra à Vienne avant de rentrer au Japon. Kono comprend que Vienne est loin d'être une destination prise au hasard.

Nombre des membres du groupe *Yodo* s'y étaient déjà rendus et y avaient travaillé pour les services de renseignement de l'ambassade de Corée du Nord. Depuis le milieu des années 70, en effet, Vienne était devenue la plaque tournante du « terrorisme international » et du crime organisé en Europe occidentale. « Toutes les formes de criminalité devaient [y] être représentées ; parasites infestant le troupeau des touristes insouciants, et invisibles à moins d'être observés au microscope[15]. » En 1975, Carlos était également à Vienne, préparant avec un commando du FPLP et Hans Joachim Klein l'attentat de l'OPEP.

Lorsque Kono rentre au Japon, il publie son histoire, avant d'être longuement interrogé par la police. Son expérience est des plus intéressantes puisqu'elle permet d'affirmer qu'il existe des contacts entre le

groupe de Shigenobu, alors piloté par la Libye, et celui de Tamiya, travaillant à la solde de la Corée du Nord : deux organisations sœurs, reliées à deux États terroristes. Kono affirme en effet avoir eu connaissance de contacts passés entre Shigenobu et ceux du *Yodogo.* Shigenobu, qui avait, des années durant, accusé le groupe *Yodo* d'avoir déserté la cause, leur déniant le droit de s'appeler « camarades », avait récemment changé son fusil d'épaule et s'était vraisemblablement réconciliée avec le groupe mené par Tamiya. On apprendrait plus tard que Pékin avait servi d'intermédiaire entre Shigenobu et ses anciens camarades du *Yodogo.*

D'autres nouvelles du groupe *Yodo* parviennent la même année aux policiers japonais. En 1987, Mme Yao Meguni revient au Japon après dix ans d'absence. Comme elle, six jeunes Japonaises avaient disparu, à partir de 1977, dans la région du nord-ouest de Honshu, vraisemblablement enlevées par les services secrets nord-coréens. Contrairement aux autres jeunes femmes, c'est de son plein gré que Yao Meguni était partie visiter la Corée du Nord en 1977. Elle était à l'époque intéressée par le communisme qui se fabriquait là-bas. Entrée en contact avec un résident coréen au Japon, Mme Meguni avait accepté de faire le voyage pour Pyongyang, sans savoir exactement ce qui l'y attendait. En Corée du Nord, son voyage touristique avait tourné court : on l'avait forcée à se marier à Takahiro Konishi, l'un des pirates de l'air du groupe *Yodo.* Les six autres jeunes femmes enlevées au Japon ultérieurement subiraient le même sort. Les membres du groupe *Yodo,* quelques années après leur arrivée en Corée du Nord, ayant en effet émis le désir d'épouser des Japonaises, leur pays d'accueil s'était empressé de satisfaire leurs exigences.

En s'enfuyant de Corée du Nord, Yao Meguni a laissé derrière elle ses deux enfants. Elle pensait pouvoir les faire venir au Japon en faisant pression sur le gouvernement de Corée du Nord, mais Pyongyang réfute les accusations d'enlèvement et nie l'existence des enfants retenus en otages. Les enfants que les membres du groupe *Yodo* ont eus avec les Japonaises enlevées par les services nord-coréens sont destinés à devenir la « deuxième génération révolutionnaires » et ne seront pas renvoyés au Japon. Il faudra encore attendre plus de dix ans avant que la situation ne se débloque de ce côté-là.

L’attentat du vol 858

Quand une bombe explosa à bord du vol 858 de la Corean Airlines, le 29 novembre 1987, tuant ses 115 passagers, les premiers soupçons se portèrent sur le groupe de Corée du Nord, et plus largement sur l’Armée rouge japonaise. Il était désormais probable que les deux factions de l’ARJ s’étaient réunifiées. Seule une organisation telle que le *Sekigun* pouvait témoigner de si peu de considération pour la vie humaine. L’attentat, implacablement meurtrier, provoqua au Japon, en Corée du Sud et dans le reste du monde un choc et une émotion considérables. Pour les enquêteurs, il était clair qu’il était destiné à intimider le gouvernement de Corée du Sud à l’approche des jeux Olympiques de Séoul qui devaient débuter en été. L’auteur de l’attentat confirmerait plus tard ces doutes en déclarant que le gouvernement nord-coréen comptait ainsi « accroître l’impression de chaos [provoquée, en Corée du Sud, par les prochaines élections et la révision de la Constitution] et, finalement, empêcher que les jeux Olympiques puissent se dérouler à Séoul, comme prévu[16] ». Un objectif qui semblait également correspondre aux avertissements lancés récemment par Shigenobu.

En étudiant le registre des passagers, les policiers sud-coréens s’intéressèrent à un vieux Japonais qui avait embarqué en compagnie de sa fille. Tous deux étaient descendus lors de l’escale à Barheïn. Le fait qu’ils aient quitté l’avion avant l’explosion faisait d’eux, non seulement les seuls survivants du vol 858, mais également les principaux suspects de l’attentat. Le vieil homme et sa fille, une très jolie jeune femme de 25 ans, se retrouvèrent donc au poste de police, arrêtés à l’aéroport de Barheïn immédiatement après l’attentat. Alors que les policiers s’apprêtaient à l’interroger, l’homme demanda une cigarette à sa fille. Elle lui tendit une Marlboro et en prit une également, qu’elle porta à ses lèvres. Elle alluma les deux cigarettes. L’homme s’effondra, foudroyé, après avoir inhalé la fumée. Et celle que l’on croyait être sa fille tomba de sa chaise en perdant connaissance. Elle fut transportée d’urgence à l’hôpital, où les médecins parvinrent à la sauver. Le filtre des cigarettes contenait des capsules de cyanure. Les deux terroristes étaient des agents spéciaux du NKIS (North Corean Intelligence Service), les services secrets nord-coréens. L’ordre de détruire l’avion de la Corean Airlines avait été écrit de la main de Kim Jung

Il, le fils du despote coréen Kim Il Sung, l'actuel président de la Corée du Nord.

Kim Hyun Hee, la jeune femme qui échappa de justesse à l'empoisonnement au cyanure, et Kim Seung Il, le vieil agent qui joua le rôle du père, s'étaient préparés des années durant à une opération de ce genre, entraînés dans des centres spécialisés de Corée du Nord. Kim Hyun Hee était entrée dans l'un de ces camps de formation à l'âge de 10 ans. Muni de passeports japonais, le couple avait fait plusieurs séjours au Japon, après avoir suivi un apprentissage intensif de la langue japonaise. Sous une fausse identité, la jeune femme avait même habité le Japon entre avril 1981 et mars 1983. Les deux agents du NKIS, au moment de l'attentat, étaient ainsi capables de parler japonais sans aucun accent. La Corée du Nord, dont on connaissait depuis longtemps les activités terroristes, chapeautait également, par l'entremise du NKIS, le groupe *Yodo* de la Faction armée rouge. On ne put cependant établir aucune relation entre les activités des anciens membres du détournement de l'avion *Yodo* et le terrible attentat commandité par le NKIS. Quant à Kim Hyun Hee, désormais l'unique rescapée du vol 858, elle fut condamnée à la peine capitale. Récemment, elle a pu bénéficier d'une révision de peine et a obtenu une libération anticipée. Elle vit aujourd'hui au Canada. Kim Hyun Hee, qui a trouvé la foi catholique en prison, a publié un livre où elle raconte son histoire[17].

Le réveil du groupe *Yodo* fut confirmé très peu de temps après l'explosion de l'avion de la Corean Airlines dans un communiqué diffusé depuis la Corée du Nord par Tamiya, le 31 mars 1988. Il y mettait en garde les autorités japonaises : « Pour le 18e anniversaire du détournement de l'avion Yodo, nous rappelons que nous n'avons pas dormi durant ces années mais que nous nous préparions pour la bataille. Notre préparation est aujourd'hui achevée. Si on nous demande de combattre le Japon, nous le ferons. Et si l'on nous demande de nous battre à l'échelle internationale, nous le ferons aussi[18]. »

Deux mois plus tard, le 7 mai 1988, la police japonaise arrêtait sur son territoire Yasuhiro Shibata, l'un des membres du groupe, qui, mineur au moment du détournement d'avion de 1970, était maintenant âgé de 34 ans. Si cette arrestation ne permit pas de conclure à l'implication du groupe de Corée du Nord dans l'attentat du vol 858, elle permit cependant d'établir

que, depuis 1985, tout comme Maruoka, Shibata avait fait plusieurs voyages au Japon sans être repéré. Yasuhiro Shibata fut condamné à cinq ans de prison.

Destination New York

Le 1er mai 1986, un petit homme portant barbe et cheveux longs, ressemblant comme un frère à Shoko Asahara, le *guru* de la secte *Aum Shinrikyo,* qui, dix ans plus tard, organiserait l'attentat au sarin dans le métro de Tokyo, se faisait arrêter à l'aéroport de Schiphol, aux Pays-Bas, en possession du matériel nécessaire à la fabrication de plusieurs bombes. C'était un mois après que l'Armée rouge japonaise eut fait parvenir à une agence de presse japonaise un communiqué où, réaffirmant sa solidarité à la cause palestinienne, l'organisation assurait que le bombardement américain sur la Libye serait suivi de représailles. Menace prise très au sérieux par nombre de gouvernements occidentaux. Informées du fait que les organisations palestiniennes utilisaient depuis peu des composants électroniques japonais dans la composition de leurs explosifs, les autorités néerlandaises avaient redoublé de vigilance aux frontières, et surtout dans les aéroports, portant une attention particulière aux visiteurs palestiniens et japonais. Le petit homme venu de Belgrade se fit ainsi appréhender lors d'un contrôle de routine. On découvrit dans ses bagages un transistor radio de la marque japonaise Sanyo (le type de transistors utilisés par les terroristes palestiniens). Et, en poursuivant la fouille, les policiers néerlandais trouvèrent, dans une bouteille de jus d'orange, plus d'un kilo de TNT et, dans un paquet de céréales, six détonateurs. Deux de ces détonateurs étaient d'origine tchèque. Quant à la bouteille de jus d'orange, elle avait été achetée à Beyrouth. L'homme s'appelait Yu Kikumura et n'était pas connu pour être un membre actif de l'Armée rouge japonaise. Kikumura affirma avoir transporté à son insu les explosifs trouvés dans ses bagages et prétendit que la bouteille de jus d'orange et le transistor lui avaient été confiés par une Américaine qu'il se refusait à identifier. Kikumura fut incarcéré dans une prison hollandaise jusqu'au mois d'août 1986, puis expulsé vers le Japon. Mais les autorités japonaises,

piégées par les faiblesses de leur législation, ne purent le retenir en prison. Le délit de Kikumura en territoire étranger ne présentait pas les charges suffisantes, au regard du droit japonais, qui auraient permis de le faire comparaître devant un tribunal. Quarante-huit heures après être tombé entre les mains de la police japonaise, Kikumura fut relâché, puis il disparut.

« Abu Shams » et compagnie

Au début des années 80, avant l'expulsion des commandos palestiniens du Liban, les membres de l'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie (ASALA) sont dans les camps d'entraînement palestiniens. Sur le plan idéologique, l'ASALA est très proche du *Sekigun.* Influencée par le tiers-mondisme, ancrée à l'extrême gauche et abusant d'une même rhétorique « anti-impérialiste », elle s'est engagée dans une guerre contre le « colonialisme turc », « l'impérialisme de l'OTAN » et le sionisme.

Née dans la communauté arménienne du Liban au début des années 70, l'ASALA ne se contente pas de frapper des cibles turques, assassinant dirigeants et diplomates dans différents pays du globe. Entre 1975 et 1984, elle commet 22 assassinats et 130 attentats – dont un très grand nombre contre des compagnies d'aviation occidentales. Ayant installé son quartier général à Paris au début des années 80, l'Armée secrète est responsable de 35 attentats meurtriers en France, notamment contre le restaurant Fouquet's des Champs-Élysées, le cinéma Berlitz (octobre 1981) ou le Pub Saint-Germain (juillet 1982). Après le massacre de l'aéroport d'Orly (une bombe avait explosé, faisant 8 morts et 56 blessés), l'ASALA, totalement démantelée par la DST, se replie sur sa base libanaise.

C'est là, dans un camp d'entraînement de la vallée de la Békaa, en 1984, qu'un ancien militant du groupe arménien se souvient d'avoir rencontré plusieurs membres de l'Armée rouge japonaise. Dans le camp, l'essentiel de la formation tourne à présent autour de la fabrication et de la manipulation de charges explosives ; entre autres, l'utilisation de nitrate d'ammonium et de poudre d'aluminium. En avril 1985, ce militant croise la route de deux membres du Sekigun connus sous les noms arabes de « Youssef » et d'« Abu Shams ». Youssef est le pseudonyme de Junzo

Okudaira, qui suit une formation centrée sur l'utilisation de bombes à retardement.

Au mois de mai 1986, le militant de l'ASALA voit arriver à Beyrouth d'autres membres de l'Armée rouge qui s'emploient à l'installation d'un nouveau quartier général au Sud-Liban. Il se souvient de ce petit Japonais barbu âgé de 35 ans, Abu Shams, réputé pour être un spécialiste des explosifs. Abu Shams et Yu Kikumura sont une même et unique personne. Au cours d'une conversation, l'Arménien apprend d'Abu Shams qu'il s'est fait arrêter en possession d'explosifs dans un pays d'Europe, juste avant d'intégrer le camp libanais. Une femme qu'on appelle « Mariam », membre de l'Armée rouge japonaise, fait de fréquentes apparitions dans le camp. Elle semble avoir de hautes responsabilités au sein du groupe japonais et s'entretient régulièrement avec des responsables palestiniens. C'est elle qui organise les réunions quotidiennes de son groupe. En son absence, Okudaira prend la relève. Mariam n'est autre que Fusako Shigenobu. Devant l'ancien militant de l'ASALA, elle déclare que le principal ennemi de son organisation est désormais l'Amérique. Depuis peu, dit-elle, elle s'est investie dans la conception d'attentats prenant pour cibles des positions militaires américaines dans différents pays. Elle dit également que le prochain attentat organisé par son groupe aura lieu aux États-Unis. Au mois de mai 1987, Shigenobu quitte le camp pour se rendre en Libye. En son absence, l'Arménien rencontre un certain « Nizar », membre de l'Armée rouge japonaise, rarement présent à Beyrouth, toujours en déplacement à l'étranger. Il s'agit d'Osamu Maruoka. Puis Yu Kikumura, *alias* « Abu Shams », le spécialiste des explosifs, disparaît à son tour.

La balade de Kikumura

Yu Kikumura arrive à New York sous une fausse identité, le 8 mars 1988. Il loue un petit appartement à Manhattan, pour lequel il laisse une caution cash de 1 400 dollars. Au propriétaire, Chris Brande, Kikumura confie qu'il veut louer une voiture et visiter différents États du pays. Brande a le sentiment, en écoutant les projets touristiques du Japonais, que ce dernier ne comprend guère la géographie américaine. Le lendemain, Kikumura se rend chez un revendeur automobile du Bronx ; il cherche une

voiture d’occasion. Son choix se porte sur une Mazda marron de 1980, qu’il paie 1 400 dollars en liquide. L’automobile n’est pas en très bon état, et Kikumura doit la conduire le lendemain chez un garagiste pour y effectuer des réparations. Le mécanicien qui inspecte la voiture afin de faire le devis aperçoit un revolver sur la banquette arrière. Kikumura, visiblement embarrassé, s’empresse de ranger l’arme dans un sac et prétend qu’il s’agit d’une espèce de souvenir, un objet qu’il possède depuis longtemps. L’explication paraît peu convaincante au garagiste mais il ne cherche pas plus loin. Une fois les réparations sur la Mazda terminées, Kikumura prend la voiture et se met à rouler. Afin de dissimuler l’objectif de son séjour au États-Unis, il va rouler pendant presque un mois, du 14 mars au 12 avril 1988. Il traverse treize États et ajoute au compteur de la vieille Mazda marron plus de 11 000 kilomètres.

New Jersey, Pennsylvanie, Ohio, Michigan, Illinois, Missouri, Tennessee, Kentucky, Ouest Virginie, Massachusetts, Connecticut, Rhode Island : l’itinéraire est compliqué et désordonné. Le 31 mars, Kikumura achète dans un drugstore de Lexington, au Kentucky, du matériel électrique, qu’il complète le 1er avril dans un magasin spécialisé de Huntington. Ce sont les éléments d’un circuit électrique indispensable à la fabrication d’un détonateur. Puis, le 9 avril, il fait l’acquisition de valises en vinyle et de trois extincteurs qu’il remplit de poudre explosive. Le 10 avril, à Cheltenham, en Pennsylvanie, Kikumura se procure, dans le Clover Department Store, des piles électriques et des ampoules permettant d’activer les détonateurs des trois bombes qu’il confectionne, le soir, dans sa chambre d’hôtel.

Puis la Mazda tombe en panne. Kikumura se rend chez un garagiste de Nashville, qui commence aussitôt les réparations. L’ouvrier se glisse sous la Mazda et allume un chalumeau. Kikumura, apercevant la flamme, devient subitement blême. Dans une grande agitation, il essaie de convaincre le mécanicien d’utiliser une clé à molette. « Non, non… pas de feu… fragile », bredouille-t-il dans un anglais approximatif. Il explique au mécanicien qu’il transporte des objets de valeur… En réalité, il craint que le chalumeau ne mette le feu aux bombes.

Dans la composition des explosifs, Kikumura a fait plusieurs erreurs. Il a remplacé la poudre d’aluminium par du mercure, et s’est trompé dans le

dosage chimique qu'il mélange à l'acide nitrique. Le 5 avril, dans la chambre de la pension qu'il a louée, la réaction chimique entraîne une explosion qui lui brûle la moitié du visage. Lorsqu'il descend dans le hall ce soir-là, une femme de chambre remarque les bandages autour du cou et les taches brunes qui maculent une partie de son visage. Alarmée par son état, craignant qu'il ne soit atteint d'une maladie contagieuse, elle entre dans sa chambre et brûle les bandages et pansements qu'elle trouve sur le bureau. Mais elle ne remarque pas les trois cylindres bourrés d'explosifs qui sont dissimulés dans la chambre.

Le 11 avril, Kikumura est à Philadelphie, où il tente par tous les moyens de changer de voiture. Il propose à un revendeur de lui céder la vieille Mazda marron pour 200 dollars, mais la transaction est impossible car Kikumura a oublié les papiers du véhicule dans son appartement de New York. Il tente alors de louer une voiture dans une agence spécialisée, mais l'employé lui demande un permis de conduire délivré par l'État de Pennsylvanie. Kikumura renonce et décide alors d'attendre le lendemain pour se débarrasser de la Mazda marron. Le lendemain, deux jours avant le jour « J » – date prévue pour les attentats qu'il doit commettre à New York –, le hasard va mettre sur la route de Kikumura le policier Cieplensky.

Une rencontre inattendue

L'officier Robert Cieplensky se penche à la portière de l'automobiliste pour lui demander d'aller se garer ailleurs. Les places de parking devant ce petit restaurant du New Jersey, situé à quelques kilomètres à peine de New York, sont limitées, et la voiture gêne la sortie des véhicules. Le conducteur met le contact et démarre. Lorsque le policier se retourne, il croise le regard d'un petit homme barbu de type asiatique, habillé en noir, qui marche en direction du restaurant. Mais l'Asiatique, dès qu'il aperçoit l'uniforme de Cieplensky, tourne les talons et revient vers son véhicule : une vieille Mazda marron garée sur le parking du restaurant. Puis l'homme paraît hésiter à monter dans sa voiture, regardant du coin de l'œil l'officier qui continue à l'observer avec intérêt. Cieplensky regagne son véhicule de service et va se garer un peu plus loin, faisant en sorte que le petit Asiatique et sa Mazda apparaissent dans son rétroviseur. Il voit l'homme en noir

monter dans la Mazda, puis la voiture démarrer sur les chapeaux de roue, traversant plusieurs places de parking vides, et rouler à vive allure sur la route. Cieplensky démarre à son tour et se lance à sa poursuite : il double la Mazda, lui coupe la route et la force à s'arrêter. Avant que Cieplensky n'ait le temps de quitter son véhicule, le petit homme est déjà sorti de sa voiture et vient de lui-même à sa rencontre. Le CRS sort à son tour et lui demande une pièce d'identité et les papiers du véhicule. L'Asiatique lui tend un permis de conduire international, que Cieplensky examine d'un œil distrait. Il est davantage intrigué par un volumineux sac noir posé sur la banquette arrière de la Mazda. Il s'approche et demande à examiner le sac. En l'ouvrant, Cieplensky aperçoit plusieurs boîtes en carton sur lesquelles il est écrit « Hercules Gunpowder ». Des paquets de poudre explosive. Le sac contient également un récipient plus petit dans lequel se trouvent des munitions. L'officier demande des explications. L'homme reste muet. Alors le policier contourne lentement le véhicule et ouvre la portière du côté passager. Sous le siège, il découvre trois cylindres métalliques rouges qui ressemblent à des extincteurs. L'Asiatique prétend qu'il s'agit de souvenirs personnels. Examinant plus attentivement les extincteurs, l'officier voit des fils électriques qui s'échappent du sommet des cylindres ; des fils électriques qui pourraient être reliés à des détonateurs. Sans demander davantage d'explications, l'officier Robert Cieplensky met le petit Asiatique en état d'arrestation.

Les enquêteurs américains découvrent dans les affaires de Kikumura une carte de New York sur laquelle des flèches et un rond, tracés au stylo, isolent un étroit périmètre situé autour de la 24e Rue et de la VIIIe Avenue. C'est précisément là qu'est installée la US Naval Recruiting Station of New York City, un important centre d'activité de l'armée américaine. Et si le hasard n'avait mis sur la route du terroriste l'officier Robert Cieplensky, le bloc situé entre la 24e Rue et la VIIIe Avenue aurait sans doute été dévasté. Les trois bombes avaient été conçues pour être extrêmement meurtrières.

Kikumura ne passa pas aux aveux au cours de son procès[19], mais la date de l'attentat ne faisait aucun doute pour les enquêteurs américains. Ce ne pouvait être que le 14 avril, soit deux jours après son arrestation. D'abord parce qu'il s'agissait, pour l'Armée rouge japonaise, de célébrer comme l'année précédente l'anniversaire du bombardement de l'armée de

l’air américaine sur la Libye, qui avait eu lieu dans la nuit du 14 au 15 avril 1986, ensuite parce que l’attentat, qui aurait pour la première fois touché le cœur des États-Unis, s’intégrait à une opération de plus grande ampleur. Les bombes de Kikumura auraient dû être activées alors même qu’explosait une autre bombe, à Naples, le 15 avril 1988.

L’attentat de Naples

Le 15 avril 1988, le navire *USS Paul* fait son entrée dans le port de Naples. Dans toutes les baraques avoisinantes, les militaires en poste dans la base ont organisé une fête pour accueillir les marines qui vont bientôt débarquer. La journée est splendide et, en cet après-midi de printemps, il fait déjà une chaleur caniculaire. Puis soudain, tout bascule. La fête prévue par les militaires américains n’aura pas lieu. Car à quelques mètres de là, dans une petite rue qui jouxte le bâtiment de l’armée américaine, retentit une première et violente explosion. Suivent d’autres détonations, de moindre importance : les automobiles parquées à proximité de la voiture piégée explosent les unes après les autres. En un rien de temps, les jets de flammes se propagent sur toute la longueur de la rue où se situe le bâtiment de l’USO (United Service Organization). Au moins cinq voitures ont été désintégrées dans le sillage de la première explosion. Les flammes gagnent le quartier. C’est le chaos. En quelques secondes, la rue est entièrement dévastée. Le sol est parsemé de débris de verre, de morceaux de métal et de sang.

Quelques minutes après l’attentat, la rue a été bouclée. Les pompiers font leur possible pour contenir le feu. Après un combat contre les flammes qui dure jusqu’au soir, les policiers retrouvent cinq corps carbonisés. Bientôt, autour des flammes, s’amasse une foule de policiers italiens, de responsables américains et de journalistes. On ne tarde pas à repérer le véhicule qui contenait la bombe, mais il a été totalement désintégré par l’explosion, et ses débris rendent difficile son identification. Une analyse scientifique s’impose. On apprendra plus tard qu’il s’agissait d’une Ford Fiesta blanche. Quant à l’identification des victimes, elle nécessite une véritable enquête : les corps retrouvés sur place étant méconnaissables. On

découvre bientôt que deux des victimes sont italiennes. La troisième est une jeune Américaine de 31 ans, l'officier Angela Simone, qui venait d'intégrer la base navale. Sur les 70 blessés qui ont survécu à l'explosion, quatre d'entre eux, parmi les plus gravement atteints, sont des marins américains.

Un groupe inconnu, les Brigades de la guerre sainte, revendique quelques minutes plus tard l'attentat par un coup de téléphone passé à une agence de presse installée à Rome. Sur les lieux mêmes, peu avant que n'explose la bombe, un témoin italien a aperçu deux Asiatiques. L'un d'eux, précise-t-il à un journaliste d'une chaîne de télévision italienne, était « une belle femme, très élégante, avec de longs cheveux noirs, vêtue d'un imperméable beige[20] ».

En remontant la piste de la Ford Fiesta blanche, on retrouve l'agence qui l'a louée à un Taiwanais résident à l'hôtel San Pietro. Selon le registre de l'hôtel, un certain Liao Willy Liw a loué une chambre cinq jours auparavant. Il a depuis quitté l'hôtel, situé à deux pas du club militaire où a explosé la bombe. Le passeport utilisé par le terroriste pour ses différentes transactions était faux. Les témoignages recueillis à l'hôtel corroborent l'identification des empreintes relevées dans la chambre d'hôtel par le FBI. Liao Willy Liw se nomme en réalité Junzo Okudaira. Dans sa chambre, il a reçu plusieurs coups de fil d'une femme qui pourrait être le leader de l'ARJ. De plus, le matin qui a précédé l'attentat, Okudaira a été aperçu place Garibaldi en compagnie d'une Asiatique dont le portrait-robot correspond à la description de Shigenobu. Selon certains témoignages, un troisième homme – qui pourrait être, d'après sa description, originaire du Moyen-Orient – semble avoir participé à l'attentat. Celui-ci ne sera jamais identifié.

L'attentat de Naples n'a jamais pu être imputé à l'Armée rouge japonaise, même si peu de doutes subsistent encore. Malgré le rapport d'enquête et le mandat d'arrêt international lancé contre Shigenobu par les autorités italiennes, le gouvernement japonais déclara que les preuves étaient insuffisantes pour mettre directement en cause l'ARJ et établir avec certitude que Shigenobu était directement impliquée. De son côté, le *Sekigun* envoya de Beyrouth un communiqué qui démentait sa participation à l'attentat de Naples, se déclarant cependant solidaire de « toute action de lutte contre l'impérialisme américain ».

En fin de compte, les preuves et les indices retrouvés sur place posèrent davantage de questions qu'ils n'apportèrent de réponses. Les Brigades de la guerre sainte étaient-elles une variante de la Brigade internationale anti-impérialiste, ou une réédition du partenariat entre le *Sekigun* et le terrorisme palestinien ? Pourquoi le *Sekigun* s'était-il senti obligé de démentir toute participation à l'attentat, tout en soulignant sa « sympathie » avec le groupe qui l'avait revendiqué ? Enfin, comme tout le laissait supposer, pourquoi Shigenobu s'était-elle personnellement impliquée ? Ces questions demeurent à ce jour sans réponse.

1.

J'ai voulu, sous cette appellation, désigner la période des années 80 au cours de laquelle les groupes terroristes – et en particulier l'Armée rouge japonaise – changent de stratégie. Privilégiant moins que par le passé les morceaux de bravoure (prises d'otages, détournements d'avions, attaques à l'arme automatique), les années 80 sont marquées par des attentats à l'explosif (voitures piégées, bombes à retardement, lancers de roquettes), et le semi-anonymat de leurs exécutants. Les « années de plomb » (par opposition à la « poudre » qui fait davantage référence aux actions de guérilla ou de commando) caractérisent la menace aveugle et sourde que fait peser le terrorisme international sur les pays industrialisés. Les groupes terroristes, qui ne revendiquent plus systématiquement leurs attentats, sont maintenant pilotés par des États dont ils sont devenus le bras armé et clandestin. Contrairement à la décennie précédente, c'est la terreur elle-même qui est privilégiée.

2.

Dans la nuit du 16 septembre 1982, les milices phalangistes libanaises, sous le commandement d'Elie Hobeika (assassiné dans sa voiture le 24 janvier 2002), pénètrent dans les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila et massacrent des civils. Aux lendemains de la tuerie, une commission d'enquête israélienne, la commission Kahane, est chargée d'établir les responsabilités du massacre. Selon la commission, il y aurait eu 800 victimes. Ariel Sharon est mis en cause, accusé d'avoir laissé entrer les phalangistes chrétiens dans les camps de réfugiés, voire même de leur avoir ouvert la porte. Suite au scandale, Sharon est contraint de démissionner du gouvernement Begin.

3.

William R. Farrell, *Blood and Rage, op. cit.,* p. 198.

4.

Et aussi parce que, paradoxalement, *May* signifie « vie » en japonais.

5.

Il s’agit probablement de Georges Habache, mais il n’y a aucune certitude sur ce point.

6.

Ibid., p. 199.

7.

AFP, 24 août 1988.

8.

Georges Ibrahim Abdallah sera condamné à perpétuité au mois de février 1987.

9.

AFP, 18 septembre 1986.

10.

Ibid.

11.

Le 3 février 1986, une bombe a explosé dans la galerie Claridge ; le 4, dans la librairie Gibert jeune ; le 5, dans la FNAC-sports. Ces trois attentats ont fait 19 blessés. Le 8 mars, quatre journalistes d’Antenne 2 ont été enlevés au Liban. Le 17 mars, une bombe a explosé dans le TGV Paris-Lyon, faisant 10 blessés ; et le 20, dans la galerie Point-Show des Champs-Élysées. Le 8 septembre, une explosion ravage le bureau de poste de l’Hôtel de Ville de Paris faisant 1 mort et 18 blessés ; le 12, c’est au tour de la cafétéria du supermarché Casino à la Défense (41 blessés) ; et le 14, du Pub Renault sur les Champs-Élysées. Deux policiers sont tués et un maître d’hôtel grièvement blessé. Le 17 septembre, un attentat devant le magasin Tati fait 7 morts et 51 blessés. Par ailleurs, en marge de ces attentats, pour la plupart revendiqués par des groupes islamistes, la faction terroriste française Action directe, issue comme l’Armée rouge japonaise des mouvements révolutionnaires d’extrême gauche des années 70, multiplie les attentats et les assassinats politiques. Le 19 avril, Guy Brana, vice-président du CNPF, est exécuté par Action directe. Le groupe revendique également l’attentat à l’explosif qui fait une victime et 22 blessés dans la Préfecture de police, au début du mois de juillet. Le 17 octobre, Georges Besse, PDG de Renault, est également assassiné par Action directe.

12.

La Syrie reçoit de la France des dons en nature (320 000 tonnes de blé). Puis le gouvernement français fait discrètement libérer Anis Naccache, l’assassin de Chapour Bakhtiar, et laisse s’enfuir le terroriste Gordji, à l’origine de nombreux attentats perpétrés sur le territoire français. Le 17 novembre, 330 millions de dollars sont versés par la France au régime de Téhéran. Par ailleurs, rappelons que Georges Ibrahim Abdallah, dont l’emprisonnement est à l’origine de la violente série d’attentats et de l’assassinat du colonel Goutierre, a dans un

premier temps été condamné à une peine de prison des plus légères (quatre ans pour usage de faux papiers et détention d'armes et d'explosifs), entraînant des protestations de l'ambassade des États-Unis.

13.

William R. Farrell, *Blood and Rage, op. cit.,* p. 203.

14.

Ibid., p. 204, 205.

15.

98. Colin Smith, *Carlos. Portrait d'un terroriste, op. cit.,* p. 230.

16.

Kim Hyun Hee, *La Fosse aux Tigres,* Thoune (Suisse), Éd. Sénévé,1996, p. 108, 109.

17.

Ibid.

18.

William R. Farrell, *Blood and Rage, op. cit.* p. 216.

19.

Rai Uno, 15 avril 1988.

20.

Le procès de Yu Kikumura s'ouvrit le 29 novembre 1988. Il fut reconnu coupable de huit chefs d'accusation allant de l'utilisation de faux passeports à la possession d'explosifs. Le 7 février 1989, Kikumura fut condamné à trente ans de prison, suivis d'une expulsion prenant effet le jour de sa libération.

7

Les années 90

Kakumeito
Le Parti révolutionnaire du peuple

« La fin d’une époque », 1989-2001

L’année 1989 s’ouvrit sur la mort du vieil empereur Hirohito. Le 7 janvier 1989, le plus vieux et le plus controversé des monarques de cette fin de siècle s’éteignait à l’âge de 87 ans. Les délégations de 163 pays se rendirent au Japon pour assister aux funérailles. La Chine et la Corée du Sud, afin de marquer le souvenir de l’occupation, n’envoyèrent aucune délégation, aucun communiqué de condoléances. Le décès de Hirohito annonçait le dénouement du siècle qui se jouerait pour partie au cours de cette même année. Il laissait également prévoir l’examen de conscience qui aurait bientôt lieu dans les pays ayant collaboré avec les nazis et leurs alliés. Le Japon n’échapperait pas au retour de son passé le plus occulté. Mais à la mort de l’empereur, c’est toute une nation qui pleura celui qu’elle considérait naguère comme l’incarnation d’un dieu vivant.

Le deuil national fut cependant troublé par les menaces répétées de l’Armée rouge japonaise. Le jour où s’était éteint l’empereur, Shigenobu avait elle-même téléphoné à une agence de presse japonaise pour faire savoir que son organisation viendrait troubler les cérémonies mortuaires. Les menaces du *Sekigun* alarmèrent la police, qui réquisitionna 32 000

hommes pour encadrer les funérailles. Dans ses différents communiqués, Shigenobu exprimait en fait le sentiment profond de la gauche radicale japonaise la plus traditionnelle, qui s'était constituée dans son opposition au régime impérial. L'extrême gauche profita d'ailleurs de l'événement pour signaler, *via* des organisations sans lien avec l'ARJ, qu'aucune excuse ni aucune compensation n'avaient jamais été adressées aux voisins du Japon ayant subi la brutale colonisation de l'Armée impériale des années 1930 et 1940.

Mais la mort de Hirohito n'est qu'un prologue. Dans la nuit du 9 au 10 novembre 1989, à Berlin, le monde change dans une bruyante rumeur qui balaie en une nuit l'édifice des républiques communistes sous l'égide de l'Union soviétique. À 22 h 15, les redoutables gardes frontière de RDA, qui en trente ans ont abattu 239 personnes qui tentaient de franchir le Mur, ouvrent une à une les barricades des postes frontière et partagent la joie des manifestants. Comme le Mur, qui sera entièrement détruit quelques jours plus tard par une foule en liesse, c'est tout le siècle qui semble chavirer. En Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev comprend qu'il est désormais impossible de faire machine arrière. La destruction du Mur (4 mètres de haut sur 160 kilomètres de long, observés jour et nuit par 300 miradors) fait souffler sur tout le bloc communiste un vent de liberté qui, à une vitesse que nul n'avait pu prévoir, entraîne la chute du système soviétique. L'URSS, préoccupée par la situation explosive qui règne à l'intérieur de ses propres frontières, ne répond pas aux appels désespérés lancés par les dirigeants des pays frères. C'est la fin d'une époque. Mais aussi le début de troubles qui, malgré l'enthousiasme des peuples, ne présagent pas nécessairement des lendemains qui chantent.

La même année, au Kosovo, devant une foule de Serbes en colère, le dirigeant de la Yougoslavie, Slobodan Milosevic, entame un discours nationaliste qui aura de terribles conséquences sur la dernière décennie du siècle. La guerre en Yougoslavie commence ; une guerre que l'on croyait à tout jamais éradiquée du cœur de l'Europe.

Au début des années 90

Une fois encore, Shigenobu est bousculée par l'Histoire. Durant l'été 1989, elle avait donné une interview à un journal japonais dans laquelle elle avait dit avoir pris conscience des « changements du monde ». « Mais, avait-elle conclu en réponse à une question sur le passé colonial du Japon, un jour viendra où les peuples du monde, avec les Chinois, les Sud-Coréens et les Philippins, se révolteront. Lorsque ce jour sera venu, le Japon ne pourra plus ignorer ses responsabilités, et l'Armée rouge japonaise sera prête à reprendre les armes[1]. » Les déclarations de Shigenobu cachaient difficilement le nouveau seuil critique atteint par son organisation. Bientôt, les accords d'Oslo signés entre Palestiniens et Israéliens réduiraient encore l'influence de l'ARJ dans le monde arabe. Par voie de conséquence, la Syrie deviendrait, elle aussi, un refuge des plus précaires. Quant au colonel Kadhafi, il ferait bientôt son *mea culpa* devant la communauté internationale, en déclarant cesser de protéger les groupes terroristes qui avaient fini, selon lui, par « desservir la cause arabe ».

Si les déclarations du chef d'État libyen étaient naturellement sujettes à caution, elles s'expliquaient cependant pour des raisons autant économiques que politiques. Le 21 décembre 1988, 270 personnes avaient été tuées dans l'attentat de Lockerbie. Si l'enquête autour de l'explosion du vol 103 de la Pan Am au-dessus de l'Écosse n'avait pas immédiatement incriminé la République islamique, la piste qui avait mené au groupe palestinien qui, en Allemagne, avait confectionné la bombe, accréditait la thèse selon laquelle Kadhafi avait lui-même commandité l'attentat. La fille adoptive du colonel Kadhafi avait été tuée lors des bombardements américains du mois de décembre 1988 sur Tripoli. Ronald Reagan, alors président des États-Unis, avait été tenu personnellement responsable par Kadhafi des bombardements. En représailles, le chef d'État libyen avait protégé et utilisé différents groupes terroristes, tels que l'Armée rouge japonaise, la Fraction armée rouge allemande ou le groupe palestinien qui avait pratiqué l'attentat de Lockerbie.

L'année 1988 avait, on s'en souvient, été marquée par de très nombreux attentats contre des positions américaines ciblées, en Espagne et en Italie. L'attentat de Lockerbie était l'ultime et la plus violente des représailles organisées par Kadhafi, près de deux ans après les bombardements américains, deux mois avant que s'achève le mandat de

Ronald Reagan. Kadhafi aurait voulu frapper fort avant que Reagan ne quitte le pouvoir, et lui faire payer la mort de sa fille adoptive. Quant à l'organisation palestinienne qui exécuta l'attentat, des sources indiquent qu'elle travaillait à l'époque en étroite collaboration avec l'ARJ. Les deux groupes terroristes partageaient les mêmes camps d'entraînement militaires.

Les révélations sur le rôle de la Libye dans l'attentat de Lockerbie ayant entraîné des sanctions économiques de la part des États-Unis et de la Grande-Bretagne, Kadhafi essayait maintenant d'adoucir son image au sein de l'opinion internationale. Une nouvelle fois, le *Nihon sekigun* se retrouva dépourvu de soutien et dut quitter son quartier général de Tripoli pour s'installer à Damas. Nous étions alors à l'aube de la guerre du Golfe. Le *Sekigun* apporterait son soutien à Saddam Hussein dans le conflit qui l'opposerait aux États-Unis et leurs alliés, adoptant ainsi la ligne suivie par l'OLP de Yasser Arafat.

La même année, en 1990, l'Agence nationale de police japonaise (NPA) ouvrit une unité spéciale de cinquante membres chargée de la lutte contre le terrorisme – pour une très large part destinée à lutter plus efficacement contre son vieil ennemi : le *Sekigun.* Un policier de la NPA, Toshinori Kanemoto, fut chargé de chapeauter la Deuxième Division des affaires internationales. Et les trente-deux membres que compte le Bureau d'organiser la traque des militants de l'Armée rouge japonaise où qu'ils se trouvent.

Durant la première moitié des années 90, l'Armée rouge japonaise, qui s'était recentrée au Liban, renoua plus intensément ses liens avec le Fatah de Yasser Arafat, sans négliger son ancien allié, le FPLP de Georges Habache.

Au mois d'août 1991, Shigenobu, à son retour d'une tournée en Europe de l'Est[2], crée à Damas un parti politique clandestin : le *Kakumeito,* Parti révolutionnaire du peuple, dont le QG est à nouveau basé à Beyrouth. Les objectifs de Shigenobu, à travers l'édification de cette édition politique du *Sekigun,* sont un redéploiement de l'organisation à l'intérieur même du Japon. Par un tissu associatif qui ratissera plus large que n'avait pu le faire le *Sekigun,* elle espère implanter au Japon la graine d'un mouvement révolutionnaire japonais ne prônant plus la lutte armée. Shigenobu pense à

son retour au Japon ; elle n’envisage plus de rester éternellement au Liban. Elle sait que les négociations secrètes entre Israël et l’OLP finiront par aboutir. Et, en effet, les accords d’Oslo, signés en 1993, malgré l’appel de Georges Habache à continuer la lutte, suspendront toute collaboration active entre la centrale palestinienne et l’ARJ.

Reste la lutte pour la libération du Sud-Liban, menée par le Hezbollah pro-iranien. L’Office of International Criminal Justice (OICJ) rapporte que, au cours de l’année 1994, le Hezbollah a fait appel aux connaissances du *Sekigun* dans le domaine de la lutte armée. Les vétérans de l’organisation japonaise ont alors réintégré les camps d’entraînement libanais au service des cadres du Hezbollah, devenant instructeurs dans le maniement des explosifs et la pratique des arts martiaux (principalement le karaté, le judo et le kendo). Un article du spécialiste français des réseaux d’espionnage, Roger Faligot, publié dans *The European* en 1996, affirme que l’ARJ planifiait de nouveaux attentats au Moyen-Orient et peut-être en Europe. Faligot évoque un possible attentat du Hezbollah, allié à l’Armée rouge japonaise, contre le représentant japonais de l’ONU, venu récemment s’installer dans la vallée du Golan. Un groupe d’observation réunissant les services d’espionnage israélien et japonais est aussitôt constitué. Quant à Shigenobu, malgré les communiqués de l’organisation qui continuent d’être régulièrement adressés aux agences de presse japonaises, elle semble à nouveau avoir disparu.

L’heure des comptes

L’effondrement du groupe Yodo

Le 30 novembre 1995, une dépêche laconique annonce le décès en Corée du Nord de Takamaro Tamiya, leader du groupe *Yodo* et ancien petit ami de Shigenobu. Selon la dépêche, Tamiya, alors âgé de 52 ans, a succombé à une attaque cardiaque.

Le groupe *Yodo*, malgré des communiqués intempestifs qui menacent régulièrement de reprendre la lutte armée, a, quelques années plus tôt, créé une compagnie d’import-export basée à Pyongyang. Le groupe s’est lancé

dans l’exportation de carottes et l’importation d’appareils électriques. On a pensé dans un premier temps que cette entreprise commerciale servait de couverture à des activités d’espionnage, mais des contacts ont récemment eu lieu entre certains de ses membres – et plus particulièrement leurs familles – et les autorités japonaises. Les membres du groupe *Yodo,* cloisonnés derrière les barreaux du dernier régime stalinien de la planète qui sombre dans une famine sans précédent, sont devenus de modestes commerçants dont le plus vif désir est de rentrer au Japon. Avant de se livrer pieds et poings liés, ils veulent négocier les conditions du retour de leurs épouses et de leurs enfants.

Au mois de mars 1996, un an après la mort de Tamiya, un autre membre du groupe *Yodo,* Yoshimi Tanaka, âgé de 47 ans, est arrêté au Cambodge pour une sombre affaire de trafic de drogue et de fausse monnaie. Tanaka, en compagnie de trois Nord-Coréens qui voyagent sous passeport diplomatique, est interpellé à la frontière du Cambodge et du Vietnam. Dans la Mercedes noire des quatre hommes, les gardes frontière découvrent 120 000 dollars en fausse monnaie. La police japonaise, qui avait constaté ces derniers mois la diffusion, via une entreprise de Tokyo située dans le quartier de Shibuya, de faux billets de 100 dollars, établit avec certitude qu’ils ont la même origine que ceux retrouvés en possession de Tanaka. La Corée du Nord s’empresse de récuser toute implication dans ce trafic, mais les conditions de l’arrestation de Tanaka et le fait que les quatre personnes arrêtées au Cambodge voyagent sous passeport diplomatique nord-coréen, parfaitement en règle, laissaient néanmoins penser tout le contraire. Tanaka nie toutes les accusations qui pèsent sur lui. Il est cependant expulsé vers la Thaïlande, qui le condamne à quatre ans d’emprisonnement. Le mandat d’arrêt international lancé contre Tanaka en 1988 permet au gouvernement japonais d’avoir la garantie qu’il sera rapatrié au Japon pour y être jugé à l’issue de son incarcération à Bangkok.

Arrestation en Roumanie

Plus mystérieuses encore sont les conditions de l’arrestation de Yukiko Ekita. Dix-huit ans s’étaient écoulés depuis que la jeune terroriste avait été libérée à la faveur du détournement de l’avion à Dacca, en 1977. Elle était

âgée de 44 ans quand, à la fin du mois de mars 1995, elle fut arrêtée en Roumanie. Entrée dans le pays au mois de septembre sous une fausse identité, Ekita avait vécu, jusqu'à son interpellation par la police roumaine, dans un appartement du centre de Bucarest. Le Service roumain d'informations (SRI) déclara dans un communiqué qu'il « disposait d'indications solides selon lesquelles Yukiko Ekita avait l'intention d'agir contre l'État roumain ». « Le 21 mars dernier, ajoutait-il, les autorités roumaines n'ont pas permis à la citoyenne péruvienne Maria Yamamura Galvez, identité sous laquelle se cachait la terroriste japonaise, de demeurer en Roumanie[3]. » Ekita fut expulsée le jour même vers Tokyo pour y être jugée.

C'est en examinant ses affaires que la police japonaise découvrit l'existence du Parti révolutionnaire du peuple, créé à Damas par Shigenobu en 1991. Le parti comptait quatre branches principales. Et l'une d'entre elles, implantée au Japon depuis le début de la décennie, s'appuyait sur l'activisme d'une vingtaine de membres et de plusieurs centaines de sympathisants. Ce groupe travaillait sur différents projets de sabotages contre des objectifs militaires, dont la base aérienne de Komaki, au centre du Japon. La police découvrit dans les bagages d'Ekita une disquette contenant ce qui devait être le manifeste révolutionnaire du parti clandestin. Destiné aux nouveaux militants de l'organisation, le manifeste s'employait autant à décrire différentes formes de guérilla urbaine qu'à délivrer des conseils à l'intention des nouvelles recrues : « Le scénario d'une révolution doit être écrit à la manière d'un scénario de cinéma », avertissait le manuel dans son introduction. « Certains d'entre vous imaginent la révolution sur le modèle de la révolution russe, d'autres sur celui de la révolution chilienne ou cubaine, d'autres encore sur la révolution chinoise. Mais il nous faut travailler, de manière tactique et stratégique, sur les conditions particulières qui permettront la révolution au Japon[4]. »

Malgré ces révélations, l'expulsion rapide d'Ekita, qui rejoint ses camarades incarcérés au Japon, laisse en Roumanie comme un sentiment d'inachevé. Moins d'une semaine après l'arrivée d'Ekita à Tokyo, un avion de la compagnie roumaine Tarom s'écrase quelques minutes après son décollage de l'aéroport de Bucarest, entraînant la mort de 59 personnes. Des pompiers, qui ont vu s'écraser l'avion, déclarent qu'il a explosé en vol, bien

avant de toucher le sol. « L'hypothèse d'un attentat n'est pas exclue[5] », titre l'*Evenimentul Zilei*, le plus gros tirage de la presse roumaine, alimentant les spéculations les plus folles. Et, bien sûr, tous les regards en Roumanie se tournent vers le Japon. « Est-ce le prix à payer pour l'expulsion par Bucarest d'une terroriste japonaise ? », s'interroge l'*Evenimentul Zilei.* La question reste sans réponse. Quant au faux passeport péruvien en possession d'Ekita lors de son arrestation, lui aussi donne lieu à un certain nombre d'interrogations…

Au mois de septembre 1996, Tsutomu Shirosaki est à son tour arrêté au Népal, avant d'être expulsé vers les États-Unis. Shirosaki, âgé de 48 ans, avait été inculpé par les États-Unis en mai 1990 pour « tentative de meurtre contre le personnel de l'ambassade américaine de Jakarta » et « violences et attaque contre des membres de l'administration américaine bénéficiant d'une protection internationale ». C'est la NPA qui a repéré, quelques mois plus tôt à Katmandou, l'auteur de l'attentat à la roquette du 14 mai 1986 contre l'ambassade des États-Unis. Shirosaki est soupçonné d'entretenir au Népal des liens avec la guérilla maoïste et d'avoir tenté d'y implanter une nouvelle base du *Sekigun.* Une équipe du FBI s'était alors rendue sur place et avait secrètement fait enlever le terroriste avant d'organiser son expulsion. Des tractations secrètes entre les États-Unis et le Japon ont ralenti quelque peu la procédure ; le Japon, qui a de son côté lancé un avis de recherche international contre Shirosaki en 1992, réclame également son inculpation. Finalement, Shirosaki est expulsé vers les États-Unis. Il sera jugé en 1998 à Washington et condamné à trente ans de prison.

Liaisons dangereuses au Pérou

Deux mois après l'arrestation de Tanaka au Cambodge, le 25 mai 1996, à Lima, une femme de 47 ans, entrée au Pérou sous un faux passeport au nom de Yoko Okuyama, est également appréhendée. Son vrai nom est Kazue Yoshimura. Membre actif de l'Armée rouge japonaise, Yoshimura, un lieutenant de Shigenobu, impliquée dans la prise d'otages de l'ambassade de France à La Haye en 1974, est pistée depuis vingt-deux ans par Interpol. DINCOTE, l'agence antiterroriste péruvienne, affirme que Yoshimura a participé, au Pérou, à plusieurs réunions du Sentier lumineux,

un groupe maoïste en guerre ouverte avec le président Fujimori. Elle serait entrée au Pérou pour délivrer des fonds à l'organisation péruvienne. Des fonds récoltés au sein des différentes organisations japonaises de soutien à l'ARJ. Depuis trois ans qu'elle habite Lima, Yoshimura n'a jamais été repérée, se faisant passer pour un membre de l'importante communauté japonaise (les *Nissei*) installée là-bas depuis les années 20. Après avoir affirmé que Yoshimura est en relation étroite avec la rébellion – Sentier lumineux et groupe Tupac Amaru (MRTA) –, le patron de l'agence DINCOTE, le général Carlos Dominguez, fait une curieuse volte-face, déclarant qu'« aucun élément ne peut permettre d'affirmer que Yoshimura est en relation avec les deux groupes de la rébellion péruvienne[6] » ; elle n'a été arrêtée que « pour avoir violé les lois sur l'immigration ». Pourtant, le même jour, le bureau d'Interpol à Lima affirme tout le contraire. Yoshimura est extradée vers le Japon pour y être jugée. Cinq mois après son arrestation, un groupe de guérilleros du groupe Tupac Amaru prend en otages les six cents invités de l'ambassade du Japon à Lima qui participent à un cocktail en l'honneur du jeune empereur Akihito.

Pour Roger Faligot, le lien entre cette prise d'otages marathon qui dura quatre mois et la présence de Yoshimura au Pérou, quelques mois plus tôt, est une relation de cause à effet. Selon lui, « on savait que cette "touriste" japonaise s'était rendue au Pérou en 1991 à plusieurs reprises et avait même rencontré avant son arrestation le chef de l'organisation de guérilla Sentier lumineux, Abimael Guzman. Les allées et venues d'une Japonaise dans un pays d'Amérique latine où les *Nissei* sont nombreux n'ont rien de très surprenant. Mais en se concentrant sur les liens entre le *Sekigun* et les reliquats du Sentier lumineux, les services japonais n'ont pas vu venir l'opération montée par le groupe rival Tupac Amaru. Autrement dit, le succès du mois de mai allait provoquer la catastrophe de décembre[7] ».

Durant les quatre mois de la prise d'otages, le Premier ministre japonais, Riyutaro Hashimoto, doit s'en remettre entièrement aux négociateurs péruviens et américains, la Constitution japonaise ne permettant pas d'envoyer sur place des brigades antiterroristes. Au cours de ces longs mois, l'opinion internationale est bien près de se retourner en faveur des membres du groupe Tupac Amaru. Apparaissant davantage comme des Robins des Bois sud-américains que comme des terroristes

kamikazes, les preneurs d'otages jouent au jeu de go avec leurs prisonniers, mangent des sushis et font même des efforts pour apprendre le japonais. Leur attitude provoque un mouvement de sympathie chez les Japonais. De plus, pour beaucoup, certaines revendications du groupe péruvien n'ont rien de scandaleux : le MRTA, en retenant des personnalités japonaises, souhaite dénoncer l'aide financière accordée par le Japon au régime du président Fujimori ; soit 2,7 milliards de dollars dont les 23 millions d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté au Pérou ne voient pas la couleur. Finalement, même si l'on pense que la crise peut se régler sans effusion de sang, les terroristes ayant proposé, à la mi-avril, un accord de réconciliation, Fujimori décide de lancer l'assaut. Le président péruvien a conclu un accord avec le Japon : si un seul ressortissant japonais est tué durant l'attaque de l'ambassade, Fujimori démissionnera.

S'étant introduites dans l'ambassade par un tunnel souterrain long de deux cents mètres, les forces spéciales, après cent vingt-six jours de crise, font irruption dans le salon, alors qu'on y joue une partie de football. Surpris, les preneurs d'otages n'ont pas le temps de prendre leurs armes et sont abattus sans sommation. Les quatorze membres du groupe Tupac Amaru sont tous tués au cours de l'assaut.

Cette fois encore, l'issue de la crise laisse un goût amer et nombre d'interrogations demeurent. Car si le nom de Tupac Amaru a éclipsé celui du *Sekigun* durant la prise d'otages, ce dernier refait surface dès le lendemain de la liquidation du commando péruvien. Les enquêteurs nippons établissent que le MRTA n'a pas pu entrer dans l'ambassade sans complicité extérieure. Par ailleurs, une otage japonaise affirme que plusieurs de ses compatriotes, retenus comme elle en otages, étaient de mèche avec les membres du commando. « Plusieurs témoins devaient révéler à la police que des "moutons" japonais figuraient parmi les otages, ce qui expliquait que les révolutionnaires péruviens étaient au courant de tout ce qui se disait en japonais. Et, pour finir, au moins une invitée nippone avait établi une liaison avec certains de ses concitoyens en dehors de l'ambassade. Était-elle en contact avec son organisation, l'Armée rouge japonaise ? Voire directement avec Fusako Shigenobu […] ? Les services d'enquête japonais sont persuadés que l'ambassade avait été infiltrée par le *Sekigun*, qui, à l'intérieur comme à l'extérieur de la résidence, apportait une assistance technique à leurs compagnons d'armes Tupac Amaru, bien mieux

informés que leurs adversaires dans la première partie du bras de fer[8]. » Ces doutes sont en partie confirmés quand on apprend, *via* les services de sécurité colombiens, qu'un mois avant l'issue de la prise d'otages, soit dans le courant du mois de mars, Fusako Shigenobu et une douzaine de ses camarades ont été aperçus dans les maquis des Forces armées révolutionnaires colombiennes.

Pour autant, il est toujours impossible d'affirmer que l'Armée rouge japonaise ait été peu ou prou impliquée dans cette prise d'otages. Selon un officiel péruvien, près de cinq ans après les faits, « la prise d'otages de l'ambassade du Japon à Lima par le MRTA s'explique par des facteurs sans lien avec l'Armée rouge japonaise. Pourquoi l'ambassade du Japon ? En raison, bien sûr, des origines du président Fujimori. Le premier réflexe de Fujimori, lorsqu'il a été victime d'une tentative d'assassinat, en 1992, a été de se réfugier dans l'ambassade du Japon. Et on l'a encore vu, au mois de février 2001, lorsqu'il s'est agi pour l'ancien président de fuir en catastrophe le Pérou afin d'échapper à ses juges, c'est encore une fois au Japon qu'il a pu trouver refuge. Il était donc assez logique que le MRTA prenne pour cible l'ambassade du Japon, après qu'un premier projet d'enlèvement des membres du Congrès eut échoué, quelques mois auparavant[9] ». Mais malgré ces explications de bon sens, Roger Faligot, comme nombre d'agents des services secrets japonais, est toujours loin d'être convaincu par la version officielle du Pérou.

La « mascarade » libanaise

L'infiltration de la NPA à Beyrouth

La NPA japonaise, ayant pu constituer au début des années 90 une cellule spéciale chargée d'infiltrer le *Sekigun*, se donne pour une fois les moyens de ses ambitions. En 1994, le cinéaste révolutionnaire Masao Adachi, leader politique du *Sekigun* au Liban, alors âgé de 57 ans, tombe gravement malade. Sa fille, Sei Harada, qui habite Tokyo, entreprend un voyage au Liban pour s'occuper de son père alité. Sei Harada n'a jamais été active au sein de l'organisation terroriste et ne partage pas les opinions

politiques de son père. Mais, dans la culture japonaise, quelles que soient les circonstances, une fille doit prêter assistance à ses parents. Installée à Beyrouth où elle s'occupe d'Adachi, Harada tombe amoureuse d'un séduisant Japonais qui vient d'arriver dans la capitale libanaise. Elle lui présente bientôt son père, qui introduit le jeune homme dans le cercle des vétérans de l'Armée rouge japonaise : Fusako Shigenobu, bien sûr, mais aussi Mariko Yamamoto, la demoiselle « Pleine Lune » du réseau parisien de 1974, ainsi que Kozo Okamoto et d'autres camarades. Mais l'homme dont s'est éprise Sei Harada, un certain Yushioki Shimoto, n'est pas entré à Beyrouth par hasard. Il est en réalité un agent spécial de la NPA, chargé d'infiltrer le groupe terroriste. Un an plus tard, un autre policier de la NPA, Takayaki Morishima, s'installe à Beyrouth, où il ouvre un restaurant japonais qui devient rapidement le lieu de rencontre privilégié des membres du *Sekigun,* très friands de cuisine japonaise.

Cependant, depuis au moins un an, le gouvernement japonais fait pression sur le Liban, demandant l'extradition de tous les membres du *Sekigun* hébergés sur son territoire. Ces pressions sont accompagnées de contreparties financières importantes. En 1997, le général libanais Ali Makki, le numéro deux de la Sûreté d'État, est de retour du Japon où il a rencontré les responsables de la NPA. Il a promis à ses interlocuteurs qu'il ferait tout pour permettre l'extradition des terroristes japonais de la vallée de la Békaa. Ali Makki prend-il seul la décision d'arrêter les militants du *Sekigun* ? Rien n'est moins sûr. Il semblerait cependant que la Syrie n'ait pas été informée des engagements pris par la Sécurité libanaise. La Syrie protège toujours ses anciens partenaires de l'ARJ. En dépit de cela, le milliardaire Rafik Hariri, alors Premier ministre du Liban, pourtant un ancien du FPLP de Georges Habache, donne son feu vert à Ali Makki. Le coup de filet a lieu dans la nuit du 15 février, quand se jouent, à Lima, les dernières semaines de la prise d'otages de l'ambassade du Japon.

Ballet diplomatique à Beyrouth

Dans un appartement de Beyrouth ouest, qui appartenait autrefois à l'ambassade d'Iran, la Sécurité de l'État libanaise procède, au soir du 15 avril 1997, aux arrestations de sept cadres du *Sekigun* et de deux

Libanaises en relation étroite avec le groupe terroriste. Un étrange jeu de poker menteur diplomatique va dès lors brouiller les cartes et révéler les contradictions internes de la politique libanaise. Si deux ministres, MM. Bouez et Sabeh, confirment l'arrestation des Japonais dans les heures qui suivent, deux autres ministres, MM. Murr et Tabbarah, apportent au même moment un démenti. Mais au fil des heures, l'arrestation des terroristes semble être confirmée, et des informations plus précises sur l'identité des personnes arrêtées sont diffusées.

Dès la nouvelle connue, la presse, à commencer par les médias libanais, s'interroge. Ainsi la *Revue du Liban* pose la question : « Pourquoi la Sûreté de l'État s'est-elle précipitée pour arrêter les membres de l'Armée rouge juste aujourd'hui, alors qu'ils vivaient dans la Békaa depuis plus de douze ans, au vu et au su de tout un chacun et, plus particulièrement, des forces de sécurité ? » Et ajoute la journaliste, Aline Lahoud : « On dirait que le cafouillage est dû à la réaction des services syriens, irrités de n'avoir pas été consultés, alors qu'il s'agissait d'éléments que les services avaient eux-mêmes installés dans la Békaa. Est-ce possible ? »[10].

Une fois l'arrestation des militants de l'ARJ confirmée, la confusion la plus totale semble submerger les autorités libanaises qui, de démentis en hésitations, réduisant finalement à cinq le nombre des arrestations, paraissent ne plus savoir quoi faire des membres de l'Armée rouge qu'elles ont pourtant pris la décision de mettre sous les verrous. Après quelques jours d'imprécision volontaire sur l'identité des terroristes, on apprend bientôt qu'il s'agit des principaux cadres de l'ARJ. Il faudra néanmoins près de trois jours aux autorités libanaises pour communiquer, au compte-gouttes, le nom de six des membres de l'ARJ. Il s'agit de :

- – Kozo Okamoto (49 ans), le « héros de Lod » ;
- – le cinéaste Masao Adachi (57 ans), l'un des fondateurs de l'Armée rouge japonaise ;
- – Mariko Yamamoto (56 ans), *alias* « Miss Pleine Lune » ;
- – Kazuo Tohira (44 ans), Haruo Wako (48 ans), Hisashi Matsuda (48 ans) : trois « soldats » ayant participé à plusieurs opérations de

commando. L'un d'eux, Haruo Wako, dirigeait le commando qui a pris en otage l'ambassadeur de France à La Haye en 1974.

Qui était le septième membre de l'organisation arrêté dans la nuit du 15 février ? Fusako Shigenobu, que la Sûreté d'État aurait laissée repartir, comme elle laissera repartir, quelques jours plus tard, Hisashi Matsuda ? C'est possible.

Quant aux deux Libanaises arrêtées en même temps que les militants de l'ARJ, elles sont rapidement remises en liberté. L'une d'elles, Omaya Abboud, une infirmière de 30 ans qui a fait ses études au Japon, prodiguait des soins à Okamoto dont la santé mentale et physique est des plus fragiles.

Le Japon, qui a bien sûr suivi de près ces arrestations, fait aussitôt pression sur le gouvernement libanais, profitant de l'extrême confusion qui règne entre le Liban et la Syrie, pour exiger l'extradition de tous les membres de l'Armée rouge arrêtés. Une délégation japonaise est aussitôt dépêchée sur place. De leur côté, les États-Unis, également sur tous les dossiers concernant les membres encore en fuite de l'ARJ, apportent leur soutien au Liban – contre la Syrie –, espérant ainsi forcer les Syriens à dénoncer ouvertement le terrorisme et les attirer à la table des chaotiques négociations en cours avec l'État d'Israël. Pour l'ambassadeur américain au Liban, Richard Jones, ces arrestations sont « un excellent exemple des efforts entrepris pour améliorer le climat de sécurité dans la région[11] ». Et le journal libanais *An-Nahar* écrit que ces arrestations « permettront sans doute à la Syrie comme au Liban d'attirer les investissements et l'aide économique de deux des plus puissantes nations du monde[12] ». La Syrie, qui semble maintenant s'être alignée sur la position libanaise, entend profiter, comme le Liban (qui a déjà encaissé 150 millions de dollars des Japonais), de subséquentes retombées économiques. Mais les charges retenues contre les terroristes par la justice libanaise déçoivent les attentes des Japonais et des Américains. Les membres de l'Armée rouge, qui ne sont plus que cinq (Matsuda vient d'être libéré), sont inculpés pour utilisation de

faux passeports, falsification de cachets officiels et séjour illégal au Liban. Chefs d'accusation quelque peu surréalistes si l'on considère que la Syrie comme le Liban ont probablement aidé les militants du *Sekigun* à se procurer ces mêmes faux papiers… Le Japon pense cependant que le Liban va finir par livrer Okamoto et ses camarades aux autorités japonaises, comme l'ont déjà fait la Roumanie et le Pérou au cours des derniers mois. Si bien que le jeudi 20 février, sur le tarmac de l'aéroport de Beyrouth, un avion de la Japan Airlines est spécialement affrété pour rapatrier les membres de l'ARJ.

Durant ce ballet diplomatique, on en apprend un peu plus sur les récentes activités au Liban du groupe terroriste. Les vétérans de l'Armée rouge, toujours actifs, « participaient à des entraînements communs avec le FPLP-CG d'Ahmed Jibril, qui a jadis organisé des attentats pour le compte à la fois des Syriens et des Iraniens[13] ». Par ailleurs, l'Armée rouge japonaise a intensifié ses contacts en Asie, en Amérique latine et au Japon, afin de donner corps au Parti révolutionnaire du peuple, créé à Damas en 1991. Un an avant le coup de filet des autorités libanaises, la police japonaise avait découvert des T-shirts sur lesquels était imprimé le nom de l'organisation en japonais ; ils étaient destinés aux nouvelles recrues au Japon. On put établir qu'une quarantaine de membres de l'Armée rouge japonaise étaient toujours implantés au Liban, et qu'en 1996 des militants japonais s'étaient rendus à Beyrouth.

Le 24 février, cinquante journalistes japonais débarquent dans la capitale libanaise pour couvrir les arrestations qui font grand bruit au Japon. Les journalistes font le pied de grue devant la prison qui retient encore les membres de l'Armée rouge arrêtés, ou dans l'ambassade japonaise. « Au Japon, le *Sekigun* est toujours un sujet brûlant, et l'affaire fait la première page des journaux[14] », affirme Satoru Yamamoto, le patron de l'agence de presse Jiji du Caire, venu suivre l'affaire à Beyrouth. Mais l'attente des journalistes est rapidement déçue. Il ne se passe rien, et aucun d'entre eux n'a la possibilité d'interviewer les cadres de l'ARJ incarcérés.

Les autorités japonaises s'impatientent et font parvenir une demande officielle d'extradition aux autorités libanaises. Mais le Liban fait marche arrière. Le 3 mars, Ali Makki, l'artisan du coup de filet qui pensait d'un jour à l'autre être promu à la tête de la Sécurité de l'État, est limogé.

Conséquence de ce limogeage : Beyrouth refuse l'extradition des militants de l'ARJ et les condamne à trois ans d'emprisonnement pour utilisation de faux passeports. L'avion affrété par le gouvernement japonais est obligé de rentrer au pays.

Pour autant, la diplomatie japonaise, qui a subi un cuisant revers, n'est pas résolue à abandonner la partie. Il lui reste trois ans pour inverser la vapeur et obtenir l'extradition des membres de l'Armée rouge. Elle s'y emploie dès lors sans relâche.

L'incarcération libanaise

Le 20 mai 1997, un journaliste du quotidien *Tokyo Shimbun* parvient à rencontrer Okamoto. Au cours d'un bref entretien, le seul survivant du commando de Lod déclare « ne pas comprendre les motifs de son arrestation ». « Toute ma vie, confie-t-il, j'ai lutté main dans la main avec les pays arabes. » Et quand le journaliste lui demande où se trouve Shigenobu, Okamoto évacue rapidement la question : « Je ne pourrais pas dire où elle se trouve, mais il est désormais certain qu'elle n'est plus au Liban[15]. »

En effet, ayant échappé au piège de la Sécurité de l'État libanaise, Shigenobu, suivie de ses commandos, est partie en Colombie, où elle s'est une nouvelle fois volatilisée. C'est également en Amérique latine, à Santa Cruz, en Bolivie, qu'un autre soldat de l'ARJ, Jun Nishikawa, est arrêté au mois de novembre 1997 en possession de deux faux passeports : l'un philippin, l'autre espagnol. Nishikawa, qui était déjà passé en 1975 par les prisons japonaises, est expulsé vers Tokyo, où il est incarcéré.

À Beyrouth, les conditions de détention des cinq Japonais sont loin d'être déplaisantes. Les quatre hommes, placés dans une pièce commune de leur prison de Roumieh, dans la banlieue de Beyrouth, peuvent regarder la télévision et ne manquent de rien, tant leurs geôliers sont aux petits soins pour eux. On leur a même fourni un barbecue coréen et différents ustensiles leur permettant de préparer leurs repas. Mariko Yamamoto, en revanche, souffre de son isolement. C'est la seule femme du groupe, et elle a été placée dans une cellule individuelle du quartier des femmes.

Sans cesse sollicités par les médias, et surtout les médias japonais qui campent jour et nuit devant la prison, les membres de l'ARJ accordent plusieurs interviews au cours de leur incarcération, se montrant tour à tour provocateurs, menaçants, cyniques et sans remords. En 1998, ils déclarent que l'Armée rouge japonaise « n'avait jamais été si forte et si grande[16] ». « Vous seriez surpris, dit Masao Adachi aux journalistes, du nombre actuel de nos sympathisants au Japon[17]. » Et, en effet, au Japon, profitant notamment du développement de l'Internet, les comités de soutien et autres organisations affiliées au *Sekigun* se sont multipliés, animant plus d'une dizaine de sites reliés les uns aux autres par des liens hypertextes. Masao Matsuda, qui a été expulsé de France en 1974, et qui reste sous la surveillance permanente de la police japonaise, a notamment créé, avec d'autres vétérans de l'organisation, le « Comité de soutien contre le procès des membres de l'Armée rouge ». Grâce à son site Internet, le comité parvient à drainer une nouvelle génération de militants qui s'opposent farouchement au retour des membres de l'ARJ, réclamant la solidarité du FPLP et du Hezbollah. Le *Sekigun* peut à présent compter sur le soutien d'environ quatre cents sympathisants et militants au Japon.

Provoquant le gouvernement japonais et la NPA depuis leur geôle libanaise, les membres incarcérés de l'ARJ affirment que plusieurs commandos suicides sont prêts à entrer en action au Japon. « Pourquoi le gouvernement japonais est-il si inquiet à notre sujet si nous ne représentons plus aucune menace à ses yeux[18] ? » demande Masao Adachi au journaliste venu le rencontrer. Quant à Okamoto, interrogé sur sa participation au massacre de Lod, il déclare ne rien regretter de ce qu'il a fait. « J'avais une mission, je l'ai menée à bien. » Passant en revue l'actualité du terrorisme dans le monde, les membres de l'ARJ dénoncent sans détour l'attaque au gaz sarin dans le métro de Tokyo de la secte *Aum Shinrikyo*[19] (qualifiée, par Masao Adachi, d'action menée par des « fanatiques » ayant pratiqué une « opération absurde »). Ils se montrent, en revanche, solidaires du MRTA, tout en critiquant la faiblesse des preneurs d'otages de Lima : « Ils se sont montrés trop gentils avec le gouvernement péruvien. Au lieu de s'engager dans de longues et infructueuses négociations, ils auraient dû exécuter les otages. »

Un an avant la libération des cinq membres de l'Armée rouge, le gouvernement japonais intensifie sa diplomatie au Liban, réclamant avec force leur extradition, et tout particulièrement celle de Kozo Okamoto, le plus recherché d'entre tous. Mais le Hezbollah pro-iranien entreprend une efficace contre-attaque, manifestant quotidiennement devant la prison de Roumieh en exhibant des portraits d'Okamoto et en chantant des versets en son honneur. Le Hezbollah, qui exerce aussi une pression intensive sur le gouvernement libanais, parvient à rallier une grande partie de l'opinion publique, qui considère depuis longtemps déjà Okamoto comme un héros du monde arabe. Encouragé par l'opinion publique et la fragilisation des engagements du Liban à l'égard du Japon, Okamoto demande officiellement, le 6 décembre 1999, l'asile politique du Liban.

Quelques jours avant leur libération, les cinq membres de l'ARJ invitent la presse japonaise à assister aux cérémonies de leurs conversions religieuses. Kozo Okamoto, Kazuo Tohira et Mariko Yamamoto se convertissent en grande pompe à l'islam. Masao Adachi, qui s'est converti une semaine plus tôt au christianisme, en a profité pour épouser en prison une militante libanaise de l'ARJ. Le lendemain de ces conversions médiatiques, le gouvernement libanais doit prendre sa décision concernant leur extradition. « Tout ça, c'est de la propagande, déclare un journaliste qui n'a pu entrer dans la prison pour assister aux cérémonies religieuses. C'est bon pour eux. Ils ont la publicité qu'ils voulaient. Mais en ce qui me concerne, il n'y a aucun scoop[20] ! » Le Japon, qui s'inquiète des manifestations de soutien du Hezbollah, aurait, selon le *Tokyo Shimbun*, versé 120 millions de dollars aux autorités libanaises pour appuyer leur demande d'extradition. Finalement, les autorités libanaises coupent la poire en deux : Adachi, Tohira, Yamamoto et Wako sont expulsés ; et Okamoto, « en raison des souffrances endurées lors de son séjour dans les prisons israéliennes[21] », est le premier étranger à obtenir l'asile politique du Liban.

Retour au Japon

La veille de la libération officielle des cinq membres de l'ARJ, le 6 mars 2000, Osamu Maruoka – dit « l'Échalote » – adresse, depuis sa prison de Tokyo, une lettre au gouvernement libanais, dans laquelle il lui

demande « d’accepter l’asile politique » de ses camarades « ou de les laisser repartir vers un pays où ils pourront demeurer en sécurité »[22]. Maruoka, âgé de 49 ans, a été condamné dix ans plus tôt à perpétuité.

Le 17 mars, Masao Adachi, Kazuo Tohira, Haruo Wako et Mariko Yamamoto, munis par les autorités libanaises de passeports et de visas jordaniens, sont escortés vers l’aéroport de Beyrouth où un avion a spécialement été affrété. Les officiels libanais leur apprennent qu’Amman a accepté de les accueillir. En réalité, les terroristes sont tout droit conduits dans un piège échafaudé par Beyrouth, Tokyo et Amman. Après une heure de vol, l’avion se pose bien à Amman, mais les autorités jordaniennes leur refusent l’entrée sur leur territoire. Sur le tarmac de l’aéroport, les quatre membres de l’ARJ sont transférés dans un avion russe de la compagnie Aéroflot. Dans l’avion, où les attendent des diplomates japonais et des membres de la NPA, le piège se referme : ils sont tous arrêtés à 18 h 10. L’avion décolle peu après pour le Japon. Destination ultime du groupe : la maison d’arrêt de la cour de justice de Tokyo.

Durant le voyage, l’atmosphère est étrangement sereine. Les membres de l’ARJ se conduisent comme des touristes qui rentrent au pays. Mariko Yamamoto demande à lire un journal en anglais, quand Masao Adachi se contente d’un verre d’eau fraîche. Après une dizaine d’heures de vol, Tokyo apparaît soudain entre les nuages. Masao Adachi, assis près d’un hublot, fait signe à ses camarades qui se penchent et observent religieusement la capitale japonaise qui grossit à vue d’œil. Une émotion traverse alors les vieux rebelles qui n’ont pas touché le sol natal depuis près de trente ans. Une émotion qui ne laisse pas insensibles les policiers chargés de les mener à bon port.

À 17 h 30, quand l’avion se pose sur la piste d’atterrissage de l’aéroport de Narita, une foule de journalistes et des véhicules de la police sont là pour les accueillir. Une heure plus tard, vêtue de rouge, Mariko Yamamoto, encadrée par deux policiers de la NPA, est la première à sortir de l’avion. Un par un, les trois hommes la suivent et descendent la rampe qui mène tout droit vers un fourgon blanc aux vitres fumées. Le fourgon démarre aussitôt, escorté par des motards et des voitures officielles, vers la maison d’arrêt de Tokyo. Les Japonais, qui suivent la scène sur leur poste de télévision, sont sidérés par l’aspect des terroristes. Habitués aux visages

éternellement jeunes de ces portraits en noir et blanc affichés depuis près de trente ans à l'entrée de tous les commissariats, ils ne reconnaissent pas ceux que l'on considère, depuis trois décennies, comme les plus dangereux criminels du Japon. Ils ne voient que des hommes vieillis, intimidés, au visage marqué, à la démarche hésitante. Dès que sont mis sous les verrous les membres de l'ARJ, le Premier ministre japonais, Keizo Obuchi, déclare officiellement qu'ils comparaîtront bientôt devant la cour de justice. « Le monde n'est pas un domaine où les terroristes peuvent vivre en paix. Où qu'ils se trouvent, le gouvernement japonais, avec l'aide de la communauté internationale, n'aura de cesse de poursuivre les membres de l'Armée rouge japonaise encore en liberté[23] », déclare-t-il, regrettant cependant que le Liban ait accordé l'asile politique à Okamoto[24]. « Le Japon continuera par tous les moyens à demander son extradition », promet-il.

Trois semaines plus tard, quand débutent les audiences préliminaires devant la cour de justice de Tokyo des quatre membres du *Sekigun*, Keizo Obuchi meurt, terrassé par une attaque cérébrale. Le jour même, le mardi 4 avril 2000, devant une dizaine de vétérans du *Sekigun* venus la soutenir au tribunal alors qu'elle comparaît pour la première fois en audience préliminaire, Mariko Yamamoto fait face à ses juges. Les cheveux pris dans un foulard islamique, le visage inexpressif et à moitié caché derrière de grosses lunettes fumées, elle reste assise sans bouger, écoutant patiemment l'énoncé des charges retenues contre elle. Le jeune juge japonais les énumère d'une voix monocorde : falsification de pièces d'identité, association de malfaiteurs, complicité de meurtre… Au bout d'un moment, Mariko Yamamoto demande la parole. Elle s'avance à la barre, déplie une dizaine de feuillets qu'elle se met à lire d'une petite voix. Elle entame sa défense par ces mots teintés de défi : « Je suis un membre du *Nihon Sekigun*… » Aucune hésitation dans sa voix, aucune trace de repentir. Puis elle plaide l'irrégularité de son arrestation : elle et ses camarades ont été victimes d'un « kidnapping » illégal ; leur arrestation ayant eu lieu hors de la juridiction des policiers japonais, et qui plus est à bord d'un avion étranger – russe en l'occurrence. Dans la salle d'audience, la chaleur est étouffante, et la plupart des vétérans sexagénaires venus apporter leur soutien à « Miss Pleine Lune », fatigués et bedonnants, se sont assoupis…

Cependant, la police japonaise ne peut dissimuler son inquiétude. Même si elle pense que l'organisation terroriste est désormais moribonde, elle n'exclut pas un ultime coup d'éclat organisé par Fusako Shigenobu. Tout le monde à Tokyo se souvient de Kuala Lumpur et de Dacca. La quasi-totalité des cadres de l'ARJ étant désormais sous les verrous, Shigenobu prépare peut-être une opération de sauvetage. Des menaces diffuses, *via* différents sites Internet affiliés au *Sekigun*, inquiètent les organisateurs du sommet du G8 qui se tiendra à la fin du mois de juillet sur l'île d'Okinawa. « L'Armée rouge, affirme même un responsable des services de renseignement japonais, n'a pas renoncé aux actions militaires. En fait, nous pensons qu'elle frapperait à nouveau si elle se trouvait en position de le faire[25]. »

Hasard du calendrier : à cette époque, on commémore dans de nombreux médias japonais le trentième anniversaire de la fin du mouvement étudiant de 1968. Les étudiants de l'époque, qui ont pour la plupart dépassé la cinquantaine, sont désormais aux commandes de la société nippone. Ils sont de toute part sollicités pour donner leur sentiment sur le retour forcé des vétérans de l'ARJ. « Il y a trente ans, explique le professeur Hideki Chimoto, spécialiste des mouvements de lutte et ancien militant du mouvement étudiant, le monde bouillonnait de ce que l'Armée rouge appelait la "révolution universelle". Mais avec la fin de la guerre froide et la chute du communisme, les débuts du processus de paix au Proche-Orient, on a retiré à l'Armée rouge japonaise, qui s'était identifiée à la lutte palestinienne, ses deux principales raisons d'être[26]. » À propos de Fusako Shigenobu, Chimoto déclare qu'il « ne pense pas qu'elle reviendra à la violence, même si elle souhaite sans doute revenir sur le devant de la scène ». Pour Kiyoshi Imai, l'ancien leader de Todai, le meneur de la légendaire résistance au *Kidotai* de l'amphithéâtre Yasuda, aujourd'hui sénateur sur les bancs du Parti démocratique japonais, « l'erreur du *Sekigun* est d'avoir voulu changer la société par la violence et la dictature. Or, on ne pouvait changer la société japonaise, ni le monde entier par la violence. Ceux qui sont rentrés au mois de mars dernier sont les enfants inattendus et dérangeants du mouvement étudiant. J'ai pitié d'eux comme j'ai pitié de leur erreur. Pourtant, dans le cœur du Japon, il reste un attachement sentimental de la population à l'époque du mouvement étudiant. Je suis fier

quant à moi d'avoir été un leader de ce mouvement, et je sais que ma popularité actuelle vient de là[27] ». Takaya Shiomi, le fondateur historique du *Sekigun-ha,* condamné à vingt ans de prison à la suite du coup de filet de la police dans les montagnes de Daibosatsu en 1970, dans un texte commémorant le trentième anniversaire du détournement de l'avion *Yodo* vers la Corée du Nord, dénonce, quant à lui, « la prise d'otages de civils lors des détournements d'avion », tout en saluant « l'héritage politique de la lutte menée dans les années 70 pour l'indépendance et la paix »[28].

Après quatre ans de détention dans une prison thaïlandaise, Yoshimi Tanaka, l'ancien membre du groupe *Yodo* de Corée du Nord, maintenant âgé de 52 ans, est libéré à la fin du mois de juin 2000, puis immédiatement remis aux autorités japonaises. Traumatisé par ses années de détention à Bangkok, qu'il a passées les fers aux pieds, Tanaka accueille son expulsion vers le Japon comme une bénédiction. Après avoir protesté quatre ans contre son extradition, il a fini par jeter l'éponge, et accepte de son plein gré de comparaître devant une cour de justice japonaise. « J'ai décidé de rentrer au Japon et d'assumer ma conduite passée[29] », déclare-t-il peu de temps avant sa libération. Inculpé pour le détournement de l'avion *Yodo* trente ans plus tôt, ainsi que pour des attentats commis contre la police japonaise à la fin des années 60, il apparaît souriant à son arrivée à l'aéroport de Narita, le 28 juin 2000, escorté par les molosses de la NPA. Visiblement soulagé de rentrer au Japon après trente ans d'exil, Tanaka déclare aux reporters : « C'est bon de rentrer à la maison[30] ! »

Après les remous suscités par ces retours en cascade, le calme retombe. Les effectifs policiers sont considérablement renforcés pour encadrer les réunions du G8 du mois de juillet, mais aucun incident n'est à déplorer, même si certaines organisations liées à l'ARJ, en marge du sommet, se rendent à Okinawa pour protester contre la mondialisation, avec d'autres groupes venus du monde entier.

Au mois d'août, pour soutenir l'entreprise de rapprochement des deux Corées, une délégation américaine se rend à Pyongyang. Les Américains se disent prêts à soutenir les efforts de rapprochement entre les frères ennemis

et à reconsidérer le gel des relations diplomatiques entre les États-Unis et la Corée du Nord, si toutefois Pyongyang accepte de mettre un terme à ses activités terroristes. Première des conditions posées par les États-Unis : l'expulsion des derniers membres du groupe *Yodo*. Ainsi, même la Corée du Nord, ultime refuge des terroristes en fuite de l'Armée rouge, se révèle désormais des plus précaires.

Si tout laisse penser que l'Armée rouge japonaise, dépourvue de soutien et sans asile possible, est bien anéantie, reléguée dans le fatras idéologique du XX^e^ siècle, une question demeure encore en suspens. Où est Fusako Shigenobu ? À cette question, ni Interpol, ni la NPA, ni la CIA ne sont capables de répondre. Shigenobu n'est pourtant pas loin, et on aurait très bientôt de ses nouvelles.

Le retour de « la Reine rouge »

Après les espoirs suscités par la diplomatie américaine, c'est une nouvelle fois l'escalade de la violence au Proche-Orient. Amère désillusion. L'administration Clinton, en fin de mandat et malgré les pressions exercées tant sur le Premier ministre israélien Ehud Barak que sur Yasser Arafat, n'a pas pu empêcher la seconde Intifada d'éclater dans les territoires occupés. Ariel Sharon, accusé d'avoir mis le feu aux poudres en organisant une visite sur l'esplanade de la Mosquée Al-aqsa de Jérusalem, le 28 septembre 2000, se prépare à prendre le pouvoir en Israël, pendant que s'élèvent, partout dans le monde, des cris d'indignation contre l'État hébreu qui réprime durement le soulèvement des Palestiniens. Soulèvement qui tournera bientôt à l'affrontement armé.

Au mois d'octobre 2000, Shigenobu, *via* les sites Internet de l'ARJ où sont diffusées ses publications, condamne « la répression sioniste » et publie ses réactions dans des journaux libanais. « Assez de cette paix imposée par les seuls fusils israéliens[31] », écrit-elle. Pour autant, personne ne sait encore où elle se trouve. Le Liban, d'où Israël s'est retiré sans contrepartie quelques mois plus tôt, dément que la dirigeante du *Sekigun*, comme le pensent les Japonais, se trouve encore sur son territoire.

Une mystérieuse locataire

Juillet 2000, Osaka. Un immeuble du quartier de Nishinari-ku. Mme Yamada, une dame d'une cinquantaine d'années, de taille moyenne, les cheveux courts, habillée avec soin, emménage seule dans l'appartement 401. Quelque chose de tout à fait particulier se dégage de sa personne. Un regard fier et perçant se devine sous des lunettes teintées, une allure majestueuse et quelque peu rigide qui intimide au premier abord. Le propriétaire de l'appartement, avec qui Mme Yamada a pris contact quelques jours plus tôt, l'aide à transporter les quelques caisses qu'elle a emportées avec elle. Tadashi Oga, l'ancien locataire de l'appartement, un homme de 53 ans qui dirige une usine de distribution d'eau, est une relation de Mme Yamada. C'est lui qui l'a recommandée auprès du propriétaire. Peu d'effets personnels dans les caisses et les cartons qu'ils transportent dans la *manson.* Essentiellement des livres, remarque le propriétaire, et pour la plupart des livres politiques, écrits dans différentes langues, leurs titres comportant presque toujours le mot « révolution ». Il aperçoit également un certain nombre d'enveloppes contenant de l'argent liquide en devises étrangères variées. Mme Yamada est peu liante et guère souriante. Une fois l'emménagement effectué, le propriétaire de la mansion s'éclipse et laisse seule sa nouvelle locataire.

Seule, Mme Yamada ne le reste pas très longtemps. Au cours des jours et des semaines qui suivent défilent dans l'appartement plusieurs dizaines de personnes, souvent âgées d'une cinquantaine ou d'une soixantaine d'années, habillées avec désinvolture, et qui se montrent bien peu polies avec les autres locataires qu'ils croisent parfois dans l'escalier. Certains individus sont plus jeunes, âgés à peine d'une trentaine d'années, mais avec un air tout aussi curieux et inquiétant.

M. Mizutani[32], qui occupe l'appartement situé en face du n° 401, est très attentif à ce défilé permanent d'individus qu'il considère comme douteux. Après quelques jours de ce remue-ménage quotidien, il prend note des heures d'arrivée des visiteurs. La plupart du temps, ils viennent le soir, par groupe de quatre ou cinq, restent une partie de la nuit dans le petit appartement et quittent silencieusement les lieux, parfois juste avant le levé du soleil, faisant attention de ne pas se faire entendre des voisins. Ce comportement étrange semble concorder avec les premières impressions de

M. Mizutani. Celui-ci a à peu près l'âge de Mme Yamada, et il se souvient très précisément de ses années de jeunesse, à l'époque du mouvement étudiant de la fin des années 60. Il a remarqué sa manière si particulière de fumer des cigarettes de marque française, son regard perçant dissimulé derrière les verres fumés de ses lunettes. Il cherche dans ce visage une ressemblance avec… ce portrait en noir et blanc, vieux de trente ans, affiché à l'entrée de tous les *koban* du Japon. Serait-il possible que ce soit elle ? Est-il concevable qu'après trente ans d'exil, celle que l'on surnommait « la Reine rouge », la « Mata Hari japonaise », recherchée par toutes les polices du monde, habite désormais un paisible immeuble du centre d'Osaka ? Que Mme Yamada et Fusako Shigenobu soient une même et unique personne ? Les jours passent et le doute le ronge.

À la fin du mois de juillet, M. Mizutani se décide à appeler la police. Mais les agents de la police préfectorale ne prennent pas au sérieux son témoignage ; pour eux, il est impensable que Shigenobu soit au Japon. Ils se décident finalement à aller jeter un œil du côté de l'immeuble du quartier de Nishinari. De son côté, depuis le retour des quatre membres « libanais » du *Sekigun*, la NPA a constaté un regain d'activité dans le milieu des sympathisants japonais du groupe terroriste. À suivre les déplacements de certains d'entre eux, les échanges téléphoniques ou les messages diffusés sur les différents sites Internet liés à l'organisation terroriste, nombre de pistes conduisent dans le Kansai (région d'Osaka, Kobe, Kyoto). Le témoignage recueilli par la police préfectorale et l'enquête ouverte par la NPA pourraient donc concorder.

Sans se faire repérer, les policiers photographient Mme Yamada quand elle sort de l'immeuble et comparent les clichés au portrait de 1971. Cette dame d'un âge respectable, aux cheveux courts, aux joues creuses, ne ressemble guère à la jeune femme à la crinière noire de la fiche de police. Pourtant, la NPA commence à prendre au sérieux le témoignage de M. Mizutani et contacte le propriétaire de l'appartement 401, qui confirme avoir remarqué des choses étranges dans le comportement de sa nouvelle locataire. Il parle des livres, des devises étrangères… La NPA décide d'ouvrir une enquête.

Les agents japonais commencent par étudier le contenu des ordures quotidiennes de Mme Yamada. Dans les premiers temps, ils ne trouvent rien de particulier. Mais, au milieu du mois d'octobre, la police parvient à faire

apparaître des empreintes digitales sur une bouteille de jus de fruit – empreintes qui sont immédiatement comparées à celles qui figurent dans leur dossier : elles sont identiques. En son absence, et grâce à la collaboration du propriétaire de l'appartement, une équipe de la NPA s'introduit chez Mme Yamada. Les policiers y découvrent 80 000 francs en liquide, deux passeports portant des noms différents, des disquettes contenant le début d'un manifeste politique et quelques lettres adressées à des amis. Sur les disquettes, des phrases et expressions laissent désormais peu de doute sur l'identité réelle de Mme Yamada : « … lutter contre le capitalisme américain et japonais… » ; « pouvoir politique aux travailleurs… » ; « monopole capitalistique… » ; « impérialisme »… Et le titre de l'ouvrage en cours de rédaction : *Kakumeito* (le Parti révolutionnaire du peuple). Ce nom est déjà connu de la NPA. Le *Kakumeito* a vu le jour à Beyrouth, en 1991. Cette fois, plus aucun doute n'est permis : Mme Yamada est bien Fusako Shigenobu. Le MPD (Metropolitan Police Department) est aussitôt chargé de procéder à son arrestation.

L'arrestation de Fusako Shigenobu

Shigenobu ne repasse pas à l'appartement du quartier de Nishinari. Alertée par ses complices, elle sait qu'elle vient d'être identifiée et tente une ultime échappée, alors que la police ratisse sans relâche toute la région du Kansai, ne laissant aucune voie d'accès sans surveillance. Les mailles du filet sont extraordinairement serrées, et Shigenobu sait bien qu'elle n'échappera plus à ses ennemis de trente ans. Elle souhaite simplement sortir dignement de tout cela, la tête haute. Deux des complices qui l'ont aidée à revenir au Japon la conduisent, tard dans la nuit du 7 novembre, dans un hôtel situé en bordure de la ville, le Takatsuki. Elle se présente à la réception sous une fausse identité, déguisée en homme, portant un chapeau et un long manteau. Puis elle passe une partie de la nuit dans l'une des chambres de l'hôtel à discuter avec les deux hommes qui l'accompagnent. Shigenobu ne se fait aucune illusion ; elle a compris que son arrestation n'est plus qu'une question de jours.

Le lendemain matin, le 8 novembre, les deux hommes qui l'ont accompagnée reviennent la chercher. Ayant revêtu son déguisement, elle signe le registre une dernière fois, sans même prendre la peine de travestir son nom. Elle signe « Okudaira », le nom de son premier mari, mort au cours de l'attentat de Lod. Puis elle traverse le hall vide de l'hôtel, marchant lentement, le cœur battant, toujours escortée de ses deux complices. Tout est calme. Trop calme. Il est 10 h 35. Les portes automatiques de verre s'ouvrent sur un matin gris et pluvieux. Shigenobu fait quelques pas en direction de la rue. Elle ne va pas plus loin. En quelques secondes, elle est encerclée par une douzaine de policiers des forces spéciales. Surprise, elle ne peut s'empêcher de lâcher un cri. Un officier de police resté en retrait s'approche d'elle et lui demande : « Êtes-vous madame Okudaira ? Fusako Okudaira ? » Passé l'effet de surprise, Shigenobu se tourne vers son interlocuteur et répond tranquillement : « Oui. »

Sans se départir de son calme, ni montrer aucun signe de résistance, Shigenobu est conduite pour un premier interrogatoire dans un poste de police proche de l'hôtel Takatsuki. Elle garde le silence et ne répond à aucune des questions qui lui sont posées. Pendant ce temps, la nouvelle de son arrestation se répand dans tout le Japon comme une traînée de poudre. L'interrogatoire de Shigenobu se poursuit dans une cabine close du Shinkansen (le TGV japonais), spécialement réquisitionné pour ramener le plus VIP des criminels japonais à Tokyo. Dans le couloir du train, les cow-boys de la NPA, en complet noir et lunettes fumées, mâchant inlassablement leur chewing-gum, montent la garde et barrent la route aux équipes de la NHK. La chaîne nationale a été autorisée à monter dans le train et à filmer le retour de « la Reine rouge ».

À l'arrivée du Shinkansen en gare de Tokyo, peu après 17 heures, une masse de journalistes venus de tout le pays est là pour l'accueillir. Plusieurs centaines de personnes se massent sur le quai, armées de téléobjectifs ou de caméras digitales, tant bien que mal contenues par un important cordon de sécurité. Puis apparaît enfin celle que tout le monde attend. Vêtue d'un chemisier noir et d'une veste grise, souriante, le regard flamboyant où perce un ultime défi, visiblement galvanisée par un tel accueil, la rebelle de 55 ans traverse la foule avec l'aisance d'une danseuse, sous le crépitement des flashes, les acclamations, les huées ; une incroyable bousculade que les policiers ont la plus grande peine à maîtriser. À l'attention des journalistes

et des caméras de télévision, Shigenobu lève les pouces en criant : « Je me battrai ! je me battrai jusqu'au bout[33] ! »

Shigenobu aurait souhaité faire une dernière fois la une des journaux du monde entier. Mais son arrestation ne passa qu'en second titre de la presse nationale, éclipsée par le ballottage de l'élection présidentielle américaine entre George Bush Jr et Al Gore.

Ailleurs dans le monde, l'arrestation de « la Reine rouge » fut réduite à une brève sur CNN et la BBC. Peu d'écho en Europe continentale[34].

Révélations, réactions et interrogations

L'analyse des deux passeports retrouvés dans l'appartement occupé les derniers mois par Shigenobu apporta son lot de révélations. Shigenobu n'en était pas à sa première incursion clandestine sur le territoire japonais. Au cours des trois dernières années, elle était entrée huit fois, chaque fois pour des séjours d'un ou deux mois. Mis bout à bout, cela représentait plus d'un an passé clandestinement au Japon. En 1997 et 1998, elle était venue de Shanghai, évitant l'aéroport Narita de Tokyo, lui préférant l'aéroport international du Kansai, où la surveillance des services douaniers était moins scrupuleuse. On put ainsi reconstituer les trajets de Shigenobu depuis sa fuite du Liban en 1997, et se faire une idée sur ses activités les plus récentes. Après le coup de filet de la Sécurité de l'État libanais, Shigenobu était partie en Amérique latine (elle avait été aperçue en Colombie, au lendemain de la prise d'otages de l'ambassade du Japon à Lima par le MRTA, puis au Pérou), était passée par le Timor-Oriental, avant de se réfugier en Chine, sans doute la dernière base de repli du *Sekigun*. Depuis Shanghai ou Beijing, Shigenobu n'avait cessé de voyager au cours de ces trois ans, essentiellement en Asie du Sud-Est. Elle s'était rendue de nombreuses fois au Vietnam, où elle aurait tenté d'établir là-bas un nouveau quartier général. En 1999, elle avait quitté Shanghai pour s'installer à Beijing, se rendant plus régulièrement encore au Japon, toujours dans la région du Kansai. C'est de là qu'elle avait dirigé les activités du *Kakumeito* (Parti révolutionnaire du peuple). Partant de Beijing, elle avait effectué quatre voyages au Japon au cours de l'année 1999, passant également par Hô Chi Minh-Ville, Hong Kong et Macao. Entre 1997 et 1999, Shigenobu

avait utilisé pour ses déplacements un faux passeport au nom de « Yoshida », qui avait été délivré par le service des visas de Kobe, en novembre 1997. D'après ce faux passeport et la carte Visa au même nom qu'elle avait sur elle au moment de son arrestation, Shigenobu se faisait passer pour une « critique culinaire ». Le second passeport, portant le nom de « Yamada », avait été utilisé par elle lors de sa dernière entrée au Japon, au mois d'avril 2000. Celui-là était authentique et appartenait à une femme originaire de Kyoto. Shigenobu avait seulement remplacé la photo originale par la sienne. La véritable Mme Yamada était internée dans un hôpital psychiatrique où avaient travaillé de des complices les plus actifs de Shigenobu. Ces derniers lui auraient subtilisé son passeport. Par ailleurs, la police découvrit que le faux passeport utilisé par Shigenobu en 1995 portait un numéro quasiment identique à ceux inscrits sur les passeports de cinq membres du *Sekigun* (trois d'entre eux étaient incarcérés ; les deux autres encore en cavale), ainsi qu'à ceux de trois des épouses des membres du *Yodogo* de Corée du Nord[35]. Seuls quelques chiffres différaient. La particularité de ces derniers passeports, ceux des trois épouses des pirates de l'air (dont la femme du leader, Tamiya, décédé en 1995), étaient d'être parfaitement authentiques ; ils avaient été délivrés par Pyongyang en 1995. Cela signifiait que Shigenobu avait eu des contacts étroits avec les derniers membres du groupe *Yodogo* (et probablement le gouvernement nord-coréen) depuis 1995. La piste de Corée du Nord permit ainsi d'affirmer que Tanaka, récemment arrivé à Tokyo pour y être jugé, avait rencontré Shigenobu à plusieurs reprises en Chine, au cours de l'année 1996, juste avant de partir pour la Thaïlande, où il s'était fait arrêter en compagnie de diplomates nord-coréens. D'ailleurs, Tanaka avait pris l'avion à Beijing avant d'entrer au Cambodge. Des agents de la Commission de sûreté publique chargés de l'affaire affirmèrent que les deux factions du *Sekigun* n'avaient jamais coupé les ponts et s'étaient régulièrement rencontrées depuis leurs exils respectifs, jusqu'à ces dernières années. Beijing, qui présentait l'avantage d'être à mi-distance du Japon et de la Corée du Nord, avait ainsi plusieurs fois servi de lieu de rencontre aux deux factions du *Sekigun.* Et durant la seconde moitié des années 1970, les dirigeants des deux groupes se seraient rencontrés en Europe de l'Est (en Hongrie et en Roumanie). Des agents de la Commission de sûreté publique avaient la

conviction que Shigenobu s'était rendue à Pyongyang pour assister à une réunion internationale des organisations révolutionnaires au cours de l'été 1996. Shigenobu, qui cherchait à l'époque une issue à la situation de son organisation, très fortement compromise au Proche-Orient, et une nouvelle terre d'accueil, aurait alors rencontré les cinq membres du groupe *Yodo* à Pyongyang.

Des lettres retrouvées dans son appartement, écrites à l'attention de ses sympathisants ou de certains de ses amis personnels au Japon, montraient clairement que Shigenobu s'intéressait plus que par le passé à la situation sociale et politique du Japon, notamment, disait-elle, « aux problèmes de discrimination des minorités[36] », ainsi qu'aux problèmes d'environnement. Elle désirait à présent militer pour un Japon pacifique ayant renoncé à toute forme de conflit armé. Shigenobu y exprimait également des regrets sur ses actions passées, évoquait l'éventualité d'avoir fait fausse route quant aux moyens utilisés (la lutte armée) par l'ARJ, et le tort qu'elle avait pu causer aux victimes et aux otages qui s'étaient trouvés pris par hasard dans son combat. Elle écrivait vouloir expliquer tout cela au peuple japonais, le lui dire en face, à visage découvert, et sous son vrai nom. « J'ai des choses à dire à la population japonaise[37] », avait-elle conclu l'une de ses lettres.

Pour autant, Shigenobu n'avait rien renié de ses idées révolutionnaires, comme l'attestaient les pages du manifeste politique figurant sur des disquettes découvertes dans son appartement ou sur elle lors de son arrestation. Elle croyait encore farouchement à « la lutte contre le capitalisme du Japon et des États-Unis[38] », s'inquiétant de l'expansion permanente de « l'impérialisme américain ». Elle y écrivait vouloir « rendre le pouvoir politique aux travailleurs » et pour cela créer au Japon les conditions d'une révolution. Le *Kakumeito,* le parti révolutionnaire qu'elle avait créé à Beyrouth dix ans plus tôt, était entièrement voué à cet objectif. Quant à la révolution, Shigenobu pensait qu'elle pourrait avoir lieu rapidement, peut-être même l'année suivante. Une campagne d'information à l'échelle nationale sur les activités du *Kakumeito* était prévue pour le printemps 2001. Ce parti aurait rassemblé toutes les tendances de l'extrême gauche japonaise, avant de prendre le pouvoir en renversant le gouvernement. Au fond, ses intentions n'avaient guère varié depuis l'année

1970. Shigenobu voulait toujours la « révolution au Japon », une « révolution socialiste » qui aurait porté les germes d'une « révolution internationale »[39].

Poursuivant son enquête dans le milieu des sympathisants du *Sekigun*, la NPA découvrit un réseau de grande ampleur et procéda à de nombreuses interpellations. Les principaux complices de Shigenobu, ceux-là mêmes qui avaient loué l'appartement d'Osaka (ainsi qu'une cinquantaine de locations dans dix préfectures différentes), furent rapidement mis sous les verrous. Il s'agissait de Tadashi Oga, 53 ans, patron d'une petite entreprise de distribution d'eau, et d'Akiyoshi Kataoka, 45 ans, professeur de sciences d'un lycée public. Ce dernier avait intégré l'Armée rouge japonaise alors qu'il était étudiant à l'université d'Osaka, au début des années 70. La police apprendrait plus tard qu'Oga et Kataoka, qui s'étaient rendus au Liban en 1991, avaient suivi un entraînement paramilitaire et dirigeaient ce qui était probablement la branche armée du *Kakumeito.* Un projet d'attentat contre la SDF (Self Defense Force, qui fait au Japon office d'armée défensive), dont le siège se trouvait à Komaki, fut révélé par les autorités.

Nombre de pistes conduisaient par ailleurs à l'hôpital Koai d'Osaka, dans lequel Shigenobu devait avoir bénéficié de complicités (elle avait utilisé le passeport d'une patiente ; voir p. 233). Et un ancien employé de ce même hôpital, Mamoru Yoshida, âgé de 48 ans, dirigeait un groupe d'une vingtaine de supporters de l'ARJ, toujours dans la région du Kansai. Il était l'un de ceux qui avaient préparé la fuite de Shigenobu vers l'hôtel Takatsuki. Il fut inculpé et condamné à un an de prison.

Koji Wakamatsu, le cinéaste indépendant qui s'était illustré depuis le milieu des années 60 dans la production et la réalisation de films « *Pink* », et qui dirigeait toujours à Tokyo les Productions Wakamatsu, fut à son tour interpellé et entendu par la police. Il était lui aussi soupçonné d'avoir activement contribué au retour clandestin de Shigenobu.

L'arrestation de Shigenobu provoqua au Japon un véritable déferlement médiatique. Si le Premier ministre en sursis, Yoshiro Mori, déclarait se réjouir de « l'arrestation du leader de l'Armée rouge japonaise qui avait exporté le terrorisme et les activités de guérilla à la fin des années 60[40] », la plupart des commentateurs de cette arrestation pour le moins

inattendue semblèrent succomber à la nostalgie de leurs vingt ans. D'une certaine manière, ils s'identifiaient à l'époque qui avait porté la « révolution mondiale ».

Kunio Suzuki, un ancien étudiant d'extrême droite qui avait participé aux combats de rue contre les factions de la gauche révolutionnaire de la fin des années 60, se montra ému par l'arrestation de Shigenobu. « Même si nous étions opposés, nous vivions tous deux dans une époque très politisée et nous partagions une même conscience politique. C'est aujourd'hui la fin d'une époque. Je ne peux m'empêcher d'être submergé par les réminiscences de cette époque, une certaine nostalgie et des pensées tristes pour elle[41]. »

Shiomi, qui avait fondé l'Armée rouge au tournant de l'année 1969, fut à nouveau sollicité par les médias et témoigna des relations qu'il avait entretenues avec Shigenobu, alors qu'ils luttaient côte à côte dans le mouvement étudiant : « On l'appelait "la sorcière„ parce qu'elle avait une sorte de don de télépathie. Elle était toujours au courant de ce qui se passait, et je me souviens que pendant le siège policier de l'université de Chuo, c'est elle qui m'avait indiqué le moyen de m'échapper des locaux de la fac sans me faire arrêter par la police. Je savais qu'elle avait l'étoffe d'une meneuse d'hommes[42]. »

Même les jeunes gens, ceux qui étaient nés après le mouvement étudiant et n'avaient pas été témoins de l'aventure de Shigenobu, gardaient en mémoire une certaine image du leader de l'ARJ : « Aussi loin que je me souvienne, dit l'un d'entre eux, le visage de Shigenobu était exposé à l'entrée de tous les postes de police du Japon et de tous les bains publics. Je connaissais donc son visage, mais c'est à peu près tout ce que je savais d'elle[43]. » « Quant à moi, écrivit l'éditorialiste du quotidien national *Asahi*, je n'ai toujours pas compris la signification de la prise d'otages de l'ambassade de France à La Haye. Au fil du temps, le public japonais a presque oublié le nom de Shigenobu et le sens de sa "croisade" personnelle. Aujourd'hui, tout le monde se demande pourquoi elle est rentrée au Japon. Moi, je pense qu'elle était fatiguée de sa vie de fugitive et que, secrètement, elle souhaitait être arrêtée. »

Car la question qui brûlait les lèvres, tant des investigateurs de la NPA, des éditorialistes et des journalistes de toutes les rédactions, comme celles

du public japonais, était de savoir pourquoi Shigenobu avait pris le risque de rentrer au Japon – le dernier endroit au monde où elle pouvait se cacher et espérer échapper encore à ses poursuivants. À cette question, personne ne semblait être en mesure d'apporter de réponse, et les spéculations allaient bon train. Personne ne croyait sérieusement au projet de révolution porté par le *Kakumeito* ; pas plus Shigenobu que les observateurs et commentateurs nationaux. On pensait en outre que Shigenobu envisageait d'organiser clandestinement l'internement du camarade Okamoto, devenu récemment citoyen libanais, à l'hôpital Kaoi d'Osaka. Okamoto était dans un état psychologique alarmant, et Shigenobu s'était assigné la mission de lui trouver un hôpital où, au Japon, il aurait enfin pu trouver la paix. Alors hospitalisé au Liban, Okamoto avait vécu le rapatriement des trois camarades avec lesquels il avait passé trois ans en prison comme un véritable déchirement. À l'issue de leur incarcération, Okamoto s'était certes retrouvé libre, bénéficiant de l'asile politique du Liban, mais tragiquement esseulé. Si, depuis l'attentat de l'aéroport de Tel-Aviv, en 1972, Okamoto avait une santé mentale des plus instables, il vivait, depuis sa libération en mars 2000, une terrible dépression due à l'éloignement de son pays natal. Il réclamait sans relâche de pouvoir parler japonais, d'entendre parler japonais et d'être entouré de ses concitoyens. Shigenobu lui avait promis de trouver un moyen de le faire rentrer secrètement à Osaka. Cette promesse, ainsi que la volonté de poursuivre au Japon ses activités politiques étaient sans doute deux des moteurs de son retour, mais le principal était ailleurs. La véritable explication, c'était plus vraisemblablement celle exprimée par l'éditorialiste du journal *Asahi* : le mal du pays. Le besoin de rentrer à la maison, après trente ans d'exil. Et cela, au risque de se faire arrêter. Pour Shigenobu, cette arrestation était davantage qu'un risque, une certitude. Elle n'avait simplement pas prévu qu'elle se produirait si tôt.

Les explications de Shigenobu

La police japonaise, depuis l'arrestation de Fusako Shigenobu, demeurait sur ses gardes. Elle soupçonnait une intense activité souterraine des derniers membres et sympathisants encore en fuite de l'organisation

terroriste. Il n'était pas exclu que ceux-ci préparent une ultime opération de sauvetage qui permettrait à Shigenobu de fuir le Japon. Les arrestations et interpellations dans l'entourage du *Sekigun* se poursuivirent, et les procédures judiciaires à l'encontre de « la Reine rouge » furent accélérées.

Shigenobu comparut pour la première fois devant la cour de justice du district de Tokyo pour y être entendue en audience préliminaire le 16 novembre 2000. « Déclinez votre identité et vos occupations », lui demanda le juge, après avoir énoncé les charges qui pesaient contre elle. « Je m'appelle Fusako Okudaira. Je suis une révolutionnaire, un soldat de l'Armée rouge japonaise, mais aussi une citoyenne[44] », répondit-elle posément. « Avez-vous une déclaration à faire devant cette cour de justice ? » demanda le juge. Shigenobu déplia une lettre dont elle entama la lecture devant la cour :

« Tout d'abord, je voudrais m'adresser à mes amis pour leur demander pardon de m'être fait arrêter sans prévenir. J'aurais souhaité voir le printemps prochain, afin de terminer ce que j'avais à faire ici, et pouvoir assister à la floraison des cerisiers. Après quoi, j'aurais été prête à comparaître devant la justice. Mais je n'ai pas pu aller jusqu'au bout, et après des nuits d'insomnie, j'ai été arrêtée. Nombre de mes amis sont et seront inquiétés du fait de mon arrestation. Je suis consciente de les mettre aujourd'hui dans l'embarras. Pour cela, je suis très confuse et je souhaite m'excuser encore auprès d'eux. Je vous fais sincèrement toutes mes excuses. C'est arrivé à l'aube du second millénaire… »

Shigenobu sembla soudain submergée par l'émotion. Elle s'interrompit un instant. « Pardonnez-moi, dit-elle, J'avoue avoir du mal à faire face et à maîtriser mes émotions… »

« Rentrer au Japon était pour moi devenu un objectif prioritaire. Je voulais créer ici les conditions nécessaires à la poursuite de la lutte dans mon pays. Je voulais combattre à nouveau, mais sans armes, loyalement, et sous mon véritable nom. C'était là le seul objet de mon retour. L'opportunité ne s'est pas présentée car j'ai été arrêtée plus tôt que je ne l'avais prévu.

[…]

Désormais, je désire apporter ma modeste contribution à l'édification du XXIe siècle. Pour cela, j'ai besoin de forces et de toute ma santé.

Je suis certes rentrée au Japon, mais je suis fière de ce que j'ai accompli, de ma lutte pour la libération de la Palestine. Depuis le début de cette lutte, trente ans se sont écoulés. Mais aujourd'hui encore, en Palestine, une lutte à mort se poursuit dans le but d'obtenir une paix équitable. Israël, qui refuse les conditions de cette paix avec les Palestiniens, poursuit sa domination et son occupation. […] Je sais que les camarades de ma génération qui ont combattu contre la guerre du Vietnam et dans le mouvement étudiant, encore aujourd'hui, poursuivent leur lutte dans différents domaines ; contre la guerre, pour la paix, l'environnement ou la culture. Mais je sais également que, après l'affaire du *Rengo Sekigun,* et la purge des chalets de montagne, nombre de nos camarades ont abandonné la lutte en disant : "Une révolution qui ne rend pas les gens heureux n'est pas une révolution." En dépit de cela, nous, qui avons lutté sur les terres arabes, avons continué d'espérer. C'est là-bas que, par le recours à la lutte armée, nous avons rencontré un soutien populaire, celui de gens qui combattaient pour libérer leur terre. Nous devons à présent tirer les enseignements des luttes passées – celles des années 70, 80, 90 –, et tracer le chemin d'une révolution acceptable par le XXIe siècle.

Aujourd'hui, pour qu'il y ait une paix en Palestine, il faut inverser le rapport de force dont bénéficie Israël au sein de la communauté internationale. Pour cela, le Japon devrait avoir un rôle à jouer sur le plan diplomatique.

En 1997, cinq de mes camarades ont été arrêtés à la suite d'un complot orchestré entre le Japon et le Liban. Plus de deux cent cinquante avocats avaient alors contesté ces arrestations iniques, s'engageant dans une grève de la faim en réclamant sans relâche la libération des cinq membres de l'Armée rouge. En fin de compte, le gouvernement libanais avait officiellement décidé en Conseil des ministres de refuser de rapatrier nos cinq camarades, mais le gouvernement japonais, en trompant les Arabes, a illégalement rapatrié, à l'exception d'Okamoto, mes quatre camarades contre leur volonté, *via* la Jordanie. Le Japon a fait comparaître une nouvelle fois l'Armée rouge japonaise devant les tribunaux. L'affaire de

l’enlèvement forcé des quatre membres de l’Armée rouge japonaise a entraîné des manifestations sanguinaires à Beyrouth et provoqué la solidarité impérissable des Arabes pour l’Armée rouge japonaise.

Pendant près de trente ans, répondant aux sollicitations des Arabes, nous avons collaboré à leur lutte en souhaitant incarner la solidarité du peuple japonais. Je suis fière de cela, comme représentante de l’Armée rouge japonaise, mais aussi au nom des camarades qui ont ouvert l’histoire de l’Armée rouge japonaise ; en particulier Okudaira, Yasuda, Yamada, Okamoto, et les camarades qui continuent la lutte en prison ou à l’étranger.

D’un autre côté, en nous étant associés à la lutte palestinienne, en terre arabe, nous avons aussi honte, car nous avons le sentiment d’avoir abandonné les Japonais qui nous soutenaient. Mais c’était aussi une question de nécessité ; la lutte dans notre pays natal étant devenue impossible. C’est ainsi qu’après le démantèlement de l’Europe-Est et l’effondrement de l’URSS, en passant par la guerre du Golfe, nous avons cherché des moyens de lutte acceptables par notre époque[45]. »

Puis Shigenobu se tourna vers les journalistes qui prenaient des notes. Face à eux, elle déclara : « J’aimerais aussi m’excuser pour les souffrances mentales et physiques causées aux personnes innocentes qui se sont trouvées malgré elles impliquées dans la lutte de l’Armée rouge japonaise. » Elle ajouta que l’ARJ n’était pas un « monstre », comme l’avaient caricaturée les médias et la « propagande officielle », ni même un groupe de « terroristes ». « Cela n’est pas la réalité », conclut-elle. Puis, visiblement émue, elle remercia ses partisans, ceux qui l’avaient soutenue depuis le début, ainsi que ceux qui étaient venus assister à l’audience.

Le 27 novembre, Yoshiaki Yamada, *alias* « Furuya », dont l’arrestation à Paris par la DST en 1974 était à l’origine de la prise d’otages de l’ambassade de France, fut à nouveau interrogé par la police. Yamada, qui avait purgé une courte peine de seize mois de prison après s’être lui-même livré à la police en 1986, était, depuis, retourné vivre dans sa ville natale, dans la préfecture de Toyama, sur la mer du Japon. Yamada tenta d’exonérer Shigenobu de toute responsabilité dans l’attaque de l’ambassade

de France. Il affirma que l'attentat n'avait pas été organisé par Shigenobu, comme la police l'avait supposé, mais par le Front populaire de libération de la Palestine. Ses déclarations étaient peu crédibles, d'autant plus que Yamada, qui était alors lui-même prisonnier de la DST, ne pouvait pas témoigner des décisions prises alors par les dirigeants de l'ARJ.

Trois jours plus tard, le 30 novembre, Shigenobu fut formellement inculpée pour avoir supervisé la prise d'otages de l'ambassade de France à La Haye, en septembre 1974 (conformément au mandat d'arrêt international lancé contre elle un an plus tard) ; elle fut également inculpée de tentative de meurtre (deux policiers avaient été blessés au cours de l'attaque de l'ambassade), ainsi que d'être entrée illégalement au Japon. Devant la cour de justice de Tokyo, l'une de ses avocates lut une lettre rédigée par Shigenobu et adressée à la cour : « En tant que responsable de l'organisation, il m'est impossible de trahir mes camarades en niant mes responsabilités dans cet incident[46] », déclarait-elle.

Même si Shigenobu n'était pas physiquement présente lorsque Haruo Wako, Jun Nishikawa et Junzo Okudaira prirent en otage l'ambassadeur de France, Jacques Senard, et les dix autres personnes, elle en était pour ses accusateurs, en tant que leader de l'organisation terroriste, la principale responsable. Les « soldats » composant le commando étaient donc censés avoir agi sous ses ordres. Mais l'avocate de Shigenobu contesta une telle accusation, la qualifiant d'« illégale et injuste ». « Cela suppose, ajouta-t-elle, que ma cliente aurait prémédité l'attentat, uniquement parce qu'elle avait certaines opinions politiques. Ses accusateurs demandent en fait la condamnation de ma cliente pour leur permettre de sauver la face, parce qu'ils l'ont traquée sur la terre entière pendant vingt-six ans[47]. »

Le jour même, Shigenobu fit parvenir au quotidien *Asahi Shimbun* une lettre de deux pages dans laquelle elle reprenait en partie le discours lu quinze jours plus tôt devant le tribunal. Elle s'y engageait à « réformer la société japonaise par des moyens légitimes », s'inquiétant de la situation politique actuelle du Japon. « J'ai peur que la situation ne s'aggrave si l'on ne se décide pas à changer la société de l'intérieur. » Elle promettait de se sortir rapidement des griffes de la justice et de reprendre la lutte pour que « le Japon apporte sa contribution au sein de la communauté internationale[48] ».

Dissolution de l’Armée rouge japonaise

Le 15 décembre 2000 débuta le procès de Yoshimi Tanaka, l’un des membres du groupe *Yodogo* de Corée du Nord arrêté à la frontière cambodgienne en 1996. Tanaka était rentré au Japon à la fin du mois de juin, ne cachant pas sa satisfaction d’avoir échappé aux terribles geôles de Bangkok, où il avait passé quatre ans, ainsi qu’à son pays d’accueil, la Corée du Nord. Tanaka plaida coupable, admettant sa participation au détournement de l’avion *Yodo*. « Mon intention n’est pas de contester les faits qui me sont reprochés, et je profite de ma présence ici pour m’excuser auprès des passagers pour les avoir entraînés dans ce cauchemar[49] », déclara-t-il devant la cour.

L’attitude fort conciliante de Tanaka était en partie motivée par les négociations en cours entre Tokyo et Pyongyang au sujet des familles des membres du groupe *Yodo* restées en Corée du Nord. Au début du mois, le ministère des Affaires étrangères japonais avait donné son feu vert au retour de certains membres de leurs familles. Cinq d’entre eux, à commencer par les enfants, étaient maintenant prêts à rentrer. En Corée du Nord, il restait encore trente-deux personnes (dont les preneurs d’otages eux-mêmes) concernées par cette décision.

Yasuhiro Shibata, mineur au moment des faits, avait déjà purgé sa peine (il avait été condamné à cinq ans de prison, après avoir été arrêté au Japon en 1988), et il était, depuis plusieurs années, redevenu un citoyen ordinaire. Il militait activement pour le retour des familles au sein de l’association qu’il avait créée quelques années auparavant. Son action fut déterminante.

Pendant ce temps, les arrestations et les révélations à la suite de l’arrestation de Shigenobu se poursuivent. Le nationalisme et le révisionnismef[50] ambiant depuis le milieu des années 90, autant que le procès retentissant de la secte *Aum Shinrikyo* et de son *guru*, Shoko Asahara, qui a débuté en 1995, ont autorisé la promulgation de lois aux connotations fortement nationalistes. Au mois de juin 1999, sans grandes polémiques, trois de ces lois ont été entérinées par la Diète. La première réhabilitait le drapeau national, théoriquement interdit depuis la fin de la guerre ; la deuxième déclarait le *Kimigayo*, également tombé en disgrâce après la guerre, hymne national officiel ; la troisième, votée dans la foulée

du choc occasionné par les procès en chaîne de la secte *Aum Shinrikyo,* donnait tous pouvoirs à la police pour enquêter sur les personnes assistant librement à des procès en cours. Or, tous ceux qui ont assisté aux plus récents procès de l'Armée rouge, et particulièrement ceux des membres expulsés du Liban au mois de mars 2000, sont, de près ou de loin, des sympathisants du groupe terroriste et des amis personnels de ses dirigeants. La police peut ainsi, en toute légalité, organiser des fouilles dans les appartements des sympathisants de l'ARJ (beaucoup d'entre eux sont déjà fichés ou ont fait de la prison), et les mettre sur écoutes téléphoniques. Dans la région du Kansai (Osaka), certaines des activités du *Kakumeito* sont ainsi révélées. Il semble que, contrairement aux affirmations de Shigenobu, le *Kakumeito* n'ait pas pour seule vocation d'être un parti politique démocratique et pacifique ; il possède une branche militaire secrète, et plusieurs séries d'entraînements militaires clandestins ont eu lieu au Japon. Akiyoshi Kataoka, comme nous l'avons vu, a vraisemblablement participé à l'un de ces entraînements militaires, et semble avoir d'importantes responsabilités au sein du *Kakumeito.* La police a découvert également un projet d'attentat contre une base militaire située dans la préfecture d'Aichi, ainsi que les plans d'une opération destinée à faire libérer le leader de l'ARJ.

Quand débuta le procès de Shigenobu, le lundi 23 avril 2001, le réseau d'amitié qui avait permis à la dirigeante de l'ARJ de rentrer clandestinement au Japon était totalement démantelé.

Devant la cour de justice, Shigenobu déclara à nouveau qu'elle plaiderait non coupable : « Je n'étais pas présente lors des discussions préalables à la prise d'otages de l'ambassade de France, dit-elle. Je veux donc que mes juges établissent mon innocence[51]. » Elle ajouta que, si sa responsabilité morale, en tant que fondatrice de l'Armée rouge japonaise, pouvait être envisagée, elle ne pouvait porter seule la responsabilité de la prise d'otages.

Pourtant, selon le cabinet du procureur, la preuve de son entière responsabilité était quasiment établie. À Beyrouth, en novembre 1974, deux mois après la prise d'otages, devant une dizaine de fidèles, Shigenobu se serait déclarée responsable de la prise d'otages et se serait même excusée

auprès d'eux pour le manque de préparation et le sous-armement du commando, ainsi que pour l'échec des négociations avec le Sud-Yémen.

Par ailleurs, les projets d'attentats contre des multinationales japonaises installées en Europe, telles que la compagnie Marubeni, ainsi que le plan détaillé de kidnapping de ses dirigeants découverts dans les bagages de Yamada (*alias* « Furuya ») semblaient directement impliquer Shigenobu. Certains de ces plans, sous forme de lettres manuscrites, récemment transmis aux autorités japonaises, avaient permis de procéder à des analyses graphologiques qui paraissaient authentifier son écriture.

Après ses déclarations liminaires, Shigenobu dut répondre aux questions de la cour : « Comment avez-vous gagné votre vie durant toutes ces années ? » lui demanda le procureur. « Un soldat de l'Armée rouge japonaise a son propre mode de vie, répondit-elle, mais je n'étais pas une "employée" et je n'ai pas gagné ma vie, au sens où vous l'entendez[52]. »

Dans un moment solennel, se tournant vers ses derniers sympathisants venus la soutenir en dépit des lois nationalistes de juin 1999, Shigenobu déclara qu'elle renonçait désormais à la lutte armée. Puis, après un instant de silence, elle ajouta : « Je dissous aujourd'hui l'Armée rouge japonaise. »

1. *Asahi Evening News,* 7 juillet 1989.
2. Au cours de l'année 1991, Shigenobu voyagea en Bulgarie, en Roumanie et en Yougoslavie sous un faux passeport philippin.
3. AFP, 27 mars 1995.
4. AFP, 19 février 1997.
5. AFP, 1er avril 1995.
6. AFP, 6 juin 1996.
7. Roger Faligot, *Naisho. Enquête au coeur des services secrets japonais,* Paris, La Découverte, 1997, p. 304.

8.

Ibid., p. 308, 309.

9.

Entretien, 5 avril 2001.

10.

Aline Lahoud, « Mascarade », *Revue du Liban,* 16 avril 1997.

11.

AFP, 18 février 1997.

12.

AFP, 19 février 1997.

13.

Roger Faligot, *Naisho…, op. cit,* p. 301.

14.

AFP, 24 février 1997.

15.

AFP, 24 mai 1997.

16.

Japan Times, 10 février 1998.

17.

Ibid.

18.

Ibid.

19.

Le 20 mars 1995, un attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo fait 11 morts et 5 500 blessés. Les auteurs de cet attentat appartiennent à une secte puissante ayant pignon sur rue : *Aum Shinrikyo,* « la Vérité suprême », branche dissidente de la *Soka Gakkai,* l'une des plus importantes sectes japonaises – elle possède et dirige des entreprises, des universités et même un parti politique. Durant près d'une décennie, le guru d' *Aum Shinrikyo,* le mégalomane aveugleShoko Asahara, ne se contente pas de recruter des fidèles en organisant des défilés colorés dans les rues de Tokyo ou de se livrer à ses violents caprices sexuels dans son quartier général du mont Fuji. Asahara fait plusieurs voyages dans l'ancien bloc soviétique (notamment dans la Roumanie de Ceausescu) ou en Corée du Nord (des membres de la secte ont rencontré, en 1996, à Séoul, certains membres du *Yodogo*), et se constitue un impressionnant arsenal militaire, agrémenté de camps d'entraînement à travers tout le Japon. Ayant prévu la fin du monde en 1997, *Aum* comptait renverser le pouvoir japonais et précipiter

la fin des temps. Appréhendé peu de temps après l'attentat du métro de Tokyo, ShokoAsahara est inculpé le 6 juin 1995. Dans les multiples repères de la secte, la police découvre un nombre inimaginable d'armes, plusieurs tonnes de gaz mortels ou des hélicoptères de combat. Elle découvre également que, *via* l'ex-URSS, la secte était sur le point de faire l'acquisition d'une ogive nucléaire. En toute impunité, *Aum,* dans les années précédant l'attentat, avait fait exécuter plusieurs chefs d'entreprise et opposants à la secte, et tenté une attaque au gaz cyanhydrique à la station de métro Shinjuku, quelques mois à peine avant l'attentat augaz sarin. Par sa doctrine héritée d'un courant apocalyptique du bouddhisme et son univers de *manga,* Asahara avait réussi à s'attirer les services de 274 scientifiques issus des plus grandes universités japonaises. Reprenant les activités de la sinistre unité 731, qui avait fait des expérimentations sur des cobayes humains du temps de la colonisation de la Mandchourie, les scientifiques de la secte avaient poussé leurs recherches dans le domaine de la guerre bactériologique ou chimique. Si la police s'est sentie ridiculisée, n'ayant su anticiper l'extrême dangerositéde la secte, c'est d'une part à cause d'une législation des plus libérales qui, au Japon, garantit l'exercice et l'encadrement des cultes (autrement dit,une quasi-invulnérabilité des sectes), et d'autre part parce que *Aum Shinrikyo* travaillait, au dire de certains, pour des officines gouvernementales. Enfin, des membres de la secte auraient infiltré le *Kochanto,* un organisme chargé de la surveillancedes groupes religieux japonais, et auraient ralenti l'enquête en cours sur *Aum Shinrikyo.* Si le procès des responsables de la secte n'est pas encore terminé à l'heure actuelle, *Aum Shinrikyo* n'a pas disparu et poursuit son prosélytismeau Japon. Et la secte apocalyptique pourrait bien renaître de ses cendres.

20.

Japan Times, 1er mars 2000.

21.

AFP, 22 mars 2000.

22.

Communiqué du Comité de soutien contre le procès des membres de l'Armée rouge, publié sur le site Internet.

23.

Asahi Shimbun, 20 mars 2000.

24.

Depuis sa conversion à l'islam, Kozo Okamoto a changé de prénom ets'appelle désormais Ahmed Okamoto.

25.

AFP, 30 mars 2000.

26.

Ibid.

27.

Entretien, 2 avril 2000.

28.

AFP, 30 mars 2000.

29.

BBC News, 25 mai 2000.

30.

BBC News, 28 juin 2000.

31.

Asahi Shimbun, 9 novembre 2000.

32.

Mizutani n'est pas le vrai nom du locataire de l'immeuble. Ce dernier a préféré garder l'anonymat. Il apparaît cependant sur différents rapports de la police japonaise.

33.

131. *Mainichi Shimbun,* 9 novembre 2000.

34.

Dans la presse française, Philippe Pons (*Le Monde,* 12 novembre 2000) couvre l'événement. Je publie pour ma part un article dans *Le Figaro,* 14 novembre 2000.

35.

Le passeport de Nishikawa portait le numéro ME 4220149; celui de Bando, le numéro ME 4220027; celui de Maruoka, le numéro ME 4317831; celui de Sensui, le numéro MG 2747361 ; celui de Sasaki, le numéro MG 2747393. Les trois épouses des membres du *Yodogo* portaient les numéros ME 422014X, ME 4317XXX et MG 27473XX. Le numéro de passeport de Shigenobu, à un chiffre près, était identique à celui de l'épouse de Tamiya.

36.

NHK News, 8 novembre 2000.

37.

Ibid.

38.

Asahi Shimbun, 15 novembre 2000.

39.

Ibid., 19 novembre 2000.

40.

CNN News, 8 novembre 2000.

41.

Asahi Shimbun, 9 novembre 2000.

42.

Ibid.

43.

Ibid., 10 novembre 2000.

44.

AFP, 16 novembre 2000.

45.

Cette déclaration a été publiée sur l'un des sites Internet de l'ARJ, 16 novembre 2000.

46.

Asahi Shimbun, 1er décembre 2000.

47.

AFP, 30 novembre 2000.

48.

Asahi Shimbun, 30 novembre 2000.

49.

Mainichi Shimbun, 16 décembre 2000.

50.

S'il y eut, le 11 avril 1999, comme signe avant-coureur, l'élection de Shintaro Ishihara au poste de gouverneur de la ville de Tokyo – un écrivain naguère membre du PLD (Parti libéral démocrate), adversaire résolu des États-Unis et proche de l'extrême droite –, les signes d'un nationalisme de plus en plus offensif n'ont cessé depuis de se multiplier. Depuis 1995, une lutte fait rage autour des questions historiques relatives à la guerre de colonisation menée par le Japon durant la Seconde Guerre mondiale. Trois faits sont principalement niés par les nationalistes japonais : l'affaire des « femmes de réconfor », ces jeunes femmes coréennes, chinoises ou philippines enrôlées de force dans les bordels itinérants de l'armée japonaise ; celle des crimes de l'Unité 731, qui pratiquait des expérimentationssur des cobayes humains ; et celle des 200 000 Chinois massacrés au cours du sac de Nankin en 1937. Les avancées sur les scènes médiatique et politique du *Jiyushugi shikan* (Libéralisme historique), un groupement d'intellectuels et de parlementaires nationalistes (tous membres du PLD, le parti au pouvoir), créé en 1997, a notamment permis, au mois de mars 2001, la diffusion dans les lycées de manuels d'histoire ayant évacué les exactions et crimes contre l'humanité commis par les généraux du Mikado. L'universitaire Nishio Kanji est le chef de file de ce mouvement

« révisionniste » proche de l'extrême droite. Plébiscité par le très populaire auteur de bandes dessinées Yoshinori Kobayashi, Kanji s'est évertué à stigmatiser l'attitude « masochiste » des gouvernements japonais successifs. Ces derniers, qui s'expriment pourtant avec parcimonie sur ces questions, ont eu le tort, selon lui, de s'être excusés auprès de la Corée et de la Chine pour les crimes commis par le Japon. Ce véritable lobby est à l'origine de nombreux scandales survenus ces dernières années. En 1998, un film hagiographique sur legénéral Tojo, criminel de guerre notoire condamné à mort par le tribunal de Tokyo en 1946, avait inondé les salles de cinéma de la capitale, présentant son héros comme la victime d'une machination internationale pilotée par les États-Unis. C'est dans ce climat qu'au mois de juillet 1999, lors d'une session houleuse à la Diète, le drapeau et les paroles de l'hymne national ont pu être réhabilités et redevenir les emblèmes officiels du Japon ; emblèmes qui, depuis l'issue de la Seconde Guerre mondiale, étaient restés dans la marge de la Constitution pacifiste imposée en 1947 par les États-Unis.

51.

Ibid., 23 avril 2001.

52.

Asahi Shimbun, 24 avril 2001.

Une fin provisoire

Au début de l’année 2002, le procès de Fusako Shigenobu se poursuit. Au Japon, la cour de justice ne fait souvent qu’entériner les conclusions de l’instruction et de l’enquête de police. Il y a donc fort à parier qu’elle sera lourdement condamnée, même si les charges retenues contre elle sont relativement minces. Les affaires de terrorisme sont d’une grande complexité. Car même si les événements et les responsabilités sont unanimement connus, les preuves demeurent rares et sujettes à différentes interprétations. Au mois de juin 2001, deux policiers français ont fait le voyage à Tokyo afin d’apporter devant la cour de justice les éléments à charge qu’ils avaient en leur possession. Jacques Senard, l’ambassadeur français retenu en otage par le commando de La Haye, a simplement écrit son témoignage dans une lettre adressée au tribunal de Tokyo.

Au cours de ses premiers mois de captivité, Shigenobu n’est pas restée inactive. Du fond de sa cellule, elle a rédigé six ouvrages, qui sont devenus des succès de librairie. Pour la plupart, il s’agit d’essais politiques consacrés aux pays du tiers-monde. L’un de ces livres, le plus récent, est une forme d’autobiographie adressée à sa fille May, qui a depuis obtenu la nationalité japonaise. *J’ai décidé de te mettre au monde sous un pommier* retrace les années de jeunesse de « la Reine rouge ». Le livre a été épuisé dès le jour de sa parution. En prison, Shigenobu n’a pas tardé à se faire une place : elle a intégré une sorte de syndicat de détenues dont elle a rapidement pris la tête.

Le 16 mai 2001, les premiers membres des familles de la Faction armée rouge de Corée du Nord sont rentrés au Japon. Il s’agit de trois jeunes femmes : Asaka Tamiya (22 ans), Azumi Tanaka (22 ans) et Ritsuko Konichi (23 ans), trois des filles des principaux membres du groupe

Yodogo. En foulant pour la première fois le sol japonais, les trois jeunes filles sont apparues souriantes, heureuses d'avoir enfin pu quitter la Corée du Nord. À leur arrivée, elles se sont déclarées impatientes de visiter le Japon, et surtout de se rendre à Disneyland.

Quant aux membres incarcérés de l'Armée rouge unifiée, ils ont publié un recueil de poèmes révélant le traumatisme engendré par la purge des chalets de montagne. Sakaguchi, l'époux de Nagata qui avait refusé de rejoindre l'ARJ de Shigenobu lors de la prise d'otages du consulat américain de Kuala Lumpur en 1975, écrit : « J'ai tué plusieurs de mes camarades / Seule une mèche de mes cheveux ne blanchira pas / […] Je dépose cette lettre dans une bouteille, plus d'un quart de siècle après les faits / Et ma tristesse est plus profonde que vos tombeaux, mes camarades / […] mon châtiment n'effacera pas mon crime / […] Chaque matin je choisis de mourir sans parvenir à rédiger mon testament / Dans ce chalet des tortures qui respire la mort / je ne peux oublier ta silhouette qui reprisait mes vêtements / […] En évoquant mes camarades engloutis / Je pleure sur notre jeunesse perdue. »

Yoko Nagata, qui a ordonné les exécutions au nom de l'« autocritique révolutionnaire », attend toujours son exécution dans le couloir de la mort. Le 4 juillet 2001, elle a une nouvelle fois fait appel devant la Cour suprême qui, en 1993, avait rejeté la révision de son jugement. Pour Nagata, jugée responsable de la mort de quatorze de ses camarades, c'est la dernière chance d'éviter la pendaison.

L'Armée rouge japonaise, dissoute par Shigenobu au cours de la première journée de son procès, appartient désormais à l'Histoire. Sept membres de l'organisation sont toujours dans la nature, intensivement recherchés par la police japonaise et Interpol[1]. Les sympathisants du *Sekigun* au Japon se sont reconvertis dans la lutte contre la mondialisation et ont constitué une délégation qui s'est illustrée dans les échauffourées de Seattle et des sommets du G8 qui ont suivi. Ont-ils renoncé pour autant à

la violence et à la lutte armée ? Sans doute. Pourtant, quand, au mois de mars 2000, j'ai rencontré, à Tokyo, Masao Matsuda, un vétéran de l'organisation, il a conclu notre entretien par ces mots : « La situation actuelle du Japon est pire qu'elle ne l'a jamais été… Et si on me demandait aujourd'hui de reprendre les armes, je le ferais sans hésiter. »

1. Il s'agit de Kunio Bando, Ayako Daidoji, Hisashi Matsuda, Kozo Okamoto, Junzo Okudaira, Akira Nihei et Norio Sasaki.

De Lod à Manhattan

New York, 8 h 48. À l'heure où les New-Yorkais se rendent au travail, un Boeing 767 détourné à Boston entre en collision avec l'une des deux tours du World Trade Center. Vingt minutes plus tard, un deuxième Boeing transportant 56 passagers et 9 membres d'équipage fracasse la seconde tour. Pendant que deux autres avions détournés s'écrasent, l'un sur une aile du Pentagone, l'autre dans une prairie de Pennsylvanie, les Twin Towers s'effondrent devant les caméras de télévision du monde entier dans un fracas de béton et de fumée, ensevelissant 3 000 personnes. L'événement est sans précédent et, en une matinée, fait basculer le monde dans un nouveau siècle, autant que dans une ère nouvelle : celle de l'« hyperterrorisme ».

Le lendemain, l'hebdomadaire jordanien *Al Wahdeh* reçoit un coup de fil anonyme revendiquant les attentats au nom de l'Armée rouge japonaise. Selon le journaliste qui a reçu l'appel, il s'agissait pour l'ARJ de « venger les morts de Hiroshima et Nagasaki ». À ce jour, c'est la seule revendication des attentats du 11 septembre. Pourtant, elle ne sera guère prise au sérieux. Et la piste du groupe terroriste nippon est très vite abandonnée au profit d'une chasse à l'homme contre les membres d'Al-Qaïda et leur chef supposé : Oussama ben Laden.

S'il fait peu de doute que l'ARJ n'avait en aucun cas les moyens de perpétrer de tels attentats, que l'appel anonyme reçu par le journal jordanien était un canular ou un stratagème ayant pour but d'orienter les enquêteurs sur une fausse piste, le coup de fil prétendument passé par l'ARJ au journal jordanien est tout de même digne d'intérêt, dans la mesure où il prouve à quel point le souvenir de l'ARJ demeure prégnant au Moyen-Orient. Car ceux qui ont passé l'appel – certainement pas des membres du groupe de Fusako Shigenobu – ont reconnu, dans les attentats perpétrés le 11 septembre, l'héritage du tout premier « attentat kamikaze » de l'Histoire : celui de l'aéroport Lod-Tel-Aviv du

30 mai 1972. Trente ans avant le 11 septembre, les membres de l'ARJ ont semé dans le monde arabe les germes de l'attentat suicide pratiqué par le Hezbollah pro-iranien dans les années 80, le Jihad islamique ou le Hamas dans les années 90, Al-Qaïda à l'aube du second millénaire. C'est sous cet angle qu'il convient alors de revenir sur cet événement.

La « mort volontaire » en héritage

Souvenons-nous. Quelques semaines avant la tuerie de Lod, sur les lieux mêmes de l'attentat, un commando du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) avait pris en otages les passagers d'un avion de la Sabena, menaçant de se faire exploser avec eux. Les Israéliens, forts d'une certaine connaissance des méthodes de guérilla palestinienne, n'avaient pas cédé au chantage du commando. Un officiel israélien avait dit à l'époque que « les Palestiniens n'[étaient] pas des kamikazes, et [qu']ils ne se suicide[raient] pas ». Et, en effet, le commando palestinien était mis hors d'état de nuire au terme de la prise d'otages, et les passagers libérés. Le groupe terroriste japonais, entrant par effraction dans le conflit israélo-palestinien, brouillerait les cartes de la grammaire traditionnelle du terrorisme. Les « soldats » de l'Armée rouge japonaise injecteraient dans ce jeu mortuaire une part d'imprévisible à laquelle aucune réponse anticipée ne serait plus envisageable. Le suicide y tiendrait une importance considérable et ferait dès lors partie d'une programmatique de l'attentat.

On doit considérer cela, non pas comme un apport de l'Armée rouge japonaise proprement dit – ni comme le résultat d'une compréhension particulière du trotskisme[1] (dont elle se réclame à l'époque du mouvement étudiant), ni même d'une variante autour du thème de la guérilla –, mais comme celui d'un Japon dépositaire d'une culture martiale ancestrale et fortement ancrée dans les mentalités. Le suicide (ou ce que Maurice Pinguet appelle la « mort volontaire »), ainsi qu'une certaine esthétisation de la mort sont entièrement liés aux origines de la pensée nippone, de son art de la guerre – héritage du bouddhisme – et de ses codes de l'honneur.

Par cette lecture singulière de l'histoire du *Nihon sekigun* (voire même de certains temps forts du mouvement étudiant), il est non seulement

possible de comprendre les moments d'extrême violence qui ponctuent sa sanglante aventure, mais également de tisser des liens avec les héritiers de l'« attentat kamikaze » initié à Lod et pratiqué plus tard par les groupes terroristes islamistes. L'« affaire Asama », l'attentat de Lod ou même, quelques années plus tôt, le siège de l'amphithéâtre Yasuda de l'université Todai (1969) par les factions les plus radicales des *Zenkyoto* du mouvement étudiant, sont autant de manifestations suicidaires d'une volonté collective qui n'a pour autre objectif que de sacraliser les valeurs portées naguère par les figures de samouraï de l'ère Tenshö ou le kamikaze de Showa.

Une stratégie de mort *a priori* déroutante, dont les objectifs semblent vains ou confus aux yeux d'un Occidental (dans la mesure où la victoire n'est pas un objectif en soi), et qui a en réalité pour fonction de glorifier le combattant qui place la cause qu'il défend, d'un point de vue esthétique et mystique, au-dessus de la vie elle-même. Autant de gestes à mettre en relation avec le suicide rituel connu au japon sous le nom de seppuku[2].

« La violence devint volonté, et la volonté s'éleva à l'abnégation. Savoir tuer peut-être, mais savoir mourir et se tuer parut plus noble. Les valeurs de combat trouvaient leur fin dans une résignation prompte et totale […]. On n'accordait pas moins d'éloges à la décision d'en finir qu'à l'assaut le plus fougueux. La mort volontaire fut donc le cœur sombre, immuable et déchiré de l'éthique guerrière. L'ultime sanction de tous les devoirs prit la forme accomplie du *seppuku*[3]. » « […] Le *seppuku*, inventé dans les situations de combat, s'épancha de son origine et suivit dans leurs méandres les diverses motivations de la conscience morale, en réponse à la double exigence de l'honneur et du service. La gloire du sujet était portée à son plus vif éclat – au moment même où ce sujet s'effaçait dans la cause qu'il reconnaissait comme sa fin[4]. »

Maurice Pinguet rapporte la célèbre anecdote de la visite de Mishima, au mois de mai 1969, dans l'université Todai de Tokyo, aux heures les plus violentes du mouvement étudiant. L'écrivain, nationaliste, garant exemplaire de cette culture du suicide et de l'esthétique morbide que nous venons d'évoquer (Mishima se fera lui-même *seppuku* un an plus tard, au mois de novembre 1970), était venu à la rencontre des étudiants pour les défier et s'opposer radicalement aux idées d'extrême gauche

qu’ils revendiquaient. Alors qu’il se fait huer et insulter lorsqu’il entre dans l’amphithéâtre où se sont rassemblés les étudiants, une chose extraordinaire se produit. Soudain, « voilà qu’il se sent tout proche d’eux, aux années près. Il pourrait faire sienne leur colère – si du moins la contestation se montrait capable de se donner une cause suprême et de s’engager dans une lutte à mort ». Un dialogue s’instaure entre l’écrivain et la génération rebelle que tout oppose. L’expérience est inattendue. Mais le coup de foudre ne dure qu’un instant, et l’espoir né en Mishima de pouvoir reprendre à son compte les mots d’ordre des *Zenkyoto* tourne court. « Les étudiants partagent les valeurs de la société qu’ils contestent, ils ne mettent rien au-dessus de la vie, ils ne peuvent que marchander, ils n’accepteront ni de tuer ni de se faire tuer pour un but. »

Le constat de Mishima doit être souligné parce qu’il est vrai. Les étudiants des *Zenkyoto* appartiennent à une génération qui n’a pas d’autre exemple dans l’histoire du Japon contemporain. Jamais génération n’avait autant été tournée vers l’Occident, tant en matière de culture politique (les étudiants d’alors se passionnent pour la lecture de Che Guevara, Foucault, Sartre, et surtout Frantz Fanon) que de mœurs, et semblait bien davantage acquise aux valeurs démocratiques occidentales que ne l’est, par exemple, la jeune génération actuelle, si peu politisée.

L’influence de cette culture de la « mort volontaire », si elle est indéniable dans le cas de l’Armée rouge japonaise, doit cependant être nuancée, car ce n’est pas elle qui précède l’action. Elle apparaît en fait davantage comme une contingence que comme une dynamique. Shigenobu et sa bande n’étaient pas différents des étudiants de leur génération. Leur revendication « internationale » est d’ailleurs à comprendre de ce point de vue. À l’origine, un idéal de culture universelle partagé par toute une tranche d’âge. Il est bien sûr possible que l’Armée rouge japonaise apparaisse comme une forme déviante, sectaire et extrêmement minoritaire du vaste mouvement étudiant japonais duquel elle émerge au début des années 70 – une de ses factions qui aura cru trouver par le terrorisme et dans la « révolution mondiale » une cause à mettre « au-dessus de la vie », mais ce n’est pas si sûr. Je crois plutôt que l’influence de la culture martiale japonaise est davantage apparue par incidence. Le moment venu d’une « pratique » de la guerre a fait resurgir un certain nombre d’invariants de la culture japonaise. C’est parce que le *Sekigun*

est « entré en guerre » qu'il s'est naturellement appuyé sur des codes identifiables de l'art de la guerre inscrits dans son héritage. Et c'est parce que le groupe terroriste, dans sa soif d'idéal et de transcendance, est allé à la rencontre de la violence et de la mort, que les lieux culturels qui encadraient et façonnaient inconsciemment tout imaginaire s'y référant, se sont imposées à lui. Dans le sillage du *Sekigun*, les Palestiniens, mais aussi une grande partie du monde arabe, impressionnés par le morceau de bravoure de Lod, ont pris soin de cette graine dense et profonde héritée du bouddhisme pour la cultiver à l'aune de l'islamisme et se l'approprier dans la pratique du terrorisme.

Les mêmes causes pour les mêmes effets

Mais ce n'est pas tout. Si l'on pousse plus loin la comparaison entre les attentats de l'ARJ et ceux du 11 septembre, vraisemblablement soumis aux revendications plusieurs fois exprimées par Oussama ben Laden en personne, certains invariants pour le moins troublants peuvent être dégagés.

Si l'on s'attache aux causes de la violence en déroulant l'argumentaire et les revendications qui ont poussé les jeunes Japonais de l'ARJ à se lancer dans le terrorisme, et qu'on les compare aux causes ayant engendré les attentats du 11 septembre, on obtient les items suivants :

Causes de la violence de l'ARJ :

- – sentiment d'humiliation après la défaite de la Seconde Guerre mondiale ;
- – lutte contre l'occupation du sud de l'archipel par les bases américaines (principalement l'île d'Okinawa) ;
- – lutte contre « l'impérialisme américain » et la collaboration du Japon à la guerre du Vietnam ;
- – instrumentalisation d'une idéologie (marxiste, « tiers-mondiste ») ;
- – antisionisme.

Causes de la violence d'Al-Qaïda :

- – sentiment d’humiliation après la décolonisation du monde arabe et la défaite de 1967 face à Israël ;
- – lutte contre l’occupation de la terre sacrée d’Arabie Saoudite par les bases américaines (conséquence de la guerre du Golfe) ;
- – lutte contre le « Grand Satan » américain et la collaboration des pays arabes modérés ;
- – instrumentalisation d’une idéologie (islamiste) ;
- – antisionisme.

On remarquera que les causes et les revendications, à trente ans de distance, se superposent parfaitement. Enfin, dans les deux cas, c’est l’exemple d’une lutte de guérilla, capable de s’opposer et de faire plier une superpuissance mondiale, qui servit de déclencheur à la violence terroriste. Les Japonais de l’ARJ prirent exemple sur la résistance vietnamienne qui mit en déroute les armées américaines ; ceux d’Al-Qaïda sur les Moudjahidin afghans qui parvinrent à défaire les armées d’occupation russe. Les mêmes causes pour les mêmes effets.

Si, aujourd’hui, alors que se poursuivent les procès des dirigeants du groupe terroriste japonais, l’influence de l’Armée rouge japonaise appartient au passé, force est de constater que le *Sekigun* a fait de nombreux adeptes. L’organisation japonaise, qui avait par ailleurs inauguré le « terrorisme international » au début des années 70, a désormais passé le relais à « l’internationale terroriste » de Ben Laden et ses réseaux islamistes.

1.

Le nom même de *Sekigun* (Armée rouge) est bien entendu une référence explicite à Trotski, fondateur de l’Armée rouge soviétique. Comme partout dans le monde, à la même époque, le trotskisme du *Sekigun-ha* (Faction armée rouge) et de ses dérivés (*Rengo sekigun,* Armée rouge unifiée ; *Nihon sekigun,* Armée rouge japonaise) prône la révolution permanente, la solidarité avec le tiers-monde, et se réclame de l’antifascisme ou du féminisme. Mais son idéologie se nourrit également du maoïsme (tendance davantage illustrée par le *Rengo sekigun,*

l’Armée rouge unifiée), en tant que modèle de lutte et d’organisation de la guérilla, ainsi que de l’anarchie. Cette dernière influence étant induite par l’intégration, au tournant de l’année 1970, d’éléments issus du mouvement cinématographique « *Pink* ». Originellement trotskiste, l’Armée rouge japonaise est donc la synthèse de toutes les tendances révolutionnaires et antistaliniennes du mouvement étudiant de 1968.

2.

Par un phénomène de traduction incompréhensible, le terme de *seppuku,* qui désigne au Japon le suicide rituel par éventration, s’est répandu en Occident sous le nom *hara-kiri.*

3.

Maurice Pinguet, *La Mort volontaire au Japon, Paris,* Gallimard, 1984, p. 141.

4.

Ibid., p. 145.

Annexes

1

Personnages principaux

Masao Adachi. Cinéaste. Ancien assistant de Nagisa Oshima et scénariste de Koji Wakamatsu. Il incarne la dérive terroriste du cinéma *underground* japonais (appelé aussi cinéma « *Pink* »). Parti au Liban avec Fusako Shigenobu et Koji Wakamatsu en 1971 pour y tourner un film documentaire, il devient par la suite « leader politique » du *Nihon sekigun.*

Akehiro Akita, dit Akita Meidai. Leader du *Zenkyoto* (syndicat étudiant) de l'université du Japon (Nichidai), entre 1968 et 1970.

Kunio Bando. Membre du *Rengo sekigun*, puis du *Nihon sekigun.* Il est le tireur d'élite de l'« affaire Asama ». Condamné à perpétuité pour le meurtre de deux policiers et d'un civil, il est libéré en 1975 à la faveur d'une prise d'otages organisée par l'Armée rouge japonaise (ARJ).

Yu Kikumura, alias « Abu Shams ». Spécialiste en explosifs, il est chargé par la Brigade internationale anti-impérialiste de commettre un attentat à New York au mois d' avril 1988. Arrêté quelques jours avant d'avoir pu déposer les bombes qu'il avait confectionnées, il est condamné à trente ans de prison par la justice américaine.

Osamu Maruoka, dit « l'Échalote », dit « le Carlos japonais », *alias* « Nizar ». Numéro deux du *Nihon sekigun,* il élabore et participe à la plupart des actions de commando du groupe terroriste entre 1973 et 1982.

Tsuneo Mori. Ancien étudiant de l'université d'Osaka, il prend la direction du *Rengo sekigun,* l'Armée rouge unifiée, en 1971, et partage son leadership avec Yoko Nagata. Sa responsabilité dans les massacres de l'hiver 1972 lui aurait valu une condamnation à mort s'il ne s'était pendu dans sa cellule avant le rendu du verdict.

Yoko Nagata. Ancienne étudiante infirmière de l'université Kyoritsu de Kyoto ; leader, avec Tsuneo Mori, du *Rengo sekigun.* Sa responsabilité dans les massacres de Nagano de l'hiver 1972 lui vaudra d'être condamnée à la peine capitale.

Kozo Okamoto,*alias* « Ahmed ». Seul survivant de l'attentat kamikaze du 30 mai 1972 dans l'aéroport de Lod, à Tel-Aviv, il est condamné à perpétuité par la justice israélienne, avant d'être relâché en 1985 à la faveur d'un échange de prisonniers israélo-palestiniens. Il est aujourd'hui encore considéré comme un héros de la « cause arabe » par différents groupes terroristes du Moyen-Orient.

Junzo Okudaira,*alias* « Youssef ». Frère cadet de Takeshi Okudaira (le mari de Fusako Shigenobu et l'un des trois kamikazes de Lod), Junzo Okudaira devient l'un des principaux « soldats » de l'ARJ en 1977. Devenu l'homme de confiance de Fusako Shigenobu, il participe avec elle à l'attentat de Naples, en 1988.

Fusako Shigenobu,*alias* « Samira », *alias* « Mariam », dite « la Reine rouge », dite « *the Mistress of Mayhem* » (la Maîtresse du désordre). Leader depuis 1972 du *Nihon sekigun,* l'Armée rouge japonaise.

Ancienne étudiante de l'université de Meiji, ancienne entraîneuse de bar et ancienne actrice de films *underground*, elle part en 1971 au Liban où elle intègre les camps d'entraînement du FPLP, d'où elle déclare « la guerre mondiale ». Durant trente ans, elle commandite attentats et prises d'otages sur tous les continents.

Takaya Shiomi. Fondateur historique, en 1970, du *Sekigun-ha*, la Faction armée rouge. Arrêté quelques mois après la création du groupe terroriste, il passera la main à Yoko Nagata, Tsuneo Mori, puis Fusako Shigenobu, qui prendront successivement la tête du *Rengo sekigun*, puis du *Nihon sekigun.*

Takamaro Tamiya. Ancien étudiant de l'université d'Osaka, membre fondateur de la Faction armée rouge. Ancien amant de Fusako Shigenobu, il dirige le commando qui détourne l'avion *Yodo* vers la Corée du Nord, le 30 mars 1970, avant d'intégrer les services secrets nord-coréens.

Mariko Yamamoto, dite « Miss Pleine Lune ». Ancienne étudiante du Woman's Christian College de Tokyo, elle organise, avec le professeur Takahashi Taketomo, le « Groupe de Paris ». Yamamoto est expulsée par la DST à la suite de la prise d'otages de l'ambassade de France de septembre 1974 et rejoint l'Armée rouge japonaise au Liban.

Masakuni Yoshino. Ancien étudiant de l'université de Yokohama, il épouse Michiyo Kaneko (qui sera l'une des victimes des massacres de Nagano) au début du mouvement étudiant et intègre le *Rengo sekigun*, dont il devient l'un des principaux exécutants. Ayant activement participé à la purge de 1972, puis à l'« affaire Asama », il sera condamné à perpétuité.

2

Principaux membres du Sekigun

Sekigun-ha (Faction armée rouge)
FONDATEURS : Takaya Shiomi, Hiroyuki Takahara, Haruiko Shibano.

Sekigun-ha, Yodogo (Faction armée rouge – groupe *Yodogo* de Corée du Nord)
LEADER : Tamakaro Tamiya.
PRINCIPAUX MEMBRES : Kimihiro Abe, Shiro Akagi, Takahiro Konishi, Takeshi Okamoto, Yasuhiro Shibata, Yoshimi Tanaka, Moriaki Wakabayashi, Kintaro Yoshida.

Rengo sekigun (Armée rouge unifiée)
LEADERS : Tsuneo Mori, Yoko Nagata (ex-leader du *Keihin ampo Kyoto*).
PRINCIPAUX MEMBRES : Kunio Bando, Yasuko Haïki, Michiyo Kaneko, Yoshitaka Kato, Shigenori Mukaiyama, Masatoki Nametaka, Setsuko Otsuki, Mitsuo Ozaki, Hiroshi Sakaguchi, Riyuzaburo Shindo, Koichi Taraoka, Mieko Toyama, Tadashi Yamada, Junichi Yamamoto, Masakuni Yoshino.

Nihon sekigun (Armée rouge japonaise)
LEADER : Fusako Shigenobu.
PRINCIPAUX MEMBRES :
Attentat de Lod : Kozo Okamoto, Takeshi Okudaira, Yasuyuki Yasuda.

Masao Adachi, Kunio Bando (à partir de 1975), Ayaki Daidoji Yukiko Ekita, Toshihiko Hidaka, Yu Kikumura, Osamu Maruoka, Hisashi Matsuda, Masao Matsuda, Junichi Matsuura, Akira Nihei, Jun Nishikawa, Junzo Okudaira, Norio Sasaki, Hiroshi Sensui, Tsutomu Shirosaki, Takahashi Taketomo, Kazuo Tohira, Haruo Wako, Yishiyaki Yamada, Mariko Yamamoto, Kazue Yoshimura.

3

Rencontre avec Masao Matsuda

J’ai rencontré Masao Matsuda au procès d’un des principaux membres de l’organisation. C’était au mois de mars 2000, à Tokyo, avant l’arrestation de Fusako Shigenobu. Obtenir de Matsuda un entretien ne fut pas chose facile. Le hasard aidant, j’ai pu le revoir peu de temps après notre première rencontre au tribunal. Un soir, je l’ai suivi dans les étroites ruelles du Golden Gai de Shinjuku, quartier mythique pour toute une génération d’étudiants des années 60 et d’activistes de la Nouvelle Gauche japonaise. Matsuda m’a conduit dans un bar minuscule tenu par son amie, également membre du *Sekigun* au début des années 70. Nous y avons conversé une bonne partie de la nuit. Voici quelques extraits de notre entretien.

MICHAËL PRAZAN : *Quels sont les événements qui vous ont conduit à rencontrer le Sekigun de Fusako Shigenobu ?*

MASAO MATSUDA : Pour suivre le déroulement historique des événements, je préciserai d’abord que le parti politique, la force politique représentant la gauche japonaise, est le Parti communiste japonais, à l’instar du Parti communiste français. Or, en France et en Europe de l’Ouest, depuis les années 30, il s’est créé une force trotskiste, qui bien qu’assez petite n’en a pas moins une certaine audience, à telle enseigne que la tradition de la IV^{e} Internationale, passant au travers de la Deuxième Guerre mondiale, a pu se perpétuer jusqu’à nos jours. Et je citerai à cet égard le seul nom français que je connaisse, celui d’Alain Krivine.

Alors que, au Japon, comme représentant de l'orthodoxie de la gauche il n'y avait que le Parti communiste japonais (*Nihon Kyosan-to*), les autres partis étant considérés comme hérétiques, nuls et non avenus. Leur statut, assimilé à la boue des égouts, les excluait de toute vie politique, ou bien ils n'existaient pas du tout. Ce n'est que vers 1950 que l'influence de la IVe Internationale a été perçue par un ou deux individus, ce qui ne suffisait évidemment pas à aller jusqu'à la création d'une force politique. En février 1956, c'était la critique de Staline, un mouvement antistalinien né au XX^{e} congrès du Parti communiste d'URSS. Et puis, il y eut, en octobre 1956, la révolution hongroise… C'est à travers des événements de ce genre, à l'intérieur du Japon, dans une certaine mesure pour s'opposer à la légitimité du Parti communiste, qu'apparurent quelques germes, des pousses de forces politiques indépendantes du PC japonais. Oh, ce n'était guère que de petits tas de rien du tout ! C'était par exemple la Section locale japonaise de la IV^{e} Internationale ou encore le *Kakumeiteki nihon Kyosan-shugisha domei* (Alliance des communistes japonais révolutionnaires), plus connu sous le sigle *Kakukyodo.*

Or, outre cela, le mouvement étudiant au Japon étant traditionnellement radical, il a toujours marché dans des directions qui dépassaient largement sur sa gauche la politique du Parti communiste ; le mouvement étudiant au Japon se rassemblant sur une force politique intrinsèque. Bien sûr, les membres du Parti communiste en étaient toujours le centre, mais ces membres, subissant l'influence du trotskisme qui apparaissait comme une tendance nouvelle, créèrent donc, en décembre 1958, le *Kyosan shugisha domei* (Alliance des communistes), la Communist League. Alliance qui, en se séparant complètement du Parti communiste, créa sa propre faction politique. Et ce *Kyosan shugisha domei*, à partir des années 60 (mais, bien sûr, il y eut des fluctuations), se présentait comme une force politique nouvelle. D'un autre côté, on avait toujours le *Kakumeiteki nihon Kyosan-shugisha domei* que j'évoquais il y a un instant. Ce sont ces deux éléments qui donneront deux courants : celui des mouvements étudiants au Japon et celui de la Nouvelle Gauche.

À l’époque, dans ce glacis, le *Kyosan shugisha domei* pouvait se targuer d’une force écrasante en termes d’audience et d’influence sur les masses.

Puis, de 1967 à 1968, ce fut le mouvement étudiant au Japon, exposé au syncrétisme d’influences mondiales, allant, par exemple, de la Révolution culturelle chinoise, en passant par le Black Power aux États-Unis, les luttes de guérilla en Amérique latine, au Mai 68 en France. Les mouvements d’étudiants japonais se radicalisèrent à l’extrême gauche à partir de la prorogation de l’AMPO (Traité de sécurité nippo-américain) en 1970. Mais avant cela, en septembre 1969, les mouvements étudiants, dès lors qu’il y avait des *Zenkyoto* (syndicats étudiants) un peu partout dans les universités, étaient passés à l’occupation des universités, à la construction de barricades, ce qui n’avait pas manqué d’impressionner très fortement. C’est dans ce contexte qu’émergèrent le *Sekigun-ha* (Faction armée rouge), puis le *Rengo sekigun* (Armée rouge unifiée), qui produisit, comme vous le savez, l’« affaire Asama ».

Qu’est-ce qu’a représenté l’« affaire Asama » dans ce contexte ?

L’« affaire Asama » est survenue à la fin de février 1972. Donc, cinq combattants du *Rengo sekigun* ont opéré un repli dans le chalet Asama. Là, ils se sont emparés de l’épouse du propriétaire, qui leur a servi d’otage. Ils se sont barricadés et ont échangé finalement des coups de feu avec les CRS qui tentaient de les déloger. Les policiers ont eu le dernier mot et ont fait tout le monde prisonnier. Ce qui a constitué le « clou », si l’on peut dire, de ce déploiement de forces, ce fut assurément lorsque les CRS ont amené une grue de chantier munie d’un boulet de fer bélier avec lequel ils ont démantelé la bâtisse ; ils sont ainsi parvenus jusqu’aux combattants et ont libéré l’otage. Parmi les captifs, celle qui était la dirigeante féminine se trouve maintenant dans un pénitencier, je ne sais pas où, en attente de son exécution, puisqu’elle a été condamnée à mort. Le « capitaine » de cette escouade s’est pendu dans sa cellule. Quant au jeune homme qui avait fait merveille en tant que tireur embusqué, il a eu la bonne fortune de recouvrer la liberté par un échange d’otages à l’occasion d’une opération réussie de l’Armée rouge japonaise ; il s’est éclipsé dans quelque pays arabe, en Palestine. Or, avant ce dénouement, dans les montagnes de Nagano, le groupe du

Rengo sekigun avait établi des camps d'entraînement dans des chalets de montagne. Comme vous le savez, c'est dans cette base qu'on s'est livré aux assassinats de camarades, aux *uchigeba* (violences intestines dans les mouvements étudiants consistant à opérer des descentes dans les appartements des factions rivales, à rosser les victimes, etc.). Ces « purges » idéologiques ont fait quatorze morts. Les partis révolutionnaires se livrent volontiers à cet exercice de « purge » à la Staline ou à la chinoise une fois le pouvoir conquis, afin d'en affermir les rênes au cas où le pouvoir serait mal assuré dans leurs mains. C'est ainsi que les communistes des premiers combats ont été envoyés pourrir dans les camps par leurs pairs. Mais dans le cas du *Rengo sekigun*, c'était tout à fait différent puisque aucune affaire pressante ne les poussait à agir de la sorte. Bien au contraire, puisqu'ils se trouvaient entre camarades dans les prolégomènes d'une révolution encore entièrement à faire. Mais cela ne les a pas empêchés de s'entre-tuer entre camarades de lutte !

Si l'on a rapproché cet événement de la Révolution culturelle chinoise, ou des massacres massifs commandés par Pol Pot, une telle comparaison est tout à fait abusive. Pour comprendre l'événement, il faut davantage le rapprocher – puisqu'il eut lieu au sein d'une lilliputienne chapelle marxiste – de l'« affaire Netchaieff » ou du roman *Les Possédés* de Dostoïevski. Comment dire… oui, peut-être que ce drame pourrait bien participer du *akuryô* – bon dieu, comment pourrais-je traduire ce mot ? –, ah oui ! « *wild spirit* », l'esprit de sauvagerie, comme savait si bien l'imaginer un Dostoïevski.

Mais, pour nous, c'était là le terminus du mouvement de la gauche japonaise des années 60-70. Pourtant, de ce mouvement avait surgi un grand nombre de jeunes qui se réclamaient de la Nouvelle Gauche. Et le mouvement de cette Nouvelle Gauche, qui à l'époque était gonflé d'espérances, avait touché le fond en se livrant à des massacres de camarades… L'espoir avait tourné au désespoir.

Alors, posons-nous la question : comment en est-on arrivé là ? Pour les gens qui veulent recueillir l'héritage des mouvements politiques du Japon des années 70 ou 80, et plus encore pour la gauche et la Nouvelle Gauche, qui veulent exister dans ce Japon d'aujourd'hui, pour tous ceux qui se demandent sérieusement et honnêtement comment faire pour

reprendre cet héritage, c'est là une question de la plus grande importance.

Au commencement, tout le monde, scotché devant la télé à cause de la fusillade nourrie du 28 février 1972, y va de son éloge sur le vaillant comportement au feu des petits gars de cette Nouvelle Gauche. Mais une semaine passe, dix jours passent, et voilà que de cette montagne déboulent les cadavres, de la vase des étangs émergent des corps emballés ; on retrouvera finalement quatorze corps bien rangés. Il n'en fallait pas davantage pour signifier la fin absolue du mouvement de la Nouvelle Gauche qui avait été porteuse de tous les espoirs de la génération des années 60-70. Et comme s'il s'était agi de bien enchaîner sur cette suite macabre, voilà que, deux mois plus tard, le 30 mai 1972, éclate le nouvel exploit de l'Armée rouge japonaise (*Nihon sekigun*) : le massacre de l'aéroport de Lod, à Tel-Aviv.

Tout cela fait que 1972 fut l'année où, sous la même appellation d'Armée rouge (*Sekigun*), on avait d'une part le *Rengo sekigun*, d'autre part le *Nihon sekigun* (notez qu'à l'époque on disait « *Arabe sekigun* »), issus de la même faction de l'Armée rouge : des demi-frères enfantés par la matrice d'une même mère, en l'occurrence la même faction du *Sekigun*, un peu comme Caïn et Abel en somme. L'un avait occis une quantité épouvantable de ses camarades de combat, comme Abel avait tué Caïn, et les autres, qui s'en étaient allés, comme Caïn, en Palestine, étaient en train de sécréter un théâtre d'opération entièrement différent, une nouvelle situation entièrement nouvelle ! Parce que c'était de cela qu'il s'agissait en fait. Pour nous, ce *Sekigun*-là représentait un espoir, le renouveau de la Nouvelle Gauche morte dans les chalets de montagne de Nagano.

À sa naissance, autour de l'année 1970, quel était l'impact du Sekigun au Japon, et qu'est-ce qui vous a incité à le rejoindre ?

Jusqu'alors, les factions se proclamaient « Alliance pour je ne sais quoi », « Faction truc machin »… On commençait à s'habituer. Mais qu'une faction passe à l'appellation d'« armée » (*army*), voilà qui était nouveau

– et tout le monde en demeura frappé de stupeur. Puis, à côté de Tokyo, au col Daibossatsu, les premiers membres de l'organisation pratiquèrent un entraînement militaire, projetant d'investir par la force la résidence du Premier ministre ou d'instaurer un gouvernement révolutionnaire… Autant de projets qui rivalisaient d'extrémisme audacieux. Et même, ils n'hésitèrent pas, en avril de l'année suivante, à perpétrer le détournement du Boeing *Yodo* pour aller en Corée du Nord. Tout cela fit que la faction *Sekigun,* en moins de temps qu'il ne faut pour le dire, se distingua des diverses factions qui jusque-là rivalisaient d'outrance gauchiste, et se positionna dans la gauche la plus extrême.

Or, à la lumière des événements qui se sont déroulés de 1970 à 1971, le *Sekigun* se mit à prôner une théorie de la révolution internationale. Pour y parvenir, il fallait d'abord s'adjoindre un certain nombre d'alliés qui, dans des pays qu'ils considéraient comme des nations révolutionnaires (par exemple Cuba ou encore l'Algérie, ou la Corée du Nord), étaient rompus aux techniques de guérilla. C'était donc dans ces pays-là, qu'ils croyaient révolutionnaires, qu'il fallait établir ses bases et souder la solidarité révolutionnaire internationale. Il n'était désormais plus question de solidarité internationale abstraite ou de pure forme, puisqu'ils insistaient sur la nécessité d'établir de réels échanges. Par conséquent, ils dépêchèrent des envoyés à Cuba, se payèrent le voyage jusqu'en Corée du Nord par le truchement d'un détournement d'avion, etc. Ce qui émergea plus particulièrement de tout ceci, ce fut la Palestine. En conséquence, des agents de la faction *Sekigun* se rendirent en Palestine, et c'est ici qu'apparaît Fusako Shigenobu.

Pour ce qui est de mon cas personnel, mon itinéraire est quelque peu particulier, dans la mesure où je ne suis pas tout à fait de la même génération que Fusako Shigenobu et ses camarades. Je venais du cinéma « *Pink* » indépendant, comme Adachi et Wakamatsu, et j'avais été plus impliqué dans le mouvement de 1960 que dans celui de 1968. Dans un premier temps, j'avais été membre du Parti communiste (j'en étais devenu membre en deuxième année de lycée). À ce moment-là, on se trouvait en pleine guerre de Corée. Le Parti communiste de cette époque était un parti véritablement extrémiste… Moi, je lançais des cocktails Molotov et je pratiquais déjà des actions… Par exemple, j'avais été dans les bases de montagne – pas à l'époque d'Asama, bien sûr, c'était

avant… Or, ainsi que je le disais à l'instant, on était tous sous l'impact des critiques antistaliniennes et de l'affaire de Hongrie… Et moi aussi, entre 1956 et 1960, j'ai quitté le Parti communiste. J'étais devenu trotskiste ; phase que je traversai vraiment d'un seul souffle, pour virer ensuite à l'anarchisme. À partir de ce moment, mon étendard ne fut plus le rouge, mais le noir, c'est-à-dire mi-rouge mi-noir, ce qui correspondait à ma position politique. De cette position, avec quelques amis, je n'ai cessé de réfléchir à la révolution mondiale. Et le résultat de cette réflexion se rapprochait parfois de la pensée de la gauche japonaise ou plutôt de la jeune Nouvelle Gauche de la fin des années 60. Pour être exact, disons plutôt que c'était le côté gauche de la Nouvelle Gauche japonaise qui se rapprochait de nous et venait quêter nos avis et nos conseils. Par exemple, ce fut aussi le cas, vers 1970, de Koji Wakamatsu et aussi de Masao Adachi qui faisaient des films… Et puis, après 1970, Fusako Shigenobu est venue nous trouver. Et l'idée de révolution mondiale qui nous préoccupait tant nous a conduits à partir pour la Palestine.

C'est un point que j'ai du mal à m'expliquer. Qu'est-ce qu'un groupe japonais d'extrême gauche est allé faire au Liban, dans les camps d'entraînement palestiniens ?

C'est-à-dire qu'il y avait la lutte contre Israël… Israël qui, comme on le sait, est le fer de lance du capitalisme mondial – là je crois que, pour les Français, c'est très difficile à comprendre… Disons que, du fait de la constitution de l'État d'Israël, les Palestiniens ont été dépouillés de leur terre natale. Et cette lutte des Palestiniens qui veulent récupérer leur pays en se retournant eux-mêmes directement contre Israël…

D'accord, c'est une lutte nationaliste, si l'on veut. Mais je ne crois pas pour autant que les Palestiniens, à part vouloir constituer leur propre État en prônant par conséquent – du moins à l'époque – la destruction de l'État d'Israël, aient jamais prétendu faire une révolution mondiale afin d'établir le marxisme sur toute la planète…

Bon, si vous voulez, c'est un peu comme le Black Power aux États-Unis qui avait engagé un face-à-face avec le cœur de la patrie du capitalisme. Et comme les premières lignes du front de ceux qui voulaient faire la

révolution, renverser les barrières du capitalisme mondial, se trouvaient entre la Palestine et Israël… Bon enfin, tel était du moins ce que nous pensions à l'époque : notre grille de lecture… C'est cette grille de lecture qui fait que la Palestine était devenue pour l'extrême gauche au Japon, et peut-être pas seulement au Japon d'ailleurs, le poste avancé de la révolution mondiale. C'est cette compréhension de la nature, du sens même de la perspective historique mondiale que renfermait cette lutte de libération de la Palestine…

C'est donc en 1970 que vous avez croisé la route de Fusako Shigenobu ?

Oui, même si nous nous connaissions déjà et que j'avais assisté à plusieurs de ses discours lors du mouvement étudiant de 1968. De nombreuses personnes se sont senties en sympathie avec ce qu'elle disait et sont parties pour la Palestine. Également Kunio Bando, qui se trouvait dans le chalet Asama, et qui est toujours à ce jour en Palestine. Ainsi d'ailleurs que Masao Adachi, mon ami Adachi, qui était comme moi cinéaste. En 1971, il assista au Festival de Cannes, puis se rendit aussitôt après en Palestine afin de retrouver Fusako Shigenobu pour filmer un documentaire… Il n'était jamais revenu – avant ces jours-ci, puisque nous avons assisté ensemble à la première audience de son procès…

C'est de son propre chef que Shigenobu a décidé de partir au Liban ?

En ce qui concerne son départ pour la Palestine, si Fusako Shigenobu avait bien sûr ses idées personnelles, je crois pouvoir dire qu'elle a subi dans une grande mesure mon influence directe sur ce point.

Cette lutte anti-israélienne était-elle motivée par ce que nous appelons en Occident l'« antisémitisme » ?

Vous voulez parler de cette figure du « Juif » qui se trouve dans *Le Marchand de Venise* de Shakespeare ? Non, cela n'a rien à voir.

Je crois savoir qu'en 1974, à l'époque de la prise d'otages de l'ambassade de France à La Haye, vous étiez à Paris…

Il y a presque trente ans de cela… D'ailleurs, Mariko Yamamoto, que vous avez vue au tribunal, je l'ai rencontrée à Paris vers 1973-1974.

Que faisiez-vous à Paris à ce moment-là ?

J'étais agent du *Sekigun.*

Mais, concrètement, que faisiez-vous ?

Mmh… De gosses bêtises…

Combien de temps avez-vous habité à Paris ?

J'y suis resté un peu moins d'un an, puis j'ai été arrêté… et expulsé. Et je n'ai toujours pas le droit d'avoir un passeport. Je ne peux pas sortir du Japon.

Vous êtes allé à Beyrouth ?

Ça, c'était avant. En 1971. À Beyrouth, j'étais avec Fusako Shigenobu, Adachi, etc. Vous savez bien… dans les camps d'entraînement…

Et vous ne pensez pas que c'était une erreur de partir là-bas ? Vous ne pensez pas que vous vous êtes trompés de cible ? D'ailleurs, que je sache, la révolution mondiale n'a pas eu lieu…

Bien au contraire ! Replacé dans le contexte de l'époque, il ne fait aucun doute que ce fut une excellente chose. Et en ce qui concerne ces choses – ce que vous appelez le « terrorisme » –, personnellement, je ne pense pas que c'était une erreur. Bien sûr, nous avons commis des bêtises, mais je ne crois pas que notre action ait été totalement inutile.

Pourtant, le capitalisme a aujourd'hui gagné toute la planète. Et avec l'effondrement du bloc communiste, il ne connaît plus de frontière. En quoi l'action du Sekigun a-t-elle été d'une quelconque utilité ?

C’est vrai qu’il ne fait aucun doute que le filet du capitalisme – par exemple, en changeant de nom pour s’appeler « néo-libéralisme », ou encore sous l’étendard de la « mondialisation » – couvre désormais la planète entière et domine le monde. Mais je crois encore à la révolution, et je crois même qu’elle est plus probable aujourd’hui qu’à l’époque dont nous parlons. C’est là notre souhait à tous… Il est vrai qu’en dehors du cadre du capitalisme (ainsi que ce fut le cas pour l’URSS et l’Europe de l’Est), édifier quelque chose qui puisse ressembler à un système socialiste, je pense que c’est désormais impossible. Mais je crois qu’il est possible de se glisser entre les mailles du filet capitaliste… Je pense qu’une force d’opposition, un contre-pouvoir au cœur même du système capitaliste peut être créé. Et la source, l’origine, se trouve, en ce moment même, dans les pays arabes ou en Afrique. Et le moteur de cette initiative, je pense qu’il est en ce moment chez les Noirs des États-Unis, parmi les minorités exploitées des pays occidentaux, exploitées par le régime capitaliste. Les gens de là-bas, il est certain qu’ils veulent toujours l’emporter sur le capitalisme. Et si, en d’autres endroits, ils réussissaient à mettre en place, à créer un système, petit mais bien à eux, à partir de leurs propres forces, je crois que l’on verrait surgir les bourgeons de la révolution. Ça, c’est par exemple le testament de Frantz Fanon, qui est mort il y a quarante ans déjà [en 1961] et qui rêvait d’une République des hommes qui se serait installée au Sahara – république qui serait l’héritière légitime de la République française. C’est pour cela que l’image du révolutionnaire européen, comme je me l’imagine, se trouve vraisemblablement dans un centre urbain, qui peut être Paris, Berlin ou Londres, un lieu où se concentrent tous ces travailleurs arabes et africains. Ce sont eux qui pourraient faire une nouvelle alliance générale, oui, une nouvelle CGT… Bref, une énorme organisation des travailleurs qui leur permettrait d’en appeler à une grève générale qui, d’un coup, paralyserait le cœur de l’économie européenne. C’est là un scénario qui me paraît tout à fait possible.

Vous vous définissez donc toujours comme « révolutionnaire » ?

Disons que, dans l’éventualité où la révolution se produirait, je serais assurément le premier à la soutenir. C’est l’idée d’égalité et de justice,

comme Saint-Just, qui soutient toute ma réflexion. L'idée d'une vraie démocratie…

Cela dit, l'Armée rouge japonaise, au cours de son histoire, n'a pas hésité à s'allier à des régimes que l'on peut considérer comme des dictatures… N'y a-t-il pas là un paradoxe ?

À cet argument, je répondrai par la phrase du penseur chinois Rojin [c'est-à-dire Lu Xun/Lou Siun : penseur, homme de lettres chinois, 1881-1936, qui vint au Japon en 1902 et écrivit des essais socialistes pour le renversement de la dynastie Tsin et contre l'invasion japonaise] qui disait que chaque révolution, il fallait la raccrocher à l'adjectif « permanent »…, les révolutions permanentes… En substance, je répondrais que ce n'est pas un paradoxe, dans la mesure où ces gens qui, au lendemain des révolutions, veulent instaurer des pouvoirs dictatoriaux, eh bien, contre ces gens-là, il faut promouvoir une « anti-révolution »… Il n'y a donc pas de problème à s'allier à des gens aussi stupides puisque, s'ils ne mettent pas eux-mêmes en place une démocratie, ils seront tôt ou tard balayés à leur tour par la révolution. C'est cela la « révolution permanente », le processus de révolution permanente. C'est là mon idéal, c'est là ma manière de vivre. Et, ce faisant, je crois qu'il est inévitable de devoir parfois côtoyer des abrutis, des dictateurs au petit pied. Et le résultat d'avoir côtoyé ce genre de gens, c'est par exemple, comme vendredi de la semaine dernière [Matsuda fait allusion aux audiences des membres de l'Armée rouge japonaise actuellement jugés par le tribunal de Tokyo], d'avoir à subir des perquisitions chez moi… Mais pour ce genre d'incident, force est donc de constater qu'il n'y a rien à faire, que ce sont les aléas de la profession…

Vous évoquez maintenant votre présence au procès de Mariko Yamamoto, Masao Adachi, Kazuo Tohira et des autres membres de l'Armée rouge japonaise en cours de jugement… Si vous vouliez éviter les perquisitions de la police, il suffisait de ne pas vous rendre au procès. Pourquoi avoir pris le risque d'y assister ?

Moi ? Mais, voyons, on est tous copains, bon dieu ! Ce sont mes camarades, mes amis !

À ce propos, vous devez savoir que nous tous, qui avons assisté aux audiences, nous avons été filés et perquisitionnés par la police japonaise. Par exemple, vendredi dernier (nous nous sommes rencontrés mercredi, n'est-ce pas ?), eh bien, deux jours plus tard un agent de la Sûreté venait faire une perquisition chez moi. Pour l'affaire d'Adachi Masao, Wako, Tohira, Yamamoto…, à la suite de leur audience il y a eu des perquisitions dans tout le Japon, en trente et un endroits. Tous les gens qui se trouvaient là ont eu à subir cela, tous ! Parmi tous ceux qui se trouvaient là, il n'y a que vous qui n'avez pas eu à subir de perquisition. Mais il est certain que la police japonaise s'est intéressée à vous, a pris des renseignements sur vous et est sans doute passée à votre hôtel… Je suis sûr qu'elle s'intéresse à vous. Pensez donc que, lorsque vous faisiez la queue pour entrer à l'audience, il y avait au moins une dizaine d'agents de la sûreté. Il y a beaucoup de chances pour qu'un inspecteur de l'extérieur soit allé vérifier votre identité à votre hôtel de Aoyama. Mais je ne pense pas que cela puisse aboutir à une expulsion immédiate ou à quelque chose de ce genre. Mais la prochaine fois que vous passerez les formalités d'entrée au Japon, ils vous feront peut-être des difficultés. Même pour de petites choses comme cela, il vaut mieux ne pas prendre la police japonaise à la légère.

Une dernière chose. Et c'est ce que tout le monde se demande aujourd'hui : le Nihon sekigun (Armée rouge japonaise) existe-t-il encore ?

Le nom, oui… Mais pour ce qui est de la question de savoir s'il existe en tant que force politique, ou bien comme force militaire… C'est exactement comme les extrémistes que l'on trouve dans le monde entier… Par exemple, la Faction armée rouge allemande, les Brigades rouges italiennes ou Sanchez (Ilitch Ramirez Sanchez), c'est-à-dire « Carlos »… Exactement comme tous ceux-là qui ont été complètement anéantis, annihilés…

Je pense que le *Sekigun* japonais ne possède plus lui non plus aucune force, tant du point de vue politique que militaire. Bien que je sois convaincu qu'il continue d'exister par le charisme de son appellation, autour du

personnage central de Fusako Shigenobu, de même que quelque part dans le monde il doit bien subsister encore quelques membres toujours actifs…

Et le terrorisme, c’est aussi terminé ?

Plutôt qu’à une question objective quant à savoir si je pense qu’il va se poursuivre ou ne pas se poursuivre, je voudrais répondre d’une façon terriblement subjective : moi, personnellement, si on me le demandait, je pratiquerais de nouveau le terrorisme, je reprendrais les armes sans hésiter. C’est là la seule réponse que je puisse vous faire.

4

Chronologie

1965

Début de la guerre du Vietnam.
Augmentation des frais d'inscription dans plusieurs universités du Japon.

1966

Révolution culturelle, en Chine, sous l'impulsion de Mao.

1967

8 octobre — Manifestation sur l'aéroport de Haneda (Tokyo). Les étudiants prennent d'assaut l'aéroport avant le départ de l'avion du Premier ministre japonais, M. Sato, pour le Vietnam.

1968

19 janvier — Lors de l'escale du porte-avions américain *Enterprise*, en route pour le Vietnam, les syndicats étudiants (*Zenkyoto*) organisent une manifestation nationale dans le port de Sasebo (Kyushu). La manifestation tourne à l'affrontement avec les forces de police.

avril — Scandale financier à l'université Nichidai, la plus grande université de Tokyo, mais également la plus défavorisée. Les cadres de l'université, et en particulier le président Furuta, sont accusés de détournements de fonds. Nichidai se met en grève. Akita Meidai, l'étudiant qui a révélé le « trou » de 2 milliards de yen dans les finances de l'université, devient le porte-parole des étudiants. Plus de cent universités, à travers tout le Japon, se mettent en grève.

juin — Début du boycott de l'université de Tokyo (Todai). Todai est alors le symbole de la technocratie japonaise. Elle est censée

former l'élite de la nation et les futurs dirigeants du pays. Le département de médecine est le premier à se mettre en grève. Début de l'occupation de l'amphithéâtre Yasuda (*Yasuda kodo*) à Todai. La police est appelée à intervenir dans l'université. Le mouvement étudiant (*Gakusei undo*) gagne le département de littérature.

septembre-décembre. Éclatement des *Zenkyoto* (syndicats étudiants) du mouvement étudiant. Début des guerres fratricides entre factions d'extrême gauche.

octobre — À Todai, démission du président Okawachi. Il est remplacé par Ichiro Kato.

21 octobre — Manifestation unitaire à la station Shinjuku, au centre de Tokyo. On dresse des barricades. De violents affrontements ont lieu, la nuit, avec les brigades de sécurité (*Kidotai*).

1969

18 janvier — L'amphithéâtre Yasuda de Todai est toujours occupé par les étudiants. Kato, le président de l'université, fait appel à la police pour faire évacuer la tour. Les étudiants lancent des cocktails Molotov depuis le toit de l'amphithéâtre qui se transforme en camp retranché. Au matin du 19 janvier, les policiers parviennent à entrer dans l'amphithéâtre. Cet événement spectaculaire, qui marque la défaite du mouvement étudiant, s'achève par 768 arrestations, 170 blessés parmi les forces de police, 47 parmi les étudiants.

1969-1970

Explosion et radicalisation du mouvement étudiant. Constitution des comités du *Sekigun-ha*, la Faction armée rouge, qui a décidé de prendre les armes et de se constituer en armée clandestine. Des attentats contre la police et des coups d'éclats meurtriers ponctuent l'année 1970. Le 3 novembre 1969, 53 activistes sont arrêtés dans un chalet de montagne, alors qu'ils préparaient un attentat contre le Premier ministre japonais.

1970

31 mars — Neuf membres du *Sekigun* détournent un avion de la Japan Airlines vers la Corée du Nord.

22 juin — Ratification du Traité de sécurité nippo-américain (AMPO).

1971

Le *Sekigun-ha* se sépare en deux branches : le *Rengo sekigun* (Armée rouge unifiée) et la branche internationaliste, le *Nihon sekigun* (Armée rouge japonaise). Yoko Nagata et Tsuneo Mori, qui ont pris la direction du *Rengo sekigun*, intensifient les attentats à travers le Japon. Fusako Shigenobu part au Liban avec le réalisateur Masao Adachi pour tourner un film documentaire intitulé *Déclaration de guerre mondiale par le FPLP et l'Armée rouge*. Au Liban, le groupe de Shigenobu intègre les camps d'entraînement du FPLP.

1972

19 février — Arrestation des leaders Yoko Nagata et Tsuneo Mori, ainsi que de quatre membres de l'organisation à la gare de Kamizawa (préfecture de Nagano), une station de sports d'hiver.

28 février — Encerclés par la police, les cinq derniers membres du *Rengo sekigun*, complices du massacre de quatorze de leurs camarades, se sont réfugiés dans le chalet Asama et ont pris en otage la propriétaire. Au bout de neuf jours, au cours desquels les membres du *Sekigun* ont abattu deux policiers et un civil, la maison est finalement détruite et les preneurs d'otage arrêtés.

30 mai — Tsuyoshi Okudaria, Yasuyuki Yasuda et Kozo Okamoto, munis d'armes automatiques, ouvrent le feu dans le hall de l'aéroport Lod de Tel-Aviv. L'attentat fait vingt-six morts et près d'une centaine de blessés. Parmi les terroristes japonais, Kozo Okamoto est le seul survivant. Il est condamné à perpétuité par la justice israélienne.

1973

20 juillet — Osamu Maruoka, menant quatre membres du Front de libération de la Palestine (PFLP), détourne un petit avion de la Japan Airlines vers la Libye. Un membre du commando est accidentellement tué. Les passagers sont tous relâchés.

1974

31 janvier — Attentat contre une raffinerie de la compagnie Shell de Singapour par un commando mixte du FPLP et de l'ARJ.

28 juillet — Arrestation à Paris par la DST de Yoshiaki Yamada, dit « Furuya ».

30 août. À Tokyo, un groupe proche du *Sekigun*, le Front armé anti-japonais d'Extrême-Orient, attaque un des bureaux de la firme Mitsubishi. L'attentat fait huit morts et vingt-six blessés.

13 septembre. Trois membres de l'ARJ (Haruo Wako, Junzo Okudaria et Jun Nishikawa) prennent onze personnes en otages dans l'ambassade de France de La Haye.

15 septembre. Carlos lance deux grenades dans le drugstore Publicis de Saint-Germain-des-Prés, à Paris. L'attentat fait deux morts et trente-six blessés.

18 septembre. La France est forcée de relâcher Yoshiaki Yamada et de laisser repartir le commando de La Haye.

1975

avril Début de la guerre du Liban.
Invasion de Saigon par les troupes nord-vietnamiennes. Fin de la guerre du Vietnam.

4 août Cinq membres de l'ARJ, menés par Osamu Maruoka, prennent en otages trente personnes dans l'ambassade et le consulat des États-Unis à Kuala Lumpur. Ils obtiennent la libération de sept membres de l'organisation incarcérés au Japon et parviennent à repartir pour la Libye le 6 août.

1976

27 juin Un commando de la FAR (Faction armée rouge allemande) et du FPLP détourne un avion d'Air France vers Entebbe, en Ouganda. À l'issue de la prise d'otages, les passagers sont libérés et le commando liquidé par l'armée israélienne.

1977

28 septembre. Cinq membres de l'ARJ détournent un avion long courrier de la Japan Airlines vers l'aéroport de Dacca, au Bangladesh. Le gouvernement japonais est contraint de relâcher six membres de l'organisation (dont Junzo Okudaria) et de payer une rançon de 6 millions de dollars.

1982

juin Entrée au Liban-Sud de l'armée israélienne.
Expulsion du Liban des combattants de l'OLP.

1985

21 mai — Kozo Okamoto est relâché lors d'un échange de prisonniers israélo-palestiniens.

1986

15 avril — Bombardements américains sur Tripoli, en représailles à un attentat perpétré dans une discothèque de Berlin, le 5 avril 1986.

mai — Arrestation de Yoshiaki Yamada à Tokyo.

14 mai — Attentats à la roquette contre les ambassades du Japon, du Canada et des États-Unis à Jakarta par la Brigade internationale anti-impérialiste (ARJ).

18 septembre. Assassinat à Beyrouth de l'attaché militaire français Christian Goutierre par la Brigade internationale anti-impérialiste.

1987

15 avril — Attentat à la roquette contre l'ambassade des États-Unis à Madrid par l'ARJ.

23 novembre. Arrestation à Tokyo de Osamu Maruoka, le numéro deux de l'ARJ.

29 novembre. Une bombe explose pendant le vol d'un avion long courrier de la Corean Airlines. L'attentat, commandité par les services secrets nord-coréens, fait 115 morts. Il n'y a aucun survivant.

1988

12 avril — Yu Kikumura, un membre du *Sekigun*, est arrêté à New York en possession de plusieurs kilos d'explosifs destinés à faire sauter un centre naval de l'armée américaine. Il est condamné, le 7 février 1989, à trente ans de prison.

14 avril — Un attentat à la voiture piégée tue cinq personnes à Naples, devant l'ambassade des États-Unis. Junzo Okudaria et Fusako Shigenobu sont identifiés comme les principaux suspects.

21 décembre. 270 personnes sont tuées dans l'explosion du vol 103 de la Pan Am, à Lockerbie. L'attentat, mené par une organisation palestinienne, a été commandité par Kadhafi.

1989

Mort de l'empereur Hirohito.
Chute du mur de Berlin.

1991

février — Guerre du Golfe. Libération du Koweït.

août — Fusako Shigenobu crée au Liban le *Kakumeito*, le Parti révolutionnaire du peuple.

1993

13 septembre. Signature des accords d'Oslo israélo-palestiniens.

1995

Décès à Pyongyang de Tamakaro Tamiya, le leader du groupe *Yodogo*, la Faction armée rouge de Corée du Nord.

mars — Arrestation en Roumanie de Yukiko Ekita, membre du *Sekigun*.

20 mars — La secte apocalyptique *Aum Shinrikyo* (La Vérité suprême) organise un attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo. L'attentat fait 11 morts et 5 100 blessés.

1996

mai — Arrestation à Lima (Pérou) de Kazue Yoshimura. Un mandat d'arrêt international avait été lancé contre elle vingt-deux ans auparavant, suite à la prise d'otages de l'ambassade de France à La Haye.

septembre — Tsutumo Shirosaki est arrêté au Népal, avant d'être expulsé vers les États-Unis pour y être jugé.

18 décembre. Un commando du groupe Tupac Amaru prend en otages les six cents invités de l'ambassade du Japon à Lima. Après quatre mois de négociations, l'assaut est lancé et les terroristes liquidés. On soupçonne l'ARJ d'avoir participé à la prise d'otages.

1997

mars — Arrestation au Liban de cinq membres clés du *Sekigun* pour usage de fausses pièces d'identité et séjour irrégulier. Kozo Okamoto, Masao Adachi, Mariko Yamamoto, Kazuo Tohira et Haruo Wako sont condamnés à trois ans d'emprisonnement.

2000

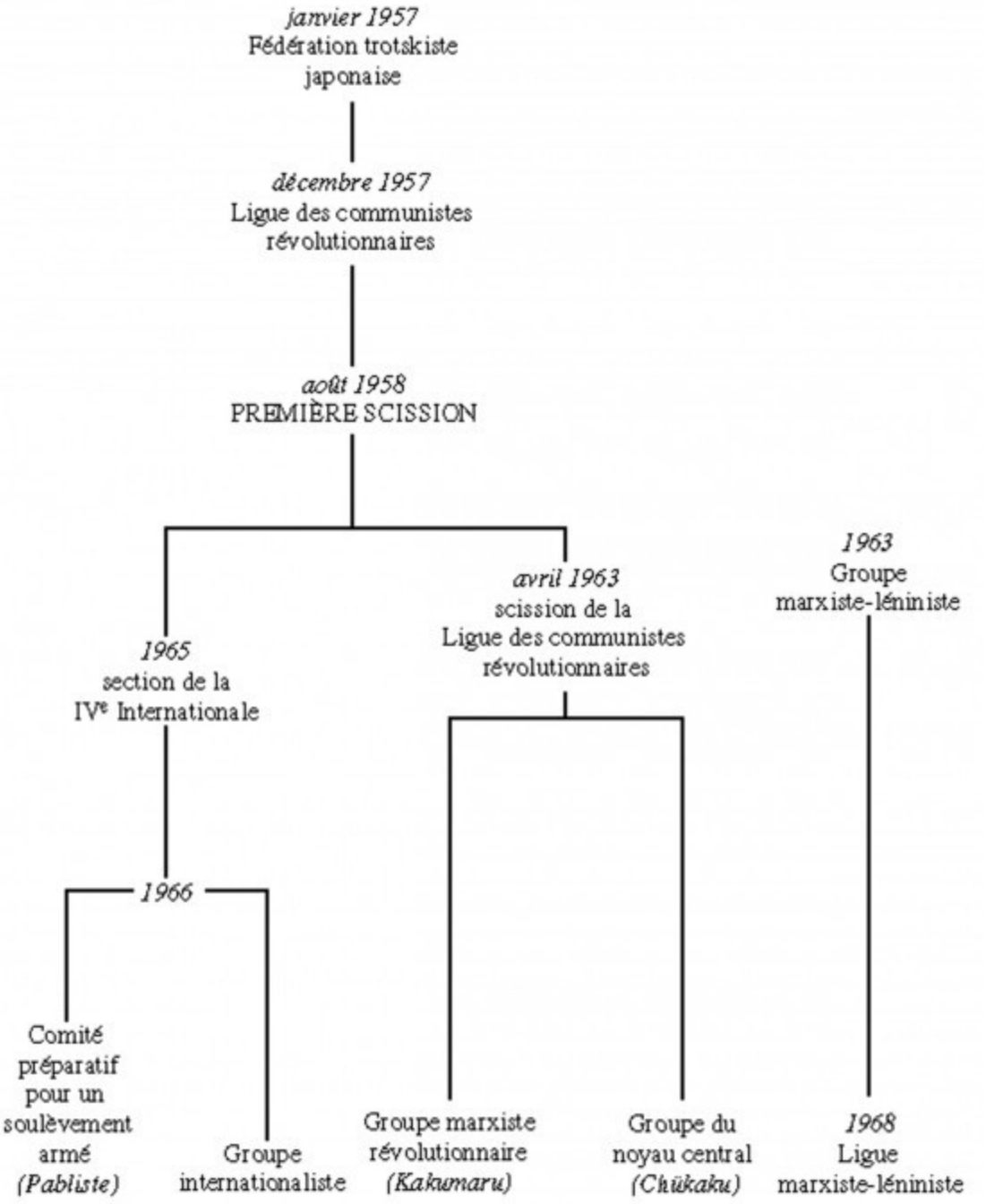
mars — Libération des cinq membres du *Sekigun*. Kozo Okamoto, qui s'est converti à l'islam en prison, obtient l'asile politique du Liban. Masao Adachi, Kazuo Tohira, Haruo Wako et Mariko Yamamoto sont rapatriés pour être jugés au Japon. Leur procès, commencé au mois d'avril 2000, est toujours en cours à Tokyo.

septembre — Début de la seconde Intifada, dite Intifada El-Aksa.

8 novembre. Arrestation à Osaka de Fusako Shigenobu, « la Reine rouge », fondatrice et leader du *Nihon sekigun*.

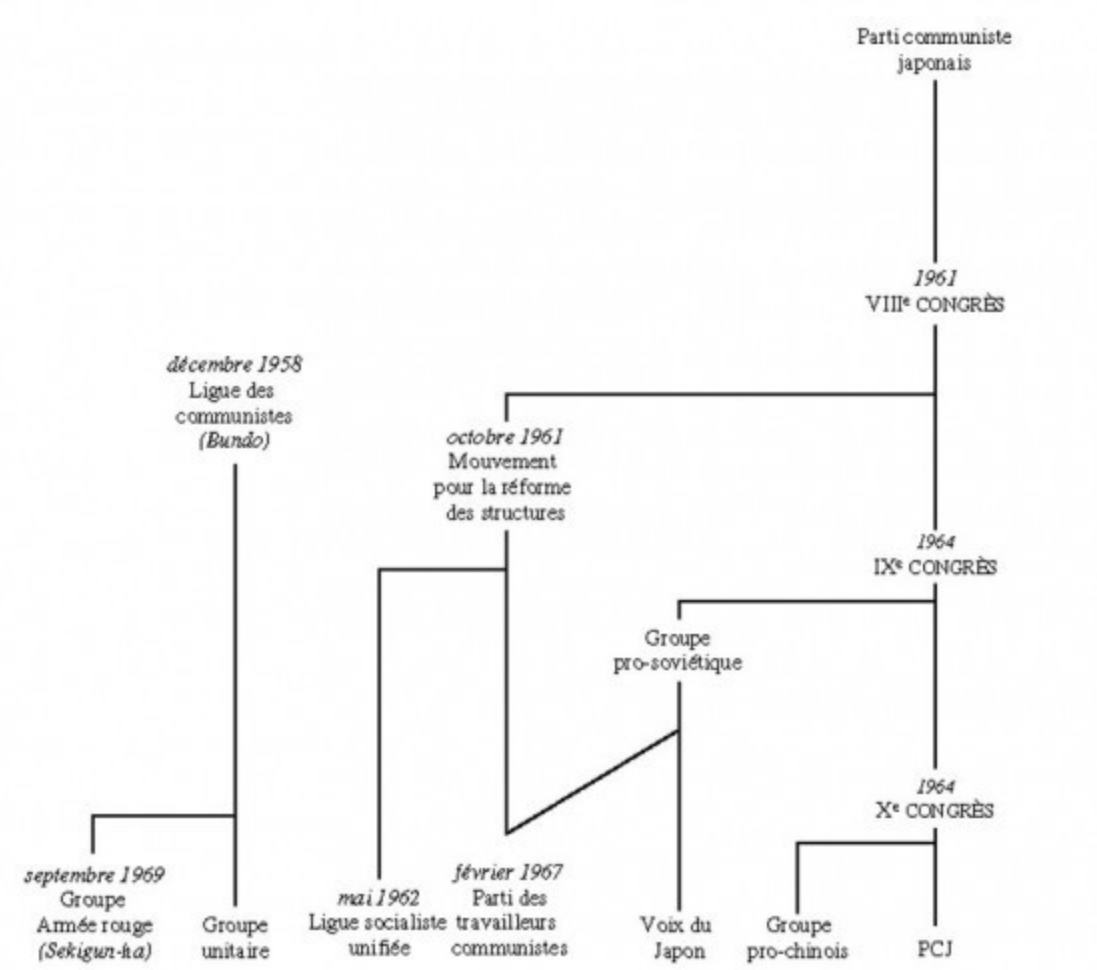
2001

23 avril — Première journée à Tokyo du procès de Fusako Shigenobu. Dissolution de l'Armée rouge japonaise.

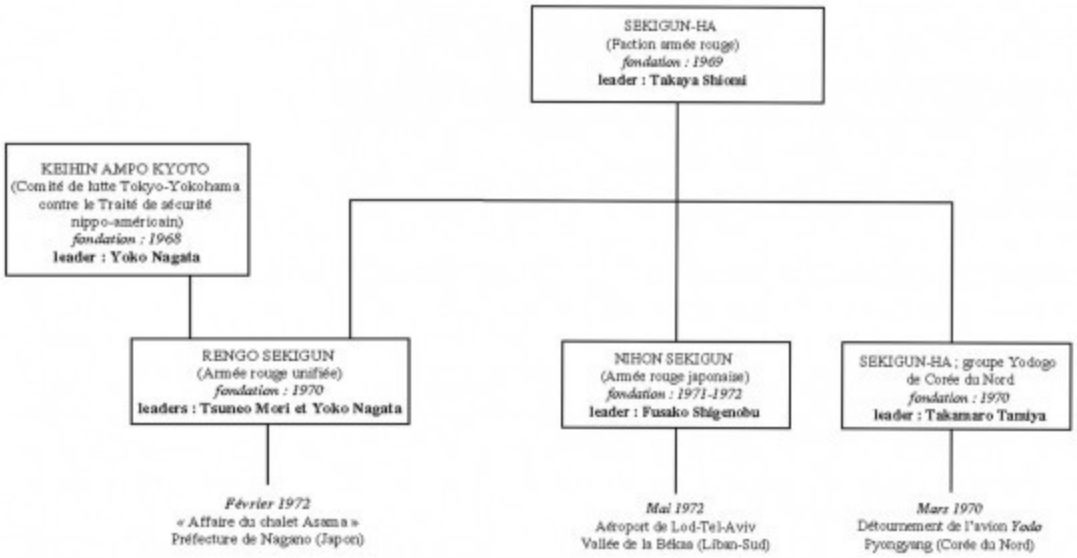


D'après Bernard Béraud, *La Gauche révolutionnaire au Japon*, Seuil, 1970.

5. Évolution des groupes de la gauche japonaise



6. Schéma récapitulatif des différentes factions du Sekigun



Remerciements

Ce livre, l'aboutissement d'un travail de trois ans de recherches et d'écriture, n'aurait cependant pu voir le jour sans les personnes et organismes suivants :

Akehiro Akita, dit Akita Meidai (ex-*Zenkyoto* de Nichidai), Yasuo Oizumi (éditions Gentosha), Satoru Saichu, Motoko Abe, Kiyoshi Imai, sénateur au sein du Parti démocratique japonais (ex-*Zenkyoto* de Todai), Yoshiharu Tsuboi (professeur d'économie à l'université Waseda, ex-*Zenkyoto* de Todai), Keiichi (*Yasukazu*) Amano, Masao Matsuda (ex-*Nihon sekigun*), Takayuki Morishima (Association contre le retour des membres incarcérés au Liban de l'ARJ), Jack Russel (FCCJ Tokyo), Hiroshi Hayashi, président du Parti socialiste des travailleurs, et Norihiko Fukui, université Gakushuin de Tokyo.

Sans oublier :

Yuri Sakakibara, Madeleine Lévi-Faivre d'Arcier (NHK Paris), Mariko Yamaguchi (*Asahi Chronicle*), Kenzo Yamamoto et Jean-Baptiste Niard (NHK Paris), Muneo Narusawa du Parti démocratique japonais, Shoko Kuwata, Aiko Niwa, mes amis Yuri, Keisukei et Toshi, Jean-Marc Émy, Tristan Mendès France, pour son amitié et son aide logistique, Michaël Majster, Yuka Iwahana, Patrick et Michel Rotman, Bernard Béraud (*Ilyfunet*), ma famille, M. l'ambassadeur de France Jacques Sénard, Jean-Jacques Debout, Stéphane Joahny (*Le Journal du dimanche*), Arnaud de La Grange et Jean Leclerc du Sablon (*Le Figaro*), Christian Hoche (*Marianne*), Hiroko Tsushiya, Jacques Tarnéro, Kazue Yoshimura (ex-*Nihon sekigun*), Anne Sastourné (Seuil), ambassade du Japon à Paris, ambassade des États-Unis à Paris, ambassade du Liban à Paris, ambassade d'Israël à Paris, ambassade des Pays-Bas à Paris, ambassade du Pérou à Paris, ambassade de Roumanie à Paris.

Principales sources :

Asahi Shimbun, Mainichi Shimbun, Japan Times, Daily Yomiuri Shimbun, Le Monde, New York Times, BBC News, CNN News, publications de la Rand Corporation, trente ans d'archives NHK, agence Kyodo News, agence AFP, Rai Uno, agence Dincot, William R. Farrell, *Blood and Rage* (Lexington Books, 1990), Bernard Béraud, *La Gauche révolutionnaire au Japon* (Seuil, 1970), Christopher Dobson et Ronald Payne, *The Carlos Complex* (Book Club Associates, 1977), Yasuo Oizumi, *Le Château de glace* (Shinchosha, 1998), Colin Smith, *Carlos. Portrait d'un terroriste* (Gallimard, 1976), Takashi Kakuma, *Neige rouge* (Yomiuri Publishing Company, 1980), J. Hunter, *Eros in Hell* (Creation Books International, 1998), Bernard Violet, *Carlos. Les réseaux secrets du terrorisme international* (Seuil, 1996), Kim Yun Hee, *La Fosse aux Tigres* (Sénévé, 1996), Roger Faligot, *Naisho. Enquête au cœur des services secrets japonais* (La Découverte, 1997), Fusako Shigenobu, *J'ai décidé de te mettre au monde sous un pommier* (éditions Gentosha, avril 2001).

* Toutes les traductions, anglaises ou japonaises, ont été réalisées par Michaël Prazan, avec la collaboration de Yuri Sakakibara.

This file was downloaded from Z-Library project

Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.

z-library.sk z-lib.gs z-lib.fm go-to-library.sk

Official Telegram channel

Z-Access

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library